ÉTUDE

SUR LE

SERVAGE EN RUSSIE

ÉTUDE

SUR LE

SERVAGE EN RUSSIE

1re Partie — L'ÉTABLISSEMENT DU SERVAGE

2e Partie — VERS LA SUPPRESSION DU SERVAGE
LA PRÉPARATION DE L'OPINION

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée devant la Faculté des Lettres de l'Université de Grenoble

PAR

K. BERBEROFF
Étudiante ès lettres

GRENOBLE
ALLIER FRÈRES, IMPRIMEURS DE L'UNIVERSITÉ
26, Cours de Saint-André, 26

1912

PRÉFACE

Il faudrait être bien présomptueux pour ne pas avouer combien fut lourde pour mes épaules la tâche dont je me suis chargée en abordant cette étude sur le servage en Russie. Car une des questions les plus importantes de l'histoire russe est en même temps une de celles qui soulèvent les plus nombreuses discussions. Il y a trente-cinq ans, Pogodine essayait de prouver l'inexactitude de la théorie qui attribuait au tsar Théodore Ivanovitch le régime qui attache les paysans à la glèbe (1592). Il fut soutenu par les professeurs Engelmann, Vladimirski Boudanoff, Klutchevski, qui, par une série de travaux consacrés au servage, essayèrent de démontrer que le premier acte juridique concernant l'attachement des paysans fut la loi de 1649, connue sous le nom de « Oulogenié ». Mais la divergence des opinions provient surtout de la façon différente d'envisager le procès de l'attachement et les facteurs qui contribuèrent à son développement, qui préparèrent le servage de « juré ».

De même qu'aujourd'hui l'analyse d'un écrivain ou d'un peuple dont on ignore la langue est rendue difficile et presque inabordable, l'étude historique, et j'entends l'étude personnelle, est rendue impossible, faute de ce qu'on a l'habitude d'appeler sources indi-

rectes de l'histoire, manuscrits, chroniques et d'autres témoins de l'époque qu'on explore. Ce n'est donc pas une étude originale, mais un exposé basé sur l'analyse plus ou moins détaillée des recherches et théories déjà connues que j'ose présenter aujourd'hui.

Mais je fus guidée et soutenue au cours de ces explorations par la vive et la sincère sympathie qu'en ma qualité de Bulgare, j'ai toujours éprouvée pour ce pays que jadis nous avons initié à l'écriture, mais grâce auquel nous avons connu la liberté. Car il faut l'avouer : sans se mêler aux affaires politiques de la péninsule des Balkans, la Russie se contente d'exercer une influence purement intellectuelle; il ne serait pas exagéré de dire que le faible degré de culture que nous avons acquis depuis trente ans environ, nous le devons en grande partie à cette sœur aînée à laquelle nous ne saurions jamais être assez reconnaissants. Qu'on se rappelle l'état de barbarie dans lequel se trouvait notre pays oriental le lendemain de la délivrance; la première langue étrangère que les Bulgares entendaient grâce au long séjour de soldats russes dans certaines contrées du pays, ce fut la langue russe, ce furent encore les œuvres russes qui guidèrent le Bulgare lettré, qui transformèrent son *modus vivendi*, qui essayèrent de faire disparaître peu à peu les traces de cette domination séculaire qui nous a mis au rang des peuples inférieurs et dont le véritable Bulgare d'aujourd'hui n'est pas encore affranchi.

Aussi avant de m'aventurer dans l'étude de l'histoire bulgare, ai-je osé aborder une question dont je ne sens que trop bien les difficultés; mais je n'ai pu

résister à l'envie de dévoiler le mystère de ce « pays de mirage » dont, il y a quelque temps, on ne soupçonnait guère les forces créatrices, de ce peuple qui n'avait pas le droit de figurer parmi les peuples civilisés. Il y a environ quarante-cinq ans, un poète tchèque, Jean Kellar, publiait un poème intitulé : la fille de Slava. Il chantait les destinées bouleversées de la race slave et essayait de prédire l'avenir :

« Sans doute, d'autres suivent un chemin plus aplani; nous nous traînons péniblement, lourdement derrière eux. En revanche, nous sommes un peuple jeune : nous savons ce que les autres ont fait, mais personne ne peut encore deviner ce que nous serons un jour au livre de l'humanité. Et voici les paroles d'un Occidental, un demi-siècle les sépare de la publication de cet étrange poème, elles prouvent combien les rêves et les espérances de cette race se sont réalisés : il faut bien nous pénétrer de cette vérité : à l'époque où nous sommes, nulle race en Europe ne mérite plus sérieusement d'être étudiée que la race slave, aucune n'a donné depuis un demi-siècle plus de preuves de vitalité et d'aptitude au progrès. En s'efforçant de mieux connaître le génie de cette race et de s'en rapprocher au point de vue politique, ni l'âme, ni l'esprit de la France ne sauraient soupçonner de rechercher une mésalliance [1]. »

Il n'y a qu'un problème historique de l'Occident auquel je songe involontairement en parlant du servage russe, seul dont l'importance matérielle et mo-

[1] Louis Léger, *Russes et Slaves*, Paris, p. 13.

rale égale celle de « Krepostnoe pravo [1] », c'est la féodalité.

L'étude de ce droit, de ce « Krepostnoe pravo », propre à tous les peuples à un certain stade de leur évolution, et d'après lequel l'homme est un objet d'absolue possession, donne non seulement une idée du développement économique et social de la nation russe, mais encore une réponse au point de vue de sa personnalité et de son moi national.

Et maintenant, avant de pénétrer dans l'étude du fonctionnement de ces rouages compliqués que présente le servage russe, l'envie me prend de dessiner en quelques larges traits l'œuvre et la grandeur de l'illustre historien russe auquel je dois une partie de ces quelques explorations, de ces essais de dévoiler les secrets de la grande terre slave. Je tâcherai, quoique d'une façon superficielle, de dégager l'ensemble des particularités de cette œuvre énorme ; ouvrez n'importe quel travail de Klutchevski, que ce soit un article destiné au public ou bien une recherche scientifique écrite pour les spécialistes, commencez à lire : votre attention, dès la première page, suivra le développement de la pensée de l'auteur charmée par l'élégance de la forme et des expressions. Le sentiment que vous éprouverez ne peut être appelé qu'enchantement, sentiment d'un caractère très élevé et compliqué à la fois. A travers la beauté du langage, vous sentirez une puissante originalité de la pensée, vous verrez se dessiner un horizon nouveau dans les évé-

[1] « Krepostnoe pravo » signifie servage en russe, plus exactement le droit de posséder des serfs.

nements historiques, une lumière éclairer le sens caché des facteurs et des relations restés dans l'ombre jusque-là. Et vous comprendrez aussi que cette façon de reproduire la vie éteinte s'appuie sur des connaissances intimes de l'historien par rapport aux événements du passé; c'est la fusion complète de l'âme de l'auteur avec l'esprit des réformes qu'il explore. Tels sont les moyens puissants de Klutchevski comme historien écrivain: une parole chaude atteignant la vraie force du poète, un rare talent, un regard pénétrant de l'historien, une profonde connaissance de l'antiquité allant jusqu'à la pénétration des plus menus détails d'un procès éteint depuis longtemps. Armé de ces qualités, le défunt historien ne pouvait pas ne pas créer de vrais chefs-d'œuvre dans n'importe quelle branche de la science qui attirât son attention. Mais quelque précieuse que soit son œuvre, elle serait restée dans la science comme un épisode brillant, si elle n'avait pas été pénétrée par un sentiment général, par un principe mis pour la première fois en lumière et employé pour l'étude approfondie de l'histoire russe. Et il fut établi par Klutchevski ce principe, voilà pourquoi l'ensemble de ses travaux scientifiques a formé dans l'histoire de la science russe une époque, une vraie étape dans son évolution graduelle. Loin de revêtir sa façon toute nouvelle de procéder à l'égard de l'histoire russe d'une forme théorique, il l'appliqua en pratique dans ses recherches et dans les exemples donnés par lui-même en vue de l'étude concrète des matériaux historiques.

Il fut le premier qui, non seulement en théorie mais

en pratique, par l'étude comparée de faits historiques, éclaira la marche de l'histoire russe en se basant sur l'évolution économique, en montrant comment, sur le terrain de cette évolution, se formait le tissu des relations sociales dans la Russie antérieure à la principauté de Moscou, dans celle de Saint-Pétersbourg, en comparant ce procès social aux péripéties politiques. La réalisation de ce travail fut la pierre fondamentale de la science russe taillée et travaillée pour la première fois avec une virtuosité incomparable par Klutchevski. L'époque qui précède celle de l'illustre historien connaissait quelques faibles tentatives d'une analyse scientifique de l'histoire russe, mais ces essais manquent de lien général, à preuve l'œuvre du professeur Solovieff, prédécesseur et maître de Klutchevski. Dans son *Histoire de la Russie,* il réunissait sans cesse d'innombrables renseignements concernant les institutions qu'il comparait trop d'après les formules. Ce fut un énorme amas de matériaux non dégrossis destinés à servir à la construction d'un édifice dont plus tard l'architecte ingénieux devait être Klutchevski qui se présenta avec un plan bien conçu, avec des principes et des méthodes strictement déterminés. Voilà pourquoi quand on demande ce que le savant qui vient de mourir avait fait pour la science russe, on pourrait répondre : il l'a créée cette science. Sans doute les historiens, les recherches scientifiques existaient avant Klutchevski, ainsi que les œuvres en plusieurs volumes. Mais la méthode rigoureuse pour l'étude du procès historique russe fut créée par l'illustre successeur de Solovieff, professeur à l'Université

de Moscou. L'étude des relations sociales, l'analyse du procès économique, par rapport à l'organisation de l'Etat et la vie politique, voilà le principe proclamé par Klutchevski et réalisé dans ses propres recherches. Et cela fut suffisant pour donner une direction toute nouvelle à la science russe, pour déterminer son avenir. Le nom de Klutchevski évoque une série de souvenirs universitaires chez ses contemporains qui ont eu l'heureuse fortune de suivre son cours [1]. Malgré l'atmosphère orageuse de la vie universitaire, malgré les préoccupations politiques des étudiants, les auditeurs de Klutchevski furent toujours trop nombreux pour les petites salles de l'ancienne Université de Moscou. Quel fut le mystère de cette attraction invincible qu'il exerçait sur ses nombreux auditeurs? Etait-ce seulement l'exposé clair et méthodique des détails obscurs de cette science qu'il chérissait tant? Klutchevski fut artiste autant que savant et possédait la rare faculté de réunir dans son cours la profondeur de l'analyse scientifique et la description pittoresque. Il mettait tant de chaleur et de sentiment en évoquant les images d'autrefois qu'on oubliait le présent pour ne vivre que dans le passé. Ajoutez à cela une voix chaude, riche en intonations et vous comprendrez facilement pourquoi son cours laissait une telle impression, pourquoi plus tard en lisant ses œuvres, celles qu'on lui avait entendu développer, on était obligé d'avouer que l'impression laissée par la voix vive était beaucoup plus forte.

[1] Articles de Kisevetter, de *Rousskia Vedomosti*, mai 1911.

« Je me rappelle la grande salle de l'ancienne Université à Moscou, simple et basse; sur les bancs et entre les marches de la chaire, à côté du siège du professeur, sont installés les étudiants sans distinction de spécialités (ce qui était rigoureusement défendu à cette époque), les esprits et les nerfs sont tendus, quelques visages trahissent par un sourire comme extasié une extrême jouissance esthétique. Sur la chaire, un vieillard, les yeux fermés, la tête penchée sur son manuscrit, la main légèrement levée vers le front ridé, derrière lequel la pensée évoque des souvenirs du passé. On dirait qu'il lit en dedans de lui-même; les images, les scènes, les événements et les relations d'autrefois se dessinent pleins de vie, débarrassés du brouillard des siècles, racontés par une voix tremblante et faible, s'impriment sur la figure expressive : c'est la bonhomie du tsar Alexis Michailovitch, la grandiose et noble nature de Pierre Ier, l'hypocrisie de son gentilhomme [1]. » « Tout grand homme russe porte en soi quelque chose de Pierre le Grand, son ancêtre spirituel, et chacun s'en va avec un sourire douloureux sur les lèvres », écrivait Klutchevski un jour dans un article sur Granovsky. Ne parlait-il pas de lui-même? Celui qui avait pénétré le sens de ces paroles ne pouvait pas ne pas être trompé dans son espoir, ne pouvait pas s'en aller d'ici-bas sans un sourire douloureux et amer sur des lèvres crispées.....

Le premier travail sérieux de Klutchevski, sa thèse

[1] Souvenirs, *Rousskia Vedemosti*, mai 1911. Alphéroff.

de maguistre [1], est consacrée à l'étude de la vie des saints comme source historique. Au premier abord, ce sujet paraît être très différent de l'idée directrice de ses œuvres. En réalité, la thèse en question est un simple essai pour mettre en pratique la méthode dont il a tant vanté les avantages. Klutchevski commence par l'étude de l'évolution économique. La base, l'élément essentiel de cette évolution est, d'après lui, le rapport entre la population, le territoire occupé et l'ordre de la distribution de cette population dans les différentes contrées de ce territoire. Une des particularités de ce développement consiste en ce que la plaine immense de l'Europe orientale, devenue l'arène de la vie historique du peuple russe, n'a jamais été suffisamment et régulièrement peuplée. L'émigration continue est, pour Klutchevski, le fait capital de l'histoire russe. Dans son discours à l'occasion de l'ouverture de l'Université, il disait toujours : l'histoire russe est celle d'un peuple qui est constamment en voie de colonisation. L'étude de nombreux détails de ce procès était pour lui un problème de grande importance; il s'intéressa à l'origine des moines, « Octchelniki skiti », car il la considéra tout d'abord comme un des épisodes caractéristiques pour la colonisation populaire, l'étude de la vie des saints était à ses yeux indispensable. De là est sortie, sous la plume de Klutchevski, une étude énorme par les détails et les recherches minutieuses, classique en même temps par sa perfection, monographie sur la vie des saints. L'élé-

[1] Examen qui correspond au doctorat occidental.

ment purement historique étant restreint, l'étude de ce fait est restée en quelque sorte isolée au milieu de la marche générale de ses travaux. Malheureusement, les conclusions tirées de cet ouvrage furent négatives, la vie des saints était une source trop pauvre pour fournir des éléments utiles à l'étude de l'histoire de la colonisation en Russie. Mais une fois l'analyse commencée, Klutchevski étudia les « Jitia » sous tous les rapports, et la littérature lui doit l'apparition d'un travail précieux sur l'hariographie russe. Ayant clos brillamment ces quelques explorations dans la sphère de la religion, Klutchevski se dirigea vers son but en passant par d'autres chemins. Neuf ans s'écoulèrent depuis l'apparition de son premier travail (1871) et il publia sa thèse de doctorat : « La Douma des Boyards dans l'ancienne Russie » (dans la *Pensée Russe*, 1880, puis recueillie en volume en 1881). Ce fut un travail classique, un des plus originaux et des plus difficiles que puisse choisir l'ambition d'un critique et d'un historien philosophe. Etant basée sur l'étude détaillée des nombreuses chroniques des temps les plus reculés, la thèse de Klutchevski fut un essai pour substituer aux connaissances éparses et vagues une image scientifique de la période qui s'étend jusqu'au règne du grand réformateur, c'est-à-dire depuis les origines du royaume russe jusqu'au commencement du XVIIIe siècle. L'objet principal de cette étude était les origines et le rôle de l'institution la plus élevée dans le royaume, « La Douma des Boyards ». Mais le livre portait un deuxième titre : Essais sur les origines d'une institution de l'Etat par rapport à

l'histoire de la société. Et ce deuxième titre paraît plus exact que le premier, car il exprime l'âme du travail, son vrai sens. Mais la dissertation de Klutchevski est précieuse surtout comme étude monographique des institutions de l'antiquité russe ; l'histoire de l'institution est étudiée par rapport au milieu social dont elle est un des moyens d'action, de ce milieu social de la Russie des XIVe, XVe et XVIe siècles si redoutable, si obscur et si intéressant à la fois. Le même principe fut appliqué plus tard dans la série des leçons faites à l'Université de Moscou. Après avoir partagé l'histoire russe en périodes, Klutchevski étudiait dans chacune d'elles les événements toujours avec la même sévérité et le même ordre scientifique. Il allait, si je puis m'exprimer ainsi, de la fleur à la racine, commençant par les événements qui frappent au premier abord, puis arrivait aux éléments primordiaux du procès historique. L'exposé commençait toujours par un tableau caractéristique des relations politiques de l'époque en question ; quand les auditeurs se sentaient orientés, le professeur élargissait le cadre de son analyse en montrant que les connaissances de faits de l'histoire politique n'expliquent rien par elles-mêmes et qu'il faut chercher ailleurs la clef du procès historique, alors il procédait à l'étude des classes sociales pour arriver à la base des événements formant l'état économique de l'époque étudiée. Un tableau en relief de chaque période se dressait devant les auditeurs. Celui qui leur parlait était étranger à toute façon exclusivement schématique de présenter les me-

nus détails d'une vie éteinte. Comme E.-M. de Vogüé [1], « ce fut l'esprit le plus naturellement généralisateur, le plus menu fait n'était pour lui qu'un prétexte de s'élancer vers les hauteurs de la synthèse ». Il cherchait l'harmonie dans la multitude des faits, mais comme historien philosophe et comme artiste, il tenait à ne pas voir s'effacer les nuances, sans quoi le tableau, malgré sa régularité et son exactitude, aurait été irréel. Voilà pourquoi, en esquissant son schéma, il lui donnait tant de vie et tant de couleurs, il n'oubliait jamais que l'évolution historique rappelle le mouvement sinusoïdal et que l'historien, s'il ne veut pas s'éloigner de la vérité en suivant la suite des événements, ne doit jamais négliger les sinuosités de cette ligne, aussi insignifiantes qu'elles soient. Ces détours et ces replis attiraient particulièrement l'attention du savant, c'est à eux qu'il consacrait les meilleures couleurs de sa palette. Prenons par exemple cette merveilleuse étude de la noblesse russe dans la Russie servile du XVIIIe siècle, de ces admirateurs de la philosophie occidentale qui méditaient sur les volumes de Voltaire, propageaient les idées sur les droits de l'homme et..... écrasaient la masse sous le joug servile. Ainsi, en traçant les schémas généraux, Klutchevski se montra excessivement attentif à tous ces débris d'autrefois qui contiennent parfois plus de traces d'existence humaine et racontent mieux le « biloé [2] ». Et il pouvait non seulement comprendre et sentir le passé, mais

[1] Victor Giraud, *Les maîtres de l'heure*, article sur Vogüé.
[2] Signifie le passé en russe et en slave en général.

encore ressusciter les contours, le parfum, l'atmosphère de l'ambiance évanouie. Le talent de pénétrer dans le sens des phénomènes lui aida à faire plus d'une découverte. Il serait suffisant de nous rappeler que dans la « Boyarskaia Douma » il découvrit toute une période de l'histoire russe appelée « Oudelni[1] », considérée avant comme faisant partie de la Russie kiévienne. C'est encore à lui qu'on doit la découverte du vrai caractère des anciennes assemblées auxquelles ses devanciers avaient consacré une littérature considérable, mais c'est grâce aux recherches de Klutchevski que leur valeur historique fut mise en évidence. De cette façon ont été analysés aussi les rapports entre les tsars de Moscovie et la Douma des Boyards, et plus tard les rapports entre barines et moujiks. L'union des qualités d'artiste et d'historien, possible seulement chez les natures d'élite, donnait à toutes ses œuvres l'empreinte de je ne sais quelle puissante force créatrice. La définition des caractères avait un rôle de premier ordre dans son cours universitaire. Description très impartiale, accompagnée toujours d'une appréciation personnelle et sévère, car le savant ne négligeait pas le troisième rôle de l'historien, celui du juge. Qu'on lise par exemple, dans le quatrième volume de son cours universitaire, les traits frappants qui marquent la caractéristique des successeurs de Pierre le Grand. Ce sont là des couleurs à la Tacite. Mais Klutchevski est sceptique et ce scep-

[1] L'expression provient du mot slavon « oudel » qui signifie part ; il s'agit d'une période antérieure à la Russie kiévienne.

ticisme à l'égard des réformateurs et de tous ceux qui « avaient des idées » ne peut être expliqué que par l'impartiale appréciation de leurs actions. Plus les idées qui devaient éclairer et diriger l'humanité étaient altruistes, plus les individus lui paraissaient insignifiants. Car ceux qui les possédaient étaient encore esclaves de la barbarie du Moyen âge. Cette fidélité bien prononcée à l'idéal faisait naître chez Klutchevski un lien très étroit entre les intérêts scientifiques et purement sociaux. Aux adversaires de cette opinion, je proposerais de lire la préface de son cours universitaire. Ils y trouveront : « La valeur de notre savoir dépend de ses rapports avec nos actions et nos besoins, dans le cas contraire, le savoir devient en quelque sorte un simple lest de la mémoire, bon tout au plus pour établir l'équilibre d'un navire sans arrimage [1]. » En créant l'histoire de ce peuple, il étudiait attentivement l'époque actuelle et ne cessait pas d'être toujours sensible à ses souffrances. Ce n'est pas seulement le penseur, le professeur, qui jusqu'au dernier jour ne cessait pas d'inspirer la jeunesse russe, mais une génération, une physionomie particulière, que la mort subite nous enleva il y a quelques mois, un monde qu'on perdait à jamais, un monde qui s'en allait avec ce qu'il y avait de meilleur en lui, avec je ne sais quoi de noble de la pensée sociale et scientifique qui peut être traduit par les paroles : Ancienne Université de Moscou. Et il s'en est allé avant l'heure, celui qui était maître de la science russe, celui qui

[1] Klutchevski, *Œuvres complètes*, introduction, Moscou, 1911.

nous avait appris à la juger. L'Université et le monde scientifique se sont sentis abandonnés, découronnés, isolés, privés des meilleurs guides, n'ayant plus aucune communication vivante avec le passé, semblables à ces orphelines qui sentent brusquement retomber sur leurs seules épaules tout le poids et toute la responsabilité de la vie.

Embrassons-la d'un dernier regard cette noble figure qui vient de sombrer sous l'horizon. C'était un artiste que V.-O. Klutchevski. Il l'était par le style, par la force et la sensibilité des images, par la force de reproduction de l'âme du passé et l'âme de tous ceux qui sont morts depuis longtemps.

Le sens de la vie réelle dans les documents historiques l'aida à éclairer d'une vive lumière les institutions de l'antiquité, par le rôle qu'avait joué l'usage, la pratique, la vie, les relations sociales obscures souvent pour les contemporains même. Heureusement, son œuvre nous reste, et par elle sa présence réelle nous redevient vivante, sa personnalité morale reprend forme à nos yeux. Sa pensée s'anime et devient plus agissante. Le mouvement qu'il s'est créé n'est pas fait de main mortelle..... mais la harpe est brisée et on n'entendra plus le son divin de sa musique.

LE ROLE DE LA RUSSIE DANS L'HISTOIRE ET LA PRINCIPAUTÉ DE MOSCOVIE AU POINT DE VUE POLITIQUE ET SOCIAL

En étudiant l'évolution générale de l'histoire, nous avons le droit de nous demander quelle est l'importance de la place qu'occupe dans l'histoire universelle une nation ou un pays. Il arrive même souvent que les historiens et les philosophes de certaines nationalités considèrent l'histoire générale d'un point de vue tout à fait national. Cette façon de considérer les choses, quoique étroite et exclusive, est plutôt juste, car en s'intéressant à la marche générale de l'humanité civilisée, on est obligé de comparer une nation avec celles qui l'ont précédée. Et ce n'est pas un exposé du développement intérieur que j'ai l'intention de faire, ce qui m'aurait trop éloignée du vrai but de mon travail, mais je me propose de trouver une réponse à la question suivante : quels sont les rapports de l'histoire de ce pays avec celle des autres qui l'ont devancé de beaucoup dans son évolution morale? L'adoption de la religion chrétienne de l'empire d'Orient (Byzance), liée naturellement à d'autres faits historiques qui témoignent de l'influence byzantine sur l'histoire ancienne de la Russie, n'était qu'une association de

l'histoire russe à celle de l'Orient et du monde gréco-slave; tandis que la connaissance plus intime de la Russie avec l'Europe occidentale, qui l'avait séduite par l'étrange prestige de ses doctrines, par la chaleur communicative de ses paroles et la générosité toute nouvelle de son idéal, n'était qu'une ère nouvelle, une association au monde romano-germanique. Ces deux faits historiques, qu'on place l'un à la fin du xe siècle, l'autre à la fin du xviie et au commencement du xviiie siècles, ont été compris et considérés d'une façon différente par les deux grands partis littéraires entre lesquels s'était divisée la société russe de la deuxième moitié du xixe siècle. Les slavophiles qui étaient disposés pour l'orthodoxie, considéraient la réforme de Pierre Ier comme un malheur irréparable, comme une réforme à cause de laquelle la Russie s'était trompée de chemin, tandis que les Occidentaux y voyaient le salut du pays, le seul moyen de faire sortir le Russe d'un état voisin de la barbarie. La vraie science historique doit avoir pour but, non pas la façon subjective d'apprécier les choses, mais la façon objective. Pour que la Russie adoptât le christianisme de Byzance et non pas de Rome, comme pour qu'elle devînt un pays européen et non asiatique, pour l'un et pour l'autre, il y avait des causes historiques qu'il ne faut point négliger. Un autre fait, dont l'importance égale celle des deux premiers, mérite d'être signalé : deux siècles et demi après l'adoption du christianisme, la Russie, c'est-à-dire une grande partie de la Russie, devait se soumettre à une bande asiatique et devenir musulmane. La domina-

tion des Tatars rattache l'histoire russe à celle de l'Asie et de tout l'Orient, ce ne fut que deux siècles avant Pierre le Grand qu'elle se débarrassa de toute domination étrangère, après être restée très en arrière dans son développement historique. L'adoption du christianisme, la domination des Tatars, la réforme de Pierre le Grand, voilà les trois grandes branches politiques de l'histoire russe; quant au plus important des faits sociaux, celui qui est la clef de toutes les conséquences économiques, sociales et morales et qui est le sujet de ces essais, nous l'étudierons après avoir passé en revue les grands événements russes qui nous montreront les relations de ce pays avec l'Orient et avec l'Asie musulmane, possédant à la fin du Moyen âge presque tout le monde slave (sauf la Russie) et enfin ses relations avec le grand Occident qui, depuis deux siècles, ne cesse pas d'exercer sur lui son influence salutaire. Cette histoire peu glorieuse, développée d'une façon purement administrative, touche à celle de trois centres civilisés bien différents, qui s'étaient formés au Moyen âge dans la partie ouest, sud et est de l'ancien monde. Tout en se développant aux dépens des conditions intérieures dans lesquelles la plaçaient les conditions géographiques du pays, sa personnalité ethnique, la Russie éprouvait en même temps l'influence de ses voisins, venue de trois côtés différents : du Sud celle de Byzance, de l'Est celle de l'Asie, de l'Ouest celle de l'Occident. Trois influences correspondantes aux trois mondes historiques. Ils n'étaient pas de la même portée ces courants étrangers, dont l'un seulement

pouvait être salutaire; leur disciple, quoique jeune et impuissant, ne resta pas inactif par rapport à ses voisins. Son histoire, aussi peu bouleversée qu'elle soit, ne s'est pas écoulée sans traces comme pour l'Europe civilisée, à laquelle elle appartient depuis les réformes de Pierre Ier, aussi bien que pour la péninsule des Balkans avec ses populations grecques et slaves et enfin les vastes territoires de l'Asie (Sibérie, Asie Mineure, etc.). La culture occidentale adoptée, la Russie alla la porter dans les pays les plus éloignés de l'Orient. C'est là son rôle le plus important.

Cette revue superficielle des relations extérieures de l'histoire russe nous montre que si on considère l'histoire russe au point de vue purement chronologique, on doit la placer dans la deuxième moitié du Moyen âge et que de son rôle universel on ne peut parler que depuis deux siècles, autrement dit depuis l'empereur Pierre Ier. Que ce soit au point de vue des premiers essais d'une vie civilisée ou bien au point de vue d'un rôle international, il faut signaler l'arrivée tardive de ce pays sur la voie d'un développement plus intense. Mais tous ceux qui arrivent tard sur la scène historique sont condamnés à subir les différentes influences plutôt que d'influer, de répéter ce qui a été vécu par les autres, d'imiter et d'assimiler avant de créer. Bouleversée dans ses destinées, sous l'action de brusques cataclysmes que l'histoire lui réservait, sans pouvoir travailler sur elle-même dans la paix, toujours balancée et désordonnée sous le choc des idées et des faits, elle était arrêtée plus d'une fois au moment où elle se décidait à prendre une direction quelconque.

Les conditions purement physiques, les luttes avec les peuplades asiatiques, la domination des Tatars, tout cela pris ensemble entravait le mouvement en avant. Arrivant plus tard que les autres peuples sur la scène historique, le Russe devait être devancé par ses voisins les Occidentaux, ce retard intellectuel est le fait le plus impressionnant de son histoire. Une des conditions défavorables à l'établissement des relations entre le monde occidental [1] était sans doute son éloignement. Le fait qu'elle appartient au monde slave est d'une importance capitale pour la Russie. En divisant les peuples européens en romains, germains et slaves, on est frappé par un certain ordre dans leur développement intérieur, par une marche successive qui consiste en ce que, avant les autres, apparaissent dans l'histoire les Romains et plus tard les Slaves; quant aux Germains, ils occupent la place intermédiaire. De Rome la civilisation devait passer aux Germains, ses voisins les plus proches et les plus redoutables, et beaucoup plus tard aux Slaves, les plus éloignés du centre civilisé. Faisant partie du monde slave en Europe, la Russie partageait sous tous les rapports les destinées de ce monde, grâce à sa situation géographique. Si on examine cette partie de l'Europe qui se trouve de l'autre côté du Danube et du Rhin, c'est-à-dire ces vastes territoires du monde slave actuel, on peut constater que le mouvement his-

[1] Les rapports entre les Français et les Russes ont commencé tard : les Scandinaves, les Byzantins nous ont précédés de beaucoup dans les pauvres capitales de la Russie kiévienne et la Grande Russie.
E. Haumant, *La culture française en Russie*, Paris, 1911, p. 2.

torique se faisait de l'Ouest à l'Est. Si la culture grecque représentée par Byzance n'avait pas existé et si la Russie n'avait pas reçu d'autres influences que celle du monde romano-germanique, son développement historique aurait commencé plus tard. Avec la disparition de Byzance, le courant romano-germanique se répand librement. La propagation du mouvement historique de l'Ouest à l'Est des Romains aux peuples germaniques et des Germains aux Slaves, s'explique non pas par le caractère de race, mais par les conditions géographiques, par les particularités ethnographiques : ainsi, les pays que les Slaves occupaient étaient plutôt défavorables au développement économique. Le berceau de la vie historique est à l'Ouest, c'est de là qu'elle s'est propagée vers l'Est (et se propage encore aujourd'hui sous la forme de l'influence morale que les vieilles nations exercent sur l'Orient) : la cause en est purement physique, la constatation des faits historiques suivants peut servir comme preuve irréfutable de cette loi générale : à un certain moment de l'évolution économique, la plupart des peuples européens ont passé par le stade du servage, c'est-à-dire l'attachement des cultivateurs à la glèbe, forme sociale propre aux époques d'un caractère particulier quand la société se partageait en deux parties bien distinctes — noblesse foncière, noblesse de la cour — et la masse du peuple. Les pays romanisés apparaissent sur la scène historique du Moyen âge précisément avec une forme semblable de propriété (à savoir le colonat), base du servage au Moyen âge. L'attachement des paysans à la

terre et la soumission de la masse au pouvoir d'une classe puissante de grands propriétaires fonciers existe aussi à Byzance où, à une époque assez avancée, la législation des empereurs iconoclastes l'a fait supprimer. Chez les barbares de la première moitié du Moyen âge, on trouve également des communes formées de paysans libres et l'attachement à la glèbe ne s'opère que plus tard. Voici pourquoi, en étudiant le développement des relations entre l'homme libre et l'homme soumis, on constate que l'extension de cette forme se faisait de l'Ouest à l'Est, ce qui prouve que les conditions économiques et politiques qui ont provoqué cette forme sont apparues à l'Ouest plutôt qu'à l'Est — d'abord en France, d'où elles passent en Allemagne, et bien longtemps après en Russie. Quant au mouvement contraire, celui de l'affranchissement des paysans, il se faisait dans le même ordre, en Orient il s'opère beaucoup plus tard qu'en Occident. Ainsi le servage subsistait en Russie et fut en pleine force de son développement quand, en Europe, ses dernières traces étaient disparues. Le servage n'est pas la preuve unique de cette loi, d'autres faits non moins importants, mais dont l'étude m'aurait trop éloignée de mon projet, nous font croire que l'extension de tout mouvement se fait de l'Ouest à l'Est (à savoir le progrès du système capitaliste). Tout cela ne nous prouve que le retard considérable de l'Orient en comparaison avec l'Europe, retard dont les causes sont nombreuses et dont les principales ont été passées en revue. Cette revue courte des conditions géographiques et historiques du développement de l'histoire russe nous

montre qu'après l'installation de la domination turque et tatare dans les parties sud et est, le seul pays dont l'influence pouvait s'exercer sur la Russie était l'Occident. Dans l'histoire moderne, la Russie politiquement libre n'apparaît que sous la forme de principauté de Moscovie. Comme centre politique, ce royaume apparaît dans une partie très éloignée de la grande voie fluviale (Moscovie était moins favorablement située que Novgorode et Kiev). C'était un vrai trou intellectuel où on pouvait rester en arrière par rapport à tout mouvement vital. Des conditions de vie particulières avaient formé un état social dans lequel se faisait sentir le développement très fort du pouvoir central à côté de l'effacement presque total de l'individualité. Les Occidentaux qui apparaissaient dans ce pays lointain, poussés soit par la curiosité, soit pour leurs affaires commerciales, considéraient Moscou comme un pays barbare, une immense « Tartarie » où la vie prenait des formes purement orientales. A vrai dire, la vie y était trop différente de celle qu'on menait en Europe, quoique Moscou ne fût pas tellement isolée par rapport au monde civilisé. Des commencements d'influence intellectuelle se laissaient deviner à peu près vers le XVI[e] siècle. Ainsi sous Ivan le Terrible, un certain Maxime le Grec parlait déjà au tsar de la France, état puissant et glorieux, riche de tous les biens et particulièrement d'une Sorbonne vers laquelle accourent de tous les coins du monde les amateurs de science et de philosophie [1]. Quelques an-

[1] A. Vesselovsky, *L'influence occidentale dans la littérature russe*, p. 14-15.

nées plus tard, Boris Godounoff envoie en France six étudiants dont l'histoire n'enregistre que le départ, on n'en reçut jamais de nouvelles [1].

Et c'est à ce moment qu'on voit naître chez les citoyens de la principauté un nationalisme très prononcé, une fierté slave qui avaient leurs raisons politiques. Les écrivains du temps proclamaient que Moscou était la troisième Rome, ce qui flattait énormément l'amour-propre des patriotes russes. Remarquons en passant qu'une pareille opinion de soi-même par rapport à une culture très primitive est un trait caractéristique pour les peuples d'Orient. La formule « Moscou est la troisième Rome » en avait acquis une importance politique et nationale. Cette philosophie singulière considérait Moscou comme l'héritière de Byzance, comme la conservatrice de la vraie religion chrétienne. Deux Romes avaient existé et disparu. Moscou était la troisième, voilà la conviction sincère des Russes au XVI[e] siècle, au moment où la principauté venait de se débarrasser de la domination des Tatars. Tâchons de dégager maintenant les conditions politiques de ce germe d'une Russie nouvelle; connaissant le rôle prépondérant de Moscou, sachant que c'est la scène principale sur laquelle va apparaître et se développer l'événement social que nous avons à étudier, j'ai jugé utile de consacrer quelques pages à l'organisation politique et sociale de la principauté de Moscovie, ce centre fixe autour

[1] Pypine, *Histoire de la littérature russe*, t. III, p. 212, Saint-Pétersbourg, 1903.

duquel désormais va se rassembler cette histoire si dispersée de la Russie qu'on est obligé de suivre en tant de lieux divers, à Novgorode et à Pskoff, en Livonie et en Lithuanie, à Simolensk et en Gallicie, à Tchernigoff et à Kiev, à Vladimir et à Riasan.

Dans la deuxième moitié du XIIIe siècle et commencement du XIVe, une puissance insignifiante et inconnue jusque-là apparaît. C'est la principauté de Moscovie. Sa capitale, dont on entend parler dans les chroniques du XIIe siècle, apparaît relativement tard dans l'histoire comme centre d'une des plus puissantes principautés russes. Qu'est-ce qui avait contribué à l'agrandissement de Moscou et de quelle façon est-elle arrivée à former le germe d'une nouvelle Russie, si fière de son unité nationale? Les réponses sont nombreuses : Karamsine [1] signale surtout les talents des princes de Moscou. Mais c'est aussi l'opinion française : « Là grandit une dynastie de princes habiles, persévérants et impitoyables..... ils furent les fondateurs de l'empire russe comme les Capétiens le furent dans la monarchie française [1]. D'après M. Solovieff [2], les conditions géographiques furent la véritable et unique cause de la prospérité moscovite, la ville ayant une situation très favorable (à savoir sur la route qui menait de la principauté de Kiev à celle de Novgorode, et aussi sur la route commerciale entre Novgorode et Riasan), surtout pour les métropolites russes qui préféraient occuper un centre situé à la

[1] *Histoire du royaume russe Karamsine*, vol. V, p. 38.
[2] A. Rambaud, *Histoire de la Russie*, p. 158.
[3] Solovieff. *Histoire de la Russie.*

frontière des principautés du Sud et de celles du Nord. Mais dans son ouvrage, Solovieff nous signale bien d'autres conditions qui ont contribué au développement de cette redoutable capitale. C'est d'abord les qualités personnelles de ses princes, l'activité des « boyards », et l'intervention de la société ; mais tout en appréciant les différents facteurs, il faut tenir compte de la différence considérable qui existe entre eux. Si la situation géographique était la principale et peut-être même la seule cause de la brusque élévation de Moscou, les autres facteurs ne sont que des conditions d'un ordre secondaire qui, à eux seuls, n'auraient pas pu réaliser le mouvement progressif. Il serait trop long d'étudier ce développement successif, cette marche vers la grandeur, car il faudrait pour cela passer en revue les nombreuses guerres défensives et la décadence politique et économique des autres principautés dont les possessions sont venues agrandir celles de Moscou. Tâchons de caractériser les événements principaux d'ordre politique et social et la crise que le royaume subit à la fin du XVIe et au commencement du XVIIe siècle. Or, il est facile de constater deux contradictions, deux forces redoutables marchant l'une à côté de l'autre, poursuivant le même but, dont le résultat devait être si funeste pour la Russie. L'une de ces contradictions, purement politique, provenait de ce que le tsar, ne possédant qu'un pouvoir démocratique, devait agir au moyen d'une très aristocratique administration. Cette anomalie provoqua une série de conflits entre le pouvoir central et la noblesse, dans la première moitié du XVIe siècle. Quant à la deuxième

contradiction, elle fut d'un caractère purement social. Le besoin de s'assurer d'un moyen de défense, d'augmenter ses ressources matérielles, avait fait soumettre à l'Etat les intérêts des cultivateurs à ceux des propriétaires fonciers qui ne prenaient pas part (d'une façon directe au moins) à l'activité productive du pays. Ces deux contradictions étaient arrivées à créer une crise dans la deuxième moitié du XVI[e] siècle, connue sous le nom d'*Epoque sombre*. Il serait impossible de commencer une étude particulière de cette époque sans se rendre compte des conditions qui l'ont préparée, sans accorder un regard d'ensemble aux événements d'ordre politique et social.

Deux choses nous frappent tout d'abord dans le pouvoir absolu du « tsar » ou prince russe, c'est son caractère patrimonial et national à la fois. Comme dans l'antiquité, le royaume est son patrimoine, sa « votchina », privilège qui disparaît seulement avec l'avènement des Romanofs. Ainsi le Terrible se considère comme propriétaire absolu de toute la Russie. Ces princes impitoyables étant devenus, par la ruse et la perfidie, les plus puissants dans toute la Russie, étaient destinés par l'histoire même à jouer un rôle capital — la lutte commence dans la deuxième moitié du XIV[e] siècle. C'est dans la bataille de Koulikovo que le prince de Moscou Dmitri Donski lutte non seulement pour son territoire personnel, mais pour l'œuvre nationale. A partir de ce moment un changement considérable se produit dans la situation des princes de Moscou : le peuple les considère comme des héros nationaux qui le mèneront vers la grandeur politique.

L'acquisition des villes ne se faisait pas en vertu d'une spéculation, mais dans le but de réunir tous les pays russes sous le même pouvoir. Ainsi le caractère patrimonial [1] du pouvoir royal et les indices d'un réveil national sont les deux éléments les plus importants du XVe siècle. Si le prince, et le tsar plus tard, était le votchinnik, c'est qu'il avait sur le territoire de son royaume des droits irrévocables. « J'ai reçu de mes parents ma part et je n'ai pris que ce qui m'appartient », disait le grand prince de Moscovie. Le caractère démocratique de ce pouvoir absolu, qui fut symbole de l'indépendance nationale et de l'unité politique, est d'autant plus évident qu'il s'appuyait surtout sur la masse populaire. A côté de ce pouvoir, aux XVe et XVIe siècles, en tête de l'ordre social et administratif, se trouve la noblesse de la cour dont l'histoire a été étudiée, avec un si grand succès, dans les dix dernières années. Mais les études nombreuses et approfondies ont eu, comme cela arrive souvent, pour résultat un nombre considérable d'opinions différentes. Pour quelques historiens, la noblesse était un milieu faible, sans organisation intérieure, incapable d'exercer une influence sur la masse et par conséquent impuissante à défendre son indépendance. D'autres considèrent la noblesse comme un centre oligarchique et fortement organisé, comprenant les familles souveraines, les anciennes maisons régnantes venues pour servir le maître de Moscou. La cour de celui-ci est

[1] Quand Dmitri Donski mourut, il appela, dans son testament Moscou son patrimoine, « sa votchina ».

pleine de princes sans couronnes, les Belski, les Chouiski, les Kourbski, les Vorotinski, descendants des anciens princes apanagés, fiers du sang de Rurik qui coule dans leurs veines [1]. Enfin, d'après une troisième opinion, la noblesse serait une aristocratie de naissance, prétendant occuper une place de premier ordre en vertu de son origine. Quoi qu'il en soit, la noblesse de Moscovie au XVIe siècle se composait de deux parties bien distinctes : une plus ancienne, mais inférieure, l'autre plus récente et supérieure, « comprenant des anciens princes apanagés », obligés de quitter leur patrimoine pour venir à la cour du grand prince de Moscou.

Résignés à n'être plus princes souverains, les nouveaux « princes boyards » se réunissent pour gouverner ensemble le royaume qu'ils gouvernaient séparément autrefois.

Parmi tant d'autres privilèges dont cette noblesse jouissait, le plus important fut le foncier. Ces princes de sang de l'ancienne Russie conservaient leurs patrimoines. Descendants de familles souveraines, après avoir perdu leur indépendance politique, ils restaient maîtres absolus de leur patrimoine : serviteurs par rapport au roi, ils étaient toujours les mêmes chefs politiques par rapport à la masse, les mêmes princes régnant avec leur cour, leur armée, jouissant du privilège des impôts et du droit de faire le partage et la concession de leurs terres aux couvents et à leurs serviteurs. Alors se forma en Russie un genre parti-

[1] Solovieff, *Histoire de la Russie*, p. 2.

culier de propriétaires fonciers dont l'ensemble représentait la noblesse de service, une classe à part, bien distincte des autres classes : le propriétaire foncier du centre de la Russie, le petit « votchinik », le paysan encore libre, tout ce monde insignifiant avait une position bien inférieure à celle du « boyard » qui, entouré d'une cour des enfants des nobles « boyarskia deti », avait des rapports directs avec le tsar. L'abîme était énorme, tellement énorme qu'il transformait cette classe de « princes boyards » en une classe à part qui, avec le tsar, était placée au sommet de l'édifice social. Tel était l'état de cette noblesse, une des plus riches du monde, quand tout à coup une réforme vint bouleverser affreusement la tranquillité de sa paisible existence. La réforme en question, désignée sous le nom d'*Opritchnina*, venait de compliquer singulièrement les relations entre propriétaires et paysans. Le régime patriarcal de l'ancienne Slavie et l'exemple des souverains orientaux contribuaient à maintenir le despotisme dans toute sa force. (Ivan IV se considérait comme héritier du tsar Nabuchodonosor, du tsar Pharaon, du tsar Assuérus, du tsar David, puisque la Russie était le sixième empire dont il est question dans l'Apocalypse. Par son aïeule Sophie Paléologue, il était entré dans la famille des tsars de Byzance. Par son ancêtre Vladimir Monomaque, il se rattachait aux Porphyrogénètes et par Constantin le Grand aux Césars.) Le « tsar » était à la fois le père et le maître de ses sujets, plus absolu que le « khan » des Tatars ou le sultan de Constantinople. La personne et le bien de ses sujets étaient sa pro-

priété, les plus grands seigneurs, les princes issus de Rurik n'étaient que ses esclaves « holopi ». Une pétition s'appelait en russe un battement de front « tchélobitie ». Les grands de l'empire signaient leurs suppliques non pas de leur nom, Jean ou Pierre, mais d'un nom de laquais, d'un diminutif servile, Vania, Pétroucha. La formule byzantine : « Puis-je parler et voir », se retrouvait dans celle-ci : « N'ordonne pas de me châtier, ordonne-moi de dire un mot. » On n'approchait du seigneur qu'en tremblant, on se prosternait sous l'épieu de fer dont le Terrible ne se séparait jamais et dont, dans un accès de colère, il tua son fils. Le royaume était considéré comme sa chose domestique, qu'il administrait avec ses gens à lui qui avaient succédé à la « droujina » des anciens grands princes; il le gouvernait avec ses proches ou les parents de sa femme. Les fils des plus puissants seigneurs se faisaient honneur de le servir en qualité de « spalniki », valets de chambre, et « stolniki », domestiques qui faisaient le service pendant le dîner. Les fonctions domestiques conduisaient au rang des boyards ou d'okolnitchie. Les principaux boyards formaient la « douma » ou conseil de l'empire réuni dans la chambre du prince et présidé par lui. Dans les grandes occasions on convoquait le « sobor » ou assemblée générale composée de députés de tous les ordres, espèce d'états généraux de l'ancienne Russie. Ce n'était pas sans résistance que la fière aristocratie russe s'était laissée réduire à cette dépendance, mais les « kniaz » et les « veliki kniaz », dispersés comme gouverneurs de provinces ou de villes jusqu'en Si-

bérie et Kasane ou soumis dans la capitale à une rigoureuse surveillance, étaient devenus impuissants.

En parlant de l'organisation politique de Moscou, j'ai fait allusion à une contradiction sociale. Je l'avais représentée comme une soumission systématique de la masse ouvrière aux intérêts de la noblesse de service, soumission qui provenait du besoin d'une défense nationale. La lutte avec les voisins de la frontière allemande (Lithuanie), celle avec les Tatars des XV[e] et XVI[e] siècles exigeaient une reconstitution des forces militaires. Sur les frontières apparaissaient de nouvelles villes fortifiées dont le personnel militaire se composait de gens appartenant à la toute dernière classe de la société moscovite (les habitants des faubourgs). Toute cette population nouvelle, destinée à représenter l'armée et à servir le roi, était extraite de divers départements du royaume, dont la population ouvrière diminuait à vue d'œil. A la place de ceux qui s'en allaient s'installait un nouveau genre d'habitants qui n'appartenaient pas aux communes corvéables du département, ni non plus à la masse de cultivateurs et d'ouvriers, mais se plaçaient au-dessus d'elle et arrivaient à la gouverner. On faisait à ces propriétaires-officiers la concession de terres considérables, peuplées par des paysans. Pendant tout le XVI[e] siècle, on put observer l'extension et le développement rapides de cette forme de propriété qu'on appelle en russe « pomestie » et « votchina [1] ». Ayant besoin de forces militaires, l'Etat créa une classe par-

[1] « Pomestie », fief ; « votchina », alleu.

ticulière composée d'éléments très variés, issus de toutes les classes de la société moscovite, et l'installa sur des terres appartenant au domaine royal (terres noires et terres de la cour). L'élection se faisait donc sans aucune distinction; on choisissait tous ceux qui pouvaient suffire aux besoins de la défense nationale. Ainsi, dans les territoires de Novgorode, l'Etat profite de la classe des petits propriétaires fonciers. Il fait entrer une partie de ces petits propriétaires dans la classe générale des serviteurs du royaume en leur concédant des terres, mais la plupart, sous la pression de conditions économiques, finissent par s'égaliser avec la masse paysanne. Le besoin de forces militaires se faisait tellement sentir que le Gouvernement était obligé de se procurer des soldats parmi les paysans de certaines familles nobles. Les Tatars, qui avaient adopté le christianisme et étaient venus s'installer dans les villes de Oka et de Volga, étaient également destinés au service militaire. Enfin l'Etat avait à sa disposition cette étrange et redoutable force des cosaques qui apparaît, au XVIe siècle, grandit et se développe dans les vastes steppes de la Russie du Sud. En un mot, cette nouvelle classe était composée de personnes de conditions sociales différentes, ce qui a contribué favorablement à son développement. C'est seulement à la fin du XVIe siècle que, dans les régions centrales du royaume, le nombre des « officiers » ayant atteint un chiffre très élevé, l'Etat devint un peu plus exigeant dans son choix, et agit avec une certaine précaution; quant aux régions limitrophes où l'in-

certitude de la situation et le voisinage des ennemis étaient plus sensibles, on se dispensait bien de demander des détails sur l'origine et les occupations des sujets et on faisait une généreuse distribution de terres pour assurer la tranquillité du royaume. Ainsi le nombre de cette classe augmentait en même temps que grandissait l'espace de terrains occupés par ce nouveau genre de propriétaires. Quelles furent les conséquences produites par sa formation? La nouvelle classe commença par priver les indigènes de leurs terres, les villes se transformaient en centres administratifs et fortifiés, en perdant leur importance économique. Le partage des terres se faisait aux dépens de la situation géographique : les régions limitrophes possédaient une population plus dense que celle du centre; il était difficile d'installer les nouveaux propriétaires dans la région dite « Pomorié », étant donné l'éloignement de ce département du théâtre de la guerre. Voilà pourquoi c'est surtout dans les régions du Sud et vers la frontière de la Pologne que les nouveaux propriétaires furent installés. Mais il arriva un moment où la distribution des terres devint difficile et même presque impossible, car l'Etat ne les avait plus à sa disposition. Désormais il était impossible d'installer les propriétaires dans les régions centrales et Sud du royaume. Pour continuer sa politique militariste, l'Etat était obligé de faire la concession de terres qui ne lui appartenaient pas : soit celles de la noblesse (princes boyards), soit celles du clergé. Il en résulta que, vers la fin du XVIe siècle, ces propriétaires-officiers étaient arrivés au point extrême de

leur développement en occupant presque toutes les terres ecclésiastiques, y compris celles du domaine royal. C'est sur ces terres que va naître, grandir et se développer cette forme économique ou plutôt ce mal social qui sera un des facteurs négatifs dans le développement économique du peuple russe et qui, à la fin du XIXe siècle, causera sa banqueroute morale. A un certain moment, les paysans, c'est-à-dire toute cette masse énorme d'agriculteurs qui était privée de toute propriété, se trouva occuper des terres privées appartenant à la noblesse, ou bien des terres ecclésiastiques. La commune, telle que nous la connaissons au Nord de la Russie, a pu conserver son organisation du « mir » seulement dans les domaines de grands seigneurs, tout en étant légèrement modifiée sous l'influence du pouvoir seigneurial. Mais l'intervention de ce pouvoir, quoique gênant, représentait quelques avantages : elle permettait aux paysans de vivre sous la tutelle d'un personnage fort et riche qui se mettait entre eux et le pouvoir central, et qui était investi du droit de les charger d'impôts à son profit aussi bien que de percevoir ceux de l'Etat. En plus, il avait le droit d'installer les paysans sur des terrains abandonnés en établissant préalablement un contrat. De cette façon, toutes les fonctions des anciennes autorités du « mir » devenaient, entre les mains du seigneur, un puissant moyen de lutte contre les paysans. Il est certain que le développement que je viens d'exposer, celui de la propriété de service et, en général, celui de la propriété privée, était une des conditions favorables pour l'assujettissement progressif des pay-

sans. Une des conséquences inévitables de la naissance de grands domaines était le passage des paysans d'une indépendance économique et administrative sous la tutelle foncière du seigneur. Si, dans certains cas, cette soumission n'était pas pénible et même avantageuse, dans d'autres elle fut accompagnée par la disparition de la liberté civile, — désormais les paysans furent inscrits dans les listes contributives au nom de leur seigneur au lieu de l'être pour la commune. Ainsi on disait : un tel « boyarine » vient de recevoir de Sa Majesté le « tsar » un domaine avec un tel nombre de paysans. Cette politique, caractérisée par la suppression du droit de passage libre, est très répandue au XVI[e] siècle : avec le temps, les propriétaires avaient pris l'habitude de ne pas laisser partir ceux qu'ils avaient reçus avec la terre, les « anciens » qu'ils considéraient comme complètement attachés à la glèbe et qu'ils forçaient en cas de fuite de retourner dans leurs villages en se rapportant aux livres spéciaux dans lesquels les paysans avaient été inscrits. Cette façon arbitraire de procéder par rapport à l'homme libre, mais négligé par la loi et la société, était excusable pour l'Etat : la population attachée à la terre était indispensable pour les fonctions du seigneur pour les services qu'il était obligé de rendre au « tsar », aussi bien qu'elle était indispensable pour la prospérité économique des domaines. Mais, pour la classe ouvrière, ce passage était un pas en arrière dans sa position sociale, peu enviable déjà, une chute qu'elle supporta difficilement. En outre, l'état des choses se compliquait par le partage de

terres qui fut très irrégulier, par l'émigration qui se faisait en même temps et par les recensements désordonnés. Les différentes sortes de terres étaient entrées en jeu, c'est en parlant de cette époque que Klutchevski a remarqué avec justesse que les domaines russes au XVI[e] siècle passaient de mains en mains comme les papiers précieux de la Bourse [1]. Personne ne se doutait encore que ce jeu funeste, « aux terres et aux paysans », allait aboutir à l'attachement complet de ces derniers, que l'intervention du clergé et la politique de Jean IV favorisaient, car les couvents et les abbayes profitaient de la grande catastrophe foncière pour ramasser habilement les débris des anciens nids. Alors les paysans furent attaqués de deux côtés : les terres du domaine royal, à cause du besoin de défense nationale, passaient dans les mains de grands seigneurs — passage qui se faisait d'une façon excessivement irrégulière et désordonnée. C'est à ce moment qu'une tentative de soumettre définitivement les paysans et d'assurer par leur travail le bien-être de la classe foncière amène pour résultat une émigration de la masse paysanne. Voilà quelles furent les causes principales de ces émigrations (deuxième moitié du XVI[e] siècle) : l'envie de rétablir les anciens droits de liberté perdue encourageait le mouvement d'émigration, car ce fut le seul moyen qui permettait l'acquisition de terres nouvelles. La conquête des Tatars à l'Est et au Sud avait mis à la disposition de

[1] Platanoff, *Conférences sur l'histoire russe*, p. 197, Saint-Pétersbourg.

l'Etat de vastes terrains dans le bassin de Volga et Oka, renommés par leur fertilité. Après la prise de Kazane (1552), l'Etat s'y installe d'une façon définitive, une partie de la masse s'y dirigea aussitôt, en cherchant à remplacer la terre qui lui échappait. Si la crise économique était le motif principal pour l'émigration, le gouvernement d'Ivan le Terrible ne se pressait guère pour prendre des mesures qui auraient entravé ce mouvement. Sa politique avait plutôt pour but de faciliter l'installation dans les terres nouvelles où il fondait des villes semblables aux marches germaniques. Souvent il favorisait ce mouvement moyennant des privilèges qu'il faisait obtenir aux émigrés. Une semblable politique ne pouvait inspirer à la masse qu'un vague espoir de reconquérir la liberté perdue. Cependant, vers la fin du xv[e] siècle, on remarque quelques indices d'inquiétude, le décroissement de la population ayant atteint des chiffres considérables. Le pays souffrait d'un mal énorme auquel le Terrible se sentait incapable de remédier ; cependant une faible tentative de réagir contre la crise foncière se produit vers 1572. Ce fut la défense de faire des donations ecclésiastiques et la suppression du privilège d'impôts dans ces terres. Il est facile de se représenter l'importance de ces mesures en sachant que 37 % de la terre cultivée autour de Moscou appartenaient au clergé et 40 % de terres laïques étaient abandonnées. Si on généralise ces constatations et qu'on les applique à toute la Russie, on trouve que plus de la moitié des terres cultivées jouissaient du privilège d'impôts. Telle était la crise éco-

nomique dont l'Etat ne s'est rendu compte que quand elle fut trop avancée en pleine force de son développement. C'est à la fin du XVIe siècle qu'il se décide à prendre la défense des intérêts populaires en agissant avec précaution, par des moyens provisoires, se montrant indécis, presque impuissant : il n'osait pas attacher d'une façon imprévue la nombreuse masse errante, mais créa toute une série d'obstacles pour empêcher son émigration et le droit de passage libre d'un propriétaire à l'autre. Ces obstacles, destinés à lui assurer une quantité de services, étaient nombreux : c'était tout d'abord la suppression provisoire du privilège d'impôts et le recensement entrepris en 1592-1593.

Mais bien avant l'intervention de l'Etat, la classe des cultivateurs avait essayé plusieurs moyens de lutter contre la crise — moyens que la particularité des relations du temps lui indiquait. L'émigration continue avait causé le manque de la main-d'œuvre, les documents du XVIe siècle nous citent de nombreux cas de propriétés abandonnées et ruinées, « des villages dont les églises toutes neuves encore inspirent de tristes pensées ». Parfois on se souvient encore des anciens propriétaires et des domaines délaissés, dans lesquels la mélancolie et l'abandon règnent, gardent leurs noms. Mais c'est le petit cultivateur qui était à plaindre surtout, car n'ayant pas assez de moyens pour se rendre fonctionnaire, il quittait sa petite propriété pour s'expatrier aussi, ou pour se mettre à l'abri de quelque grand et puissant seigneur. Les privilèges dont jouissait le clergé attiraient vers lui la masse

populaire. En outre, la possibilité de conserver l'organisation du « mir » dans les grands fiefs était un avantage très appréciable. Dans la lutte acharnée contre les « faibles », les grands seigneurs n'avaient pas besoin de recourir à une extrême habileté, tandis qu'ils continuaient de prospérer, les petits propriétaires disparaissaient engloutis par cette force grandissante de la noblesse foncière. Toujours dans l'intention de reconstituer les fiefs abandonnés, les seigneurs ne se contentaient pas de réclamer la suppression provisoire des impôts dans leurs patrimoines, mais se voyaient obligés de recourir à d'autres moyens moins légaux pour attirer les paysans des terres privées et ceux du domaine royal. C'est le moment de la grande chasse au « moujik », quand tout le monde est envahi par le désir de se procurer de cette future « marchandise vivante ». La violence, la perfidie et la brutalité que manifestaient les « hommes du seigneur » pendant ces transports de paysans, devenues proverbiales en Russie, occasionnaient d'infinies difficultés à la justice ainsi qu'au Gouvernement qui se décide finalement de mettre fin à ce désarroi. L'émigration des paysans qui payaient la « tiagla [1] » privait le Gouvernement de ressources considérables et empêchait les propriétaires d'être réguliers dans leurs services. C'est en 1601 et 1602 qu'apparaissent les premières lois concernant la suppression du droit de passage libre. On ne sait pas au juste si cet assujettissement, fait en faveur de petits propriétaires, avait

[1] La « taille » signifie aussi corvéable.

pris une forme juridique, toutefois ce fut un moyen puissant d'arrêter le mouvement populaire. Les rapports entre propriétaires et paysans paraissent être réduits à la redevance annuelle moyennant laquelle le moujik avait le droit de cultiver la terre. La paie de cette redevance, qui était aussi le règlement de tous les comptes, rendait la liberté aux paysans. Il en résultait que plus il s'enfonçait dans les dettes, moins son départ était réalisable. Il est vrai aussi qu'il pouvait acquérir la liberté en payant une rançon, mais cette opération n'était pas toujours possible pour les paysans qui habitaient un domaine depuis longtemps et portaient le nom d' « anciens ». C'est alors qu'on voit les propriétaires employer toute sorte de moyens pour empêcher le départ des paysans : ce sont tout d'abord les lettres d'assurances données par quelque protecteur du paysan, servant comme preuve de fidélité. (En cas de fuite les assureurs versaient la somme convenue, parfois invraisemblable, 300 roubles = = 30.000 francs aujourd'hui.) Souvent on agit avec violence, et la cruauté de la société russe se fait sentir dans toute sa force : le paysan est martyrisé, obligé de porter des chaînes, en un mot traité en malfaiteur. La somme que le paysan recevait au début pour suffire à ses besoins d'installation était considérée comme moyen de soumission du paysan débiteur au propriétaire créancier. Et quoiqu'elle ne le transformât pas formellement en serf, elle était toutefois une obligation qui pesait sur la conscience du débiteur et le faisait apprécier la bienveillance et générosité du seigneur, venu à son secours dans un mo-

ment de détresse. Cet usage de prêter la « souda », tout altruiste qu'il puisse paraître à première vue, était en réalité un des moyens les plus efficaces et les plus puissants pour tous ceux qui tentaient de s'enrichir en assujettissant la masse enfoncée dans les dettes; désespérée et abandonnée, elle ne songeait qu'à s'enfuir. En 1550, les paysans du couvent de Saint-Cyrille, occupant un espace qui représentait 70 % de la surface totale des terres possédées par le couvent en question, avaient semé des graines que l'économe du couvent leur avait cédées. Généralisez les constatations faites pour le couvent de Saint-Cyrille et vous aurez l'image exacte de la position économique des futurs serfs. Ceux qui devaient à leurs seigneurs et appréhendaient la servitude prochaine étaient obligés de reconquérir la liberté perdu au prix de grands dangers : de s'enfuir ou se faire rançanner par le maître auquel désormais ils allaient appartenir. Mais tous sentaient que la liberté absolue était à jamais perdue. Vers 1580, les terres du grand prince Bekboulatovitch (le département de Tver) étaient habitées par 2.217 paysans dont 333 étaient nouveaux venus, 33 étaient complètement libres, 52 avaient quitté leurs seigneurs sans avoir réglé leurs comptes et 188 étaient rançonnés. Il en résulte que 63 de partis avaient quitté leurs propriétaires par l'intermédiaire de seigneurs qui tâchaient de les séduire et 18 s'étaient enfuis. Voilà l'impression que nous laisse ce regard d'ensemble jeté sur l'ordre économique de la principauté de Moscovie : tout droit de passage libre interdit; il n'y avait plus que deux moyens de regagner la liberté : la

rançon et la fuite. Il importe de remarquer que ce ne fut pas la loi qui avait introduit ce nouvel ordre des choses, mais la nécessité, le besoin créé artificiellement par la politique équivoque des grands seigneurs et les mesures successives de l'Etat, mesures qui, sans posséder la rigueur d'une loi, étaient le moyen le plus sûr d'attacher le paysan et de le substituer au « holope [1] » d'autrefois.

D'après le Code juridique de 1550, le paysan peut être vendu et soumis à la volonté de l'acheteur [2]. D'autre part, le passage de la condition libre à la condition d'esclave n'était pas défendu par la loi jusqu'au XVI[e] siècle et les cas d'assujettissement volontaire très fréquents se faisaient sans aucune formalité. C'est à partir de 1586 qu'on se voit obligé de faire inscrire le nom du serf dans les listes de contributions. Le pouvoir illimité du tsarisme et les contradictions, qui minaient l'édifice social de la Russie moscovite, favorisaient cette marche lente, mais sûre, vers l'esclavage, d'autant plus que les seigneurs n'étaient pas guidés par un sentiment de justice, ni menacés par un contrôle scrupuleux du Gouvernement. Ils demandaient l'assujettissement de ceux qu'ils avaient abrités, des ouvriers qu'ils avaient embauchés pendant les années de famine. On voit un nombre considérable d'individus n'ayant pas atteint l'âge majeur prêter serment

[1] « Holope » signifie, dans l'ancien russe, esclave. Plus tard, prend un sens péjoratif : homme appartenant à la classe inférieure de la société.

[2] *Actes recueillis par Uchkoff*, n° 225.

Actes historiques, tome T, n° 59.

de fidélité, ce qui nous prouve que l'assujettissement fut inconscient, même dans le cas où le contrat se faisait dans toutes les règles. En dehors de l'assujettissement volontaire, l'attachement prend un caractère excessivement grossier. Pour un milieu où le manque de la main-d'œuvre se faisait sentir de plus en plus, la soumission volontaire était un moyen excellent pour attacher au service tous ceux qui n'étaient pas capables de travailler la terre; les listes de contributions nous montrent que ce sont surtout les individus solitaires sans famille, sans maison paternelle qui renonçaient volontairement à la liberté. La plupart de ces malheureux deviennent des domestiques attachés au service personnel et travaillent dans la maison même du seigneur. Souvent ce sont des ouvriers complètement indépendants, mais désœuvrés, qui viennent chercher de l'occupation, quittes à remplacer leur existence pauvre, mais libre, par la tranquillité et l'aisance relative de la vie servile. Telles sont les conditions générales de l'asservissement volontaire qui faisait perdre la liberté, même à ces individus qui n'avaient pas de rapport direct avec la terre, qui jouissaient par conséquent d'une liberté presque complète. Mais dans la Russie moscovite, l'idée de la possession de la terre et celle de la liberté étaient étroitement liées. Toute tentative de changement, de protestation et de révolte ne faisait qu'augmenter la persécution de la part des propriétaires fonciers qui s'empressaient d'attirer les individus errants. Ceux qu'on appelait « serviteurs libres » ou bien serfs libres ne différaient des vrais serfs que parce qu'ils étaient ve-

nus eux-mêmes se soumettre au seigneur. Plus tard, à l'époque du servage de « juré ». on attacha les serfs libres à la terre sans s'inquiéter de leurs protestations. Considérant ces hommes libres comme des individus suspects, craignant leur fuite, l'Etat exigera par la suite un contrat écrit, établi d'après toutes les formalités, entre ces domestiques et leurs maîtres. Il existait aussi un genre spécial de serfs qui comprenait des paysans corvéables appartenant autrefois à l'Etat, qui jouissaient aussi d'une certaine liberté et portaient le nom de « zakladchiki » (personnes mises en gages). Ce genre de serfs était très répandu : sur les terres ecclésiastiques, sur les terres de princes boyards où on les appelle « les gens de la cour » (dvorovie) ; parfois, étant un peu aisés, ils louent des terres ; ailleurs ils sont obligés de garder la propriété pendant l'absence du seigneur et la tenir prête pour son arrivée [1]. Enfin ce sont les vrais domestiques proprement dits, petits propriétaires d'autrefois, qui, ne pouvant pas résister à la crise économique, avaient choisi le dernier et le plus triste moyen : celui de se soumettre aux riches. Mais la résistance de ceux qui perdaient la liberté présentait une redoutable force sociale, contre laquelle l'Etat n'ose pas lutter jusqu'à l'année 1649.

Je viens de passer en revue quelques-uns des moyens dont se servaient les propriétaires fonciers dans l'intention secrète de se procurer non seulement des ouvriers, mais des serfs ; leur politique adroite et simple

[1] D'ordinaire on ne visitait les domaines que pendant la saison de chasse.

n'avait pour but que la suppression de la liberté et des droits civils du paysan et de cette masse énorme qui faisait la corvée. Il faut avouer que plus d'un de ces moyens étaient contraires à la politique du pouvoir central. Quand les propriétaires peuplaient les terres abandonnées et arrivaient de cette façon à reconstituer les anciens nids, l'Etat en tirait son profit, car le domaine reconstitué lui apportait des revenus et les paysans payaient les impôts. Mais quand, dans l'éternelle poursuite du « moujik » ils violaient la loi, c'était à l'Etat à étudier les nombreux procès dressés contre eux par la justice (dans la plupart des cas, les procès étaient dressés contre l'habitude très répandue au XVI[e] siècle d'attirer les paysans du voisin). En prêtant systématiquement de l'argent à son moujik, le seigneur pouvait le réduire à la misère, ce qui n'inquiétait guère l'Etat, car le propriétaire était responsable des capacités économiques de son sujet. Ce ne sont pas non plus les conséquences générales, provenant de l'appauvrissement de la masse, qui pouvaient faire pressentir au Gouvernement les périls de sa politique : le niveau intellectuel de ceux qui tenaient les destinées du peuple russe ne permettait pas de concevoir l'importance énorme d'une politique favorable aux intérêts seigneuriaux. Les moyens dont se servaient ces deux forces, l'Etat et la noblesse pour arriver au même but, au même résultat funeste, furent parfois trop différents pour ne pas opposer les intérêts de la classe foncière aux intérêts du Gouvernement. Seule cette contradiction peut nous expliquer et justifier jusqu'à un certain degré la politique trop

prudente et équivoque de ce dernier. Mais la vie l'obligeait à servir à deux buts diamétralement opposés : s'occuper de la prospérité des propriétaires fonciers, surtout de ceux d'entre eux qui étaient au service de l'Etat, et les aider à attacher la masse populaire pour l'indépendance politique de laquelle il luttait. Ainsi, la lutte pour la liberté politique fait supprimer la liberté individuelle. Cet ordre des choses dure jusqu'au commencement du XVII[e] siècle. En 1571, on entreprend un recensement général qui a pour but de faire inscrire les paysans dans des livres spéciaux au nom desquels le seigneur avait le droit de réclamer ceux qui y étaient inscrits. Mais le Gouvernement moscovite n'ignorait pas que les listes de contributions n'étaient pas un moyen sûr pour la recherche des paysans et aussi que les fugitifs étaient nombreux. Ce sont en réalité les premières mesures prises par l'Etat et par la noblesse, les premiers pas faits dans la lutte acharnée contre le peuple. Dans les régions nouvellement acquises, en Sibérie principalement, le Gouvernement installait des paysans venus des régions centrales à demi attachés à la glèbe. Toujours dans le même but, Jean le Terrible et Boris Godounoff s'empressaient de faciliter l'émigration de tous ceux qui quittaient le centre du royaume pour aller habiter les régions limitrophes. Il est à douter que cette contradiction fût le résultat d'un dualisme politique, c'était plutôt l'impossibilité de s'élever au-dessus de deux événements d'un genre différent et les soumettre à sa disposition. Et quand les émigrants venant du centre du royaume s'installaient dans les

nouvelles régions et que la vie reprenait les mêmes formes, on pouvait constater la naissance des mêmes phénomènes qu'avait créés quelque temps auparavant la crise économique. Les nouveaux propriétaires, dans les régions Sud de Oka, profitaient, sans obstacles, pour exploiter la masse qui affluait de tous côtés. Les conditions qui provoquèrent la crise se propageaient du centre vers la frontière, dans les endroits les plus éloignés du royaume. Dans les grands domaines, l'organisation du Mir disparaissait peu à peu. La population ébranlée par le mouvement d'émigration s'en allait au delà des frontières, s'installait dans les petites villes de cosaques, dans les bassins des grands fleuves du Sud. C'est là que naissait ce sentiment de haine et de révolte, cette soif de vengeance contre l'ordre politique qui privait le paysan de la terre pour satisfaire les besoins de la classe foncière. Alors un antagonisme sans bornes divisa la société de la Russie moscovite en classes ennemies. La terre, la principale richesse du pays, et la liberté individuelle furent la cause de ce désaccord social. Seules les régions du Nord étaient en meilleur état, car elles avaient conservé leurs communes primitives et leur organisation du Mir. Tel fut l'état social de Moscou à la veille de la mort de Jean le Terrible. La classe de hauts fonctionnaires ébranlée par la réforme « d'Opritchnina », dispersée, ruinée elle aussi, passait par une crise morale et matérielle à la fois. La peur de tomber en disgrâce « opala », le désordre qui régnait dans les propriétés abandonnées, les nombreux procès qui l'enfonçaient dans les dettes, le succès de son ancien adversaire, le

clergé, tout cela pris ensemble pesait sur la noblesse. Mais l'état des petits propriétaires n'était pas plus enviable, c'était sur eux que pesaient les charges de la guerre avec la Livonie et avec les Tatars, tandis que l'élément militaire faisait défaut à cause de l'émigration continue des paysans. Chargés de lourds impôts, n'ayant pas le nécessaire, ces gens avaient besoin des secours de l'Etat pour défendre leurs terres et leurs sujets contre l'intervention du clergé et de la noblesse. Quant à la masse populaire, elle souffrait aussi de la guerre et surtout de la politique draconienne du Terrible. Par bonheur, le sort de cette masse fut bien différent dans les deux moitiés sud et nord du royaume. Tandis que les communes du Nord, très actives, pleines encore de forces, restaient indépendantes et conservaient des relations indirectes avec l'Etat, dans la moitié sud du royaume les paysans des terres noires et des terres de la couronne (j'aurai l'occasion plus tard de revenir sur l'importance du rôle que ces terres ont joué) tentent d'émigrer. Elle s'en allait, la masse, sans avoir de but déterminé, en emportant une haine sans bornes, une soif de vengeance contre cette organisation sociale qui la privait de la terre et de ce qui ne devait au moins jamais lui manquer, la liberté. Il ne serait pas exagéré de dire que dans les régions du centre pas une des classes sociales n'était satisfaite, agitée par une fermentation intérieure dont les signes sinistres étaient plus qu'évidents pour l'observateur attentif. Alors commença l'époque de révolte dans le royaume de Moscovie, révolte qui, n'ayant pas l'intensité des passions d'une

révolution, avait le même but : l'amélioration de l'état social et économique de la masse. Dans l'esquisse rapide que j'ai faite jusqu'ici, j'ai décrit le servage tel qu'il se présente au XVIe siècle, c'est-à-dire le servage de « facto », mais, comme tout événement historique, il a ses antécédents, des causes auxquelles il est étroitement lié et auxquelles il doit sa naissance et son développement. Il sortit d'un autre mal social si familier à toutes les sociétés, l'esclavage, en apportant quelque chose de nouveau, de moins cruel et barbare, mais gardant toujours, malgré les dehors d'une forme plus humaine, le caractère ignoble de son prédécesseur, il alla prendre place dans l'histoire du peuple le moins avancé de l'Europe. Il n'y a rien de complètement nouveau, de complètement original dans l'histoire de l'humanité, les événements que nous étudions, et qui se ressemblent et qui se répètent, ne sont que de petits anneaux composant la chaîne de cette histoire. Le servage, comme tout événement historique, n'est qu'un de ces anneaux sociaux. Comme l'esclavage, il fut le résultat d'une époque sombre où la force matérielle prédomine et l'emporte sur les questions d'ordre moral. Mais tandis que le christianisme, ne pouvant pas supprimer l'esclavage, car la doctrine de l'amour a été de tout temps moins puissante que l'intérêt, arrivait à le rendre moins barbare, rien n'adoucissait le servage : on peut dire sans exagérer qu'arrivé au dernier terme de son évolution, la veille de l'abolition (1861), il ne diffère de l'esclavage que par le nom. Depuis le moment où on cessa de considérer l'histoire comme une suite chronologique de

faits et d'événements, depuis le moment où elle prend le caractère de développement moral de l'humanité, celui d'une étude de la vie populaire et des institutions, dans la littérature et dans la société, on s'intéressa à connaître les origines du servage en Russie. Cet état social, né au milieu de conditions et de mœurs du temps, qui éleva plus d'une génération, qui laissa une empreinte ineffaçable sur l'esprit russe, ne pouvait pas resté inconnu, ne pas être dégagé du brouillard qui enveloppait son origine.

Résumé de l'Introduction. — Le royaume de Moscovie, puissant, mais encore jeune, pour s'assurer une position stable, fut obligé d'entreprendre une série de guerres défensives. L'Etat, ne disposant pas de capital libre, possédait en revanche des territoires considérables, acquis par les princes (en outre Ivan Kalita), c'est donc la terre qu'il va mettre en jeu, distribuer entre ses sujets, pour les dédommager des obligations qui pesaient sur eux. Mais, pour que cette terre apportât des revenus, il fallait la cultiver d'une façon régulière. Ne pouvant pas compter sur les paysans libres, qui changeaient une fois par an de propriétaire, l'Etat, soutenu par la noblesse, prend toute une série de mesures souvent illégales pour empêcher le mouvement continu de la masse, qui tente d'émigrer. Ce fut d'abord la petite somme avancée par le seigneur à son sujet, la « souda », qui faisait naître une dépendance étroite entre propriétaire et ouvrier. Alors s'engagea une lutte acharnée entre ces deux éléments, une lutte de deux siècles et demi qui devait

aboutir à la soumission du faible. Il se forma alors d'un côté la classe de riches et puissants propriétaires fonciers, classe privilégiée, vivant du travail de la masse assujettie et appauvrie. Au XVIe siècle, ces relations anormales sont complètement formées, et quelques esprits éveillés de l'époque commencent à redouter le résultat funeste de cette énorme contradiction sociale.

On rencontre pour la première fois le nom officiel des paysans russes « krestiané » ou « christiané » dans une « gramota » (charte) de mitropolite Kipriane, adressée en 1391 au monastère de Saint-Constantin [1].

Il importe de préciser les noms que les paysans en Russie portaient dans les différentes périodes de la vie historique de la société russe. Pour cela, il faudrait tout d'abord comparer les divers documents, ceux dans lesquels on rencontre le nom de paysan avec ceux qui possèdent le même caractère, mais dans lesquels le nom de « krestiané » est absent ou bien remplacé par un nom analogue. Or voici ce que nous lisons dans la « gramota » de Kipriane que je viens de citer : « Et Kipriane mitropolite disait ainsi au prieur et aux chrétiens [2] du monastère : obéissez tous à ma « gramota », le prieur doit posséder des paysans et les paysans doivent lui obéir. » Quelles sont les obligations des paysans envers leur maître, c'est-à-dire envers l'administration du monastère de Saint-Constantin? Les plus aisés des paysans demeurant dans les villages qui appartiennent au monastère doivent four-

[1] Professeur Beliaeff, *Les paysans en Russie*, Moscou, 1905, p. 2-3. — Recueil d'articles : L'édition du prince Dolkoroukoff et comte C.-Z. Tolstoï; Article de A.-A. Korniloff, Les paysans de la principauté de Moscou, du XIVe au XVIIe siècles.

[2] « Chrétien » signifie, dans l'ancienne Russie, paysan et provient sans doute du « khrest », croix ; plus tard, le mot modifié est devenu « krestianine », ce qui signifie encore aujourd'hui paysan.

nir des vivres et des provisions, labourer les terres, moissonner, pêcher, faire la chasse aux loutres en automne, apporter des cadeaux pour la fête de Pâques et de Saint-Pierre au prieur et aux autres moines du monastère.

La « gramota » du prince Iaroslave, adressée en 1400 au couvent de Tolgski, représente les paysans libres, ayant le droit de passer d'un cultivateur à l'autre, habitant des terres des couvents ou des particuliers, payant les impôts et toute sorte de taxes locales, soumis à la juridiction privée (princes, couvents), ou bien jugés comme tous les hommes libres de l'époque. Dans une « gramota » de 1450, adressée par le mitropolite Iona à un certain André Aphanasief, on voit que les paysans habitaient non seulement les terres appartenant au couvent et aux princes, mais aussi des terres appartenant aux seigneurs d'importance moins considérable (*Ibid.*).

Enfin dans une quatrième « gramota » du prince Ivan Vassilievitch, datant de 1466-1478 (*Ibid.*), il est question de l'époque à laquelle les paysans avaient le droit de quitter leurs seigneurs — notamment la fête de Saint-Georges; ceux qui manquaient à la règle générale étaient ramenés et obligés de continuer leur service jusqu'à la date fixée.

De cette façon les documents les plus anciens, dans lesquels il est question de paysans, nous livrent les traits caractéristiques suivants : les paysans sont libres d'habiter la terre, soit de l'Etat, soit des princes, soit du clergé, soit des particuliers, et peuvent changer de maître une fois par an à la Saint-Georges. Si le

seigneur n'a pas le droit de les juger, ils sont soumis au tribunal commun, ils sont obligés de payer les impôts à l'Etat tout en payant leurs redevances annuelles au seigneur dont ils travaillent la terre.

On trouve les mêmes caractères dans d'autres documents plus anciens dans lesquels les paysans sont désignés sous un autre nom. Par exemple la « gramota » du prince Ivan D. Kalita (1338-1370), la « gramota » du prince de Nijni Novgorode, Alexandre Ivanovitch (1410-1417), la « gramota » du grand duc Vasile Dmitrovitch, donnée à Mitropolite « Photie » en 1425. Or dans tous ces documents les paysans sont désignés sous le même nom « ludi » (gens, les hommes) ; ces « ludi », comme les paysans, sont libres, ayant le droit de passer d'un propriétaire à l'autre, payant les impôts à la ville, excepté dans les cas où ils étaient affranchis de ce genre d'obligation par une « gramota » spéciale. Dans d'autres documents encore, les paysans sont désignés sous le nom de « siroti [1] ». (Exemple la « gramota » des princes Tverski, donnée au couvent d'Otrochi (1361-1365), aussi la « gramota » déjà citée, celle de Kipriane de 1391, la première dans laquelle sont énumérées les obligations des paysans envers l'administration du couvent.)

[1] « Siroti », orphelins.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉTABLISSEMENT DU SERVAGE

LES ESCLAVES ET LES PAYSANS DU XII[e] SIÈCLE

La prospérité économique de la principauté de Kiev aux XI[e] et XII[e] siècles était basée sur l'esclavage. Vers la moitié du XII[e] siècle, l'esclavage arrive au plus haut degré de son développement; déjà, au X[e] siècle (à l'époque du prince Olègue), les esclaves étaient la marchandise principale du commerce russe sur les côtes des mers Noire et Caspienne. Le marchand russe apparaissait aussi avec des esclaves dans les villes commerciales de la Volga (principalement la ville Bolgare ou Itile); en y arrivant, il commençait par s'installer en arrimant sur des bancs sa « marchandise ambulante ».

On le voyait venir avec la même marchandise à Constantinople et, quand le Grec riche avait besoin d'esclaves, c'est au marchand russe qu'il s'adressait [1]. Toutefois l'esclavage était un des premiers faits sociaux qui aient attiré l'attention de l'ancienne législa-

[1] Klutchevski, *Histoire russe*, 2[e] édition, Moscou, 1908, t. I, p. 338.

tion russe, autant qu'on peut juger d'après la « Rousskaia Pravda[1] » (Vérité ou droit russe), dont les articles concernant l'esclavage sont les plus détaillés.

L'esclavage a été la source économique et juridique de la propriété privée en Russie. Jusqu'à la fin du xe siècle, c'est la vie urbaine qui prédomine dans la société russe; le commerce étant très développé, le besoin de la terre ne se faisait pas sentir. Mais une fois installé dans la grande ville du Dniepère Kiev, le Russe tourna son attention vers cette source principale de la vie. Les guerres mettaient à sa disposition une quantité énorme d'esclaves qu'il gardait pour l'entretien de son bien ou qu'il expédiait à l'étranger: nous savons qu'au xe siècle les esclaves et les fourrures étaient la principale marchandise du commerce russe. Dans ce pays où la terre était si abondante et où la population relative faisait un si grand défaut, on attacha les « holopes » (les esclaves) à la terre dès que la main-d'œuvre devint rare et précieuse. Les chroniques du xiie siècle nous donnent quelques indications sur les propriétaires privés, qu'on pourrait classer de la façon suivante :

[1] La législation du Charlemagne russe, c'est le recueil intitulé « Rousskaia Pravda » datant des xie et xiie siècles. Cette législation rappelle singulièrement celle de la Scandinavie. Elle consacre les vengeances privées, poursuivies contre un assassin par tous les parents du mort. Elle détermine le tarif du rachat pour les différents crimes ainsi que l'amende à verser au trésor, elle admet le duel judiciaire, l'épreuve par le fer rouge, etc. Voir Rambaud, *Histoire de la Russie*, p. 62; aussi Tchitchérine, *Essais sur l'histoire du droit russe*, Saint-Pétersbourg.

1° Les princes régnants et les membres de leurs familles ;

2° Les boyards et d'autres personnes nobles attachées au service du prince ;

3° Les institutions religieuses (couvents, abbayes, etc.).

A cette époque, les esclaves sont nombreux, c'est l'attribut nécessaire inhérent à la terre, abstraction faite de son caractère laïque ou ecclésiastique. « *Cette terre est à moi, parce que mes hommes la travaillent* », tel était la progression par laquelle s'était formée l'idée juridique du droit de la propriété privée en Russie. L'esclave cultivateur et plus tard le « stradnik » (le corvéable) étaient le lien juridique entre le propriétaire et la terre. C'est ainsi qu'apparaît ensuite la propriété héréditaire, le patrimoine ou la « votchina ». Jusqu'à la mort de Iaroslave, la condition de l'esclave paraît être excessivement dure, il n'est garanti contre rien, pas même contre la mort. La législation de Iaroslave admettait que l'esclave pouvait être tué pour le coup qu'il aurait porté à l'homme libre. Plus tard, par analogie ou par habitude, on traita l'homme libre comme l'esclave : le paysan « le krestianine » ne fut pas garanti lui non plus contre la cupidité, la brutalité et le libertinage du seigneur. Déjà à l'époque que nous étudions, c'est-à-dire aux XIe et XIIe siècles, « la Vérité russe » connaissait une classe d'ouvriers présentant un état de transition entre le « holope » et le paysan « le krestianine ». C'est le paysan qui ne jouit que d'une liberté relative

qui a, par conséquent, certaines obligations par rapport à son propriétaire et qui tire parti de la terre moyennant une redevance annuelle; pour la moindre faute, par exemple un vol insignifiant, une tentative de fuite, il était réduit à l'esclavage dans certaines contrées de la Russie du nord. On sent l'influence de l'esclavage dans cette liberté relative, dans cet état de soumission. C'est sans doute à cause de cette ressemblance qu'on entrevoyait entre ces deux états complètement différents que l'ouvrier embauché pour un temps limité est appelé dans quelques monuments littéraires qui possèdent un certain caractère juridique — esclave. Cette habitude de comparer l'hòmme libre à l'esclave peut nous expliquer un traité de Saint-Vladimir[1] avec les Bulgares de Volga (1006), qui défendait aux marchands bulgares de vendre la marchandise appelée « ognevtina » et « smedina ». Les premiers sont les paysans des terres privées, les seconds les paysans libres, habitant les terres des particuliers. La sévérité avec laquelle la loi ancienne punissait l'ouvrier qui abandonnait son propriétaire nous montre d'une part l'intention de l'Etat de soumettre le paysan à la tutelle seigneuriale, le besoin énorme de la main-d'œuvre et surtout l'envie chez ceux qui voyaient se dessiner devant eux un triste avenir, de conserver la liberté et l'indépendance. Relations anormales sans doute, nées du système administratif et des conditions économiques, des conditions physiques même de la Russie naissante. L'enri-

[1] Ce traité est étudié par Paticheff dans son *Histoire de la Russie.*

chissement presque subit et la prospérité d'une part, la soumission de l'autre, voilà les conditions principales qui déterminaient la position sociale de l'homme. Une œuvre religieuse du mitropolite Climente nous livre le portrait moral du Russe de cette époque : c'est l'homme cherchant la gloire dans la richesse, achetant des propriétés, réunissant autour de lui des quantités innombrables de chemineaux, de vagabonds, des gens qui, par misère, se vendaient eux-mêmes au maître. De cette façon, la prospérité et le progrès économique de Kiev avaient coûté la soumission des classes inférieures de la société : la vie aisée des hautes classes reposait sur l'assujettissement juridique du peuple, de ce peuple qui pendant longtemps était l'objet du mépris et des rigueurs de tous ceux qui étaient au-dessus de lui. Les chroniques des XIe et XIIe siècles nous représentent ce trait caractéristique pour une société qui se développe sous le travail intense de l'inégalité naissante. En 1018, les habitants de Novgorode décidèrent de demander le concours des varègues [1] pour lutter contre le frère de Iaroslave, Sviatopolque. Pour s'assurer des ressources matérielles, aussi bien que pour suffire aux exigences militaires, les habitants de Novgorode décidèrent de faire la quête : tandis que le noble payait 18 griven (chaque griven valait 25 kounes [2]), le paysan ne donnait que 4 kounes ; ainsi la noblesse était obligée de verser une somme cent douze fois et demie plus forte que celle qu'on exigeait du peuple.

[1] Platonoff, *Histoire russe* (6e édition), Saint-Pétersbourg, p. 64, 65.
[2] Koune-martre, un kopeck a 20 écureuils.

Dans l'histoire de l'homme, l'inégalité morale précède l'inégalité matérielle. Dans la société russe antérieure à l'arrivée des Varègues, comme dans toutes les sociétés qui sont en état de formation, de bonne heure, une division se produisit, division due à la différence de capacités et de forces intellectuelles des individus qui la composaient. Dans une société naissante, les plus intelligents, les plus forts, les plus courageux et les plus actifs arrivent à former une classe isolée par rapport aux autres classes. Il en fut ainsi dans la Russie du XI[e] et du XII[e] siècles. Nestor, en parlant des ambassadeurs que les Drevlianes auraient envoyés à Olga, emploie l'expression « les meilleurs hommes » : « Ainsi, ayant envoyé 20 hommes dans le bateau de Olga, les Drevlianes [1] avaient choisi les meilleurs hommes. »

De cette façon, deux classes se formèrent dans la société primitive russe : les meilleurs hommes et les « ludi [2] », la masse du peuple. Avec l'arrivée des princes Varègues, peut-être même avant, « les meilleurs hommes » s'appelèrent « boyards ». Cette dépendance économique de la masse est une des causes principales qui ébranlèrent l'ordre social de la vie russe depuis les temps les plus reculés [3]. Ceux qui, en 1018, étaient obligés de payer 4 kounes, s'appelleront

[1] Louis Léger, Chronique dite de Nestor, traduite sur le texte slavon russe. Voir Thomson, *The relations between Russia und Scandinavia*. Aussi Bestoujev Rioumine, *Histoire de la Russie*, 2 vol., Saint-Pétersbourg. Rambaud, ouvrage cité.

[2] Ce « ludi » est analogue à peu près à « leude » ou « leuite » dans l'ancien droit germanique.

[3] Beliaeff, *Les Paysans en Russie*, Moscou, 1903.

plus tard « krestiane » ou « ludi ». Ce sont les classes inférieures de la société russe, composées de petits cultivateurs et d'ouvriers, un genre de prolétariat ancien. A l'époque de « Rousskaia Pravda », ils portent le nom de « smedi ». Ainsi, vers le XI[e] siècle, le cultivateur était désigné par un autre nom qui ne provenait pas de sa profession, mais de sa qualité d'élément inférieur de la société russe dont le fractionnement ne faisait qu'augmenter. Toujours dans la « Vérité russe » il est question de « starosti » et de « riadovitchi », ce qui prouve que, dans cette classe inférieure, une division nouvelle venait de se produire. Les « starosti » sont supérieurs aux « riadovitchi ». Ceci est important. Car les habitants ruraux, les « smedi », les paysans, se distinguent déjà nettement des autres classes de la société, ils ont leur organisation, leurs chefs communaux quelles que soient les terres qu'ils cultivent, terres des princes (c'est-à-dire encore terres de l'Etat) ou terres des boyards (c'est-à-dire terres privées).

On constate la même organisation dans la population urbaine : la classe inférieure porte le nom d'« hommes noirs ». Voici ce qu'on lit dans la « gramota » (charte) donnée à l'église de Saint-Jean-Baptiste de Novgorode (1134-1135) : « Et moi, le prince Vsevolode, j'ai choisi deux « starosti » et plusieurs « hommes noirs [1] » qui s'occuperont des affaires de Saint-Jean. » En définitive, paysans ou « smedi », hommes noirs ou « sakoupi », « hopoli » (esclaves)

[1] *Actes historiques*, t. I, n° 3.

ou holopi de la kabala (une forme adoucie de l'esclavage d'après laquelle l'esclave devenait libre après la mort du seigneur), tous misérables, tous débiteurs insolvables, ils formaient un sol propice sur lequel devait naître et se développer une autre forme sociale, issue de ces divers éléments relativement libres sur lesquels pesaient les impôts et les contributions de la société russe du XIIe siècle. L'organisation sociale ne pouvant pas suivre les changements de la vie privée du peuple, se contentait de diviser les membres de la société en corvéables et non; sur les premiers pesaient tous les besoins matériels de la société, les seconds, titulaires de hautes fonctions, étaient les chefs moraux, les défenseurs de la liberté nationale. Il ne faut pas cependant croire que les classes privilégiées étaient dispensées d'impôts et de contributions; les charges pécuniaires pesaient sur elles d'une façon indirecte par l'intermédiaire des classes qui leur étaient soumises. La « Vérité russe », en considérant les « hommes noirs » comme une classe relativement indépendante, avait prévu les interventions possibles des seigneurs dans leur vie privée, les tentatives de fixer l'homme au sol, ce qui aurait privé l'Etat de l'élément le plus utile, celui duquel dépendait sa prospérité économique. Voilà pourquoi elle leur consacra, sous le nom de « sakoupi », cinq articles dont l'exposé clair et méthodique nous permet aujourd'hui de faire connaissance intime avec ces prototypes de futurs serfs.

1° Les « sakoupi » ne sont pas des esclaves (holopi ou robi). D'après la « Vérité russe », l'esclave

n'a pas le droit de témoigner, tandis que les « sakoupi » ont ce droit : tout au moins « quand il ne s'agit pas de causes importantes ». Donc, le « sakoupe » du XII[e] siècle est un membre de la société, quoique méprisé, sinon par la loi, du moins par ceux dont il recherche la protection. L'offense faite à un « sakoupe » est sévèrement réprimée. Mais pour avoir volé, pour avoir quitté son propriétaire sans régler ses comptes, le « sakoupe » était transformé en esclave.

2° Comme membres libres de la société, ils ont le droit d'engager des procès contre leurs maîtres : « et si le « sakoupe » va chez le juge ou chez « les kniaz » pour demander protection, il faut lui faire justice[1] ». Le seigneur, le « gospodine », qui avait vendu le « sakoupe », était privé de l'argent que cette vente lui procurait et obligé de verser à son sujet la somme de douze « griven » d'indemnité, le tarif le plus élevé que la « Vérité russe » connût (excepté les tarifs concernant le rachat de différents crimes).

3° La « Vérité russe » ne fait pas de distinction entre les « sakoupi » roturiers qui porteront plus tard le nom de paysan et les non-roturiers; les uns et les autres reçoivent de l'argent de leurs maîtres et, par conséquent, sont obligés de travailler pour eux; quelques-uns d'entre eux portent le nom de « naimiti[2] »; le seul trait qui les distingue des ouvriers ordinaires, c'est qu'ils sont payés d'avance; le salaire qu'ils re-

[1] Engelmann, Ouvrage cité.

[2] Vient du mot « naem » qui signifie en russe location ou embauche.

çoivent était considéré plutôt comme un prêt. Ce sont là les germes de deux classes futures de la société russe : paysans et esclaves de la « kabala », c'est-à-dire des gens qui, par misère, s'étaient eux-mêmes vendus au maître et qui, à la fin de leur vie, ne jouissaient que d'une liberté relative. La seule différence qu'on puisse constater d'après les renseignements incomplets de la « Rousskaia Pravda », entre les roturiers et les non-roturiers, est la suivante : les roturiers cultivaient les terres qui ne leur appartenaient pas, les non-roturiers étaient attachés à la personne du seigneur et chargés du service de la maison en qualité de redevables.

4° Les « sakoupi » ne pouvaient quitter leur maître qu'après avoir rendu la somme avancée. Sans doute, les « sakoupi » avaient le droit de passer d'un propriétaire à l'autre, mais certaines observations nous font croire qu'ils étaient les plus pauvres de la société russe et que le seigneur était obligé de leur prêter même les outils et les instruments nécessaires pour la culture de la terre.

5° Toujours dans la « Vérité russe », nous voyons que les roturiers étaient libres de travailler pour eux après avoir terminé la besogne du maître. On ne peut pas reprocher à cette législation du Charlemagne russe de n'avoir pas pris des mesures contre l'arbitraire des propriétaires : la législation des siècles suivants sera plus sensible aux intérêts de la noblesse qu'aux souffrances populaires, et aux besoins du « moujik » qu'elle ne saura guère défendre contre la

violation de la conscience humaine et l'effacement de la responsabilité morale.

Ainsi, pour avoir manqué à ses conditions, pour avoir offensé le roturier, le propriétaire des XIe et XIIe siècles était frappé d'une amende de soixante « kounes ». Les diverses conditions de cette vie soumise se réduisaient à deux types principaux, le roturier recevait une part de la récolte commune ou bien un terrain, en revanche il était obligé de cultiver celui de son maître.

Ces renseignements sont complétés par une « gramota » (charte) donnée par Varlaam Houtinski au couvent de Saint-Spass[1] (aussi la chronique de Novgorode de 1229). D'après ces deux documents, les paysans ne sont pas obligés de payer les taxes pour les terres qu'ils ont occupées autrefois, ce qui prouve que rien ne les rattachait aux anciens propriétaires auxquels ils n'étaient plus redevables. De cette façon, nous avons des renseignements officiels qu'au XIIe siècle déjà le paysan n'était pas propriétaire et qu'il cultivait la terre moyennant une redevance annuelle qu'il payait en nature ou de son travail.

C'est un fait historique incontestable, mais, comme tous les faits historiques, il ne s'est pas produit sans cause; et là surgit la question de savoir pourquoi les paysans de l'ancienne Russie n'étaient pas propriétaires? La réponse est simple; la cause en est dans les conditions économiques et dans le goût très prononcé pour la culture. Il est vrai que la terre dans la Russie

[1] *Actes historiques*, t. I, n° 5, p. 44.

du XIe et du XIIe siècles était en abondance, qu'il y en avait plus qu'il en fallait pour les besoins du temps, que chacun pouvait occuper librement d'immenses terrains, des forêts, c'est de cette façon que se sont formés les grands domaines privés. L'Etat et la société favorisaient cette substitution de patrimoines et de propriétés aux terres incultes, car c'était le seul moyen de propager la civilisation. Le droit de posséder la terre s'appelait « pocilié » et dépendait du travail et des moyens pécuniaires du propriétaire, ainsi on disait : « chacun peut posséder jusque-là où la hache, la faux, le chariot avaient travaillé », c'est-à-dire autant que les ressources matérielles et les forces physiques de l'homme lui permettaient de cultiver et de produire. Au delà de cette éventualité matérielle s'étendaient à d'éternelles lieues russes d'immenses terres incultes. Il peut paraître étrange à première vue qu'une telle abondance de terres et la liberté absolue de les occuper aient été une des raisons principales qui poussèrent les roturiers à se ranger sous la protection du grand cultivateur. Le climat rude de la Russie et les conditions primitives de la culture faisaient du sol russe une richesse difficile à exploiter; les outils, le bétail, les graines et un certain capital, tout cela faisait défaut au paysan russe, il fut donc obligé, malgré la surabondance de la terre, d'occuper et de cultiver celles que le seigneur lui abandonnait pour son entretien, en lui fournissant les instruments nécessaires, en venant à son secours quand les contributions pesaient trop sur lui. Naturellement, toutes ces compensations étaient avantageuses pour le pro-

priétaire : sans doute, à part les obligations principales, d'autres devoirs pesaient souvent sur le malheureux qu'il préférait tout de même à la mort que lui réservait quelque forêt inexplorée qui était à lui, mais qu'il ne pouvait pas cultiver.

Cette liberté absolue d'occuper la terre ne tarda pas à faire naître l'idée de la propriété privée : la terre défrichée, débarrassée de son aspect primitif, appartenait à celui qui y avait donné les premiers coups de bêche. C'était son droit indiscutable, absolu, que la loi et la société lui reconnaissaient. Et si, de son vivant, il ne renonçait pas à elle, elle passait de droit à ses héritiers. Cette terre avait déjà des limites, des bordures que personne n'avait le droit de changer. Ainsi, dans la « Vérité russe » (les articles qui datent du règne des fils de Iaroslave, c'est-à-dire du XI[e] siècle), il est question des limites des « meji » « et celui qui dépasserait la ligne de démarcation payerait une amende de 12 griven ». On trouve exactement la même punition dans la « Vérité » du XII[e] siècle, mais plus détaillée : « et si quelqu'un dépasse la limite de démarcation et qu'il laboure de l'autre côté, 12 griven d'amende [1] ». La propriété privée au XI[e] et au XII[e] siècles est en plein développement, le tarif de l'amende portée contre le non-respect de ce droit est plus élevé que tous les tarifs concernant les affaires non criminelles. Du reste, dans les chroniques, on rencontre des indices de propriété privée beaucoup plus tôt : ainsi,

[1] Beliaeff, ouvrage cité.

[2] Voir article de Lappo-Danylevski, Paysans des terres privées, dans le *Krestianski Stroi*, t. I, Saint-Pétersbourg, 1905.

Olga possédait des terrains au Nord du Dnièpère et de la Desna et le village Olgitchi déjà en 947.

Mais comme la culture de la terre pouvait se produire en commun ou par des personnes privées, il en résultait des terres communales et des terres privées; des « votchina », propriétés aliénables et absolues, par opposition à la propriété communale dont on jouissait tant qu'on était membre de la commune. Parmi les trois genres de terres qui existaient en Russie (terres incultes, terres communales et terres privées), ces dernières étaient habitées par l'élément le plus pauvre de la société russe, qui en qualité de « sakoupi » ou « naimiti » cultivaient la terre du seigneur avec les outils et l'argent qu'il avait bien voulu leur prêter pour leur entretien. Quant aux terres communales, elles étaient destinées à devenir plus tard terres de l'Etat, c'est-à-dire « terres noires », dont le maître était le prince ou le « knias », mais non pas au titre de propriétaire privé, mais au titre de chef politique du pays. Je viens de dire que l'abondance de la terre et la liberté absolue de l'occuper étaient une des raisons principales qui fit naître cette classe de paysans appauvris. Il ne pouvait pas en être autrement. La terre inculte n'ayant presque pas de valeur et la main-d'œuvre étant d'un prix très élevé, les cultivateurs s'empressaient de céder des terrains considérables à leurs « sakoupi » en leur fournissant tout le nécessaire. Tout à fait au début, cette combinaison fut avantageuse pour les malheureux qui, cultivant la terre du seigneur, arrivaient à économiser le nécessaire pour être en état de travailler ensuite un

peu de cette terre qui était à tout le monde. Il faut donc considérer cet état de « sakoupe » comme un stade intermédiaire qui permettait au paysan de devenir membre d'une commune et même petit propriétaire avec le temps.

Voilà les vraies causes de l'existence de cette classe de paysans sans terres. Au moins il m'est impossible d'en entrevoir d'autres pour l'époque de la « Vérité russe ». Le royaume s'étant formé non pas par voie de conquête et d'invasion, il ne pouvait pas y avoir la classe appauvrie des vaincus et la classe enrichie de conquérants. D'après les lois de l'ancienne Russie, personne n'était exclu du droit d'être propriétaire: les princes, les boyards, le clergé, les paysans et les marchands, tous étaient propriétaires ou pouvaient l'être tout au moins, le droit foncier n'a jamais été un droit exclusif de quelque classe privilégiée. C'est là un trait d'importance capitale qui place l'histoire russe à part dans l'histoire des autres nations formées par voie d'invasion. Olga, ayant conquis et brûlé Korostène[1], obligea les habitants de payer un tribut très élevé. On avait cédé aux princes de l'ancienne Russie des terres, mais non pas au titre de propriétaires privés, car, d'après les chroniques des XIIe, XIIIe et XIVe siècles, nous les voyons acheter de nombreuses terres. Les membres de la « Droujina » ne recevaient pas de terres et vivaient d'après les appointements ou les revenus des régions qui leur étaient

[1] Voir Rambaud, *Histoire de la Russie*, Olga et le Christianisme en Russie, p. 47.

confiées et c'est au nom de leur droit de citoyens qu'ils deviennent plus tard propriétaires fonciers. Quant aux fiefs qui devaient exister déjà aux XIe et XIIe siècles, ils ne sont pas encore aussi redoutables que deux siècles plus tard, car les seigneurs et les « droujinniki » étaient obligés de suivre les princes et n'avaient pas le droit de s'établir dans une région quelconque.

Ainsi c'est à l'organisation sociale, au système administratif et non pas au manque de la terre qu'il faut attribuer la naissance de la classe des paysans sans terre.

Après la « Vérité russe », les renseignements les plus anciens nous sont fournis par la « Gramota » de « Pskoff », qui date de la fin du XIIIe siècle et commencement du XIVe. Dans ce document, les paysans portent le nom de laboureurs, de jardiniers et de pêcheurs; leurs droits de citoyens sont décrits avec beaucoup plus d'exactitude que dans la « Vérité russe ». Tout d'abord, la charte distingue les paysans ouvriers des « naimiti », tandis que dans la « Vérité russe », le roturier est souvent confondu avec l'ouvrier qui travaille la terre pour une récompense pécuniaire. D'après la définition de la « Gramota » de Pskoff, on appelait « naimite » l'ouvrier qui était embauché pour un temps limité (un an, un mois), qui se chargeait de quelques travaux comme l'élévation d'un mur autour de la cour, les réparations dans la maison, etc., etc. Les rapports entre les « naimites » et les propriétaires, d'après la charte de Pskoff, très simples, sont déterminés par un contrat écrit et très détaillé. Si le « nai-

mite » s'était embauché pour une durée limitée, ayant reçu son salaire à la fin du terme, il avait le droit d'abandonner son maître. Si le « naimite » se chargeait d'un travail quelconque et s'en allait avant de l'avoir achevé, il était privé de son salaire. Tandis que ces relations entre le « naimite » et le maître aboutissent à ces trois conditions principales, les rapports entre le seigneur et le paysan paraissent beaucoup plus compliqués. Le paysan, c'est-à-dire le jardinier, le pêcheur ou le laboureur, occupait la terre du seigneur pour une durée illimitée « aussi longtemps que bon lui semblait ». Cette différence entre le paysan et l'ouvrier libre, aussi insignifiante qu'elle puisse paraître à première vue, faisait naître des rapports particuliers entre le paysan et le riche propriétaire, des rapports qui ont été réglés par la charte de Pskoff [1] et que je me propose d'étudier ici.

1° La « loi de Pskoff » reconnaissait au paysan la liberté absolue, il pouvait quitter la terre de son « gospodine » si ses intérêts l'exigeaient ; — le maître, de son côté, avait le droit de le renvoyer si cela lui convenait. Tout ce que la loi réclamait c'est que le refus fût produit à une date fixe de l'année, notamment vers le carême de Saint-Philippe [2], comme époque à laquelle tous les travaux agricoles sont terminés. En dehors de cette date, les deux partis intéressés ne pouvaient pas se séparer.

[1] Cette charte date de la fin du XIIIe et commencement du XIVe siècle.

[2] Le carême de Saint-Philippe sera remplacé par le jour de la Saint-Georges, le 26 *novembre*.

2° Le paysan pouvait occuper la terre du « gospodine » sans recourir à son secours pécuniaire, c'est-à-dire en recevant du propriétaire seulement la terre en fournissant le reste : le bétail, les instruments, les graines, etc. Dans ce cas, en quittant son maître volontairement ou non, il payait au propriétaire seulement la moitié de son bénéfice ; si, au contraire, le paysan avait emprunté tout, le seigneur avait le droit de lui réclamer ce qu'il lui avait prêté.

Même dans le cas où le paysan aurait protesté : « J'habitais ton village, mais je ne suis pas coupable devant toi, c'est-à-dire je ne me suis pas servi de tes instruments », le seigneur avait le droit de le poursuivre, à condition de présenter quatre ou cinq témoins. (Si les témoins manquaient, le procès ne devait pas avoir lieu.)

3° La charte de Pskoff reconnaissait au paysan le droit de propriété privée. En cas de fuite, le propriétaire avait le droit de vendre le bien du paysan et de garder l'argent produit par cette vente. En outre, le « gospodine » appelait l'huissier, quelques « starosti » et quelques personnes désintéressées obligées d'assister à cette triste cérémonie.

4° La loi de Pskoff admettait que le paysan était libre de dresser des procès non seulement contre ses égaux, mais aussi contre son propriétaire. Dans les cas suivants, le paysan avait le droit de porter plainte contre son « gospodine » :

1° Quand le « gospodine » s'emparait de son bien ;
2° Quand le « gospodine » ne payait pas ses dettes.

5° La charte de Pskoff protégeait le bien du pay-

san même après sa mort — son bien était aliénable. Si le paysan mourait sans laisser de parents proches, le propriétaire pouvait disposer du bénéfice après avoir vendu le bien en présence de l'huissier et quelques témoins désintéressés, au cas où la vente n'était pas accomplie d'après les règles, les collatéraux avaient le droit de réclamer tout ce qui restait après la mort du défunt.

En définitive, la position sociale du paysan, d'après la charte de Pskoff, est sensiblement différente de celle du paysan de la « Vérité russe ». Ce n'est plus le malheureux, le débiteur insolvable, le vagabond, mais le cultivateur qui peut se passer du secours de son maître. Il est vrai qu'ils ne sont pas rares les paysans qui peuvent se dispenser d'emprunter la « souda », mais alors les propriétaires profitent de l'opulence de leurs sujets. Si les paysans des XIVe et XVe siècles ne sont plus les malheureux de la « Vérité russe », les conditions agraires semblent être changées aussi; car nous ne pouvons pas nous expliquer autrement le désir croissant de la masse populaire de se mettre sous la tutelle seigneuriale. Une autre question non moins importante se pose aussi : qu'est-ce qui obligeait les paysans aisés de labourer la terre contre une redevance annuelle quand les propriétés qui étaient cultivées en commun pouvaient être exploitées gratuitement?

Il est probable que les paysans étaient guidés dans leur choix par les qualités productives du sol, si les meilleures terres de la commune étaient occupées déjà, le paysan préférait cultiver une terre seigneu-

riale contre récompense que de défricher des landes sablonneuses. D'autre part, comme j'ai eu l'occasion de le remarquer, la servitude n'était pas sans compensation : le paysan y trouvait les privilèges et la protection de l'homme riche, et, selon l'expression populaire, la tutelle seigneuriale l'abritait « comme un mur de pierres ». De nombreuses chartes et actes historiques contemporains à la charte de Pskoff nous apprennent que non seulement les habitants des villages, mais aussi ceux des villes, recherchaient la tutelle puissante des abbayes et des boyards. En outre, les « pomestchiki » demandaient souvent à l'Etat des privilèges provisoires [1]. Mais les paysans des terres privées, en dehors des rapports et des relations avec leurs maîtres, étaient membres de la commune et c'est à ce point de vue qu'ils étaient soumis aux autorités communales et défendus par le chef de la commune contre les abus seigneuriaux. Ainsi le seigneur ne

[1] Ainsi, par exemple, dans le traité de Novgorode avec le prince Tversky (1327), on trouve la remarque suivante : « Il ne faut pas que tu attires les « ludi », ni ta femme, ni tes boyards, ni tes domestiques. » Dans la chronique de Nicone (1284), le bénéfice et les avantages de la tutelle seigneuriale sont décrits d'une façon excessivement pittoresque. En parlant du « backake » tatare Achmate qui avait foudé deux grands villages, le chroniqueur raconte : « et il créa deux grands villages dans la principauté du Knias Sviatoslave Lipetski et appela de tous côtés beaucoup de monde qui avait tout ce qu'il voulait et la terre était grande. Ainsi augmentait le nombre des hommes dans ces villages et il y avait aussi des commerçants et des artisans et ils étaient beaux ces villages comme deux grandes villes. » (*Chronique de Nikone*, t. I, p. 780.) Le souci principal des Knias était de peupler autant que possible les terres inhabitées, ils se servaient dans cette intention de ce puissant moyen qui consiste à accorder des privilèges dont la durée variait entre 10, 15 et 20 ans.

pouvait réclamer sa redevance annuelle autrement que publiquement, en faisant appel au chef de la commune. Il était défendu au tribunal du prince ou des villes de juger le paysan sans la présence de quelque autorité de la commune; d'après la charte de Pskoff, le messager du tribunal annonçait le procès non pas au cultivateur, mais à toute la commune « sur la place devant l'église et en présence du pope ».

LES CULTIVATEURS DU XVIe SIÈCLE

Les terres que les paysans habitaient peuvent être classées en trois catégories, qui correspondent aux trois types principaux de propriétaires fonciers : terres ecclésiastiques, terres nobles et terres de l'Etat. Dans ces dernières, il faut distinguer terres de la cour et « terres noires » ou de la couronne formant la propriété absolue du prince ou du tsar. La différence entre les « terres noires » et les terres de la cour était d'un caractère plutôt économique que juridique ; les revenus destinés à suffire aux besoins de la cour étaient payés plus souvent en nature qu'en argent, c'est seulement au XVIIe siècle que cette distinction va disparaître. Ainsi les propriétaires privés se ramènent à trois types principaux parmi lesquels on ne peut pas classer les paysans. Partout où on les voit (leur nombre est considérable), ils travaillent les terres qui ne leur appartiennent pas : ecclésiastiques, nobles ou noires ; même en cultivant ces dernières, le paysan ne se faisait pas l'illusion d'être chez lui, c'est en se rendant compte de la différence entre la possession absolue de la terre et le droit de l'exploiter qu'il disait : « Cette terre n'est pas à moi, mais le bon Dieu a voulu que je l'exploite. » D'après ses rapports juridiques avec la terre, le paysan du XVIe siècle est le

cultivateur libre, de là sont sorties des relations spéciales, anormales si je puis m'exprimer ainsi; étudions-les aussi bien que les rapports du paysan avec la terre au point de vue juridique. Le paysan du XVIe siècle exploite la terre en vertu d'un contrat foncier : sa liberté se traduit par la possibilité de quitter son ancien domicile, de changer de propriétaire. Nous avons vu que le droit de passage libre est accordé par la loi et s'exerce à la fin de l'année agricole, mais le caractère même de ces relations entre le paysan et son maître avait créé des obstacles qui entravaient la liberté du moujik, en empêchant en même temps le seigneur d'agir d'une façon illégale à l'égard de ses sujets; ainsi il n'avait pas le droit de renvoyer le paysan une semaine avant la moisson, ou n'importe quel autre travail agricole; de son côté, le paysan ne pouvait pas abandonner son terrain avant d'avoir complètement réglé son compte avec le seigneur. Cetté dépendance étroite du fort et du faible, dépendance anormale que le temps ne fera qu'accroître, aboutira au triomphe complet du riche et à l'assujettissement du pauvre. Ces relations économiques entre ouvriers et propriétaires, si naturelles aujourd'hui, semblaient avoir dans le temps le besoin d'un délai arrêté par la loi qui aurait fixé l'époque à laquelle les paysans et les détenteurs de fiefs, les « pomêchtchiki » avaient le droit de se quitter. Le code le « soudebnike », de Jean III, avait établi ce délai pour le droit de libre passage d'une terre à une autre — c'était la semaine d'avant et la semaine d'après la Saint-Georges (26 novembre). Comme je l'ai déjà remarqué, la liberté et

l'indépendance du paysan se traduisaient par le contrat qu'il établissait avec son maître, contrat dont les conditions et les formalités étaient exposées dans des livres spéciaux. Au début, une parfaite égalité régnait entre le « moujik » et son « gospodine », le paysan louait un terrain dont l'étendue dépendait de ses forces et de ses moyens, puis il exposait dans un acte les conditions dans lesquelles la terre lui avait été abandonnée. Le nouveau venu était reçu avec méfiance, souvent on lui réclamait des lettres de recommandation qui garantissaient que le « moujik » Jean ou Pierre allait habiter un tel village faisant partie d'un tel patrimoine, cultiver la terre, bâtir de nouvelles « isbas [1] », restaurer les anciennes, « qu'il ne ferait pas honneur aux cabarets et surtout qu'il ne s'enfuirait pas ».

Si le nouveau venu entrait en possession d'une propriété déjà habitée dont les terres étaient défrichées et cultivées depuis longtemps, il était obligé de s'occuper des constructions et de bien d'autres travaux insignifiants. En cas de désobéissance ou de mauvaise exécution de toutes ces obligations, le « moujik » et ses assureurs payaient la « sastava », une sorte d'indemnité qu'on payait en dehors des impôts et de la redevance annuelle. C'est le contrat traditionnel qui semble avoir été le plus répandu, mais souvent on concluait le « contrat extraordinaire » suivant lequel, dans certaines contrées, le « moujik » s'obligeait à payer tout en nature ou tout

[1] Isba signifie chaumière.

en argent, dans d'autres, la paie en nature et en argent était remplacée par l'exécution de certains travaux supplémentaires qu'on appelait « barchina ». Ordinairement, c'étaient les femmes et les jeunes filles qui étaient chargées des travaux minutieux de la maison seigneuriale; la « barina » avait toujours à sa disposition une douzaine de jeunes filles destinées à égayer ses longues et ennuyeuses journées d'inactivité. Le plus souvent on rencontre les deux sortes d'obligations, outre la somme payée en nature ou en argent, le paysan était chargé de la « barchina ». Il est facile d'expliquer l'existence de ce nouveau genre d'obligation à côté duquel la forme rudimentaire et primitive de « l'obrok » (redevance en argent) paraît un perfectionnement et un adoucissement, par la particularité de son origine. L'argent et les vivres que l'on devait au seigneur étaient la redevance pour le droit de cultiver la terre, la location, s'il m'est permis d'employer un terme moderne; quant à la « barchina », elle était d'origine différente. C'était la « souda », la somme qu'il empruntait pour suffire aux besoins de son installation et son entretien qui l'obligeait à exécuter des travaux supplémentaires. Preuve de reconnaissance pour les faibles compensations de la bonté seigneuriale, qu'il payera de sa liberté. Ainsi la corvée est sortie du droit d'avoir un crédit seigneurial. Telle est l'origine de ce travail supplémentaire qui, avec le temps, devint obligatoire comme la « souda », devint une des conditions du contrat foncier. Ce sont là les deux moyens puissants qui resserraient le lien entre le propriétaire et ses tenanciers;

quoique libre, le paysan appréhendait déjà les funestes conséquences de ces faveurs économiques. Cependant, dans tous les actes d'achat et de vente de patrimoines des XV[e] et XVI[e] siècles, il n'est pas encore question de paysans[1].

Les rapports entre les paysans.

Les paysans formaient entre eux des communes gouvernées par un conseil composé de « golovi », de « sotski » et de « starosti » qui, soit par droit héréditaire, soit par l'élection ou leur ancienneté, se trouvaient avoir plus d'autorité que les autres. Chaque commune représentait une unité juridique ou plutôt

[1] Ainsi, par exemple, dans un compte rendu de 1486 concernant la vente d'un village que le couvent Novinski faisait à un certain Ivan X. Y., nous lisons: « J'achète au prieur et aux frères du couvent Novinski la terre du village Koudrino, pour labourer, semer, faucher... et tout ce que je récolterai de cette terre et tout mon bien après ma mort appartiendra à la Sainte Vierge du couvent Novinski. » (*Actes juridiques*, p. 493.) Dans une « gramota » ecclésiastique qui est un testament on lit : « et j'ai donné à la Sainte Vierge le village C. dans le district de Pereslave avec tout ce qu'il y a dans ce village. » (*Ibid.*, p. 555.)

Ou bien dans un acte d'achat du XIV[e] siècle : « Le fils de T. M. acheta chez le fils du O. A. de la terre avec trois villages.. »

Dans aucun de ces actes il n'est question de paysans, tandis que dans un acte d'achat de 1630, le vendeur écrit : « Ayant vendu la « votchina » dans le district de Galitz avec les villages et tous les paysans, tous les célibataires, tous les mariés et leurs enfants et leurs gendres et leurs enfants adoptifs, etc., etc. . »

Et dans cette votchina il y a les villages : Ivachkino avec les paysans : à (Ivan et son fils), Michail et ses cinq frères, ainsi de suite sont énumérés les paysans de quinze villages, en tout quatre-vingt-dix avec leurs femmes. (Beliaeff, Recueil de « gramota », chartes et actes.)

administrative dont les membres jouissaient d'une liberté absolue. Il existait quelques genres différents de communes, la plus grande s'appelait « voloste » et avait pour chef un « starosta » de qui dépendaient les communes inférieures : les « cela » (cela veut dire en russe grand village avec église, par opposition à « derevnia », qui signifie simplement village), les grandes « derevnia » qui avaient leurs « starosti » aussi, les plus petits villages et les hameaux. La commune des paysans qui occupaient les terres « noires » ou les terres privées était la « votchina », le patrimoine, c'est-à-dire tous les villages et hameaux appartenant au même maître, situés dans le même district, le même « ouesd ». Quant aux paysans, de petits propriétaires qui possédaient quelques feux seulement, ils relevaient de la « voloste », de la grande commune, ou bien formaient une commune indépendante avec les petits patrimoines des environs, obligés de payer les mêmes impôts et les mêmes contributions. Les rapports entre les paysans et les propriétaires déterminaient des relations privées fondées sur une entente personnelle, mais le paysan avait aussi d'autres genres de relations sociales déterminées par la commune. Il est vrai que très souvent les riches et les puissants seigneurs avaient le souci de supprimer ces relations pour que le paysan ne dépendît pas de l'administration sociale, pour qu'il relevât directement de son « barine », de son maître, mais ce n'était qu'un privilège que l'Etat faisait obtenir à certains seigneurs, en signe de grande faveur; en général, les relations sociales des paysans n'avaient rien de com-

mun avec leurs relations privées et ils choisissaient eux-mêmes leurs chefs de commune. Les deux types principaux auxquels se ramènent les communes de l'ancienne Russie étaient d'une portée différente. Ainsi les communes de terres noires étaient chargées de questions agraires, c'est-à-dire avaient à s'occuper de la terre, de sa culture, de sa productivité, de sa distribution et du bien-être des paysans, tandis que les communes des particuliers n'avaient des obligations qu'à l'égard des paysans, pour la bonne raison que la terre ne leur appartenait pas. Les communes des terres noires, plus libres et plus indépendantes sous tous les rapports, faisaient des échanges de terres, vendaient, rachetaient et défendaient leurs propriétés contre l'intervention de riches personnages. Aussi avaient-elles le soin de peupler leurs terres, d'attirer les émigrants, de leur accorder des privilèges, de leur fournir les instruments nécessaires et de rembourser la somme qui les attachait à leurs anciens « propriétaires ».

Ainsi une « gramota » juridique de 1490 contient le procès dressé par un certain André contre une commune... « et seigneur, disait André, les autres, les paysans, ils appartiennent à la terre noire depuis les anciens temps. » (Actes juridiques, n° 4.) Dans une autre « gramota » de la même date, le paysan de la terre noire dit : « Seigneur, la « volosté », les paysans et les « starosti » m'ont donné la forêt et moi j'ai bâti la « isba ». (*Ibid.*, n° 6.)

Ou bien dans un document juridique de la même époque les paysans de la « volosté » racontent : « et

il nous donna, seigneur, le village D. avec le « starosta » et tous les paysans. » (Beliaeff, *Recueil de chartes,* feuille 158.) Ces communes sont responsables de l'ordre et de la tranquillité dans les « volosti », de là perception régulière des impôts; leurs chefs, les « starosti » et les « sotski » prennent part aux assemblées judiciaires. Les procès dressés entre deux communes étaient soumis à leurs décisions, naturellement ceux qui n'étaient pas satisfaits faisaient appel à la justice suprême du « knias ».

L'ÉTAT ET LES PAYSANS

Au XVIe siècle, les paysans ne formaient pas de classe au point de vue social, leur vie présentait un état libre, sans droits et sans obligations particulières. Le caractère essentiel qui distinguait le « moujik » de n'importe quel membre de la société était sa profession de cultivateur, l'homme libre devenait paysan à partir du moment où il commençait à cultiver la terre d'autrui, et par contre il cessait d'être paysan en abandonnant la terre et en embrassant un autre métier ou profession. A cette époque, les obligations disparaissaient avec la suppression des droits et des privilèges. L'Etat considérait le paysan comme taillable à partir du moment où il donnait les premiers coups de bêche, où il semait les premières graines. Ne cultivant pas la terre du seigneur, il n'était pas obligé de payer les impôts qui, dans l'ancienne Russie, ne dépendaient pas seulement de l'homme et de la terre, mais de la quantité du travail exécuté. En outre, le paysan et la terre sont étroitement liés dans la conception populaire du XVIe siècle — on ne pouvait pas se représenter la terre sans le paysan, comme le paysan ne pouvait pas exister sans la terre. Les impôts et les contributions que le paysan payait à l'Etat étaient très nombreux et très différents selon les

régions : outre l'impôt de la capitation et le loyer, il y avait aussi les taxes locales : un huitième du blé récolté, un huitième du miel, des provisions, pour le percepteur et pour les autres chefs administratifs, une quantité de nombreux services qui portaient un caractère local eux aussi.

En général, les impôts et les contributions de l'Etat tombaient sur tous les paysans, sans distinction de terres qui étaient à leur disposition, mais l'ordre de la perception n'était pas le même. Je laisse de côté certains patrimoines qui avaient le privilège des impôts, car c'étaient des exceptions qu'il ne faudrait pas considérer comme une règle générale, les « gramota » qui accordaient ces privilèges n'avaient pas la même portée. Mais en dehors des privilèges, d'après l'ordre établi par la loi, il y avait une différence économique énorme entre les paysans des « terres noires », des terres de particuliers et des terres ecclésiastiques. Ainsi les paysans des « terres noires » étaient plus chargés d'impôts que ceux des détenteurs de fiefs, même entre les paysans de ces derniers l'inégalité régnait; et les paysans de terres des nobles étaient moins chargés que ceux des terres ecclésiastiques — dans les temps les plus reculés cette différence était déterminée par les « sohi », chaque « soha » comprenait de 600 jusqu'à 1.800 « dessiatine [1] », selon les genres de terres qui formaient la « soha » — c'est-à-dire noires, privées ou ecclésiastiques. De là, différentes sortes de

[1] La « dessiatine » vaut 1,09 hectares.
La « soha » vaut 654 hectares.

« sohi » ; ainsi, dans une « gramota » de 1488, nous lisons : « Et ceux qui nous remplaceront auront le droit de recevoir des vivres de différentes « sohi » ecclésiastiques, noires, nobles, etc. [1]. »

Les contributions des paysans, de particuliers, étaient comprises quelquefois dans le contrat foncier, ce qui leur aidait à éviter la pression et la concussion des employés souvent corrompus.

Ainsi par exemple, dans la « gramota » du « knias » de Nijni Novgorode, M. Ivanovitch, adressée au couvent Blagovechenski (1410-1417), on trouve : « Quant à mes « ludi », ceux du couvent, ceux des villes et ceux des villages, quand ce sera temps de payer mes impôts, c'est au prieur de payer pour eux et d'après leur force. » Tandis que la condition de ces paysans des particuliers ne faisait que s'empirer avec le temps, les paysans de la couronne semblent avoir échappé aux horreurs du servage : lors de l'émancipation, ils ont en partie servi de modèle à l'organisation administrative de serfs affranchis, encore aujourd'hui leurs villages ont un air de bien-être relatif qui les fait souvent reconnaître à première vue [2].

C'est l'unique raison qui puisse nous expliquer

[1] Beliaeff, *Les paysans en Russie*, p. 42.

[2] Lappo Danilevsky, Recherches sur l'histoire de l'attachement des paysans privés dans la principauté de Moscou, dans le *Recueil du Ministère de l'Instruction publique*, p. 13-15.

Histoire de l'attachement des paysans à la glèbe, *Recueil du Ministère de l'Instruction publique*, 1893, p. 336.

Ivanoff, *Antiquités*, t. I, p. 413-440.

Leroy-Beaulieu, *L'Empire des tsars*, Paris 1883, t. I, p. 410 et les suivantes.

pourquoi les paysans riches préféraient la tutelle seigneuriale à la liberté et aux avantages d'un bien personnel : il était moins dangereux d'avoir affaire au seigneur qui était responsable pour eux que d'avoir affaire à l'Etat et à ses employés corrompus.

L'espace de terres cultivées par le paysan était en général de dimension peu considérable. En définitive, c'est le fermier pauvre, changeant souvent de propriétaire, dont le bien est loué ou emprunté : il s'installe avec de l'argent de son seigneur et doit toute sa vie jusqu'au moment où, accablé par la misère, il renonce à la liberté et se soumet à celui qui, lentement, systématiquement, l'avait réduit à l'esclavage : il payait ses dettes de sa liberté.

QUELQUES OPINIONS SUR L'ATTACHEMENT DES PAYSANS A LA GLÈBE

FAUT-IL ACCUSER BORIS GODOUNOFF D'AVOIR SUPPRIMÉ LA LIBERTÉ DE SON PEUPLE?

L'opinion traditionnelle (formée encore par Taticheff), fondée sur des documents historiques, très amplifiée par la légende, attribue l'attachement des paysans à la glèbe à un oukase de Féodore Ivanovitch resté inconnu, mais dont on suppose l'existence d'après quelques autres oukases qui lui sont postérieurs.

1° L'oukase du 21 novembre 1597 aurait établi le droit de poursuivre et ramener les paysans fugitifs (du moins ceux d'entre eux qui s'étaient évadés cinq ans avant la publication de l'acte en question). De là on concluait que cinq ans avant 1597 on avait publié un oukase qui défendait aux paysans le passage libre et qui permettait de considérer comme fugitifs ceux qui avaient violé cette règle.

2° Cette conclusion s'appuyait sur deux oukases de 1601 et 1602 d'après lesquels il était permis aux petits fonctionnaires et aux petits propriétaires de vendre et d'acheter des paysans, mais pas plus que deux à la fois.

3° Enfin, dans l'oukase de 1606, il n'est plus question de la Saint-Georges, ni de passage libre. Voici son texte : « Par la volonté du tsar et le grand duc Dmitri (le fils de Ivan le Terrible, dont la disparition mystérieuse est un des événements les plus obscurs de l'histoire russe), les boyards décidèrent pour toute la Russie : ceux entre les boyards et les enfants des boyards, et les prieurs des couvents et des abbayes, qui viendront se plaindre contre les paysans fugitifs (contre ceux qui avaient fui avant les années de famine, c'est-à-dire avant 1601 et 1602) — les faire rechercher et donner en possession à leurs anciens maîtres. Et ceux parmi les paysans qui ont bien voulu devenir esclaves, les traiter comme tels. »

4° Le « prigovore », c'est-à-dire l'oukase du 9 mars 1607, publié par Taticheff [1], établissait pour les propriétaires le droit de faire ramener ceux entre les paysans qui étaient inscrits sur les listes de contributions des années 1592 et 1593. L'introduction de cet oukase est excessivement intéressante, car elle nous fait connaître toutes les hésitations de la législation du fils du Terrible, concernant l'attachement.

Voici le texte : « A l'époque du tsar Ivan Vasilievitch (le Terrible), les paysans avaient le droit de libre passage..... le tsar Féodore Ivanovitch, inspiré par Boris Godounoff, désobéissant aux conseils de grands boyards, supprima le passage libre des paysans, et, pour les inscrire, ordonna des livres spéciaux. Le tsar Boris Godounoff laissa ses livres de côté et hésita à

[1] *Le Soudebnik de Tatchieff*, p. 240, etc.

donner aux paysans une liberté complète, et les juges furent embarrassés pour rendre justice. »

Ainsi l'attachement définitif fut proclamé par l'oukase de 1607, basé sur quelques recensements antérieurs. Quant à la fameuse introduction, quelques historiens, en outre Karamsine[1], doutèrent de son authenticité, le style et les expressions n'étant pas usités dans les documents de l'époque. Ce qui n'empêcha pas les successeurs de Karamsine de considérer le beau-frère de Boris Godounoff comme fondateur de l'institution la plus importante de l'empire des tsars.

Dès lors, dans tous les ouvrages étrangers et russes, on parla du tsar Théodore comme de l'auteur d'une œuvre néfaste, l'histoire l'accusa. C'est en 1593, sous Féodore, fils d'Ivan le Terrible, et sous l'inspiration de Godounoff, beau-frère et successeur de Féodore, que fut enlevé aux paysans le droit de libre passage d'une terre à l'autre. De ce seul fait d'une mesure originairement provisoire découla le servage du moujik[2]. En 1858, Pogodine publia un article intitulé : Faut-il considérer Boris Godounoff comme fondateur du servage ; pour la première fois l'opinion traditionnelle

[1] Il y a 30 ans, Karamsine écrivait : « L'oukase de Chouiske me paraît suspect à cause des expressions extraordinaires pour le niveau intellectuel de l'époque. Je laisse aux futurs amateurs de l'antiquité la résolution de ce problème. » Depuis on a découvert et publié plus d'un document, l'authenticité du fameux oukase n'est pas prouvée, l'analyse du recueil de Taticheff prouve seulement qu'il fut inventé par quelqu'un au commencement du XVIII[e] siècle et sous l'inspiration de Pierre I[er]. (Voir Beliaeff, ouvrage cité, p. 101-102, etc.)

[2] Leroy-Beaulieu, p. 407. Aussi Rambaud, p. 75-76.

fut mise en doute; d'après Pogodine, Boris Godounoff n'aurait publié aucun oukase concernant la liberté des paysans. Conclusion : l'oukase de 1597 s'adressait aux fugitifs et non pas aux paysans en général et considérait comme tels non seulement ceux qui avaient fui après 1592, mais avant aussi. Quant au « prigovore » de 1607, Pogodine le considère comme faux, tout en faisant distinction entre l'introduction indiscutablement fausse et le texte de l'oukase dont il est impossible de prouver l'inauthenticité. Enfin les oukases de 1601 et 1602 sont pour Pogodine des mesures provisoires, tout en reconnaissant qu'ils ont apporté un changement dans les ordonnances précédentes. Ensuite Kostomaroff [1] proposa une façon toute nouvelle d'envisager la question; le servage, comme une institution compliquée, ne pouvait pas être formé par un seul acte législatif; ce qui ne nous empêche pas de nous demander si vraiment le passage libre à la Saint-Georges fut supprimé par Boris Godounoff. Il faut remarquer que depuis 1597 il n'est plus question de ce jour néfaste de la Saint-Georges et qu'en revanche commence la série des oukases contre les fugitifs. De là Kostomaroff conclut que la poursuite contre les fugitifs est étroitement liée à la suppression de la Saint-Georges, qui date probablement de 1592. Quant au passage libre dont les cas sont fréquents au XVIII[e] siècle, Pogodine, Beliaeff, Aksakoff et Kostomaroff s'accordent à l'expliquer par

[1] Faut-il considérer Boris Godounoff comme fondateur du servage. *Monographies*, t. I.

l'existence de fugitifs dont les maîtres renonçaient à poursuivre leurs anciens sujets. La polémique soulevée par cette discussion entre Pogodine et Kostomaroff n'ayant pas résolu la question, changea sensiblement la façon de l'envisager. On tourna son attention alors vers des questions d'ordre économique, on étudia le milieu où la violation des lois était si fréquente et dans lequel étaient nés les rapports serviles du royaume de Moscovie. Le professeur Engelmann[1] démontra que le gouvernement de Moscovie ne pouvait pas agir autrement, car il poursuivait la satisfaction des besoins économiques et sacrifiait pour cela les problèmes les plus importants du royaume. D'après le professeur Engelmann, le servage n'est pas l'œuvre de la législation, mais le résultat du pouvoir absolu du seigneur, de cette intervention dans la vie privée et intime du « moujik ». Les ressources financières et militaires régulières assurées, l'Etat ferma les yeux devant les conséquences de cette tranquillité, de cette paix apparente qu'il rachetait au prix de la liberté populaire. Le professeur Engelmann ne nie pas la possibilité de l'existence d'un acte décisif pour le servage, mais, selon lui, l'ordre social de la Moscovie et l'oukase de 1597 ont pu avoir la même importance que l'oukase de 1592. Le recensement de 1592 avait pour but de faire enregistrer tous les paysans de particuliers; grâce à ces registres, l'Etat aurait fixé à la terre, consolidé (car tel est le sens du mot russe « priklepleni ») le « moujik ».

[1] *Die Leibeigenschaft in Russland*, Leipzig, 1884.

Enfin une troisième opinion, celle qui semble être le plus près de la vérité, celle du professeur Klutchevski, va encore plus loin, jusqu'à nier tout à fait le rôle de la législation et lui attribuer un caractère plutôt inactif, la considérer comme incapable de fixer le paysan, ni lui rendre le droit de liberté qu'il perdait tous les jours. N'ayant apporté rien de nouveau dans les relations foncières, elle établissait seulement les limites que les intéressés ne devaient pas franchir.

L'originalité de sa théorie consiste en ce qu'il chercha l'explication de l'énigme servile non pas dans les actes législatifs, mais dans les actes du droit civil. La question se pose là : Qu'est-ce que le droit de « holopi » (droit des esclaves) dans l'ancienne Russie et comment ce droit a pu être appliqué à une classe d'hommes libres, quel fut le résultat de cet amalgame social, c'est ce que nous allons étudier dans les paragraphes suivants, ayant déjà fait connaissance avec la condition des paysans dans l'ancienne Russie. Quelques mots encore concernant cette question si discutée, destinée peut-être à ne jamais être résolue. Deux ouvrages tout à fait récents, celui du professeur Diakonoff, et du professeur Sergeevitch, basés sur des matériaux archéologiques inexplorés encore, apportèrent quelques corrections à la théorie de Klutchevski. Le professeur Diakonoff soutient que l'attachement des paysans provenant de l'ancienneté s'est formé non pas au XVIIIe siècle, comme l'a pensé le professeur Klutchevski, mais dans l'intervalle du XVe et la première moitié du XVIe siècle. Quant aux privilèges judiciaires des seigneurs et la responsa-

bilité de la perception régulière des impôts — tout cela n'est pas une conséquence du servage, mais le résultat d'une pratique de deux siècles et demi ; enfin l'exploitation des paysans, le fractionnement des familles et le transport très fréquent des villages tout entiers, existent déjà à la fin du XVIe siècle. Nous sommes à la fin de ce siècle. La propriété privée est en pleine force de son développement et l'inégalité matérielle devient de plus en plus sensible. Essayons de nous représenter les circonstances dans lesquelles ce mystérieux oukase de 1592, dont la preuve de l'existence ou l'inexistence aurait fait tomber tout d'un coup le voile qui cache la véritable origine du servage, aurait pu être promulgué. Nous avons vu, d'après le court exposé que je viens de faire, que jusqu'à la fin du XVIe siècle le paysan est libre et pauvre cultivateur, disposant du droit de passage d'une propriété à l'autre, droit si mal commode pour l'ordre social, les intérêts de l'Etat et surtout pour les petits propriétaires fonciers dont les terres risquent de se dépeupler au profit de grands seigneurs. Abandonnés, les petits propriétaires quittent leurs terres faute de pouvoir tirer parti de leur bien et payer leurs impôts à l'Etat. C'est pour éviter ces inconvénients et défendre ses propres intérêts que le tsar Féodore supprime le droit de déplacement libre, la possibilité de quitter les propriétés une fois occupées. Il est certain que toutes les tristes conséquences du servage étaient occasionnées par cet oukase qui fixait irrévocablement les paysans au sol. Il apparaît au moment où le gouvernement du royaume est entre les mains de

Boris Godounoff. C'est donc lui qui est responsable de ce mal social de la vie russe, c'est lui que l'histoire et la postérité accuseront d'avoir supprimé la liberté de plusieurs millions d'âmes.

Et encore l'histoire hésitera entre ces deux suppositions : à la fin du XVI[e] siècle, l'Etat, au moyen d'une mesure générale, aurait changé la condition juridique du paysan ; à cause de cet attachement, le paysan aurait été forcé de se soumettre. Mais serons-nous dans la vérité en supposant que le même acte, en supprimant la liberté, créa le servage ? N'oublions pas que ce sont deux formes sociales très différentes que le servage et l'esclavage, deux états dont l'un peut exclure l'autre. Dans l'histoire des différentes formes de l'assujettissement, l'attachement des paysans à la glèbe, leur servitude, est une mesure du Gouvernement, un moyen dont il se sert pour les attacher à la terre, indépendamment de leurs relations personnelles avec les seigneurs.

Qu'est-ce que le servage russe ? sinon le droit absolu sur la conscience humaine fondé par un acte juridique « kreposte », abstraction faite des relations du serf avec la terre, droit qui donnait l'homme, suivant l'expression de l'époque, « en possession personnelle du seigneur et le soumettait à son pouvoir absolu ».

L'opinion traditionnelle, qui compte plus d'un adversaire aujourd'hui, embrasse deux faits à la fois si différents, comme l'attachement à la terre et l'attachement à la personne du seigneur. C'est là une incohérence qui saute aux yeux.

Mais allons plus loin. Le fameux oukase n'est pas conservé, les ordonnances concernant le servage ne nous témoignent pas une seule fois de son existence. Le premier oukase qui laisse deviner une faible tendance de fixer le paysan au sol est celui de 1597, et encore il n'est pas question d'un attachement général. L'oukase concerne seulement les paysans errants et les fugitifs, c'est-à-dire ceux qui s'en allaient bien avant la fête de la Saint-Georges. De cette façon, l'oukase fait un pas en arrière pour répéter ce qui fut ordonné déjà une fois, en pratique tout au moins et sans s'inquiéter de l'avenir; n'apportant rien de nouveau, il régularisait les relations entre paysans et propriétaires, opposant des obstacles assez faibles aux abus de ces derniers. Etudions les événements et les faits sociaux que nous trouvons dans les actes et les chroniques du XVIe et du XVIIIe siècles pour bien nous rendre compte de la toute première réforme de la vie populaire. On dispose, à l'heure actuelle, d'une quantité considérable de contrats de la première moitié du XVIe et commencement du XVIIe siècles. Si vous oubliez l'oukase de Boris Godounoff, ce ne sont pas ces documents qui vous le feront rappeler. Les paysans du commencement du XVIIe siècle sont attachés à la terre par le même contrat que ceux de la première moitié du XVIe siècle: en cas de départ ils sont obligés de payer leur redevance annuelle la « souda » et faire preuve de reconnaissance par quelques travaux supplémentaires de « barchina » pour les privilèges dont ils avaient joui pendant leur séjour. Le droit de partir est un fait naturel, un droit du pay-

san. La supposition qu'à la fin du XVIe siècle les paysans sont privés de ce droit et fixés au sol nous rend incompréhensible une série de contrats conclus d'après toutes les règles de la loi.

D'autre part on trouve des serfs bien avant l'ordre général, bien avant le manifeste de la « kreposte » définitive.

En 1552, les paysans du département Baski, habitant les « terres noires », avaient obtenu le privilège de rappeler « les anciens » qui cultivaient gratuitement les « terres ecclésiastiques » pour les installer sur des terrains abandonnés, en leur accordant en même temps le droit d'attirer les paysans des autres contrées. En 1560, les richissimes frères Stroganovi avaient acquis des terrains immenses sur la rive gauche de Kama; ils avaient également le droit de les peupler en attirant pour cela les paysans des contrées voisines, excepté ceux qui étaient déjà « inscrits » et qu'ils étaient obligés de renvoyer chez leurs anciens maîtres. Ainsi l'hypothèse de l'existence probable de cet oukase, qui aurait enlevé au « moujik » le dernier espoir de retrouver la liberté perdue, nous paraît invraisemblable à tous les points de vue : les événements qui le précèdent et ceux qui lui sont postérieurs nous laissent hésitants, ce qui ne nous empêche nullement de suivre la marche générale de ce procès lent et naturel du servage de « facto » qui évoluait et se formait en dehors de la loi.

LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES QUI ONT PRÉPARÉ LA SOUMISSION DES PAYSANS

La législation du XVIe siècle avait-elle quelque chose à supprimer au point de vue de l'indépendance individuelle, de graves changements à produire dans la vie du moujik qui se sentait tous les jours moins libre que la veille? En étudiant attentivement les contrats de cette époque on rencontre souvent un refus de partir, une soumission volontaire, mais il faut remarquer aussi que ce sont des cas isolés, les cas de débiteurs insolvables, et que la plupart de ces contrats étaient établis par des individus libres qui, poussés par la misère, se vendaient eux-mêmes aux maîtres. Dans la plupart des cas, cè n'est pas la loi qui empêchait le départ, mais la vie même, avec ses implacables besoins, qui imposait le joug. Ce renoncement à la liberté n'est que le résultat d'un long et puissant procès qui laisse deviner les premiers facteurs du servage. En parlant de l'état social de Moscou au XVIe siècle, j'ai esquissé quelques-unes de ces causes, je me propose d'en faire un exposé plus détaillé. Vers la fin du XVIe siècle, il est facile de constater dans le milieu paysan, principalement dans les régions de la Volga, un mouvement continu d'émigration, au début dirigé vers le Nord, puis, avec la prise

de Kasane (la première moitié du XVIe siècle) et Astrakhane, le mouvement change de direction : cette fois, ce sont les régions Sud et Est du Don vers lesquelles la masse mécontente se porta. Il importe de préciser le caractère de ce mouvement d'émigration. Tout d'abord, il y a à distinguer dans ce mouvement d'émigration « les anciens », c'est-à-dire les indigènes, et les nouveaux venus. Ils ont un sort différent selon les terres qu'ils habitent : « noires », privées ou ecclésiastiques. Les « anciens » appartiennent à la population urbaine ou rurale, c'est là le caractère essentiel qui les distingue des autres; à l'origine, le nombre des années semble ne jouer qu'un faible rôle et on ne faisait pas de distinction entre ceux qui exploitaient la terre depuis cinq ans et ceux dont les parents et grands-parents s'y étaient installés pour la première fois. Il est certain que cette classe des anciens n'avait aucune importance pour la liberté en général, mais elle arrive à l'avoir au moment où elle va fonctionner ensemble avec un autre fait de la vie populaire. Il était d'usage de former des corporations pour payer les impôts, et ce sont les anciens qui, soit par droit héréditaire, soit par droit d'élection ou tout simplement par droit d'ancienneté, se trouvaient avoir plus d'autorité que les autres à former la base de ces corporations, l'élément duquel dépendait la perception des impôts et dont le départ occasionnait la banqueroute complète de ceux qui restaient. Le but principal de ces sociétés était d'empêcher les anciens de quitter leurs terres pour chercher à en louer de nouvelles dans des conditions plus avantageuses.

D'autre part, leur départ était rendu impossible par l'obligation de payer une somme appelée « pojiloe », qui était évaluée d'après le nombre des années vécues par l'ancien. En ce qui concerne le départ des anciens, la politique de l'Etat n'était pas contraire à celle des paysans. Ainsi on voit marcher ensemble les communes et l'Etat, se servant du même moyen pour atteindre un but différent. Ces deux forces agissant dans la même direction, aidées par des mesures provisoires, avaient amené l'attachement définitif des anciens à la fin du XVIe siècle. Un oukase de 1568 nous apprend qu'on avait le droit de réclamer les paysans partis (il s'agit des terres de la couronne) quand c'étaient les anciens du village. Le nombre des années paraît être fixé. Dans un oukase de 1591, il est question du nombre d'années fixé ou limité qui donnait le droit aux habitants d'une petite ville « Toropsti » de rappeler leurs hommes, leurs « anciens [1] ». Comment faut-il comprendre l'expression : le nombre d'années fixé? Si c'est le nombre d'années qui donnait à un paysan le titre d'ancien, on peut croire que c'est précisément de ce nombre qu'il s'agit dans un acte postérieur à celui-ci. En 1619, une « gramota » était adressée au couvent de Saint-Spass concernant le recensement des paysans habitant les terres ecclésiastiques de Iaroslavle. En 1624, pendant le recensement général, on avait ordonné d'inscrire à part tous les habitants des terres ecclésiastiques, de les traiter comme appartenant au couvent et non pas à

[1] Klutchevski, *Histoire de la Russie*, cours universitaire, t. II, p. 19.

la population urbaine; quant aux habitants de la ville, les « possadskie », c'est-à-dire les habitants des faubourgs, on ordonnait de rechercher l'époque et l'endroit de leur départ, et si le temps remontait à plus de dix ans, de les faire retourner de nouveau à Iaroslavle pour les installer sur leurs anciens terrains [1]. Les corporations paysannes qui avaient pour but la solidarité économique, étaient évidemment la cause principale de l'attachement des anciens. Dans un oukase adressé à Levchine, gouverneur de la ville de Tchouhloma (département du même nom), l'intention de fixer les paysans au sol est plus qu'évidente — il fut ordonné au gouverneur de ne plus laisser partir les paysans de la couronne.

De cette façon, les paysans des terres noires et ceux de la couronne formaient une masse compacte à laquelle l'Etat avait rigoureusement défendu d'habiter les terres de particuliers. Je m'empresse d'ajouter qu'une telle mesure de police, mesure peut-être provisoire, n'avait rien de commun avec le servage proprement dit.

La souda (le prêt).

Si, pour les paysans de la couronne, la solidarité économique, la perception en commun des impôts avait occasionné leur attachement, « la souda », le prêt avancé par le seigneur avait préparé le terrain

[1] Pobedonostzeff, *Recherches historiques*, Pétersbourg, 1876, p. 30-31.

propice pour le développement du servage. Vers la première moitié du XVI[e] siècle, nous trouvons des paysans disposant de certains privilèges, et quoique l'usage de leur « avancer » paraît être très répandu, le passage d'une terre à une autre ne semble pas être « gêné », la « souda » pouvait être remboursée après le départ et le paysan disposait d'un délai de deux ans pour payer ses dettes. Les anciens se trouvaient avoir plus d'immunité que les autres et une fois partis ils retournaient volontiers chez leurs maîtres. Mais, dès la fin du XVI[e] et commencement du XVII[e] siècles, la situation de ces paysans paraît changer. Ainsi Gerberstein[1], venu deux fois à Moscou pendant le règne du père d'Ivan le Terrible (Basile III), après avoir pris une connaissance approfondie de l'ordre social et politique, écrit que les paysans travaillent pour le seigneur six jours de la semaine et que leur état est plus que malheureux. En définitive, dans la première et deuxième moitié du XVI[e] siècle, les paysans changent encore librement de propriétaires, mais avec le temps de nombreuses conditions contribuent à empirer leur situation déjà peu enviable. C'est d'abord l'augmentation des impôts que nécessitaient les guerres du royaume grandissant. Les tsars Ivan III et Ivan IV, volontairement ou non, avaient contribué à l'appauvrissement de la masse. L'Etat avait-il besoin de ressources matérielles, on abandonnait des immenses terrains qu'ils exploi-

[1] Voir Engelmann, *Die Leibeigenschaft in Russland*. Aussi Klutchevski, ouvrage cité, p. 13.

taient contre « l'obrok » ; avait-il besoin de fonctionnaires, on créait la propriété héréditaire, la « votchina » et le « pomestie » ; rencontrait-on des difficultés, c'est encore à la terre qu'on était obligé de recourir : « Facilitatem partiundi camporum spatia praestant, arva per annos mutant et superst ager » (Tacite). Voici des paroles qui pourraient être appliquées à la Moscovie mieux qu'à n'importe quel royaume de l'Europe. Cet ordre des choses existe déjà aux siècles précédents, nous savons que les « knias » de la période des principautés faisaient aussi des concessions de terres, mais le profit qu'on en tirait fut très limité. Toute différente est la situation du royaume de Moscovie au XVIe siècle. La conquête de Novgorode, de Pskoff, de Smolensk et de Kasane, la disparition des « oudels » (principautés et grands fiefs) plaça les tsars de Moscovie à une hauteur infinie, leur pouvoir grandissait à mesure que le territoire dont ils se considéraient les maîtres absolus prenait de l'extension — le XVIe siècle, c'est l'apogée de la grandeur de l'ancienne Russie.

Ces conquêtes très nombreuses non seulement contribuèrent à la puissance moscovite de s'étendre dans toute la Russie en dehors des anciennes limites, mais aussi à l'exploitation de la terre et à la formation de nouvelles classes de gens taillables. Le règne d'Ivan IV abonde en donations et concessions de terres à la noblesse de service. Les guerres constantes de ce tsar avec Kasane, avec la Livonie, avec la Pologne et avec la Suède nécessitaient des ressources militaires que le budget royal ne possédait pas.

Ainsi, pendant la première guerre de Lithuanie (1555), le chroniqueur de Pskoff compte 150,000 hommes. Les campagnes de Kasane étaient sans doute encore plus nombreuses; en définitive, pendant le règne de Ivan IV, le royaume de Moscou comptait jusqu'à un million d'hommes armés, dont la moitié vivaient aux frais de l'Etat. Ainsi, en 1500, le fait que le tsar avait concédé à 1.050 boyards et enfants de boyards, dans le district de Moscou, à 60 « versti » de la ville, 18.000 « tchetverti [1] » de terres, nous fait conclure que pendant son règne il y avait au moins 50.000 « tchetverti » de la surface totale du royaume en donation.

En outre, l'entretien des 500.000 hommes qui ne recevaient pas de donation et l'entretien des « pomestchiki » en temps de guerres nécessitaient des sommes énormes. Ainsi, en 1562, les cavaliers avaient 5 roubles, les fantassins 2 roubles, presque toutes ces dépenses pesaient sur la terre et ceux qui la cultivaient, cette pression économique devint difficile à supporter, surtout dans les régions qui étaient le théâtre de la guerre : les campagnes étaient accompagnées par des ravages incroyables.

L'émigration et l'abandon des terres devinrent très fréquents. L'abandon provisoire des terres était répandu surtout chez les riches propriétaires qui attiraient chez eux le plus possible de paysans, tâchant de diminuer leurs impôts en les dérobant au fisc.

[1] Tchetverte, ancienne mesure.

Ordinairement cela se faisait de la façon suivante : pendant le dénombrement de la population, les seigneurs essayaient de passer pour des propriétaires de terres abandonnées, — ils cachaient leurs paysans. Rien de plus facile à l'époque où la police n'existait pas et la surveillance était si peu rigoureuse!

Les vastes forêts qui entouraient les domaines se prêtaient admirablement pour l'exécution de cette opération, et la mystification réussisait presque toujours. Après le recensement, le paysan revenait volontiers chez ses anciens maîtres, soulagé sensiblement au point de vue fiscal.

Ainsi, pendant une période de cinq siècles, celle qui sépare la « Vérité russe » de la fin du XVI[e] siècle, les paysans, profitant du droit de libre passage, formèrent une classe tout à fait à part qui peu à peu se trouva dans une position si désespérée, si dure qu'elle aurait préféré les conditions des esclaves pour ne pas avoir sur ses épaules toute la responsabilité économique.

L'usage de faire avancer de l'argent aux paysans prend une large extension et paraît dominer dans l'ordre économique, tandis qu'une négligence considérable dans tout ce qui concerne l'Etat et les relations des moujiks à qui on ordonne « d'obéir », de labourer la terre et de payer les impôts, se manifeste dans la manière de faire du Gouvernement.

Apogée de la commune et son organisation intérieure.

Jusqu'à la première moitié du XVIe siècle, les paysans occupent en général des contrées fertiles, et la commune, cette institution primordiale de la société russe, arrive à la fin de ce siècle à l'apogée de son développement : non seulement c'est une organisation légale, mais encore, dans certains cas, la loi essaye de reconstituer ceux entre ses droits qui étaient altérés par l'arbitraire de la législation précédente. Le « soudebnike [1] » de 1497 exigeait que la commune fût représentée devant le tribunal par les « slarosti » et les meilleurs hommes de la « volosté ».

Ivan IV le Terrible étendit sensiblement le pouvoir des communes à l'égard de l'Etat et à l'égard des simples particuliers, quoique certains cultivateurs disposassent du pouvoir judiciaire, leurs privilèges ne diminuaient pas les droits de la commune établis par la loi. Ainsi, le seigneur ne pouvait pas rendre justice sans la présence du pope et cinq ou six des « meilleurs hommes ». En outre, il n'avait pas le droit de dresser des procès contre ses paysans sans prévenir de cela les autorités communales. Les communes des particuliers, avec le consentement ou non de leurs maîtres, pouvaient élire des juges, se contenter d'eux-mêmes pour les affaires criminelles. Dans un oukase

[1] On appelle soudebnike en russe tous les recueils de lois.

de 1579, Ivan le Terrible écrit : « Ainsi, ayant donné au monastère de Saint-Cyrille le village R., le village T., j'ai ordonné aux « starosti », aux « sotski » de rechercher les brigands et les bandits de la région ; et, les ayant trouvés, de les condamner à la peine de mort. »

Outre les droits judiciaires, l'Etat livrait les communes à elles-mêmes, les chargeait non seulement de questions d'ordre matériel, mais aussi de la surveillance morale. La législation ne faisait aucune distinction entre la commune urbaine et la commune rurale.

Un tel développement des communes rendait leurs sentences suffisantes et le gouvernement d'Ivan le Terrible n'intervenait pas dans les affaires dont la commune s'était chargée. Etudions maintenant l'organisation intérieure des communes d'après les « gramoti » et les autres documents de l'époque en question. Les chefs de la commune sont élus par tous ses membres, c'était un usage que l'Etat appréciait aussi : « Et entre vous choisissez un chef dans vos villages, dans vos « cela », dans vos « derevnia », quelques-uns parmi les meilleurs hommes, bons et capables de vous protéger. » Les « meilleurs hommes », tout de suite après leur élection, étaient envoyés à Moscou pour témoigner de leur fidélité ; la commune de son côté prévenait les autorités de leur élection, ainsi le tsar ordonnait : « Et les baillis, les « starosti » et les meilleurs hommes que vous choisirez, faire annoncer cela à Moscou, à nos boyards. »

Les nouveaux chefs communaux se chargeaient de

surveiller la conduite des membres de la commune, de les protéger contre les brigands. Le chef de centaine, le « sotski » était obligé de connaître particulièrement ses sujets, de même les personnes qui les fréquentaient et « s'il remarquait des individus suspects, il était obligé de prévenir de cela le « starosta » qui se chargeait de les poursuivre; et dans le cas où c'étaient des vagabonds ou des aventuriers ou des brigands, il fallait en faire part aux autorités centrales, ou bien les juger si la « voloste » en avait la compétence [1]. »

Ainsi les communes semblent jouer un rôle plus important que celui d'une police rigoureuse constamment aux aguets : elles faisaient des innovations, introduisaient une organisation spéciale. Ainsi, par la sentence rendue par la « voloste » de 1590, les paysans décidèrent de supprimer les travaux de dimanche. Voici le texte exact : « Moi le staroste et tous les paysans, nous avons décidé, avec le consentement et la bénédiction du pope Ilia, pour trois ans, depuis le 25 août, de ne plus toucher aucun travail, mais passer la journée en parfait accord, comme il convient aux bons chrétiens; quant aux femmes, elles se reposeront aussi. Et celui qui transgressera nos or-

[1] Ainsi, dans une gramota donnée aux paysans du couvent Troitsko Sergiev en 1586, nous lisons : « et si des marchands » veulent s'arrêter dans les villages ou bien des voyageurs, il faut faire part de cela aux baillis, aux starosli, aux sotski, etc... qui inscriront tous ces gens, les personnes chez lesquelles ils se sont arrêtés et pourquoi elles sont venues. Et si quelques-uns sont venus dans l'intention de faire du mal, pour voler ou commettre des brigandages, les faire appréhender et les poursuivre. »

dres et travaillera le jour de la fête du Christ payera 8 « altines » pour de bonnes œuvres et 2 « altines » au « sotski » (Actes juridiques, n° 358).

Souvent l'Etat confiait aux communes la surveillance des institutions qui n'étaient pas sous leur dépendance, de même que les seigneurs ne s'adressaient à leurs paysans que par l'intermédiaire de leurs communes.

Ainsi, en 1555, le couvent Troitski avait défendu aux paysans de sa « volosté » d'avoir des jongleurs. des cartomanciennes, des diseuses de bonne aventure, dans le cas de désobéissance la responsabilité tombait sur les « sotski » et sur le « starosta », « et si l'on surprend un jongleur ou une sorcière, faire payer le coupable dix roubles [1] ».

En ce qui concerne la distribution des impôts, la commune jouissait d'un pouvoir absolu, les seigneurs et l'Etat n'intervenaient que rarement.

De cette façon, au XVI[e] siècle, la commune était en pleine force de son développement, non seulement la loi respectait ses anciens droits, mais elle lui en reconnaissait d'autres qu'elle ne possédait pas à l'origine. Gouvernée par quelques chefs élus par elle-même et qu'elle avait le droit de mettre à mort, elle disposait d'une indépendance absolue.

Sans rechercher les raisons pour lesquelles le Terrible favorisait ce développement, il importe de constater ce progrès constant qui prouve seulement que la commune est l'institution primordiale russe par ex-

[1] Beliaeff, Ouvrage cité, p. 20.

cellence et qui témoigne de l'importance que le peuple et l'Etat lui attribuaient. Ainsi le paysan jouissait modérément des droits que l'Etat avait bien voulu lui faire obtenir et dont il aurait abusé si l'organisation communale n'existait pas.

Mais le tableau change dès la deuxième moitié du XVIe siècle, la population rurale diminue, de nombreux villages sont abandonnés, les anciens nids sont ruinés.

Seulement les contrées du Sud, le bassin de Oka, les parties sud de la région appelée « Povolojie » sont envahies par une nombreuse population.

Ce changement dans la répartition de la population occasionnait toute une série de difficultés économiques et juridiques. La « souda » s'élevait parfois à des chiffres invraisemblables, la dépendance économique croissait tous les jours. Les propriétaires les plus importants, ceux qui occupaient les régions du centre, paraissaient soutenir les nouveaux venus dans leur politique, dans l'abolition de l'ancienne organisation paysanne. Sur les terres privées, on trouve également des anciens, mais d'un caractère différent. Tandis que dans les régions du domaine royal « les anciens » sont la base économique de la commune, les piliers qui la soutiennent, ici, sur les terres privées, ce sont les plus endettés, les plus misérables. Là le maître a le droit d'intervenir dans leurs affaires communales, disposant de privilèges juridiques qui lui permettent de servir d'intermédiaire entre ses sujets et l'Etat, même quand la « voloste » conserva son indépendance relative. A ce moment, le lien éco-

nomique entre le propriétaire et le paysan devient tellement étroit que souvent c'est le maître qui paye les impôts de son sujet, quitte naturellement à se faire rembourser en nature ou en argent.

Poussé uniquement par un sentiment altruiste, le seigneur n'aurait jamais rendu des services au paysan que la prochaine fête de la Saint-Georges pouvait lui enlever. De là on explique les premiers privilèges ou les premières faveurs économiques que les seigneurs se plaisaient à faire obtenir à cette source inépuisable d'enrichissement qu'étaient le paysan et son travail. Le premier et le plus grand soin du propriétaire était de consolider le paysan, après quoi l'enfoncer dans les dettes pour lui rendre le départ matériellement impossible. Il en résulta que quand l'oukase qui supprimait le passage d'une terre à une autre fut promulgué, la réforme qu'il visait s'était déjà produite. Il n'y avait plus rien à supprimer.

Tout à fait au début, le moujik paraît ne pas sentir toute l'horreur de son avenir, ses goûts, ses désirs ne paraissent pas être contraires à ceux du grand cultivateur. Installé assez confortablement sur son morceau de terre (on sait combien l'habitude joue un rôle important dans la vie du paysan russe malgré son caractère nomade), il ne pensait pas à s'en aller — peut-être était-il trop attaché à ce nid qui lui avait coûté la liberté.

Il est vrai que, pendant le règne de Boris Godounoff, la masse se montra quelque peu hostile à ce nouvel ordre des choses, mais pas pour longtemps. Quand les troubles du faux Dmitri ébranlèrent le

royaume, personne ne songea à se révolter Pendant l'époque qui suit celle du règne de Michaile Téodorovitch, relativement paisible et calme, il n'y a plus qu'un triste souvenir de la Saint-Georges qui subsiste dans les mémoires. La société est tellement familiarisée avec l'attachement des paysans que personne ne songe à se révolter; par un oukase du 9 mars 1670, la durée de cinq ans est remplacée par celle de dix et quinze ans.

Certains faits nous prouvent la présence d'une quantité considérable d'anciens dans les propriétés des particuliers au XVIe siècle. Plus tard, avec l'acquisition de « Povolojie », la masse ébranlée par le mouvement d'émigration tente à occuper les régions fertiles du « tchernozem ». Le départ des plus jeunes dans la famille arrêtait le travail et occasionnait souvent d'énormes dégâts. Plusieurs propriétés, dont on trouve le nom sur les registres de la première moitié du XVIe siècle, disparaissent dans la deuxième; le cultivateur, las de travailler les régions boisées impropres à la culture, rêvait aux terres noires; pour remédier au mal et diminuer le danger de plus en plus menaçant de dépopulation, les propriétaires recouraient aux moyens de plus en plus illégaux : l'indemnité payée en cas de départ était considérable, de 5 à dix roubles par personne (environ 50 ou 100 fr. aujourd'hui). Quelques exemples nous montrent combien le paysan étant depuis longtemps chez le même propriétaire avait de difficultés pour s'en aller. Etudions les conditions dans lesquelles se faisait ce départ. Le paysan qui venait de s'installer, pour suffire

à son entretien, se faisait avancer 3 roubles. Onze ans plus tard, étant devenu ancien, pour pouvoir partir, il était obligé de payer sa dette, sa redevance annuelle qui, dans les régions boisées, s'élevait à 14 kopeeck, dans les régions plus près des centres civilisés à 28 kopeeck.

Cette redevance et les nombreuses taxes locales montent, dans la deuxième moitié du XVIe siècle, à la somme considérable de 200 roubles, et c'est encore le minimum qu'un paysan avait à verser. Prenons maintenant un autre exemple : en 1585, deux paysans s'étaient installés dans un village abandonné et s'étaient obligés de remonter les maisons, d'en construire de nouvelles et de défricher la terre.

On leur avait avancé dans cette intention 15 francs à chacun, s'ils avaient voulu partir plus tôt ils auraient dû payer la rente de trois ans, la somme qu'on leur avait avancée et 30 francs d'indemnité ; le tout formait la somme considérable de 700 roubles = 2.100 francs aujourd'hui.

Nous avons tout droit de supposer qu'ils étaient incapables de verser une somme si considérable.

Il est vrai que, comme citoyens libres, ils pouvaient s'en aller, mais alors l'administration du couvent leur aurait intenté un procès, la justice les aurait soumis à la disposition du couvent jusqu'à leur passage à l'état de serfs.

Ainsi, la « souda » créait des relations particulières, le paysan avait à choisir entre la soumission complète et le servage provisoire ; ce n'était pas un attachement juridique ou le résultat des besoins ad-

ministratifs que nous trouvons chez les paysans de la couronne, mais une dépendance économique du débiteur insolvable vis-à-vis de son propriétaire créancier.

LES ÉVASIONS ET LES ENLÈVEMENTS DES PAYSANS

Ainsi le droit de passage libre s'éteint par lui-même vers la fin du XVIe siècle avant qu'une loi ou une mesure juridique ait mis la main sur lui. Il existait encore pour certains paysans à qui leurs dépenses insignifiantes permettaient de joindre les deux bouts, en payant seulement la redevance annuelle. Quant à la majorité, pour elle le départ se présentait sous trois formes : la fuite, l'enlèvement ou bien l'échange. Dans les actes du XVIe siècle les deux premiers moyens sont marqués par l'expression : fugitif, perdu à l'insu ou bien enlevé par un tel..... Par la fuite, le paysan devenait libre tout à fait en jouissant d'une liberté illégale; l'enlèvement et l'échange se faisaient d'après toutes les formalités de la loi, mais n'apportaient aucun changement dans sa vie soumise. L'échange était presque irréalisable et c'est l'enlèvement qui prédominait. C'est facile à comprendre : le paysan étant gêné pour partir se faisait aider par un propriétaire quelconque qui payait sa redevance annuelle et ses dettes pour avoir le droit de le transporter dans son domaine. Mais en changeant de seigneur, le paysan ne changeait pas de genre de vie, il se débarrassait de ses anciennes obligations pour en

commencer d'autres, peut-être plus dures encore. Sa position économique ne changeait pas non plus, car il continuait d'être le même débiteur insolvable. Les enlèvements des paysans prennent une extension considérable à la fin du XVIe siècle; les couvents, les nobles, même les communes de la couronne enlevaient les paysans aux propriétaires privés, souvent contre leur volonté, ayant besoin de peupler certaines régions abandonnées par leurs anciens habitants. La concurrence, le besoin d'enrichissement provoquaient une lutte continue et acharnée entre les propriétaires qui s'arrachaient les bras; le prix de la main-d'œuvre ne faisait que s'élever tous les jours. Vers le 26 octobre, la fête de Saint-Georges, on pouvait assister à des scènes de violence et de cruauté « à tel point qu'on se croyait au Moyen âge [1] »; les baillis et les commis des seigneurs persuadaient les paysans de quitter leurs maîtres en leur assurant toutes sortes de privilèges et d'immunités. C'est avec force que les corporations paysannes et les petits propriétaires retenaient ceux qui s'en allaient; voyant leur échapper la fortune, ils allaient jusqu'aux raffinements de cruauté pour les empêcher de partir : les paysans portaient des chaînes, étaient obligés de payer plus qu'ils ne devaient, ou bien, ce qui arrivait le plus souvent, une vraie bataille s'engageait avec le séducteur. De nombreuses pétitions écrites par les petits propriétaires ou par les paysans mêmes et adressées au Gouvernement nous représentent le tableau des mœurs à cette époque

[1] Œuvres de Possochkoff, 1892, p. 96.

sombre et nous peignent ces déchirants drames d'automne. A la fin du XVIe siècle, le Gouvernement de Moscou essaye vainement de faire disparaître les deux formes qui avaient remplacé le droit de passage libre. La fuite et l'enlèvement n'amélioraient guère l'existence des paysans et attiraient des conséquences désagréables à l'Etat, au domaine royal, aux corporations paysannes et aux petits propriétaires, presque la seule classe militaire à cette époque. Le passage du service d'un propriétaire à l'autre devient un privilège très difficile à obtenir. Les corporations des paysans de la couronne en perdant leurs membres souvent les plus importants devenaient incapables de payer leurs impôts, les petits propriétaires ne pouvaient plus suffire aux besoins de la guerre. Enfin les enlèvements avaient contribué surtout à la transformation des hommes libres en serfs. Un oukase de 1497, en déterminant les conditions du passage libre, déclarait que l'époque du départ dépendait exclusivement de la « richesse » du paysan, autrement dit, il ne pouvait partir qu'après avoir complètement réglé ses comptes avec le seigneur; dans le « soudebnik » de 1550 [1], nous trouvons une déclaration importante : « et celui qui sera vendu pour toujours ou mis en possession absolue n'est pas obligé de payer, son départ s'effectue dans des conditions « extraordinaires »; ayant, à cause de ces changements fréquents, perdu le peu qu'il possédait, le paysan voyait une

[1] Tatichev, *Le Soudebnik du tsar Ioan Vasilievitch et les oukases* (2e édition), Moscou, 1786, p. 220.

ombre de salut dans cette remarque dont le sens équivoque se prêtait à plusieurs interprétations.

Nous avons vu que pendant le règne de Boris Godounoff un oukase du 28 novembre 1601 déclarait que ce sont seulement les petits propriétaires officiers qui ont le droit d'enlever des paysans et pas plus que deux à la fois, les propriétaires du département de Moscou, la haute noblesse aussi bien que le clergé et les communes de la couronne étaient exclus de ce droit. Loin d'être un privilège, ce droit était une mesure contre les abus, une vague tendance de rendre plus régulière cette existence du moujik. Quant à l'oukase du 24 novembre 1602, il s'ajoutait à celui de 1601 comme pour lui donner plus de valeur ; ce n'est pas en vertu d'une loi générale qu'il défendait l'enlèvement des paysans, mais ce fut plutôt une mesure de police qui tentait à éviter le désordre, les scènes de violence et les tristes drames d'automne. Et comme tous ces désordres étaient causés par le propriétaire qui ne voulait pas laisser partir ses ouvriers, qui, voyant périr son domaine, ne s'arrêtait devant rien, les deux actes déclaraient que c'est du consentement du paysan et exclusivement de lui qu'on devait tenir compte.

Les paysans des terres privées a la fin du XVIe et au commencement du XVIIe siècles.

De cette façon, la situation des paysans des terres privées reste incertaine jusqu'à la fin du XVIe siècle. Mais un lien puissant que rien ne pouvait rompre

les attachait de plus en plus à leurs seigneurs pendant que la législation, fidèle à sa politique, agissait d'une façon indécise en supprimant les obstacles qui rendaient difficile la réalisation de ses projets, n'osant pas attacher les paysans d'une façon définitive, — c'est cette incertitude qui aida aux seigneurs de considérer les moujiks comme leurs sujets. Il importe de citer l'opinion d'un savant allemand, M. Schil, qui, ayant visité Moscou pendant le règne de Boris Godounoff, écrivit : « *Die Bauern von ihren Herren für Leibeigene gehalten worden*[1]. » Grâce à cette opinion bien formée dans la société russe, les seigneurs ordonnaient dans leurs testaments à ceux entre les paysans qui étaient attachés à leur service personnel « d'être fidèles et obéissants à leurs veuves et à leurs enfants ». A la fin du trouble la question nous apparaît sous deux aspects différents : à côté de quelques faibles droits de passage libre on remarque la tendance de supprimer complètement ces droits « *qui étaient la cause principale du désordre social* » — désormais le paysan est attaché à la personne du seigneur (c'est-à-dire livré à l'arbitraire) et non pas à la terre. L'idée de l'attachement personnel apparaît d'abord dans quelques lettres de patente, quelques « gramota » ecclésiastiques adressées aux différentes abbayes et couvents. Les donateurs y faisaient souvent les con-

[1] Diakonoff, Histoire de l'attachement des paysans à la glèbe, *Recueil du Ministère de l'Instruction publique*, juin 1893, p. 336 ; Ivanoff, *Antiquités*, t. I, p. 413-440 ; Lappo Danilevski, *Recherches sur l'histoire de l'attachement des paysans privés dans la principauté de Moscou*, 1900, p. 13-14-15. Aussi Klutchevski, ouvrage cité.

ditions suivantes : « En cas de rachat de la propriété, c'est le couvent qui se chargera de défricher la terre, de remonter les bâtiments, en un mot d'exécuter tous les travaux des champs; *quant aux paysans, les garder sur les terres ecclésiastiques.* » De là on peut conclure que les paysans étaient considérés comme appartenant aux couvents qui pouvaient les vendre après la mort du donateur. Ce n'est pas encore un principe, mais une manière d'agir que la législation approuvait, car au commencement du XVIIe siècle elle est loin de songer à la liberté populaire et l'idée de « krepostinoé pravo » domine déjà dans les esprits.

Ainsi la législation, jusqu'à la fin de l'époque que nous venons de parcourir, c'est-à-dire jusqu'à la fin du XVIe et commencement du XVIIe siècles, s'obstine à ne pas prendre de résolutions définitives. Poussé par des motifs d'ordre économique, l'Etat attachait les paysans, ceux des particuliers étant empêchés de partir étaient soumis définitivement à la personne du seigneur; le droit de libre passage ayant perdu sa forme primitive déjà au XVIe siècle, sous l'influence de la « souda » commence à s'effacer pour disparaître complètement. Et c'étaient les différentes formes de ce droit dégénéré que la justice poursuivait en étudiant leur développement, non pour améliorer la situation du moujik, mais pour éviter le mal et les conséquences néfastes que le droit de libre passage attirait pour la tranquillité publique. L'émigration, l'unique salut pour la masse endettée rendait difficile la poursuite de cette « marchandise ambulante ». L'éternelle question de passage libre créait de nombreux procès entre

les propriétaires. Considéré théoriquement comme citoyen libre, entouré en réalité d'un cercle d'obstacles qui se resserrait de plus en plus autour de lui, le paysan luttait par la fuite plutôt que par la révolte, et par la tentative de défendre ses droits. Il ne lui restait plus qu'à se soumettre, unique et funeste moyen que lui montraient la loi et la réalité, résultat auquel la lutte foncière aboutit un peu plus tard que l'époque qui nous a occupés jusqu'à présent. Au commencement du XVIIe siècle, quand toutes les conditions de la vie soumise sont en pleine force de leur développement, la forme juridique qui aurait achevé la physionomie de l'institution du servage, qui existe déjà en pratique, n'est pas encore trouvée. Je m'en vais l'annoncer d'avance, cette forme : elle consiste en ce que le paysan, en établissant son contrat avec le seigneur, en se faisant avancer la « souda », renonçait lui-même au droit de se débarrasser un jour de ses obligations. C'est là la condition qui donna au servage le caractère d'un attachement à la fois personnel et volontaire.

KREPOSTE

On appelait « kreposte », dans l'ancienne législation russe, l'acte symbolique ou écrit par lequel on exprimait le droit de possession absolue sur quelque chose. Or, dans l'ancienne Russie, l'homme présentait aussi un objet de possession pareille : il s'appelait « holope » ou robe, ce qui veut dire esclave. C'est la forme la plus ancienne et la plus barbare de toutes les formes de soumission qui existaient en Russie plusieurs siècles avant le servage des paysans. Jusqu'à la fin du XVIe siècle, c'est l'esclavage qui prédomine dans la société russe dont l'homme libre même n'est pas garanti. Nombreux sont les cas dans lesquels on était obligé de passer à la condition de « holope » (le mancipium des latins) :

1° Les soldats prisonniers en temps de guerre.

2° Les criminels.

3° Les descendants d'une famille d'esclaves.

4° Les commerçants insolvables.

5° Tous ceux qui par le mariage entraient dans une famille d'esclaves.

6° Le paysan libre encore qui vit comme fermier sur la terre d'autrui et qui ne tardera pas avec le temps d'être confondu avec ceux que je viens d'énumérer.

L'esclave dépendait de son seigneur et transmettait cette dépendance à ses enfants — l'esclavage dans l'ancienne Russie était héréditaire. L'esclave ne pouvait pas se rendre la liberté sans le consentement de son seigneur. Dans la principauté de Moscou, il existait plusieurs formes voisines de l'esclavage, mais sensiblement plus douces; ainsi la place d'employé dans une maison seigneuriale donna naissance à une forme de sujétion voisine du servage, à la fin du XVe siècle.

Au début, le droit qu'on avait sur les serfs n'était pas héréditaire. Vient après l'engagement qui s'est formé aux époques différentes sous l'influence de plusieurs facteurs, sa forme primitive c'est l'obligation d'une personne de travailler pour le seigneur. A l'époque de « Rousskaia pravda » l'engagement n'est pas encore une forme d'esclavage, car la personne qui se mettait en gage pouvait se rendre la liberté sans le consentement du seigneur. Souvent le débiteur préférait payer sa dette en argent pour éviter l'assujettissement. Le contrat par lequel une personne libre se soumettait à une autre était désigné sous un nom emprunté à la langue juive : « kabala ». A cette époque il y avait deux moyens pour payer ses dettes, l'un c'est celui d'aujourd'hui, c'est-à-dire en payant les intérêts, et l'autre qui nous rappelle vaguement *l'antrustion* germanique, c'est celui de prêter serment de fidélité à son seigneur ou à son créditeur. En parcourant les documents du XVIe siècle, on trouve une quantité considérable de gens tenant une place moyenne entre les serfs et les esclaves. La deuxième forme de sou-

mission durait ordinairement longtemps et permettait au débiteur de payer la somme due, ailleurs le débiteur payait par son travail seulement les intérêts. c'est la forme la plus répandue. Le code de 1550 avait établi une somme de 15 roubles (700 francs aujourd'hui). D'après un oukase de 1560, les gens de « kabala » devaient, après avoir travaillé pour leur seigneur, rembourser la somme due, signe qu'ils n'étaient pas encore transformés en serfs, mais qu'ils étaient considérés comme débiteurs qui devenaient citoyens libres à partir du moment où ils payaient leurs dettes, à partir du moment où toute dépendance économique disparaissait. La liberté à cette époque est étroitement liée à la prospérité matérielle. Souvent l'homme réduit à la misère voyait dans l'esclavage son salut et embrassait l'assujettissement qui le délivrait de ses dettes, pratique très fréquente que la loi défendit, en prescrivant aux gens de la « kabala » de travailler jusqu'à ce que leurs dettes fussent payées. Cette défense de la loi, la soumission volontaire et les renseignements que nous donne Phletcher, ambassadeur anglais qui, en 1588, après un long séjour à Moscou, écrit que la loi permettait au créancier de vendre la femme et les enfants de son débiteur, indépendamment de la durée de la soumission, tout cela nous montre que les gens de la « kabala » renonçaient à la liberté, d'une part sous la pression de la loi, d'autre part, l'habitude de mener une vie soumise (je suppose une longue durée) les rendait indifférents pour les charmes de la vie indépendante. Si, dans l'Europe centrale, on avait entr'aperçu dans les insti-

tutions de *Comitatus germanique* et dans l'*Antrustion* des éléments de féodalité, on ne serait pas dans le faux d'attribuer à l'institution de la « kabala » une place primordiale dans l'histoire du servage russe. Il faut donc considérer la « kabala » comme un état transitoire entre l'esclavage et l'entière liberté. Parfois le service rendu pendant des années était suffisant pour l'amortissement de la dette, mais le plus souvent il fut prolongé par le créancier. Ce caractère de soumission personnelle du débiteur devint la base juridique de la « kabala » ; comme obligation personnelle, la « kabala » perdait toute importance avec la mort d'une des personnes intéressées, le débiteur ne transmettait pas sa condition à ses enfants. Au XII[e] siècle, on rencontre souvent des redevables qui ont juré « de servir au seigneur jusqu'au reste de leurs jours », obligation qui ne perdait pas sa valeur en cas de mort du seigneur, la « kabala » portait alors un caractère héréditaire. Pourtant il existait deux genres de domestiques serviles à qui la mort du seigneur rendait la liberté absolue; un oukase de 1556 déclare que l'homme libre réduit à l'esclavage pour avoir été puni « servira au seigneur jusqu'à sa mort ». Ne sont pas rares les personnes qui se mettaient au rang de domestiques serviles, dans les mêmes conditions; dans un acte de soumission volontaire de 1596, l'homme libre s'oblige de servir son seigneur jusqu'à sa mort : « *après quoi on doit me laisser partir avec ma femme et mes enfants, mais ne pas me soumettre aux héritiers de mon maître* ». Il y a deux points importants à signaler dans la « kabala » — sa durée éternelle et

le droit du seigneur de disposer des biens de son débiteur. Le caractère de perpétuité est le seul qui la rapproche de l'esclavage — l'homme libre refusait lui-même dans son contrat de s'affranchir. Déjà, dans un oukase de 1555, la « kabala » porte tous les caractères de l'esclavage ; dans un testament de 1571 on trouve l'expression esclave « holopi » au lieu des « hommes de la kabala ». C'est alors que cette nouvelle forme d'assujettissement prit place dans l'histoire de l'évolution du servage ; l'homme libre seul ou avec sa famille se soumettait à une personne plus riche et plus forte pour avoir emprunté une somme quelconque. Mais quand souvent, l'année écoulée, la somme n'était pas remboursée, la durée de la soumission était prolongée. Alors l'homme se mettait en gage lui-même, sa liberté au lieu de mettre n'importe quel objet. En 1659, un père avait mis en gage son fils, à condition qu'il serait réduit à la condition d'esclave si le père n'arrivait pas à payer sa dette à la fin de l'époque fixée. Tel était l'état des choses quand un décret du 23 avril 1597 apparut avec l'intention d'introduire quelques innovations dans « kabala ». N'apportant rien de nouveau au point de vue juridique, il précisait et formulait ce qui se faisait en pratique et ce qui était adopté dans le monde économique. Considérant la « kabala » comme une institution légale, il transformait en esclaves tous ceux qui étaient en train de rendre leur service en leur ordonnant de travailler jusqu'à la mort de leurs seigneurs : la rançon que le débiteur pouvait proposer n'avait aucune valeur : les enfants (de l'homme libre réduit

ainsi à l'esclavage) nés pendant la soumission du père étaient attachés aussi à la personne du seigneur. Les quelques innovations qu'on entreperçoit dans cet oukase nous montrent sous une lumière défavorable la politique louche du Gouvernement et sa tendance de soumettre ou plutôt de faire disparaître la classe des petits propriétaires. A côté des esclaves, on trouve aussi les domestiques serviles « esclaves volontaires », comme ils sont indiqués dans les documents : il y en avait qui étaient embauchés depuis dix ans en évitant toute occasion d'emprunter de l'argent ou de se faire avancer, ils conservaient leur droit de passage libre établi par l'oukase de 1555. Un autre oukase de 1597 établissait un délai de six mois pour ce service volontaire; ceux qui voulaient continuer étaient obligés de s'engager pour un nombre considérable d'années. C'est en parlant de cette loi que Karamsine disait : « Loi qui n'est pas digne de porter ce nom à cause de son injustice, étant créée pour servir exclusivement aux rêves ambitieux de la noblesse. » Toutefois, cette réforme ne s'opéra pas sans quelques hésitations. Vainement le boyard Basile Schouiski (un des principaux boyards de Boris Godounoff) essaya de rétablir la loi de 1555, il rencontra l'opposition de la « douma » qui protégeait le service de six mois établi par la loi de 1597. Nous verrons plus tard que la durée de ce service fut diminuée par le « Oulojenié » de 1649. Un article de la même loi nous montre au nom de quels intérêts elle était promulguée pendant le règne du tsar Féodore le débonnaire. Tandis que l'oukase de 1560 était opposé

au développement de l'esclavage, et défendait aux hommes de la « kabala » de se soumettre d'une façon absolue, la loi de 1597 permettait à l'individu libre de descendre tout à fait en bas de l'échelle sociale.

PAYSANS ET ESCLAVES DU XVIe ET DU XVIIe SIÈCLES

J'ai essayé de faire une revue générale de l'institution de la « kabala » pour pouvoir dégager ensuite l'influence qu'elle avait exercée sur le développement du servage. Tout d'abord, il paraît impossible d'apercevoir quelque trait de ressemblance entre deux états sociaux aussi différents que celui du paysan et celui de l'esclave : l'un est corvéable, l'autre jouit d'une liberté presque complète, l'un travaille dans la maison du seigneur, l'autre exploite la terre. Mais ils ont le même seigneur, ils sont soumis au même pouvoir, ce qui représente un point de contact de leurs relations juridiques et économiques. Avec l'avènement de la dynastie des Romanoff, les rapports entre les paysans et les propriétaires ne changent pas. Dans les villages on est encore fidèle aux traditions du commencement du XVIe siècle, les contrats se font dans les mêmes conditions par une entente entre paysans et propriétaires, les premiers font leurs conditions comme citoyens libres : « et je m'oblige en plus de faire la « barchina », déclare le paysan — « et moi je ne le priverai pas de ma protection », promet de sa part le seigneur. Voilà la phrase traditionnelle d'un contrat du commencement du XVIe siècle. Le

domaine vendu, les paysans n'étaient retenus par aucune sorte d'obligation, les nouveaux propriétaires n'avaient rien de commun avec les paysans de leurs prédécesseurs. Il arrivait parfois que les « anciens », ceux qui étaient nés dans la propriété, gardaient leurs « nids », tandis que les « nouveaux », qui étaient retenus par la « souda », se voyaient obligés de suivre le seigneur dans sa nouvelle habitation. Et là encore ils étaient obligés d'exécuter un travail supplémentaire, ce qui était en quelque sorte la reconnaissance pour la somme avancée; c'est cette « barchina » qui faisait disparaître peu à peu l'abîme entre le paysan, l'esclave et l'homme de la « kabala » qui, lui aussi, faisait la corvée pour payer les intérêts de sa dette. La « barchina » du paysan ne diffère pas de celle de l'homme de la « kabala », la seule distinction qu'on puisse entrevoir provient de l'endroit où la corvée s'opérait : l'esclave travaillait dans la cour de la maison seigneuriale et était par conséquent plus près du « pouvoir central ». Ainsi, les rapports purement économiques amenèrent une dépendance juridique. Une fois le droit absolu qui s'étendait sur la personne et ses actions établi, il devint un principe qui avait pour le grand cultivateur russe toute la rigueur d'une loi. Cette façon nouvelle d'envisager les rapports entre les paysans et les cultivateurs se fait sentir surtout dans la condition des esclaves; il y eut comme un abaissement du paysan et une ascension successive de l'esclave, la fusion de ces deux formes donna le servage. Dans cette variété complexe de conditions et de terres, le temps opéra un travail d'unification

et de simplification nécessaire, qui était la réduction à une seule forme dominante qui devait se substituer à toutes les formes de la vie soumise. Alors, à côté du paysan laboureur, qui remplit parfois les fonctions de domestique servile, apparaît le domestique proprement dit. Un échange de service s'opère. Le trouble du faux Dmitri, qui vient d'ébranler le pays jusqu'au fond, produit un mouvement dans la masse paysanne, elle quitte les régions du centre et se dirige vers les frontières. La main-d'œuvre enchérit, on sent le besoin d'ouvriers, on s'arrache les bras, les propriétaires essayent de remplacer les ouvriers partis par des esclaves. C'est alors qu'ils commencent à installer leurs domestiques serviles sur la terre, c'est alors qu'ils s'empressent de leur avancer la somme traditionnelle de « souda » : un contrat s'établissait, pareil à celui du paysan, et portait le nom de « acte de souda ». Ainsi, presque subitement, une nouvelle classe, ou plutôt nouvelle division, apparaît à la fin du XVIe siècle : ce sont les « hommes de la cour », « dvorovie », nom conforme à l'endroit de leur habitation. Les chaumières de ces paysans se trouvaient derrière la maison seigneuriale; dans les actes de 1570-1580 nous trouvons des expressions comme celle-ci : « Les gens qui habitent derrière la cour du seigneur. » Le nombre de cette classe s'est augmenté pendant le XVIIe siècle, surtout dans la deuxième moitié, elle forme le gros de la population rurale. Ainsi, dans le département Believski, en 1630, les esclaves présentaient 9 % de la population rurale, d'après un recensement de 1678, « les dvorovié » formaient 12 %. Avec

le temps, une partie des domestiques et toute une quantité d'autres gens, considérés par la loi comme libres, viennent s'ajouter à « dvorovié » qui différait des autres formes de l'esclavage, principalement de « kabala ». Tout d'abord, l'homme de la cour était responsable de ses actes et de son bien, donc on lui reconnaissait presque le droit d'avoir une propriété; il commençait par établir le contrat de « souda » non seulement quand il sortait de l'état complètement libre, mais quand il se transformait de domestique servile en esclave. Le « contrat de souda » créa un genre spécial d'esclaves qui facilitait le passage de l'état domestique à celui de cultivateur. Dans une lettre de 1628, un propriétaire écrit que dans une région peuplée par lui, il traite ses anciens débiteurs en paysans, c'est-à-dire leur fait exploiter la terre en leur donnant quelques privilèges, ce qui ne veut pas dire qu'il les traitait comme citoyens libres, mais comme cultivateurs soumis, comme paysans-esclaves. On faisait exploiter la terre aux paysans, mais on ne les traitait pas comme tels. Comme à l'Occident, l'*antrustion* était sorti du cercle aristocratique pour rejoindre le vasselage, la classe des paysans en Russie donna naissance à une plus vaste — celle des esclaves. La différence entre les deux états, réduite au minimum, devait disparaître bientôt pour ne former plus qu'un. A la même époque que les contrats des paysans apparaît le contrat de l'esclavage. Ainsi, dans un contrat de « souda » de 1628, l'homme libre s'oblige « à servir son seigneur jusqu'à la fin de ses jours », obligation que l'on rencontre souvent et qui, exprimée par

des formules différentes, gardait au fond le même sens. Avant, le paysan, en s'installant sur le terrain et en recevant sa « souda », s'obligeait, en cas de départ, à rendre la somme prêtée — et c'était tout. Mais le courant de l'époque n'allait pas à la liberté et les conditions du contrat devenaient de plus en plus pénibles, à la fin du XVIe siècle; le paysan ajoute : « Par la volonté de Dieu, mon seigneur a le droit de me faire ramener chez lui et je serai son corvéable, pour la « souda » qu'il m'a avancée, je lui appartiendrai toujours. » Toutes ces conditions nous montrent que, dans certains cas, le paysan se privait lui-même du droit de partir; bientôt cette promesse d'être fidèle devient la condition principale de tous les contrats, c'est elle qui crée la « kreposte », « cette éternité paysanne », d'après l'expression du XVIIe siècle. C'est elle, cette « éternité paysanne », qui attribua au contra de « souda » le caractère de dépendance personnelle. Chronologiquement, la soumission des paysans coïncide avec la réforme qui s'opère dans la vie des esclaves dans la première moitié du XVIIe siècle. Les deux événements paraissent être étroitement liés avec les réformes d'ordre économique et politique. Le trouble ébranla une quantité considérable d'officiers appartenant à la population urbaine et rurale, décomposa le « mir », et la commune, réduite à la misère, ne pouvait plus résister aux nombreux impôts. Un des premiers soins de la dynastie nouvelle était de reconstituer le « mir ». Le concile de 1619 décida de faire un recensement général de la population corvéable, de ramener par force les fugitifs. Mais le plan

fut difficile à réaliser. Le grand incendie de Moscou, en 1626, détruisit tous les registres et obligea le Gouvernement d'entreprendre un recensement général qui avait pour but de faire connaître à l'Etat les forces du trésor dont il pouvait disposer. C'est dans ces livres d'enregistrement qu'on peut trouver la description des rapports entre les paysans et les propriétaires. Le paysan errant surpris par le recensement s'établissait dans le domaine du grand cultivateur où il pensait trouver le repos et la terre; à partir de ce moment il perdait sa liberté, signait un contrat et s'attachait d'une façon double pour ainsi dire, car il était inscrit au nom de son seigneur non seulement dans son contrat personnel, mais aussi sur les listes de contributions. De nombreux contrats avec le caractère d'une « kabala » attirent l'attention de l'historien: les uns, avant de se soumettre au titre de paysans, se rendaient domestiques pour quelques années, d'autres, sans se faire avancer la « souda » traditionnelle, promettaient d'avance leur soumission jusqu'à la mort du seigneur : « *Et quand, par la volonté de Dieu, mon seigneur n'appartiendra plus à la vie d'ici-bas, j'aurai le droit de m'en aller ou bon me semblera...* » Nous retrouvons là le caractère essentiel de la « kabala ». D'autres encore s'obligeaient à servir au seigneur jusqu'au reste de leurs jours.

Mais la forme la plus pratique, c'était encore celle de la « souda », qu'on s'obligeait à rembourser à la fois ou bien à plusieurs reprises, le plus souvent on se taisait délicatement sur l'amortissement de la dette en ajoutant seulement qu'elle sera exigée en cas de

fuite ou mauvaise exécution des travaux. Mais à travers la complexité de toutes les conditions du contrat foncier, il est facile d'apercevoir une tendance dominante, quelques éléments essentiels qui déterminent « l'éternité paysanne » — c'est d'abord la suppression du droit de passage libre, comme nous avons déjà vu la « souda », l'influence de la « kabala » et enfin la soumission volontaire. Les deux premiers éléments sont les sources principales du servage qui avaient créé des conditions dans lesquelles la possession absolue de l'homme était possible. Quant aux autres, ce n'étaient que des moyens d'importance secondaire, dont on se servait pour arriver à vaincre l'homme. Dans ces contrats, il est facile de distinguer le moment où le paysan cesse d'être citoyen, ce qui nous montre l'étroite liaison entre ce passage à la condition de serf et un recensement de 1627. Un des premiers de ces actes, dans lequel le paysan n'est plus traité en citoyen, remonte à 1627, c'est-à-dire l'année du recensement. Ce sont d'abord les « anciens » qui font le serment de fidélité en promettant de ne pas s'enfuir, d'être exacts dans l'exécution de leur travail. Des rapports particuliers s'étaient établis entre eux et le seigneur, peut-être aussi le temps les avait réduits à la condition de serfs. Souvent les anciens promettaient « *de rester fidèles comme ils l'ont été jusque-là* ». La nouvelle condition du servage n'était qu'une formule juridique qui venait de s'appliquer aux relations déjà formées. La mesure de police qui attachait les paysans à la corvée et à la terre soulevait une autre ques-

tion plus importante, c'est celle de l'attachement à la personne du seigneur. Et comme les formules juridiques manquaient, on s'empressa de les emprunter aux anciens modèles de la « kabala », au contrat de la « souda », à celui du « dvorovié », en faisant toute sorte de combinaisons. De nouvelles relations économiques venaient s'appliquer aux anciennes formes de l'esclavage. Les esclaves passaient à la condition de serfs et, au contraire, les domestiques se mettaient à exploiter la terre, tandis que les paysans les remplaçaient pour les travaux de la maison ; c'est ce funeste amalgame de fonctions, d'obligations et de relations qui donna naissance au servage.

LES CULTIVATEURS ET L'ÉTAT

Ainsi, la législation et le grand seigneur marchaient vers le même but. Mais la bonne entente paraissait être seulement extérieure, car au fond, en employant les mêmes moyens, les deux forces désiraient des résultats diamétralement opposés. L'Etat avait besoin du citoyen qui payait régulièrement les impôts, qu'on pouvait facilement trouver d'après le livre d'enregistrement; quant au propriétaire, il cherchait l'ouvrier habile capable d'exécuter les travaux des champs en même temps que ceux de la maison, ayant assez de moyens pour verser sa redevance annuelle et qu'on pouvait enfin vendre à l'occasion ou tout au moins mettre en gage. Le premier tsar de la nouvelle dynastie, qui devait son avènement à la haute noblesse et au clergé, ayant certaines obligations envers les boyards, essaya de lutter avec les grands propriétaires et les petits cultivateurs. La lutte était acharnée. Profitant de la crise dans laquelle le trouble avait jeté les petits propriétaires, la noblesse et le clergé attiraient par quelques privilèges la masse corvéable — principalement les paysans. Avec la promulgation de l'acte de « kreposte », il était indispensable de mettre une limite entre les intérêts privés et ceux du Gouvernement. Les listes de contributions

attachaient le paysan à la terre, le contrat de « souda » à la personne du propriétaire. Souvent l'obligation du paysan était évasive : « Je promets d'être fidèle à mon seigneur et de ne plus changer ma condition de paysan. » Ailleurs, le paysan se soumettait au seigneur sans que le terrain qu'il avait à exploiter fût indiqué, alors il s'obligeait d'habiter le village que le seigneur lui désignait : « *Lui, mon seigneur, m'offrira selon ma force et mes capacités...* »

A partir de ce moment on est rarement attaché à la terre sans l'être à la personne du seigneur, à l'obligation de garder sa place on ajoutait la suppression de la liberté morale. Vers la fin du XVIIe siècle, il est difficile de rencontrer des attachements à la terre, en dehors de la soumission personnelle; dans un acte de la « souda » qui date de 1688, après la phrase traditionnelle qui contient la promesse d'habiter un tel ou tel village, on trouve : « *et soumis à celui qui désormais gouvernera le village* ». La législation, tout en favorisant le développement du servage, ne paraît pas s'inquiéter de la durée de la soumission, ni des limites que le pouvoir seigneurial pouvait atteindre, croyant fermement que c'est au propriétaire et à son sujet de régler leurs affaires.

La lutte acharnée des intérêts privés avait à résoudre une des plus importantes questions de l'Etat — les limites jusqu'auxquelles s'étendaient le pouvoir et le droit du propriétaire sur la conscience humaine. Comme un élément puissant, la noblesse ne manqua pas de profiter de ce privilège : en 1649, l'Etat permit de ramener par force les paysans fugitifs, in-

dépendamment du nombre d'années qu'ils avaient vécues chez le seigneur. Cette innovation, tout en ne changeant pas l'existence du paysan au point de vue juridique, rapprochait le servage des autres formes plus dures de l'assujettissement. Le même décret, en supprimant le nombre d'années dont on tenait compte autrefois, soumettait des familles; les paysans propriétaires étaient soumis au seigneur qui avait le droit de les ramener par force à n'importe quelle époque de l'année. A partir de ce moment, considérés comme des esclaves, ils transmettent leur condition à leurs enfants. On pourrait admettre pourtant que l'extension du servage était celle d'un fait social formé depuis longtemps; le fils en héritant du bien de son père ne faisait pas de contrat particulier — et cela se comprend, — né dans l'assujettissement, il n'avait pas besoin de prêter serment de fidélité. Quand c'était le cas d'une fille, le propriétaire établissait un contrat avec son fiancé qui entrait désormais dans la maison de son beau-père. Un oukase de 1646 changea le caractère des contrats; dorénavant les obligations concernèrent non seulement l'individu, mais tous les membres de sa famille. En assurant les intérêts du Trésor public, la législation, déjà au XVIe siècle, comme nous avons vu, attachait les paysans du domaine royal. Au commencement du XVIIe siècle, les autres classes serviles subissent une pareille classification sociale, classification difficile à réaliser quand il s'agissait des paysans privés, car entre le pouvoir central et le paysan il y avait le grand seigneur dont les intérêts étaient souvent contraires à

ceux de l'Etat. Comme j'ai eu l'occasion de le faire remarquer, la législation ne prenait aucun soin d'intervenir dans les affaires personnelles des deux partis ennemis tant qu'elle ne voyait pas d'obstacles à la réalisation de ses projets : ainsi fut admise la première obligation servile. Si, avant, les contrats n'étaient valables que pour une personne, maintenant ils assujettissaient plusieurs familles, et même des villages tout entiers. Et si, jusqu'au commencement du XVIIe siècle, la législation ne faisait que constater les rapports créés par la pratique entre les paysans et les propriétaires sans y prendre part active, désormais c'est elle qui réglera ces relations étranges et anormales. Par la loi de 1649, l'Etat donnait la forme que les nouvelles relations économiques et juridiques devaient adopter. Cette fameuse loi de 1649, qui porte le nom de « oulojenié », avait à résoudre un des plus difficiles problèmes de l'histoire russe.

LA LOI DE 1649 DITE « OULOJENIE »

Il m'est arrivé, au cours de cette étude, de faire allusion à la loi de 1649 dite « Oulojenié », à laquelle j'ai l'intention de consacrer un exposé plus détaillé. Le « Oulojenié », la source de la moderne législation russe, est considéré comme la base du servage; on a l'habitude de croire que c'est pendant cette époque que le servage fut approuvé, qu'il prit une forme juridique, qu'il devint l'institution odieuse dont les conséquences furent si funestes pour le développement du royaume. C'est alors que l'idée du pouvoir de l'homme sur l'homme naquit non seulement dans la société, mais aussi dans quelques esprits législatifs. Ceux qui sont familiers avec la loi de 1649[1] et en général avec le caractère de la législation russe, au commencement du XVIIe siècle, éviteront et avec raison de chercher quelque formule juridique à propos des relations entre paysans et seigneurs : il est impossible d'attendre une telle précision de cette législation, du niveau intellectuel de la société, d'après les renseignements que nous avons sur l'évolution générale du servage.

[1] Voir *Le Servage et la loi de 1649,* Pobedonostzoff. Aussi Engelmann, *Die Leibeigenschaft in Russland,* p. 60-63.

La législation du XVIIe siècle n'a jamais essayé de résoudre ce problème social, comme on est habitué de le croire, de déterminer et mettre en relief toute une série de relations entre seigneurs et sujets : la société d'alors fut trop jeune et trop peu développée pour des questions abstraites, pour une analyse approfondie, pour une conception de l'esclavage comme une institution qui pouvait ou non avoir sa raison d'être, pour la développer d'une façon successive, comme on le constate dans le monde romano-germanique. En Russie, le servage fut le résultat de besoins militaires, sans qu'on se soit jamais demandé quelle fut sa véritable origine. Il existait très peu de lois concernant le servage, et la précision leur faisait défaut, comme à toute l'ancienne législation russe. La société d'alors ne sentait que le besoin d'un ordre social; pour réaliser ce but, elle se servait non pas d'une formule juridique, mais d'une mesure de police, qui fut l'attachement d'une classe de cultivateurs à la terre et à la personne du seigneur.

Quant au pouvoir de ce dernier, il se forma d'une façon insensible, sans définition juridique; issue des rapports entre deux cultivateurs d'importance inégale, peu à peu la possession de l'homme devint un fait incontestable, comme celui de la possession de la terre. Cette « éternité paysanne » était évidente pour tout le monde, mais personne ne songeait à analyser ses bases juridiques, sa raison d'être, ni pendant l'époque de sa formation, ni en 1649, quand presque un demi-siècle séparait le servage du jour de son apparition. L'analyse des faits et des événements se

développe parallèlement avec la vie intellectuelle ; dans la même époque il peut y avoir certaines questions pour lesquelles la conscience se sent assez éveillée, l'esprit assez puissant pour « analyser », mais il peut y avoir aussi d'autres que l'esprit laisse échapper quoiqu'elles soient de première importance. En 1649, la propriété personnelle exigeait plusieurs définitions juridiques qui formèrent toute une législation. Il était bien loin le bon vieux temps où chacun pouvait posséder la terre sans déranger son voisin, l'idée de la propriété personnelle s'y opposait — les intérêts et la concurrence aussi. L'un et l'autre demandaient des limites, des règles, des définitions, et toute définition nécessite une certaine réflexion, un travail intellectuel, une analyse. L'idée juridique du droit de posséder l'homme aurait pu suivre la même voie de développement. Mais, au XVIIe et au XVIIIe siècles, en Russie, l'idée de personnalité, de liberté civile est absente, le citoyen n'existe pas encore pour ainsi dire, les paysans sont soumis et n'ont pas le droit de quitter la terre à laquelle ils sont fixés ; les commerçants sont attachés aux villes et aux faubourgs, les officiers, la noblesse de service appartiennent à l'Etat. Ceux qui n'étaient pas inscrits étaient attachés à une ville, à un personnage, et ceux qui n'avaient aucun protecteur étaient considérés comme des gens suspects, presque anormaux, n'ayant pas de position stable. Le paysan du particulier fut attaché à la terre et la loi, sans l'avoir déclaré esclave, le considérait comme tel ; en plus, la terre qu'il occupait était une propriété absolue du seigneur. Pour définir la per-

somme du paysan, il fallait toujours demander : à qui appartiens-tu? à quoi il répondait en indiquant son prénom, le nom de son maître et le domaine qu'il habitait. Ainsi le paysan de la couronne s'appelait « noir » et ce nom changeait suivant les différents genres de terres qu'il occupait.

La culture de la terre suppose toute une série de travaux concernant les récoltes et le transport des produits; à l'époque que nous étudions, les ouvriers se composaient exclusivement de serfs, car la loi empêchait d'embaucher les nouveaux venus et les émigrants; quant aux ouvriers libres, ils étaient très peu nombreux et presque rares. Tout travail exécuté par plusieurs personnes suppose certain ordre, contrôle et discipline. Qui, sinon le seigneur, pouvait être chargé de cette surveillance? L'idée de la possession de l'homme apparaît dans l'antiquité sous la forme de l'esclavage; en Russie l'homme libre passait à l'état de soumission pour échapper à la misère. Quels que fussent les traits juridiques qui distinguaient l'esclave du serf attaché à la terre, il y avait dans les deux genres de situation l'homme soumis et la soumission était complète; il était donc tout naturel que les deux conceptions finissaient par se confondre. Rappelons-nous aussi que les seigneurs laïcs et ecclésiastiques étaient chargés du pouvoir juridique et que de ces relations entre accusés et juges naquirent d'autres relations plus étroites, celles de la soumission. En parlant du servage, j'analyse les rapports d'autrefois pour séparer l'essentiel de ce qui me paraît un fait du hasard. Il serait très facile de se re-

présenter le premier stade du servage, le paysan attaché à la terre n'ayant pas le droit de la quitter, sans être pourtant soumis directement à la personne du seigneur. Telle est la forme sous laquelle on peut et on doit se le représenter à une époque assez lointaine. Je sais qu'on pourrait m'observer qu'une telle conception est idéale, le niveau de la société russe aux XVIIe et XVIIIe siècles n'était pas assez élevé pour que, possédant le travail de l'homme, le maître ait songé à la différence énorme entre ces deux faits : *posséder l'homme lui-même et posséder son travail.*

Ayant ainsi le pouvoir de disposer du travail de l'homme, de l'employer comme un moyen pour la réalisation de ses buts économiques, étant chargé du pouvoir juridique, le maître finissait par considérer le paysan comme un objet de possession absolue, sans s'être jamais demandé les raisons de ce droit, sans avoir jamais essayé de le formuler, de l'analyser.

Quant à l'Etat, il se contentait seulement, conformément à son but, de satisfaire les besoins de la noblesse. L'idée de garantir l'individu contre l'injustice et l'arbitraire social était absente. Pour qu'elle apparaisse et trouve son expression dans la législation, il était besoin de conditions que le XVIIe siècle ignorait. Il fallait que, parmi les éléments qui avaient formé le servage, naisse ce besoin de soumettre à une analyse sévère les anciennes traditions — ces conditions n'apparaissent qu'au XVIIIe siècle, quand on sent réagir l'esprit réactionnaire, quand on voit se dessiner la tendance d'introduire un changement, celle de

réorganiser l'ordre social de la vie russe. Grâce à cette lutte très faible encore à cette époque, on sentit le besoin de donner une formule à cette institution odieuse, comme si on se doutait qu'elle allait exister pendant deux siècles et demi.

Ce droit de l'homme sur l'homme nécessitait une formule juridique, due à un système rigoureux et à une loi positive. Il est probable que cela s'est produit dans la deuxième moitié du XIXe siècle; jusque-là, c'est-à-dire jusqu'à l'apparition du nouveau code, la législation s'est contentée de jeter de temps en temps un regard sommaire sur certaines questions concernant le servage. Ainsi, par exemple, « oulojenié » nous fait connaître quelques distinctions que la législation se proposait de faire entre les « holopi » et les paysans. Mais la différence entre ces deux formes sociales, devenue de plus en plus imperceptible, disparut en réalité avant que la législation russe s'en fût aperçue. En étudiant l'évolution du servage, on est obligé d'avouer que l'époque qui s'étend jusqu'à l'avènement de Pierre Ier est beaucoup plus sombre que celle qui est postérieure à son règne. Peut-être nous paraît-elle plus sombre étant plus loin de nous; dans le brouillard du passé, elle cache la vérité et nous sommes obligés de deviner ce que nous ne pouvons pas voir. L'historien impartial ne jugera pas utile de reprocher à Pierre Ier sa politique équivoque, autres étaient les besoins de cette époque, son grand mérite est d'avoir compris les idées de son temps; quant aux moyens dont il s'est servi, ils étaient naturellement aussi conformes à ces idées. Ayant hérité de ses pré-

décesseurs d'un royaume malade, ébranlé jusqu'au fond, il devait non seulement le réconforter aux moments les plus critiques, mais aussi l'arracher par un coup de force aux bras de l'Asie pour le jeter dans ceux de l'Europe.

Mais retournons à l'époque de « Oulojenié ». Si les formules qui distinguent les esclaves des serfs font défaut, nous pouvons dire avec certitude que la loi ne les confondait pas complètement. L'esclave, c'est l'homme qui dépend personnellement de son seigneur. « Oulojenié » nous présente quelques genres différents de possession de l'homme qui se distinguent, non pas par les limites du pouvoir seigneurial, par le pouvoir qu'exerçait l'homme sur l'homme, mais par la durée de la soumission [1].

Si aujourd'hui il nous est presque impossible d'admettre que l'homme libre puisse se soumettre volontairement à l'époque que nous étudions, ce fut un phénomène plus qu'ordinaire. Si aujourd'hui, malgré le progrès de l'industrie, les occupations manquent, combien fut difficile, dans ce temps, pour l'homme libre mais pauvre d'en trouver une, quand les moyens pour gagner étaient réduits au minimum, quand les besoins étaient si simples, quand les villages étaient presque vides, la terre relativement peu cultivée et que, dans un Etat où la terre fut la principale richesse, les années de famine étaient très fréquentes. Les propriétaires et ceux qui avaient em-

[1] A savoir Tchifcherine, Différentes formes de soumission dans l'ancienne Russie, *Journal de Russie*, 1856.

brassé un métier n'avaient pas besoin de chercher d'occupation chez des personnes privées, de se mettre sous la tutelle d'un personnage. Ceux qui manquaient des moyens de vivre voyaient leur unique salut dans la « kabala », qui était une conséquence de la misère, qui soumettait le pauvre au riche. En outre, il était d'usage chez les riches seigneurs d'entretenir une domesticité d'apparat « dvorovié », dont le nombre variait selon l'opulence du maître (de 100 jusqu'à 1.000 personnes). Ces gens furent payés d'après leurs aptitudes, les domestiques de premier ordre partageaient souvent le repas avec leurs maîtres. Il est tout naturel que les avantages de la tutelle seigneuriale, que la vie assurée, souvent fainéante, attirassent une foule d'individus chez qui l'idée de la liberté personnelle fut complètement absente.

« *Je m'appelle Pavel Samsonoff, je suis libre, fils d'un paysan, je n'ai jamais été « holope »* (robe), *j'ai vécu jusqu'à présent par mon travail et aujourd'hui j'adresse cette pétition à Suri F. O., car je désire entrer dans sa cour*[1]. »

Ou bien : « *Moi, Ivan M.* (*du gouvernement de Kostroma où j'ai laissé mes parents, après quoi j'ai erré dans le monde et vécu de mon métier*), *je n'ai jamais été paysan ou « holope » et je suis âgé de 30 ans*[2]. » Au XVIIe siècle, la « kabala » n'était pas seulement un rapport économique entre les classes riches et faibles de la société : tout à fait au début de ce siècle,

[1] Beliaeff, ouvrage cité, p. 163.
[2] *Ibid.*

les familles nobles avaient pour esclaves des personnes qui possédaient le « tchine », ce ne fut donc pas seulement l'état matériel qui servait de critérium. Ainsi il fut impossible que l'homme dont la vie était assurée devînt « holope ».

Mais revenons à la question principale : la loi de 1649 ayant supprimé le délai de dix et quinze ans qui déterminait l'ancienneté du paysan et par là, l'ayant attaché définitivement à la terre, avait-elle fait disparaître la faible distance qui séparait le « holope » du moujik? Voici les trois principes nouveaux introduits par la loi de 1649 :

1° La « kreposte » est héréditaire et s'étend sur tous les descendants du paysan, tandis qu'avant, le contrat qu'il concluait n'avait qu'une valeur personnelle.

2° La « kreposte » est basée sur un acte officiel, sur la « poriadnaia »; les paysans sont inscrits sur des listes de contributions au nom de leurs seigneurs.

3° Enfin le délai qui déterminait l'ancienneté du paysan et permettait de poursuivre les fugitifs était supprimé.

Tous ces nouveaux principes provenaient de la même pensée qu'on n'osait pas dire tout haut : le paysan appartenait au seigneur d'une façon absolue.

Après la mort du premier Romanoff (1613-1645), Michaile Téodorovitch, les boyards et les enfants des boyards de toutes les villes adressèrent au nouveau tsar la pétition, le « tchelobitié » suivant : « *Et nous avons servi à ton père trente-deux ans et aux anciens tsars nous avons rendu beaucoup de services qui nous*

ont appauvris et réduits à la misère, nos « pomestia » et nos « votchina » sont abandonnés et nos maisons sont détruites par les guerres constantes, et nos « ludi » et nos paysans nous quittent pour aller servir aux couvents, et le tsar établit un délai de dix ans qui nous permet de rechercher nos fugitifs. Et nous sommes au service tous les ans et ne pouvons pas surveiller nos paysans ni rechercher la date de leur départ. Et si le tsar ordonnait de supprimer le délai, les « ourotchnié leta » et s'il ordonnait de rechercher d'après les listes de contributions tous les fugitifs sans aucune distinction..... »

Le « tchelobitié » de 1645 fut suivi par un oukase de 1646 qui déclarait que ceux d'entre les paysans qui seraient inscrits sur les listes de contributions à partir de 1646 seraient attachés définitivement à la terre. Cet oukase de 1646, imprimé seulement pour le district de Moscou, mais adressé en réalité à tout le royaume de Moscovie, ne contenta pas le Gouvernement ; trois ans après, par le « Oulojenié » de 1649, il supprima les « ourotchnié leta » pour les paysans qui étaient inscrits sur les listes de contributions avant l'apparition de cette loi qui déclarait : « *Tous les fugitifs sans aucune distinction, quels qu'ils soient, « noirs », de la couronne ou des particuliers, les faire retourner chez leurs anciens maîtres, au nom desquels ils sont inscrits sur les listes des contributions de* 1626. » Le onzième chapitre de « Oulojenié » est consacré à cet attachement définitif. La loi reconnaît qu'après tant d'années d'hésitations les paysans sont réellement attachés à la glèbe. Dans l'article 3

de ce chapitre nous lisons : « *Car jusqu'aujourd'hui, jusqu'à l'apparition de cet oukase, il n'était défendu à personne de recevoir les fugitifs et ce ne sont pas tous les fugitifs qui pouvaient être ramenés par force chez leurs anciens maîtres.* » L'attachement définitif des paysans à la terre était héréditaire et s'étendait non seulement sur les enfants, mais aussi sur la proche parenté; l'article 18 du même chapitre déclare que, si pendant la fuite le père avait marié sa fille à un paysan qui n'habitait pas le même village que lui, en revenant chez son ancien maître, il était obligé de ramener son gendre. Toutefois l'attachement des paysans, d'après le « Oulojenié », n'était qu'une mesure financière, le but principal de l'attachement était de faciliter la perception des impôts. Du moins, l'article suivant du chapitre XI nous le prouve. L'article 6 : « *Et les propriétaires chez lesquels ils* (les paysans) *seront pris, seront dispensés de tous les impôts, car leurs futurs maîtres seront obligés de payer les contributions et les impôts.* »

L'article 6 nous montre que, d'après « Oulojenié », les maîtres auxquels dorénavant appartenaient les paysans étaient obligés de payer les impôts; ainsi, les paysans fixés au sol, toutes les irrégularités de la perception et le désordre fiscal que favorisait l'attachement primitif des paysans avec les « ourotchnié leta [1] » étaient supprimés.

Mais, malgré toute sa sévérité et toute sa rigueur,

[1] Le délai arrêté par la loi qui déterminait l'ancienneté du paysan et permettait au seigneur de rechercher le fugitif.

la loi de 1649 ne transformait pas les paysans en esclaves, tout en les attachant à la terre. Les paysans appartenaient aux seigneurs dans la mesure où ces derniers avaient le droit de posséder la terre. Ainsi le « votchinik » avait un pouvoir plus grand sur ses paysans que le « pomestchik », qui ne jouissait que des droits provisoires. Le propriétaire de « pomestia » ne pouvait pas faire passer ses paysans dans une « votchina », car il ne jouissait que provisoirement de la terre qui était à sa disposition. Les articles 30 et 31 du chapitre XI nous signalent cette défense de transférer les paysans des terres de « pomestchiki » aux terres de « votchiniki ».

« *Et si certains propriétaires veulent transporter des paysans de leur « pomestia » dans leur « votchina » et si leurs « pomestia » sont vendus et si les nouveaux propriétaires viennent réclamer leurs paysans, il faut les leur donner avec leurs enfants, leur femme et leur bien.* »

L'article 7 du chapitre XVI, en permettant aux propriétaires d'échanger leurs « pomestia » habités contre les « votchina » abandonnées, déclare que les paysans doivent être transportés dans ces propriétés abandonnées. L'article 3 du chapitre XV défend aux seigneurs de rendre la liberté aux paysans. « *Et si quelque paysan est mis en liberté, il lui faut donner un nouveau maître, car il est défendu de mettre les paysans en liberté.* »

Cependant le travail du paysan était limité par le « Oulojenié » et le seigneur n'avait pas le droit de dépasser ces limites, « *et s'il a besoin de cultiver*

beaucoup de terre, il est obligé d'embaucher des ouvriers ».

L'article 45 du chapitre XVI limite le pouvoir du seigneur et rend celui-ci responsable devant l'Etat, dans le cas où il négligera les affaires de sa propriété et abusera de son pouvoir pour charger ses paysans de trop lourds impôts. Sans doute, tout différents étaient les rapports entre les paysans des « votchiniki » et les paysans des « pomestchiki », car leurs droits de propriété étaient tout autres. Les « votchiniki » étaient des propriétaires absolus et avaient le droit de vendre, de mettre en gage, en un mot d'aliéner leur bien, par conséquent le lien qui les attachait au paysan était plus étroit que celui des « pomestchiki »; du moins les précautions que « Oulojenié » prend contre les abus seigneuriaux concernent exclusivement les « pomestchiki ». Ainsi le « votchinik » avait le droit de transporter ses paysans d'une propriété à l'autre, de leur rendre la liberté, tandis que la même loi déclarait : « *Et si quelque paysan est mis en liberté par un « pomestchik », le faire inscrire tout de suite au nom d'un autre propriétaire.* »

Du reste, l'attachement complet à la glèbe ne prouve nullement que les paysans étaient devenus esclaves. Non seulement la loi ne confond pas ces deux états sociaux, mais certains indices nous font croire que la vente des paysans sans la terre était défendue. La comparaison qu'on pourrait établir entre les articles 27 et 28 du chapitre XVIII et les articles 51 et 57 du chapitre XX nous prouve cela.

D'après les articles 27 et 28, le « dvor » des pay-

sans, c'est-à-dire le feu, coûtait 50 roubles, de même que, d'après les articles 50 et 57, le « holope » coûtait 50 roubles lui aussi. On pourrait conclure au premier abord que le paysan était comparé à l'esclave. D'après l'article 27 du chapitre XVII, le feu, et nous savons d'après les listes de contributions que le feu pouvait contenir cinq personnes, coûtait 50 roubles, tandis que, d'après les articles 51 et 57 du chapitre XX, le « holope » tout seul coûtait 50 roubles. Par conséquent, la différence est plus qu'évidente, elle prouve seulement que le prix des paysans était inférieur à celui des esclaves. Mais ce qui est important pour nous, c'est la raison de cette valeur inégale qui nous montre que le paysan n'était pas encore attaché à la personne du seigneur, tandis que le « holope » était considéré comme sa propriété absolue. Le paysan, comme citoyen, ne pouvait pas être soumis à l'appréciation de la loi qui ne déterminait que le prix d'un feu, c'est-à-dire de plusieurs paysans à la fois; ainsi, n'ayant pas de prix, il ne pouvait pas être vendu autrement qu'avec la « votchina ». Quant au feu, il était considéré comme une unité de terre cultivée qui apportait des revenus et était chargée de contributions de l'Etat. De cette façon, « Oulojenié » de 1649 ayant supprimé les « ourotchnié leta » et par là attaché définitivement tous les paysans sans aucune distinction, ne changea pas leur position comme classe de la société russe, car même après cet attachement les paysans ne devinrent pas esclaves « holopi » ou « rabi ». Mais il est temps de remarquer aussi que le « Oulojenié », dans aucun de ses cha-

pitres, n'a donné une définition juridique de la classe paysanne, défaut qu'on peut s'expliquer seulement par son caractère louche et équivoque et par le manque de définitions juridiques qui n'apparaissent que plus tard, quand la législation se laisse influencer par la réalité et par la pratique. Mais, à cette époque, il suffisait d'écrire le nom de « krestiane » pour faire comprendre l'énorme importance que cette classe avait.

L'attachement même des paysans témoigne que « Oulojenié » ne se doutait pas des conséquences que cette mesure si simple, si naturelle aux yeux de ses contemporains pouvait attirer. En outre, on considérait à cette époque comme « krepostnie », c'est-à-dire fixés, consolidés, tous ceux qu'on pouvait vendre ou mettre en gage. Or les paysans, d'après « Oulojenié », ne pouvaient pas l'être. Voilà pourquoi nous ne serions pas dans le faux de penser qu'attachant les paysans à la terre, l'Etat était guidé par des raisons purement fiscales; ce n'était guère avantageux pour lui de transformer les paysans en esclaves, car ces derniers étaient exempts d'impôts et de contributions.

Mais l'attachement définitif créait des relations particulières qu'il fallait déterminer par des moyens législatifs et non administratifs, ce que la législation négligea de faire. Ce n'est pas dans l'intention de conserver la liberté des paysans que la loi ne les confondait pas avec les esclaves. L'attachement des paysans était en rapport avec la possession de la terre et garantissait à l'Etat le service militaire. Les paysans inscrits constituaient la presque totalité des

masses rurales; étaient la richesse du pays, le capital qui, avec la terre, assurait à l'Etat ses besoins, la paye des impôts, et il était de son intérêt de veiller pour que ce capital fût toujours tenu à sa disposition. Au contraire, la possession du « holope » était indépendante de la terre et des impôts qui pesaient sur les seigneurs. D'après « Oulojenié », le seigneur n'avait pas le droit de faire passer ses serfs à la condition de « holopi ». Plusieurs historiens entrevoient dans cette défense une tendance vague de limiter l'autorité seigneuriale, tandis que d'autres pensent, et avec raison, que l'Etat agissait seulement au nom de ses intérêts personnels, craignant que le passage à la condition d'esclave ne diminuât la population taillable. A côté de cela, on trouve la permission de transformer les paysans en « dvorovie », en domestiques serviles. Je sais qu'on pourrait m'objecter que ce fut une simple violation de la loi qui était restée insensible et muette pendant un siècle parce qu'elle ne pouvait pas ou ne voulait pas combattre l'arbitraire. A quoi je pourrai répondre que, malgré qu'on sente toujours le pouvoir du seigneur peser sur le paysan, on ne sait pas où commence et où finit ce pouvoir, car la loi ne nous le dit pas; ce caractère incertain, cette tendance de passer sous silence « l'essentiel » nous laisse presque croire que ce pouvoir fut absolu.

D'autres articles de « Oulojenié » viennent s'ajouter aux articles 27 et 29 et nous prouvent que les paysans sont encore les membres de la société russe comme le clergé, la noblesse, le « posadskié ludi » (les gens de faubourgs). L'article 159 reconnaît aux

paysans le droit d'être témoins. En outre, les paysans sont jugés par le tribunal commun, mais il est vrai aussi que l'article 7 du chapitre XVIII déclare que les « votchiniki » et les « pomestchiki » sont responsables de la conduite de leurs paysans et ont le droit de les juger, excepté toutefois les cas d'affaires criminelles. Mais cela ne nous prouve nullement que les paysans n'étaient pas jugés par les tribunaux communs; dans ce cas le seigneur ne jouait qu'un rôle intermédiaire et défendait le paysan comme son protecteur et tuteur. D'après la loi, les paysans étaient investis du droit de dresser des procès indépendamment des seigneurs qui n'intervenaient que pour défendre la cause de leurs sujets. Pendant tout le règne d'Alexis Michailovitch, la situation des paysans ne change nullement. Tous les oukases ne font que développer l'idée de l'attachement à la terre, ainsi l'oukase du 26 juin 1649 défend aux paysans des terres noires de vendre leurs terres et leurs biens; la même chose est ordonnée par l'oukase de 1655. Dans les deux oukases, la terre qui est occupée par le paysan est désignée sous le nom « lot », ce qui prouve que même avec la disposition du droit de passage libre l'organisation communale n'a pas été dérangée ; comme avant, la terre était possédée en commun, seulement ceux qui la cultivaient étaient attachés à la glèbe. Les oukases des 11 mai 1656 et 13 juillet 1657 témoignent que les paysans étaient chargés du service militaire, tandis que les « holopes » ne l'étaient pas. Ainsi on trouve dans le premier oukase la remarque suivante : « *Dans les* « *pomestia* » *et les*

« *votchina* », *chez les nobles qui, d'après l'ordonnance du tsar, sont exempts du service militaire pendant cet été, il faut prendre un homme armé sur trente feux.* » (*Recueil de lois*, n° 1771.) Quant au deuxième oukase, il témoigne que tous les paysans sans distinction étaient chargés de ce service : « *Pour défendre le pays contre les Allemands, le tsar a ordonné dans les villages, dans les « volosti » qui sont situées au bord du lac de Ladoga, de mobiliser deux mille hommes.* » (*Ibid.*, n° 208.) La tradition et le souvenir d'un temps où le droit de passage libre existait s'étaient conservés obscurément mais profondément dans le peuple. Les paysans continuaient de s'enfuir et de lutter, quoique faiblement, malgré la sévérité de nombreux oukases qui resserraient de plus en plus la chaîne servile. Ainsi l'attachement complet n'existait pas encore en réalité; pour la première fois, la législation avait devancé l'usage et la pratique. Au moins l'oukase du 15 février 1658 nous le prouve; voici le texte : « *Ainsi nous avons appris que les paysans du district de Moscou et des autres villes ont pris l'habitude de cambrioler et de voler leurs maîtres les boyards et les enfants des boyards.* » L'oukase en question ne se contenta pas d'autoriser les seigneurs à poursuivre leurs sujets fugitifs, mais il envoya encore dans toutes les directions des agents spéciaux chargés de vérifier la population, de « rechercher les fugitifs », pour les mettre à la disposition de leurs anciens maîtres. Mais l'oukase de 1658, malgré son caractère rigoureux, n'atteignit aucun but, les pay-

sans continuèrent de s'enfuir et les seigneurs de recevoir les fugitifs.

Cet état de choses nécessita l'apparition d'un autre oukase, à la date du 15 septembre 1661, qui fut suivi par un autre de 1667, d'après lequel ceux d'entre les propriétaires qui auraient reçu un fugitif seraient privés de quatre paysans : « *Et enlever à ce* « *pomestié* » *ou à cette votchina quatre paysans qui lui sont attachés.* » Il est indiscutable que tous ces oukases n'étaient que des mesures provisoires concernant ceux qui méconnaissaient la loi, mesure qui n'apportait presque aucun changement dans la situation générale des paysans. Et cependant cette situation venait de changer sensiblement sur certains rapports : à la fin du règne d'Alexis Michailovitch, les seigneurs commencent à vendre les paysans sans la terre, d'après des actes spéciaux qui portaient le nom de « kouptchia ». De cette façon, les paysans comme les « holopes » étaient devenus un objet d'arrangement personnel entre les seigneurs et les moujiks qu'on vendait, qu'on échangeait ou qu'on mettait en gage; toutes ces procédures étaient confiées aux « prikases » (bureaux administratifs) des « holopes », dans lesquels les paysans furent inscrits à côté des esclaves. Ainsi, d'une part le caractère indécis de « Oulojenié » de 1649 et, d'autre part, l'arbitraire des seigneurs aidés par les « prikases » des « holopes », avaient admis la vente des paysans et, par là, mis les moujiks au rang des esclaves, quoique pendant le règne d'Alexis Michailovitch et longtemps après la supériorité sociale des paysans fût incontestable.

Une des questions les plus importantes dans l'histoire de l'évolution du servage est celle du bien personnel du paysan. Etant donné le caractère indécis et incertain de toute la législation et principalement de la loi de 1649, il est difficile de faire une analyse approfondie de cette question aussi bien que d'y répondre avec certitude. On ne connaît pas de procès dans lesquels les paysans soient considérés comme propriétaires; si des procès pareils avaient existé, ils auraient nécessité la promulgation d'une loi; cette question aurait pu naître de la rencontre des intérêts du propriétaire avec le droit du paysan de posséder, mais nous savons que ce droit à la longue fut anéanti par la loi, par l'usage et par la pratique. Le droit romain ayant développé l'idée de l'esclavage en lui donnant une forme strictement déterminée, avait reconnu que l'esclave ne pouvait pas avoir de propriété personnelle. En Russie, les raisons politiques qui avaient fait naître le servage n'avaient jamais eu d'expressions juridiques, voilà pourquoi la société russe ne pouvait pas avoir une idée précise de l'esclavage comme suppression théorique et pratique de l'individu et de la liberté personnelle. Dans l'esclavage de l'ancienne Russie et dans la « kabala », il est facile d'entrevoir quelques ressemblances, quoique vagues, avec l'esclavage occidental, mais, dans le servage, l'individu ne disparaît pas complètement pour la loi, tout en étant écrasé par le pouvoir seigneurial. En étudiant les différentes manifestations de ce pouvoir, on remarque que le seigneur considérait son serf comme « quelque chose » qui lui appartenait, mais

on devine aussi une possession créée par la pratique et l'usage, qui remplace la conception théorique du droit absolu sur son semblable. L'intérêt général nécessitait l'existence du servage, voilà pourquoi, partout où il fallait déterminer le pouvoir seigneurial, les rapports entre propriétaires et serfs, la législation en tenait compte autant que cela était nécessaire pour la réalisation de ses projets financiers. Voilà la cause principale de ce manque de lois au XVIIe siècle concernant les paysans propriétaires. D'après nos idées modernes, l'homme, dans la vie sociale, est un citoyen avant d'être membre de telle ou telle classe; comme citoyen, et non pas comme membre d'une classe, il a droit à la liberté. En Russie, au XVIIe siècle, l'homme n'était pas un citoyen, il faisait partie d'une division sociale de laquelle dépendaient ses relations, son genre de vie; pour être propriétaire, il fallait appartenir à une de ces classes. De cette façon, le propriétaire foncier (sauf quelques exceptions dans le Nord) était avant tout un « officier », un membre de la noblesse de service. Toutes les classes se sentaient soumises à l'Etat, toutes étaient attirées vers lui par une force magique, vers ce seigneur de premier ordre; les propriétaires fonciers tenaient de lui leur patrimoine; les paysans payaient leur « obrok », chaque classe avait ses obligations, à condition d'avoir le droit de posséder la terre, et cette terre était le capital de l'Etat par lequel il récompensait ses serviteurs.

Le paysan, dans l'ancienne Russie, était presque aussi peu garanti que l'esclave contre l'intervention du seigneur. Mais tandis que ce dernier était en rap-

port direct avec le seigneur et vivait dans sa maison, toute autre était la condition du paysan cultivateur; n'étant pas surveillé continuellement, il lui était facile d'échapper à la colère seigneuriale, de travailler tranquillement son morceau de terre, de le considérer comme une propriété personnelle et absolue depuis le jour où il avait perdu le droit de partir, où il était comme chez lui et où il échappait encore à la pression du pouvoir seigneurial qui ne s'exerçait sur lui que d'une façon indirecte, en attendant le jour où la liberté individuelle et la responsabilité morale allaient être anéanties.

Quant à la personne du seigneur, elle était garantie par son pouvoir, voilà pourquoi « Oulojenié » prévoit très peu de cas de désobéissance où elle aurait été obligée d'intervenir. En ce qui concerne le paysan, « Oulojenié » ordonne au seigneur de ne pas le laisser mourir de faim, sans déterminer la punition que le maître aurait méritée dans le cas contraire. Il est vrai que le seigneur était privé de son domaine pour avoir tué le paysan surpris dans un vol; c'est le seul cas dans lequel le noble était puni, mais remarquons que le but de la loi n'était pas d'assurer la vie et la liberté de l'homme, mais l'ordre et la tranquillité publique. La loi passe sous silence le cas d'homicide involontaire, comme la « Vérité russe » ne punissait pas le seigneur qui avait tué son esclave. En un mot, « Oulojenié » ne prévoit pas ou plutôt ne veut pas prévoir les cas d'assassinats de paysans; en défendant le meurtre, la loi ne le punit pas, ce qui laisse à supposer qu'il n'était pas de la même importance

que le meurtre d'un homme libre pour lequel la justice prévoyait toutes sortes de punitions.

La valeur de la redevance annuelle n'était pas fixée par la loi. Pas un article de « Oulojenié » n'est consacré à cette question importante. Le paysan devait cultiver la terre, obéir d'une façon absolue, payer sa redevance en nature ou en argent, selon les convenances du seigneur. Dans ce cas, les paysans des particuliers étaient moins fortunés que ceux des terres ecclésiastiques pour lesquels l'administration du couvent se chargeait de donner des indications exactes sur l'importance et le genre des redevances et des taxes que les paysans avaient à acquitter. (Oulojenié, art. 23.) Rien de pareil pour les paysans des particuliers. Ici la quantité de travail comme la valeur des impôts dépendait exclusivement de « l'appétit » du seigneur, selon l'expression populaire du XVIIe siècle. Et cependant c'était dans l'intérêt du seigneur de ne pas priver le paysan de tout son temps, car ce dernier ne pouvant pas labourer son champ, était souvent obligé de lui demander des vivres. Le pouvoir juridique excepté, les affaires criminelles appartenaient au seigneur. Pour les querelles journalières, pour les affaires d'assez haute importance, c'est lui qui rendait justice, aussi bien que chaque seigneur possédait son code pénal issu de sa pratique et de ses abus.

Au XVIIe siècle, on trouve dans les maisons seigneuriales des prisons avec tous les instruments de torture pour les désobéissants[1]. Il est intéressant de signaler

[1] A savoir Ignatovitch, *Le servage, la veille de l'abolition. Les serfs intellectuels. La cruauté des seigneurs,* chapitre VIII, p. 207.

un fait très curieux, c'est l'existence dans les tribunaux privés des formules écrites, pareilles à celles dont se servait la justice officielle. C'est aussi par écrit que le paysan s'adressait à son seigneur :

« *A mon Seigneur le boyard Pierre Ivanovitch, j'adresse cette pétition, moi l'esclave de votre domaine, habitant le village K... La veuve Anna, l'année dernière mon fils ayant été recruté, je suis restée toute seule avec ma fille. Ayez pitié, mon Seigneur, rendez-moi la liberté, quant à l'argent que je dois vous verser en vous quittant, faites comme votre sagesse et votre bonté seigneuriales vous l'ordonnent... pour que je ne sois pas tout à fait réduite à la misère.* »

De l'autre côté de la page, on trouve la remarque suivante :

En 1713, au mois de mai, Pierre Ivanovitch ordonna de rendre la liberté à la fille.

« *J'ordonne aussi de ne pas accomplir l'acte de l'affranchissement avant d'avoir reçu 40 livres de miel.*

« Signé pour le boyard :

« *Son serviteur,*

« KOLOSOFF. »

LE SERVAGE DE « FACTO »

Après avoir étudié sommairement les documents qui concernent le servage de « juré », je passe à la vie de la société russe au temps d'Alexis Michailovitch, pour voir combien la condition réelle du paysan correspondait aux sentences judiciaires. Quelle fut l'influence exercée par l'attachement complet de « Oulojenié » sur l'évolution du servage? Qu'est-ce qu'il y avait de changé dans la vie populaire, qu'est-ce qu'il y avait d'intact et de primitif et en quoi enfin cette vie avait-elle devancé la loi?

J'ai eu l'occasion de faire remarquer que l'attachement des paysans établi par la loi n'était pas usité dans la vie, ce qui nous prouve que la société russe avait peine à se réconcilier avec cette funeste innovation. Dans la vie, il y avait encore tant de choses contraires à l'attachement qu'il ne pouvait satisfaire ni propriétaires, ni paysans : les fuites des paysans ne diminuaient pas malgré la sévérité des oukases qui se succédaient. Le caractère rigoureux de « Oulojenié » et d'autres oukases postérieurs souvent moins exigeants, moins sévères n'étaient pas en état de remédier à cet ordre de choses : le désaccord qui se produit souvent entre la vie et la loi ne peut être supprimé ni

par la sévérité, ni par l'indulgence. La vie ordinairement s'obstine à lutter longtemps contre la loi qui essaye de transformer son organisation créée par les siècles et par l'histoire, elle trouve presque toujours des moyens pour la transgresser; c'est cette lutte de la vie avec la loi, de la tradition avec les réformes qui fut une des causes principales pour lesquelles les paysans, après 1649, conservèrent une position sociale analogue à celle qui précéda l'attachement. Nous avons vu quelle était la condition des paysans d'après « Oulojenié ». Etudions maintenant ce qu'ils conservèrent de leur ancien genre de vie avec l'approbation ou non de la législation.

Tout d'abord, les paysans conservaient le droit de s'installer où bon leur semblait, car, d'après « Oulojenié », ce n'étaient pas tous les paysans qui étaient attachés à la terre : les enfants qui réussissaient à se séparer de leurs parents et échappaient aux listes de contributions conservaient la liberté complète, ils changeaient de ville et de « voloste » en qualité d'ouvriers et de cultivateurs et aucun seigneur n'avait le droit de les arrêter. Seulement, après avoir établi un contrat foncier « poriadnaia », ils cessaient d'être libres et devenaient « Krepostni », c'est-à-dire attachés à la terre qu'ils allaient habiter dorénavant. La « poriadnaia » était un arrangement purement économique entre le paysan et le cultivateur, la loi et l'Etat n'intervenaient pas dans cette entente de caractère personnel; toutes les conditions exposées dans la « poriadnaia » (sauf l'attachement à la terre) dépendaient exclusivement des deux partis

contractants. Les « poriadnaia » écrites avant l'attachement définitif et après sont tout à fait les mêmes; la seule différence provient de ce que, après l'attachement, on avait pris l'habitude d'écrire : « *et je m'oblige à ne pas quitter cette terre pour personne.* » C'est là une condition qu'exigeait « Oulojenié », mais que la vie négligeait souvent. Ainsi, par exemple, un certain Ivan Féodoroff, passant un contrat avec un certain mitropolite Nikone, le 20 juin 1657, écrivait :

« *Et si par hasard je ne me plais pas bien dans ce village, il faudra que je puisse chercher quelqu'un pour me remplacer, pour aller dans un endroit qui me conviendra mieux*[1]. »

Ainsi, en dépit de la loi, le paysan pouvait changer de propriétaire, à condition seulement de trouver un remplaçant, ce qui prouve que ce n'est pas de l'attachement que la loi s'inquiétait, mais de ce que la terre lui rapportât des revenus réguliers. En étudiant les « poriadnaia », on constate que le paysan dépendait exclusivement des conditions qu'il posait lui-même; ainsi le paysan aisé qui pouvait se passer de la « souda » se montrait plus exigeant que son camarade moins fortuné, qui était obligé de payer l' « obrok » et souvent de prendre part aux travaux concernant la maison seigneuriale. Ainsi, par exemple, un certain Ivan Ivanoff, fils de paysan, déclare : « *Moi, Ivan, fils de paysan, je suis un homme libre, tailleur de profession, je vivrai chez Bogdane Sama-*

[1] Beliaeff, *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, n° 36, feuille 80.

rine depuis aujourd'hui le 8 *octobre* 1657 *et comme* « *obrok* » *je m'engage à travailler pour lui et pour son fils, quatre semaines par an. Et je suis libre de professer mon métier dans les villes et les villages.* »

Ou bien un autre : « *Et moi je paierai de mon terrain un rouble chaque année, à part cela je ne ferai aucun travail*[1]. »

Ou bien : « *Moi, Ignate Ivanoff, avec mes enfants, je m'engage à habiter le village U. appartenant au couvent L. pour ne plus jamais le quitter, labourer la moitié de la terre et faucher le foin. Et pour cela je ne ferai aucun travail, mais je payerai 2 roubles pour chaque meule de foin et je donnerai la quatrième gerbe du blé que j'aurai récolté. En plus, chacun de nous (moi et mes fils) travaillera pour le couvent pendant deux semaines, tandis que moi j'amènerai chaque année quatre charettes de bois.* » Ou bien : « *Pendant les années de bonne récolte, je ferai pour mon seigneur du travail, deux fois par semaine, avec mon cheval.* » (*Ibid.*)

Dans une « poriadnaia » de 1661, Féodore S. déclare : « *Ainsi je me suis engagé avec ma femme et mes enfants à habiter les terres du couvent de la Sainte-Vierge dans le village N., à construire une* « *isba* » *et à labourer mon* « *lot* » *et à payer chaque année un rouble* « *d'obrok* » *et une gerbe de blé, mais je ne ferai aucun travail à part cela et je ne quitterai pas le couvent.* » (Actes juridiques, p. 24.)

[1] Voir Beliaeff, *Les Paysans en Russie*, Moscou, 1903, 4e édition, p. 194, 195, 196.

Ainsi les conditions dans lesquelles le paysan s'engageait à travailler étaient excessivement variables et avaient plutôt un caractère personnel que local.

En voici encore quelques exemples : « *Moi, je ferai le travail de mon seigneur une fois par semaine et je paierai les mêmes redevances que les autres paysans. Aussi et pour lui* (le seigneur) *je travaillerai une fois par semaine, et la semaine suivante deux fois avec mon cheval.* » (*Ibid.*)

Quant aux paysans moins fortunés, ils écrivaient ordinairement : « *Je serai fidèle à mon seigneur comme les autres paysans, je paierai les redevances et je ferai toute sorte de travaux et tout ce qu'on m'obligera à faire.* » (*Ibid.*)

Aussi : « *Et étant son paysan je lui devrai toute sorte de contributions et l'* « *obrok* » *qu'il voudra bien me faire payer et je ferai du travail sans réclamer.* » (*Ibid.*)

Le caractère incertain de ces actes nous frappe surtout : il est indiscutable que le paysan, par ces quelques paroles, supprimait lui-même sa liberté, d'autant plus que cet assujettissement inconscient était volontaire : dans toutes les « poriadnaia » le paysan ajoutait : « *et j'établis cet acte de ma propre volonté.* » (*Ibid.*)

Le droit de passer à l'état paysan appartenait non seulement aux hommes libres, mais aussi aux enfants et parents du moujik. Voici la gramota d'un fils de paysan : « *Et moi, Trimotei, je suis un homme libre de Novgorode, mon père était paysan dans le couvent de la Saint-Georges et j'ai perdu mes parents tout*

jeune, et je gardais les vaches pour me nourrir et aujourd'hui je veux être paysan du même couvent. » (*Ibid.*)

Il semble aussi que l'attachement définitif n'ait introduit aucun changement dans l'organisation communale, les paysans continuent à former des « volosti » et des communes unies par la solidarité des impôts; même en payant les contributions personnelles du seigneur, le paysan est considéré comme membre de la commune et comme tel il paye les impôts de l'Etat avec les autres membres de la « voloste ».

Le « Oulojenié » de 1649 ne supprima pas chez le paysan russe l'usage très ancien et très répandu qu'il tient de son caractère nomade, d'errer à travers les vastes plaines de son pays. D'après la loi de 1649, étaient attachés à la terre seulement les gens taillables; tous ceux qui avaient échappé aux listes des contributions étaient considérés comme libres et l'étaient en réalité. On trouvait des quantités considérables de ces individus libres, dispersés un peu partout : dans les villes, sur les terres noires et ecclésiastiques, ils restaient libres jusqu'au moment où ils se mettaient à cultiver la terre aux dépens de quelque cultivateur ou grand seigneur. Ainsi, par exemple, dans une « poriadnaia » datant de 1658, nous lisons : « *Je suis né dans le district de Pskoff, après la mort de mon père, je vivais de mon travail et aujourd'hui je vais labourer la terre de P. T. et je me soumets volontairement.* »

Ou bien : « *Je m'appelle Vaska* (il est à remarquer

que les paysans sont désignés toujours sous un nom diminutif de laquais : ainsi Vaska au lieu de Vasili), *je suis fils de paysan de la voloste Schonnski, appartenant à l'Etat, je n'ai jamais cultivé la terre, j'ai appris le métier de jongleur et aujourd'hui j'adresse cette pétition à Antoine Droujinine, car je veux devenir son esclave, « son holope ».*

Ainsi étaient attachés à la terre seulement les gens taillables, inscrits sur les listes des contributions, tous les autres continuaient d'être libres et pouvaient facilement voyager dans toute la Russie en vivant de leur travail. D'après les conceptions de la société russe, l'attachement et la soumission volontaire n'étaient guère considérés comme l'anéantissement de l'indépendance et l'effacement de tous droits de liberté, mais comme une entente purement économique entre paysan et seigneur, ce qu'ils étaient seulement jusqu'à la fin du XVIe siècle. En effet, tant que le paysan ne pouvait être ni vendu ni mis en gage, il ne pouvait pas être question de pouvoir absolu. Le fait que les hommes libres continuaient à devenir paysans, même après 1649, nous prouve que le passage à l'état paysan n'était pas considéré comme un abaissement social mais comme une acquisition de droits nouveaux. Ainsi l'homme libre devenant paysan perdait seulement le droit d'errer librement à travers la Russie, en revanche il devenait non seulement propriétaire, quoique fictif, de la terre dont il jouissait moyennant quelque redevance, mais aussi membre d'une commune quelconque. Il est vrai que ces avantages de la tutelle seigneuriale comprenaient

en même temps toute une série d'obligations envers le seigneur et la commune, mais elles étaient moins pénibles sans doute que l'existence libre.

Autrement il nous est impossible de nous expliquer ce désir croissant des hommes libres de passer à l'état de « Krepostni », d'autant plus que ce passage était volontaire, que c'était au futur paysan d'éviter les conditions qui ne lui convenaient pas. Les obligations du nouveau paysan envers le seigneur et la commune étaient énumérées dans la « poriadnaia », acte établi entre deux égaux : celui qui allait se soumettre et celui qui allait recevoir le nouveau venu dans ses domaines.

Mais la classe paysanne ne comprenait pas seulement de nouveau-venus : il y avait aussi les anciens dont les parents et les grands-parents étaient venus se soumettre pour la première fois au seigneur. Ces anciens n'établissaient plus de contrats et habitaient sinon la même terre, du moins les mêmes patrimoines. Ici surgit une question : si le contrat était superflu à cause de l'ancienneté des paysans, qu'est-ce qui régularisait alors leurs rapports avec le seigneur? Ne perdaient-ils pas leur indépendance? Ne se transformaient-ils pas en « Krepostni » en vertu de leur ancienneté? La loi de 1649 ne fait aucune distinction entre les nouveau-venus, les « novoporadnia » et les anciens, partout il n'est question que de la classe paysanne en général. Mais n'y avait-il pas de distinction créée par la réalité et la pratique, par les abus du pouvoir seigneurial? Sans doute cette distinction existait en réalité, mais ces cas étaient des exceptions

qui n'atteignaient pas la force d'une règle générale. Ainsi on disait : « *Et pour mon terrain je paierai les impôts de l'Etat, et les redevances à mon seigneur comme tous les paysans* » ; ce qui nous montre que les anciens étaient attachés dans les mêmes conditions que les nouveau-venus.

Toutefois, si la différence existait, elle provenait de ce que le nouveau-venu exposait personnellement ses conditions, tandis que les anciens n'agissaient que par intermédiaire de la commune qui pouvait plus facilement échapper aux abus du seigneur que l'individu. Mais on ne peut pas nier que l'attachement des paysans, d'après la loi de 1649, avait contribué singulièrement au développement du pouvoir seigneurial, à l'effacement de la liberté morale et à la violation de la conscience humaine. La vie passait outre à la loi et donnait au seigneur le droit inhumain d'appliquer des peines corporelles, droit qui n'existait pas avant l'année néfaste de 1649. A l'époque qui précède celle de « Oulojenié », pour punir le désobéissant, le seigneur était obligé de le renvoyer ou de lui refuser son concours; avec l'attachement, le refus et le renvoi devinrent une faveur; en refusant au paysan sa protection, le seigneur lui rendait la liberté, alors toute la responsabilité des impôts du terrain abandonné tombait sur lui. Ainsi les seigneurs se voyaient obligés de recourir à d'autres punitions pécuniaires ou corporelles. Le deuxième genre de punition n'était pas appliqué pendant l'époque antérieure à « Oulojenié ». Ainsi, dans une « gramota » de 1590 adressée aux paysans du couvent Novinski,

nous lisons : « *Et celui parmi les paysans qui se montrera désobéissant sera obligé de payer une « grivna » d'amende et de travailler pour le couvent.* » Quant au deuxième genre de punition, il n'est question de lui dans aucune « gramota » antérieure à l'attachement définitif. Ainsi, dans l'oukase de 1632, adressé au gouverneur des propriétés du couvent « Sousdalski Pokrovski », les peines pécuniaires seules sont appliquées, tandis que déjà dans un autre oukase de 1653 les châtiments corporels font leur apparition : « *Et ceux parmi les paysans qui n'obéiront pas à la loi et dépenseront leur bien dans les cabarets seront soumis à la peine des verges, devant le pope, le « staroste »* et les autres paysans, et payeront en plus une amende de 8 « altine ». Nous pouvons donc conclure que les châtiments corporels étaient introduits seulement après l'année 1649; ce fut un des facteurs principaux qui ont contribué à entraver l'indépendance populaire. Ce droit inhumain et la vente des paysans sans la terre firent disparaître peu à peu la personne morale du moujik pour donner place à la spéculation et à la fièvre générale de l'enrichissement; à partir de ce moment, « *les serfs en Russie ne sont pas attachés à la terre, ni la terre à eux, voilà pourquoi le seigneur a le droit de vendre les serfs ou la terre, ou tous les deux ensemble, comme il a le droit aussi d'exproprier ses sujets et de les réduire à la misère*[1] ».

[1] Boltine, *Remarques sur Leklerque*, 2e vol., p. 164.

LE SERVAGE A L'ÉPOQUE DE PIERRE LE GRAND

En étudiant les principaux oukases de Pierre le Grand, rien ne nous autorise à y trouver quelque chose qui ressemble à un vague intérêt pour le sort de la masse soumise, les germes d'une future liberté; mais on ne peut pas lui reprocher d'être resté indifférent aux premiers progrès sensibles de l'institution dans laquelle il était né, élevé et obligé d'agir. Toute époque dans l'évolution historique a ses idées, ses principes et ses mœurs qui dirigent la pensée et la vie. Avant d'analyser et de critiquer l'œuvre d'un personnage historique, il faut se rendre compte de l'atmosphère morale dans laquelle son moi était obligé d'agir; c'est seulement en observant cette condition qu'on peut arriver à une conclusion juste et impartiale. Il existe des éléments logiques et moraux si étroitement liés avec le fond de l'esprit humain, qu'il faut les estimer chez tous les hommes de toute époque, car la lutte contre eux est la même que celle qui est livrée contre la vérité absolue. Ainsi quand on voit que sous le prétexte de rendre justice, une œuvre de vengeance personnelle s'accomplit, que l'homme, sans aucune preuve de culpabilité, est jugé, puni, torturé, on a le droit d'appeler une pareille action infâme quel que soit le pouvoir qui la protège, le but

qu'elle poursuit. En se plaçant à ce point de vue, il serait injuste de reprocher à Pierre I[er] de s'être servi, au commencement du XVIII[e] siècle, de la torture pour arracher les aveux aux malheureux, d'être resté impassible devant les horreurs du servage, le considérant comme un moyen de réaliser ses ambitions personnelles et celles de l'Etat. Telles étaient les idées de son temps, de son peuple et de ses contemporains, quand dans l'Europe centrale jaillissaient les premières étincelles de cette lumière dont quelques rayons devaient pénétrer à travers le brouillard épais du vaste pays endormi, lumière qui devait éclairer quelques esprits et qui allait ébranler les anciennes traditions si chères au peuple russe. Pour la première fois le tsar de la Russie, sous l'influence des courants étrangers, fonde des institutions, « donne les mœurs et les manières de l'Europe à une nation d'Europe[1] ». Mais quel que fût son génie, en connaissant le caractère de ses réformes, on ne pouvait pas attendre de lui qu'il fût le prophète du peuple russe, qu'il annonçât un nouveau bonheur fondé sur des idées à peine mûres, même dans les meilleurs esprits occidentaux. Une ombre mystérieuse enveloppe le servage pendant son règne, mais pouvons-nous dire qu'il a été une cause consciente de cet état de choses, qu'il a été coupable de la rigueur avec laquelle devaient agir ses successeurs à l'égard de cette institution? Certaines réformes, certains oukases ont contribué indirecte-

[1] *Esprit des lois*, livre XIX, chapitre XIV.

ment aux progrès du servage, comme l'oukase de la première revision, celui du nivellement du patrimoine, avec la propriété non héréditaire, l'installation des paysans sur des terres abandonnées et l'impôt sur les « âmes ».

De toutes ces réformes produites dans l'organisation de la société et qui concernent particulièrement le servage, deux surtout attirent notre attention; leur influence, quoique indirecte mais non moins sensible, touche à l'idée même du servage. Dans la Russie antérieure à Pierre le Grand on connaissait deux sortes de propriété : le « pomestie » et la « votchina ». Au XVIIe siècle, les caractères qui distinguent les deux genres de propriété commencent à s'effacer en même temps que les deux formes de sujétion : l'esclavage et le servage tendent à se confondre pour ne former plus qu'un. Le « pomestchik », avec son pouvoir agrandi, s'approche de plus en plus du « votchinnik ». Pendant tout le XVIIe siècle on voit l'idée du devoir se développer à côté du droit de posséder la terre; cette obligation d'accomplir le service militaire était d'une telle importance pour la noblesse que toute infraction y ayant rapport pouvait coûter la perte du droit d'être propriétaire.

La personne qui se mettait à la disposition de l'Etat recevait un « tchine » et un domaine; en revanche, ce propriétaire noble devait fournir, en cas de guerre, une certaine quantité d'hommes armés avec chevaux et provisions, et verser une somme dont l'importance variait avec l'importance du domaine. Le service et les privilèges appartenaient exclusivement à la no-

blesse, l'idée du droit d'être grand seigneur était étroitement liée à celle du service militaire.

Mais c'est la population de ces « votchina » qui va nous occuper uniquement, car elle aussi prenait part aux obligations de ses seigneurs qui disposaient d'elle et de son travail pour des buts personnels. Peu à peu l'idée de la dépendance de la propriété, liée à l'obligation sus-mentionnée, change avec les innovations de Pierre le Grand : la distinction entre les deux formes de terres achève de s'effacer, tout « dvorianine » est à la disposition du gouvernement jusqu'à la mort, la récompense du service rendu est remplacée par des appointements. Les seigneurs sont obligés d'accomplir le service militaire non pas au titre de propriétaires fonciers qui disposent des richesses de l'Etat, mais en vertu de leur noblesse. Les deux genres de propriétaires sont remplacés par celui de propriétaire absolu qui jouit de la terre, indépendamment du service militaire dont il est chargé. Conformément à ce changement, il devait se former une façon toute nouvelle de considérer le moujik comme faisant partie du bien personnel des seigneurs, autrement dit il devait être affranchi. La valeur politique de la propriété foncière étant changée, sa valeur juridique était pareille à celle que nous avons en Occident.

Mais le vrai type de propriétaire foncier devait se former à la fin du XVIIIe siècle avec la promulgation de la manifestation qui dispensait la noblesse de toute obligation. Un autre événement qui avait exercé une influence considérable était « la réforme dans

les mœurs [1] de la haute classe du « dvorianstvo » de la société russe ». En démolissant l'ancien régime, en apportant des éléments de décomposition, les réformes produisirent une division compliquée, faite de catégories et de classes diverses; au lieu de faire disparaître l'abîme social, elles favorisèrent son accroissement. Peut-être, pour les générations suivantes, cette décomposition a-t-elle eu de bons côtés, mais, pour la première fois, elle a engendré des germes de maladie, elle a provoqué des événements inattendus. Voilà pourquoi certains phénomènes de la vie servile que nous constatons dans la société nouvelle du commencement du XVIIIe siècle, à côté des habitudes occidentales que la noblesse et la riche bourgeoisie avaient adoptées, nous choquent par leur cruauté. En étudiant le XVIIe siècle, nous avons l'habitude de nous placer au point de vue général de l'ensemble des événements, tellement on trouve quelque chose de commun dans la vie sociale de toutes les classes; il n'en est pas de même pour le XVIIIe siècle, la classe des paysans nous apparaît comme occupant une place particulièrement isolée en comparaison avec les autres, mieux favorisées à tous les points de vue. Le « dvorianstvo » et la riche bourgeoisie, en adoptant de la civilisation occidentale les formes extérieures et les principes des vieilles nations, adoptèrent aussi les préjugés. L'envie du luxe et du plaisir pénétrèrent dans la société russe, alors commença une vie nou-

[1] Pobedonostzeff, *Critiques historiques. Étude sur les réformes de Pierre le Grand*, Saint-Pétersbourg, 1876, p. 181-182.

velle de dépenses invraisemblables, une vie de gens assurés contre le lendemain par le travail de leurs esclaves : la Russie du servage était encore trop jeune pour adopter les principes de l'Occident, elle emprunta, avec les idées progressives, ce qu'il y avait de négatif dans la vie des peuples occidentaux. Ainsi, ayant goûté aux amusements, aux joies de cette vie, les hautes classes de la société russe commencèrent-elles à les prendre à leur compte. Des dépenses énormes en furent le résultat inévitable et la seule source de la vie était la terre. Les débouchés commerciaux et les progrès de l'industrie naissante se firent sentir tout d'abord par l'apparition de nouveaux impôts. En adoptant, avec la splendeur de la vie extérieure, les préjugés, le Russe éclairé commença à considérer les classes foncières au point de vue féodal des peuples romano-germaniques; un abîme plus profond que celui d'autrefois sépara les classes. Quoique l'ancien régime ne représentât pas une division dans les mœurs, dans les usages et dans tous les détails journaliers qui rapprochaient les intérêts des hommes, on a tort d'envisager les relations entre propriétaires et moujiks sous une forme patriarcale. Dès la première moitié du XVIIIe siècle, la noblesse s'organise comme une classe particulière, enfermée en elle-même avec un lien puissant entre ses membres, qui est le principe de conserver sa dignité, de ne pas se mêler avec le « koupetchestvo » (la classe des commerçants), avec les « tchinovniks » et les autres « soslovia » de la société russe. C'est alors que se forment les deux éléments opposés de cette société : le « dvorianine »,

qui commence à s'européaniser sous le règne de la grande Catherine, et, à l'autre extrémité de l'échelle sociale, le serf ou bien, il est temps de le désigner sous son vrai nom, l'esclave. A mesure qu'en Occident se développaient des principes nouveaux créés par la pensée et la science, l'abîme croissant entre les esclaves et les autres classes de la société devenait un vrai moyen de lutte entre les mains de la noblesse. Le premier résultat de ces principes devait être la suppression de la grande contradiction sociale de la Russie du servage.

Le recensement de Pierre le Grand, connu sous le nom de première revision, produisit une simplification considérable; toutes les subdivisions de la partie inférieure de la société russe furent insérées dans deux classes principales : paysans de l'Etat et serfs. Les habitants des villes furent partagés en trois catégories : à la première appartenaient les banquiers, les manufacturiers, les riches commerçants, les médecins, les pharmaciens, les capitalistes, les marchands, les orfèvres, les batteurs de métaux, les artistes; à la seconde les petits commerçants et maîtres de métiers; à la troisième le bas peuple, les journaliers et les artisans. Les premières catégories prirent le nom germanique de Ire et IIme Ghildes.

Dorénavant, les « holopes » sont inscrits sur les mêmes registres que les moujiks et les « dvorovie ». A la fin du XVIIe siècle, le mot « holope », par rapport au mot « pomestchik », prend une plus grande extension juridique, autrefois le nom « holope » correspondait au nom « gospodine » et le nom « krestia-

nine » à celui de « pomestchik ». Mais, à la fin du XVII[e] siècle, ces deux conceptions finissent par se confondre. Les « holopes de la kabala » appellent leurs seigneurs « pomestchiki ». Dans les actes législatifs on trouve les expressions suivantes : « *Et j'ordonne que les paysans deviennent « holopi » chez leurs pomestchiki.* » On rencontre ces expressions pas plus tard qu'au commencement du XVII[e] siècle, avant le nivellement officiel des holopes et des serfs [1]. Cette réforme se préparait depuis 70 ans environ; la loi de 1649 est considérée avec raison comme la pierre fondamentale du servage; à l'avenir, il est déterminé par cette loi; à l'avenir, la législation avait à étudier non pas les conditions de la « Kreposte », mais les moyens d'exploiter le travail servile, exploitation double — fiscale au point de vue de l'Etat et privée de la part du seigneur. Depuis 1649, ce ne sont plus des propriétaires et des ouvriers qu'il faut distinguer, mais des maîtres et des esclaves, prêts à répondre à toutes les exigences de l'Etat et de ce « barine » qui devient son agent de police, chargé de veiller dans les campagnes aux recrutements des soldats et à la rentrée des taxes, comme une sorte de fonctionnaire héréditaire, investi de l'administration et de la tutelle des paysans dans un milieu prêt à se révolter, dans un village dont la population pouvait s'enfuir d'un jour à l'autre. Lorsque le « barine », en se promenant dans sa cour, rencontrait à chaque pas les moujiks à l'air docile et résigné, il arrivait qu'il abusait parfois de son autorité.

[1] Pobedonostzeff, ouvrage cité.

Depuis 1649, on peut constater le développement d'un double procès dans le servage : on voit introduire les paysans dans la cour, les charger des services de la maison seigneuriale, auxquels jusque-là étaient destinés les esclaves, tandis que le « dvorovié » tente de remplacer le moujik cultivateur. Les esclaves d'autrefois deviennent paysans, tandis qu'aux hommes de la « kabala » on avance la « souda » pour avoir le droit de les emmener en cas de vente de la propriété. Déjà vers la fin du XVII[e] siècle, toutes les formes de l'ancien esclavage sont connues sous le nom de servage, et l'impôt sur les âmes, qui venait de se substituer à l'impôt sur les feux, ne faisait qu'aggraver cet état de choses. Contrairement à la loi de 1649, les seigneurs se permettent non seulement de rendre justice en ce qui concerne les affaires criminelles, mais aussi d'appliquer les châtiments corporels [1] : pour avoir adressé une pétition de la part de toute la commune, pour avoir volé six litres de vin, pour avoir aidé au renvoi de quelque employé dont les concussions étaient devenues intolérables, le paysan était puni de verges jusqu'à ce qu'il perdît connaissance. A ce moment l'organisation communale conserve ses droits primitifs, mais subsiste plutôt comme élément passif qui, après avoir perdu toute sa force, vient s'ajouter au pouvoir seigneurial. Mais quelque grossier que fût le milieu servile,

[1] L'impératrice Catherine II. Réponses à Diderot. Archives, 1880, n[os] 3-6-7. « Les propriétaires sont libres de faire dans leurs patrimoines tout ce que bon leur semble, excepté la peine de mort qui leur est défendue. »

à côté de la violation de la conscience humaine et des manifestations des éléments négatifs du caractère de l'homme, des principes altruistes pouvaient naître, conformément à l'esprit de l'époque, quelques natures d'élite se croire destinées à combattre le mal : vers la fin du règne de Pierre le Grand, l'idée de la courte durée de « l'éternité paysanne » est la conviction de quelques écrivains. Ainsi, Possochkoff, un écrivain sorti des rangs du peuple, considérait le servage comme un mal passager : « Les paysans ne peuvent pas être attachés à perpétuité, car il n'y a qu'un être qui ait le droit absolu sur eux, c'est le tsar. »

Dans les classes rurales, quelques esprits vaillants inspirés par Possochkoff [1] soutenaient que le pouvoir du seigneur n'était qu'une tutelle étroite, une tutelle de confiance, que l'Etat devait supprimer avec le temps; le seigneur était comparé à un fonctionnaire qui, ayant rempli ses devoirs envers la patrie, est obligé de démissionner après un certain nombre d'années. Indigné de la violence et de la cruauté du « dvorianine ». Possochkoff démontre non seulement la nécessité d'une loi qui aurait déterminé le nombre de jours que le paysan doit à son seigneur, mais aussi propose une assemblée générale de la noblesse et des petits propriétaires, laquelle aurait pour but de réformer les rapports entre paysans et seigneurs. Pour la première fois, le paysan russe rêve d'une amélioration possible, comme si, aidé par le pressentiment, il

[1] Œuvres de Possochkoff, *Sur la richesse et la pauvreté*, 1724, p. 180.

devinait les futurs comités de la noblesse destinés à débarrasser le pays de l'institution ignoble et faire disparaître l'œuvre de l'ignorance. Cet esprit, qui avait semé les premières paroles de doute et de révolte, n'avait qu'un seul défaut, c'est celui d'être venu trop tôt et d'avoir eu l'audace de proposer la séparation du paysan de la terre; mais qu'importe, à partir de ce moment, l'idée de dénouer le nœud servile commence à poindre dans la société.

On est tenté de croire que quelques amis de Pierre Ier lui auraient conseillé d'abolir le servage ou tout au moins d'entreprendre quelques réformes favorables à la classe rurale et que le tsar aurait refusé catégoriquement, ce qui ne l'empêchait pas toutefois de déclarer : « Si l'on ne peut pas supprimer la vente des paysans, il faut du moins les vendre par familles sans séparer les maris et les femmes, les parents et les enfants, et non pas comme des têtes de bétail, chose qui ne se fait nulle part dans le monde. » (Oukase du 21 avril 1721.) Cet édit, au moins dans ses dispositions philanthropiques, n'avait pas de sanction : Anna Ivanovna devait légaliser ce honteux abus en percevant des droits sur la vente des serfs; femmes, enfants, tout ce troupeau humain se partageait, se divisait, se fractionnait entre les propriétaires. Ainsi Pierre Ier, tout en restant impassible devant les horreurs du problème par lequel il aurait dû commencer ses réformes, était indigné par la vente séparée des serfs. Mais, malheureusement, son oukase de 1721 n'avait pas la rigueur d'une loi, ce fut plutôt un conseil adressé à MM. les Sénateurs. Le génie, qui n'avait

jamais connu d'obstacle à son pouvoir, se sentait-il pour la première fois impuissant devant la noblesse? Ou bien se pliait-il devant les convictions de son temps, « que tout ce qui est utile ne peut être illégal » ? Le servage lui était-il représenté sous une fausse lumière, non pas comme une institution qui ne pouvait pas avoir sa raison d'être, mais au point de vue purement fiscal?

Autrefois l'Etat connaissait les paysans par l'intermédiaire des seigneurs; en mettant à leur disposition les paysans non corvéables, il ordonnait de faire la distinction entre les nombreuses formes d'asservissement. Maintenant que toutes ces formes disparaissent et que les vagues différences entre elles sont effacées, en favorisant le développement de l'autorité seigneuriale, l'Etat met la main sur le travail personnel. Et que se passe-t-il alors? Est-ce que les esclaves deviennent paysans ou bien le contraire? Ni l'un ni l'autre, mais le même phénomène que nous constatons pour le « pomestié » et la « votchina », c'est-à-dire la fusion de deux formes en une seule. De même qu'en Gaule, le servage a toutes ses racines dans l'esclavage ancien, la même loi les réunit longtemps l'un à l'autre, le même nom servile désigne les esclaves et les serfs, le colonat emprunte peu à peu ses principaux caractères à l'esclavage : si bien que les différences qui les séparent deviennent, au dire de M. Guizot[1], « assez fines et subtiles, et difficiles à bien déterminer ». L'ancienne société russe avait connu l'esclavage, pareil au

[1] *Histoire de la civilisation en France*, IV-VII.

gréco-romain, mais elle finit par lui donner des formes soi-disant plus humaines; elle eut l'heureuse idée de lui substituer le servage pour ne rejeter la société que de deux siècles et demi en arrière en faisant renaître la Russie d'autrefois qui connaissait la formule antique : l'état d'esclave n'admet aucune distinction entre l'homme et l'animal, car l'esclave n'est qu'un objet entre les mains de son maître.

Le but justifiait les moyens : le tsar songeait plutôt à son trésor qu'à la liberté incommodante, il cherchait non pas des citoyens mais des corvéables; le recensement de 1720, connu sous le nom de la première revision, et l'impôt sur les âmes mettaient à sa disposition des milliers d'individus qui travaillaient la terre sans être propriétaires.

Au XVII[e] siècle, tous les officiers, c'est-à-dire tous ceux qui étaient chargés du service militaire, étaient investis en même temps du droit de posséder des serfs et des patrimoines. Pierre le Grand, ayant supprimé le livre des rangs et le « mestnitchestvo », fit inscrire toute la noblesse de service dans le livre de velours, après avoir brûlé les « razriadnia Knigui [1] ». (Ce livre de velours « barchatnaia Kniga » subsiste encore aujourd'hui, il a pour intérêt le dénombrement de la noblesse avant Pierre le Grand. On y voit que la plus grande partie de ces familles nobles, 500 environ, étaient d'origine étrangère : lithuanienne polonaise, allemande, tartare, etc., une centaine étaient d'une provenance inconnue et 200 seulement d'origine russe,

[1] Les livres des rangs.

parmi lesquelles 164 familles de Knias, descendant de Rurik.)

Autrefois, outre la noblesse, trois classes, presque dans les mêmes conditions, avaient le droit de posséder la terre et des paysans :

1° Les hommes des boyards;

2° Les domestiques des couvents et les marchands;

3° Les paysans des faubourgs « possadskié », les « sloujilié ludi » (ceux qui étaient chargés du service militaire) qui n'avaient pas le tchine de « oberofficier ».

Par une série d'oukases (1730-1740-1758), les classes intermédiaires, l'une après l'autre, sont privées du droit de s'approprier des terres nouvelles et des serfs (aussi bien qu'obligées de vendre dans le plus proche délai les propriétés qu'elles avaient possédées jusque-là). De cette façon, la noblesse de naissance était juridiquement séparée de la noblesse de service et des classes qui lui étaient voisines et qui partageaient ses immunités. Trente ans (730-760) étaient suffisants pour monopoliser les droits suivants :

1° Le droit de posséder des « pomestia » et des « votchina »;

2° Celui de posséder des serfs;

3° Celui de rendre justice même en ce qui concerne les affaires criminelles;

4° Celui de vendre des « Krepostni », y compris les paysans;

5° Tout seigneur noble est aidé par le Gouvernement dans la recherche des fugitifs, des « beglia »;

6° Tout seigneur a à sa disposition un crédit de l'Etat.

Tous ces privilèges aboutirent à un isolement juridique et moral du « dvorianstvo » par rapport aux autres classes de la société.

En arrivant au pouvoir, Pierre III commença par publier une manifestation du 18 février 1762 par laquelle il « rendait la liberté à la noblesse » ou autrement dit la dispensait du service qui, jusque-là, était obligatoire, voici le texte de cet oukase : « Tous les nobles peuvent abandonner leur service à n'importe quel moment de l'année (excepté en temps de guerre ou trois mois avant); le noble qu'aucune obligation ne lie jouit de la liberté d'habiter n'importe quel pays d'Europe; à son retour dans le pays natal, les titres qu'il a gagnés à l'étranger seront respectés; en revanche, en cas de danger grave menaçant l'empire, Sa Majesté le tsar a le droit de demander son concours. » La manifestation du 18 février, en supprimant le service obligatoire, passait sous silence la question servile. Logiquement, le lendemain, on pouvait s'attendre à l'abolition du servage qui ne devait s'accomplir qu'un siècle après, quoique avec la suppression du service obligatoire il perdît sa raison d'être et devînt une conséquence sans cause justifiée.

Comme les autres classes, les « Krepostni » étaient chargés de la contribution militaire, à côté de l' « obrok » beaucoup plus considérable payé en nature ou en argent et destiné au seigneur. S'étant débarrassée de toute obligation militaire, étant devenue exclusivement fiscale, la noblesse avec l'Etat

partageaient le moujik : l'Etat cédait ses droits sur la personne aussi bien que sur le travail personnel et demandait en revanche l'impôt, l'exploitation de la terre et de ceux qui la travaillaient. De cette façon, 4.000.900 serfs, qui formaient 73 % de la population totale paysanne d'après le recensement de 1740, étaient soumis à l'arbitraire du seigneur. Indépendamment de la définition juridique qu'on peut donner au servage, dans sa troisième phase, il n'est qu'une spéculation financière dans laquelle l'homme et son travail présentent une rente et dans lequel la loi et la pratique effacent les vagues droits que « Oulojenié » de 1649 lui conservait. Dans cette troisième phase, le servage se fait sentir surtout sur les terres des particuliers qui possédaient trois millions et demi de serfs, c'est-à-dire 54 %, la moitié de la population paysanne du royaume. Un événement nous montre le changement qui se produit dans les idées de la noblesse pendant un intervalle de soixante-dix à quatre-vingts ans. Sous le règne de la princesse Sophie, le prince Golitsine trouvait possible de rendre la liberté aux paysans par voie légale en leur cédant les terres qu'ils exploitaient. Son parent, le prince Dimitri A. Golitsine, grand ami de Voltaire, pour donner l'exemple à ses compatriotes, rendit, en 1770, la liberté aux paysans qui lui appartenaient. La noblesse crut à l'abandon des terres; désolé d'avoir été mal compris, le prince européanisé, à qui on avait attribué beaucoup plus d'altruisme qu'il n'en avait, écrivit : « Les terres nous appartiennent et cela aurait été absurde de nous en priver. »

La nature a horreur du vide, cet axiome du Moyen âge semblait revivre et trouver son application dans la législation du XVIIe siècle qui n'admettait pas que l'homme puisse exister sans être attaché à une personne fictive ou réelle. Le Gouvernement moscovite, en créant un ordre social dans lequel tout était consolidé, s'était occupé à attacher chaque classe selon son rôle et selon les obligations qui pesaient sur elle; toutes les fois qu'il se présentait un individu qui n'était ni fixé ni attaché théoriquement ou pratiquement, on lui ordonnait de chercher une position : d'entrer dans la classe des marchands ou bien de se mettre sous la tutelle de quelque propriétaire. Tous ces gens étaient considérés comme suspects « dont on ne pouvait attendre que des vagabondages ». (Oukase du 4 octobre 1726, 26 mars 1729, 4 septembre 1744.) L'idée d'un impôt qui tomberait sur la personne même, c'est-à-dire que le paysan payerait pour lui comme il paye pour la terre qu'il exploite, apparaît dans la législation déjà pendant le règne de la vindicative princesse Sophie. Désormais l'impôt personnel allait se substituer à l'irrégularité de l'ancien impôt collectif des feux. Le « dvor », la cour paysanne, était remplacé par l'âme.

L'attention fixée sur la flotte et l'armée, le tsar semblait ne pas se rendre compte des rapports étroits qui existent entre le budget de l'Etat et la prospérité économique d'un peuple. Peut-être, dans sa conception sur le peuple russe, y avait-il une dose exagérée d'optimisme? Dans le problème fiscal, sans s'inquiéter des résultats auxquels allaient aboutir la première et

la deuxième revisions, il ne voyait que le soldat qu'il fallait entretenir et le moujik qui devait se charger de cet entretien.

En théorie comme en pratique, pendant les dernières quarante années avant la première revision, la situation des paysans est très incertaine et indécise. D'une part, ils ont conservé les anciens droits, comme citoyens et comme membres de la société russe, ils ont encore le droit de posséder des biens personnels, ils sont protégés par les chefs de la commune et jugés par les tribunaux communaux, ils sont libres dans leur choix de profession et tout cela indépendamment de la personne du seigneur; mais à côté de ces débris des droits d'autrefois, ils peuvent être vendus, mis en gage sans la terre, transformés en « dvorovié », soumis aux châtiments corporels (la peine des verges, les chaînes, la prison domestique et d'autres raffinements de cruauté que le seigneur se plaisait à inventer), expropriés, etc. La commune, l'indépendante et la despotique commune s'efface devant le « barine » et ses employés; ses « prikastchiks » opposent leur veto aux décisions du « mir », tandis que même la vie intime du moujik n'est pas garantie contre l'intervention seigneuriale. Le temps où les paysans allaient se transformer en esclaves n'était pas loin.

Par un oukase du 26 novembre 1719, le tsar ordonna un recensement général du sexe masculin (y compris les enfants en bas âge). Sur les nouveaux registres furent inscrits non seulement tous les paysans, tous les « holopes » et tous les « dvorovié », mais aussi tous ceux qui travaillaient la terre sans

être pourtant propriétaires; les employés qui étaient chargés de ce recensement étaient menacés de la peine de mort pour l'âme que volontairement ou non ils auraient laissé échapper. En 1720 fut publié l'oukase suivant : « Puisque j'ai appris qu'on inscrit sur les registres seulement les paysans et non pas le « dvorovié », j'ordonne par cet oukase aux « pomestchiki » de faire enregistrer tous leurs « sujets » quelle que soit leur profession, excepté les personnes appartenant au rang ecclésiastique. Je leur donne un délai de six mois. »

Pour la première fois les paysans étaient traités comme « sujets » des seigneurs.

Sans doute le but de la première revision était-il d'assurer des ressources militaires à l'Etat, mais, comme tous les oukases de Pierre Ier, celui-ci aussi contribuait indirectement à empirer l'état des paysans : l'impôt de la terre ayant été remplacé par celui de l'âme, c'étaient les propriétaires qui devenaient responsables devant l'Etat et non pas ceux qui payaient l'impôt et n'avaient pas de propriété personnelle. Ainsi disparaissait peu à peu le faible lien qui attachait le paysan à l'Etat, le seigneur pouvait réduire au minimum la terre cultivée par le moujik; il pouvait même garder toute la terre pour lui, le nourrir et l'habiller à ses frais : si quelque malheureux essayait de broncher, on l'obligeait à porter des chaînes en allant au travail, on lui défendait de manger pendant trois jours; dans le cas où les mesures n'arrivaient pas à le calmer, il était vendu ou recruté. On pouvait constater ces violations de liberté et on

était libre d'agir moralement; mais, juridiquement, le seigneur était toujours protégé : c'était un percepteur excellent et l'Etat n'exigeait pas davantage.

L'étrange impôt sur les « âmes » inquiétait même les admirateurs du roi comme Possochkoff, qui renonçait à comprendre ses raisons : « L'âme, dit-il [1], c'est quelque chose d'insaisissable, d'incompréhensible pour notre esprit; n'ayant pas de valeur, elle ne peut pas être soumise à des lois concernant des choses matérielles... » Pour cet écrivain sorti du peuple, il y avait non pas des âmes, mais la main-d'œuvre, par conséquent c'étaient seulement les hommes jeunes et forts qui pouvaient acquitter l'impôt. L'âme ayant été prise comme une unité, il arrivait que le paysan payait pour un quart d'âme, sans broncher contre cette violation des lois psychologiques. L'impôt sur les âmes laissa des traces profondes dans l'esprit populaire; durant deux siècles le peuple tâcha vainement de s'expliquer ses raisons. Les propriétaires eux-mêmes n'avaient pas une idée exacte de « Krestianski dvor » (la cour paysanne), les uns comptaient les « dvors » d'après les portes, les autres d'après la fumée des maisons. L'Etat, entouré de ses fonctionnaires redoutables, s'éloignant de plus en plus du peuple, devenant étranger et hostile, produisait sur la masse l'impression de quelque géant malfaiteur de la mythologie slave. Ajoutez à cela la mauvaise école qu'était le servage pour inspirer le sentiment du devoir national et vous comprendrez combien le roman

[1] *Sur la richesse et la pauvreté*, 1724.

« Les Ames mortes », de Gogol, était une satire bien méritée par l'époque où on avait essayé de spéculer sur l'élément le moins matériel de l'être humain.

Toute réforme, à plus forte raison une réforme comme celle-là, demande des explications des causes au nom desquelles elle a été opérée. L'impôt sur les âmes avait pour but de fournir à l'Etat un budget régulier sans trop charger le peuple. Les oukases concernant cet impôt expliquent qu'il faut l'entendre au sens propre du mot, vu que sa hauteur varie d'après la quantité des âmes dans une famille. Ainsi le paysan pauvre, père de trois fils, était obligé de payer beaucoup plus que son frère fortuné qui ne possédait qu'un enfant mâle. L'ancien impôt collectif avait évalué en quelques types différents : les paysans des faubourgs et des terres noires étaient plus chargés que ceux des terres ecclésiastiques, les paysans privés étaient les plus favorisés; il n'en était pas de même pour l'impôt personnel, les paysans des particuliers étaient obligés d'acquitter ce nouvel impôt en même temps que les paysans des terres ecclésiastiques et ceux des terres noires. L'Etat espérait-il que les propriétaires diminueraient l'obrok qui leur revenait, au profit de son trésor? Toutefois, pour égaliser la répartition des impôts on proposa de faire payer les moins chargés 40 kopeck de plus que les autres, mesure qui resta à l'état de projet, car les propriétaires s'empressèrent d'élever les taux de leur redevance annuelle qui devinrent parfois invraisemblables. (Le propriétaire recevait d'un « dvor » au minimum 8 roubli = 50 francs aujourd'hui.)

A ce propos, le même Possochkoff écrit : « Les seigneurs chargent leurs sujets d'impôts incroyables, il y en a qui sont vraiment trop cruels et pendant les saisons des travaux agricoles ne leur laissent pas seulement un jour pendant lequel ils pourraient travailler pour le compte de leur ménage. Ayant ramassé l'obrok, les redevances et les vivres, ils ne s'en contentent pas, mais réclament encore, et si quelque paysan par son travail parvient à être un peu moins misérable que les autres, on se dépêche d'augmenter ses redevances. De cette façon, jamais le paysan ne peut arriver à joindre les deux bouts, car on le prive souvent de sa dernière chèvre. A cause de cette misère, il abandonne la terre. (Possochkoff, p. 182-183.) Et il ne faut pas qu'on le réduise à la misère, car la richesse du paysan est la richesse de l'Etat. » Avons-nous le droit de tirer une conclusion générale de cet exemple? D'autres nous font croire que dans certains patrimoines la situation des paysans était moins gênante, on y constate même un certain ordre et quelque chose qui rappelle un vague intérêt pour le bien-être du paysan. En voici les ordres d'un « dvorianine » qui écrit, en 1724, à son gouverneur : « Toute famille composée de deux hommes et de deux femmes est obligée de cultiver deux « dessiatines » de ma terre de 80 pieds de longueur et de 40 pieds de largeur; ayant terminé cela, la famille travaillera sa terre qui est deux fois plus grande que celle qu'elle a cultivée pour moi et dont elle pourra tirer profit selon son travail. Et surtout personne ne doit se plaindre que les graines ou les outils manquent, car pour cela les

paysans ont la « souda ». Ensuite, puisque tous les propriétaires reçoivent de leurs paysans les vivres nécessaires, j'ordonne de distribuer dans mes villages des moutons et des porcs, pour réclamer ensuite à la fin de l'année, au mois de décembre, 20 kilogrammes de viande, 3 livres de beurre et un mouton. Au mois de juin, 3 livres de laine, 5 mètres de toile, 1 livre de truffes, 1 de framboises, 2 livres de champignons. Et quand je serai à Moscou et à Saint-Pétersbourg, alors il faudra réclamer de chaque famille en plus une oie, un canard, une poule, un porc et vingt œufs. » Cet ordre, malgré son caractère philanthropique, nous montre l'extension qu'avait prise le pouvoir seigneurial. M. Weber [1] remarque que les cours qui payent une redevance de 10-12 roubles sont rares, par conséquent nous pouvons conclure que les cours qui payent 9 roubles = 60 francs sont très fréquentes. A supposer qu'une cour payât 60 francs, on trouve que l'obrok dû par les paysans aux propriétaires était deux fois plus élevé que l'impôt personnel.

Malgré toute la rigueur de ce système financier, en 1724 il y eut 848 mille de déficit, c'est-à-dire 18 % du total de l'impôt sur les âmes.

Voici les résultats financiers de la première revision et l'impôt sur les âmes d'après le budget de 1724 :

[1] Weber, *Das Veränderte Russland.*

Serfs	4.364.653	=	78 %
Paysans de l'Etat..............	1.036.389	=	19 %
Paysans des faubourgs.........	169.426	=	3 %
	5.570.468		

4 kopecks d'impôts par personne	4.614.636
D'autres revenus	4.040.090
	8.654.726

Evidemment, l'oukase de 1714, qui transformait les propriétés inaliénables en patrimoines, était la réalisation de tous les rêves ambitieux de la noblesse, mais le 18 février 1712 fut son triomphe. La liberté et les droits qu'on accordait aux nobles supprimaient le dernier lien qui attachait le paysan à l'Etat ; le droit de posséder des serfs n'était déterminé par aucune obligation.

Ce manifeste rappelle singulièrement l'ancien droit des « droujinniki », des princes de la Russie Moscovite qui déclaraient aux boyards et aux serviteurs du Kniaz : « Volnaia Volia » (liberté absolue) à tout le monde. » Mais tandis que dans l'antiquité l'abandon du service était accompagné par la privation de la terre, dans ce manifeste il n'est nullement question des patrimoines dont le « dvorianine » est privé seulement dans le cas où il refuse de prêter son concours à la patrie. Jusque-là, même après la fusion des deux genres de propriétés, le « dvorianine » considérait son domaine comme un bien temporaire sur lequel il n'avait que des droits très restreints. La suppression

du service obligatoire effaça le souvenir des origines du servage. Installé confortablement dans sa « votchina », armé d'un pouvoir absolu au milieu des actions que personne ne contrôlait, le « barine » était habitué à considérer sa propriété comme un petit royaume et les serfs comme ses sujets. « Le village d'un « pomestchik » c'est un petit royaume, les efforts que le pouvoir central doit employer, non pour s'y établir, mais pour se faire obéir, pour pénétrer de temps à autre dans le fonctionnement des rouages de cette petite machine administrative sont incroyables [1]. »

Et maintenant un dernier mot sur un oukase qui achève de compléter l'œuvre néfaste de Pierre Ier, sans doute le plus cruel que la législation russe ait jamais promulgué. En 1721, il fut permis d'acheter des paysans pour les fabriques et les usines; des milliers d'ouvriers avec leur famille étaient condamnés par là aux travaux presque aussi pénibles que les besognes des forçats en Sibérie.

Placés aux dernières assises de l'édifice social, les serfs étaient les fondements sur lesquels se dressait une pyramide de propriétaires avec la bureaucratie naissante et la noblesse au sommet, des fondements qui, selon le mot de M. Engelmann, se sont « affaissés et enfoncés dans la terre parce que le poids qu'ils avaient à supporter était beaucoup trop lourd ».

[1] Pobedonostzeff, *Étude historique*, p. 160.

La répartition des paysans tenus a l' « obrok » et la répartition des paysans tenus a la « barchina ».

	XVII[e] siècle pour 100		XIX[e] siècle pour 100	
	Obrok	Barchina	Obrok	Barchina
Gouvernement de Kostroma.........	85	15	87,6	12,4
— d'Iaroslave..........	78	22	87,4	12.6
— d'Astrakhane........			87	13
— de Vologda..........	83	17	84	16
— d'Olonetzk...........	66	34	72,4	27,6
— de Vladimir.........	50	50	68,8	31,2
— de Nijni-Novgorode..	82	18	68,4	31,6
— de Moscou...........	36	64	67,9	32
— de Viatski...........			64,4	35,6
— de Kalouga..........	58	42	55,5	44,5
— de Saint-Pétersbourg	51	49		
— de Novgorode.......	40	51	45,6	54,4
— de Voronej..........	64	36	44,8	55,2
— de Tverski...........	46	54	41,1	58,9
— de Riazan...........	19	81	38,1	61,9
— de Saratof...........			33,1	66,9
— de Smolensk.........	30	70	27,1	72,9
— de Pensen...........	52	48	25	75
— de Simbirsk.........			24,8	75,2
— de Koursk...........	8	92	25,4	76,6
— de Pskoff............	21	79	25,3	76,7
— de Koven............			23	77
— de Tamboff..........	22	78	22,3	77,7
— de Samara..........			20,2	79,8
— de Orel..............	34	66	15,5	84,5
— de Kasan............			14	86
— de Orinbourg........			9,3	90,7
— de Vilna.............			8	92
— de Podol.............			3,7	96,3
— de Don..............			2,9	97,1

	XVIIe siècle pour 100		XIXe siècle pour 100	
	Obrok	Barchina	Obrok	Barchina
Gouvernement de Perm			2,5	97,5
— de Grodin			2,2	97,8
— de Kiev			1,6	98,4
— de Kharkoff			1,5	98,5
— de Poltava			0,7	99,3
— de Tchernigoff			0,2	99,8
— de Ekaterinoslave			0,1	99,9
— de Kerson			0,1	99,9

Ainsi, l' « obrok » était plus répandu dans les gouvernements des terres noires du Nord, tandis que dans les terres noires du Sud c'est la « barchina » qui prédominait.

D'après la deuxième revision, les paysans formaient 45 % de la population totale, ce chiffre ne change pas jusqu'à la huitième revision, c'est-à-dire 1747-1837. Par rapport à la population rurale, les paysans des particuliers formaient, pendant la première moitié du XVIIe siècle, d'après les calculs de M. Semevsky [1], 33 %.

En ce qui concerne les différents gouvernements, les serfs présentaient la répartition suivante :

	pour 100		pour 100
Gouvernement de Kalouga	83	Gouvernement de Riasan	75
— de Smolensk	80	— de Pétersbourg	73
— de Toula	80	— de Kostroma	72
— de Iaroslave	75	— de Pskoff	72

[1] Voir *Le problème du servage en Russie au XVIIIe siècle et la première moitié du XIXe siècle,* t. I-II, Saint-Pétersbourg, 1888.

		pour 100			pour 100
Gouvernement	de Nijni-Novgorode	69	Gouvernement	de Tamboff.......	45
—	de Orel..........	68	—	de Voronej........	37
—	de Vladimir.......	67	—	de Vologda.......	34
—	de Moscou........	66	—	de Perm..........	33
—	de Tver..........	64	—	de Kasane........	18
—	de Saratoff.......	56	—	de Olonets........	6
—	de Novgorode.....	55	—	de Viatski.........	2
—	de Simbirsk.......	52	—	de Archangelsk...	
—	de Pinsin.........	51			

La répartition des serfs par rapport à la population totale de l'empire.

		pour 100			pour 100
Gouvernement	de Smolinsk......	69	Gouvernement	de Simbirsk.......	39
—	de Toula..........	69	—	de Tchermigoff....	38
—	de Meguila........	65	—	de Poltave........	37
—	de Kalouga.......	62	—	de Koven.........	37
—	de Minsk..........	61	—	de Permsk........	32
—	de Podolsk........	60	—	de Ekaterinoslave.	32
—	de Nijni-Novgorode	59	—	de Kherson.......	31
—	de Vladimir.......	58	—	de Karkov.......	30
—	de Kiev...........	58	—	de Voronej........	27
—	de Kostroma......	57	—	de St-Pétersbourg.	24
—	de Viteb..........	57	—	de Vologda.......	23
—	de Iaroslave......	57	—	de Tiphlis.........	21
—	de Voline.........	57	—	de Samara........	15
—	de Riasane........	57	—	de Kasane........	14
—	de Pskoff..........	54	—	de Orinbourg.....	12
—	de Tver...........	51	—	de Tavriicheski....	6
—	de Orel...........	47	—	de Olonets........	4
—	de Pinsin........	46	—	de Viatski.........	3
—	de Novgorode.....	41	—	de Astrakam.....	3
—	de Saratoff........	40	—	de Stavropole.....	2
—	de Koursk.........	40	—	de Bessarabi.e....	1
—	de Tamboff.......	40	—	de Archangelsk...	1
—	de Moscou........	39			

DEUXIÈME PARTIE

VERS LA SUPPRESSION DE L'ESCLAVAGE
LA PRÉPARATION DE L'OPINION

> Voilà ce que j'appelai la peine historique et le profond découragement de ce peuple à qui Dieu n'a jamais dit clairement : « Va là. »
>
> (E.-M. de Vogüé[1].)

L'ÉPOQUE DE NICOLAS ET LA RÉACTION

Nicolas Ier écrivit un jour en marge d'un rapport de ministre qui avait osé employer le mot progrès : « Progrès? Quel progrès? Supprimez ce mot du langage officiel. »

« Les empereurs et les censeurs peuvent bannir des dictionnaires le mot progrès, ils sont incapables d'anéantir la force intérieure de l'individu, l'indépendance de sa volition qui font naître le progrès, qui poussent tout naturellement jusqu'aux déductions logiques les plus extrêmes[2]. »

Pour que la société russe sentît le besoin de l'abolition du servage, pour que le « barine », ce propriétaire

[1] De Vogüé, *Le Roman russe*, p. 67.
[2] Ossip-Zourié, *La philosophie contemporaine russe*, p. 252.

d'esclaves, disciple de Voltaire, comprît le dualisme de son existence, la divergence entre ses opinions et ses actions, il fallait un long et puissant travail de préparation, un changement du niveau intellectuel, changement dû à une double influence : celle de la métaphysique allemande et celle de la littérature française. Certes, l'empirisme de Kant et la théorie de Hegel sur le rôle historique des peuples, tout cela, me direz-vous, n'avait rien de commun avec le joug populaire. Mais l'influence de l'Occident était puissante, la Russie était comme un miroir immense qui reflétait les images qu'on lui envoyait, images souvent confuses, quelquefois charmantes et hardiès. Une d'elles représentait un vaste pays éveillé pour une vie nouvelle, marchant à la tête de toutes les nations slaves..., mais le peuple qui devait accomplir cette haute mission n'était pas libre. Embrassons d'un regard d'ensemble ce travail de préparation qui, d'une secousse puissante, ébranla le peuple, l'aida à manifester ses forces longtemps opprimées par la bureaucratie et le servage. La conscience endormie s'éveilla, dès lors commença la souffrance du seigneur repentant et l'agonie de l'institution qui avait duré pendant deux siècles et demi, dès lors aussi on commença à soupçonner dans ce peuple une puissance de création qui lui est propre. « Mais ce phénomène nous laissait hésitants, nous reconnaissions nos traits et nos gestes sur les visages étrangers que ce miroir proposait à notre admiration. Dorénavant, il nous devait montrer des figures inconnues, venues non plus du dehors, mais montées du sol natal, elles allaient témoigner

qu'il existe une terre nourricière sous cette neige où nous n'avions vu qu'un stérile pays de mirage. »

Il est des époques tristes et sombres qui précèdent un stade nouveau dans l'évolution d'un peuple, qui annoncent, quoique vaguement, l'aube de la renaissance. Epoques de fermentation lente, mais puissante, qui d'un seul effort lancent sa destinée dans une nouvelle direction, époques dans lesquelles l'œil attentif peut distinguer quelques éléments encourageants : le pessimisme, le désenchantement, la tristesse ne sont que les derniers termes d'une évolution morale, preuve que le sentiment national se réveille de sa longue léthargie pour démontrer l'abîme qui existe entre les idées d'une société et la réalité. En Russie, pour justifier les abus du système bureaucratique, on allait chercher de ces explications qui ne relevaient que de la théorie, on avait revêtu ce système d'un aspect idéal. Et aux doctrines occidentales on opposa une philosophie nationale qu'on baptisa du nom pompeux de « nationalisme officiel », dont quelques éléments se sont conservés encore aujourd'hui dans les partis réactionnaires. L'idée maîtresse de cette philosophie politique, c'était le caractère national du système bureaucratique « qui avait ses racines dans le peuple » ; cette théorie devait paralyser l'influence perfide de l'Occident, rompre les faibles liens qui attachaient le pays Oriental à l'Europe. On abhorrait le progrès : « Nous, c'est-à-dire les hommes du XIX[e] siècle, déclarait un des Ministres de l'Instruction publique d'alors, nous vivons dans un temps critique au milieu d'orages prêts à éclater. Les peuples modifient

leur genre de vie; ils s'agitent et marchent en avant. Mais la Russie est une jeune vierge qui ne doit pas connaître ces troubles sanglants. Il faut prolonger la durée de sa jeunesse et, pendant ce temps, l'élever. Voilà mon système politique. Je suis chargé de guider, non seulement l'instruction de ce peuple, mais l'état d'esprit de cette génération. Si je pouvais le faire reculer, le retarder d'un demi-siècle, je mourrais tranquille. Voilà ma théorie. » Ainsi le mouvement en avant ne correspondait pas aux besoins nationaux du peuple russe. La « théorie », on n'avait pas peur de prononcer ce terme, en réalité servait à désigner la négation de toutes les théories, de toutes les idées. La Russie était donc un peuple à part dont le développement historique devait s'accomplir au nom de lois toutes différentes de celles du mouvement occidental. Ce peuple était idéalisé, non pour les prépondérances politiques et sociales qu'il pouvait opposer à l'Occident, non pour la particularité de son mouvement progressif, mais pour l'absence de forces, de dispositions pour n'importe quel mouvement en avant, pour son quasi-antagonisme pour toute tendance nouvelle, pour sa fidélité aux inébranlables traditions anciennes et pour le régime despotique de Nicolas Ier. Voyons quels étaient les principes de cette étrange philosophie nationale. Que pouvait-elle opposer à son ennemi l'Occident? Quelles sont les qualités nationales et pacifiques qu'elle attribuait à ce peuple?

Le peuple russe, au point de vue de la religion, ne connaît pas les troubles de la société occidentale. L'orthodoxie, voilà sa vertu principale. Il ne connaît

pas le rationalisme protestant. Quoique la réalité ne correspondît pas à cet optimisme de l'Eglise officielle et que le Raskol (l'hérésie) et l'extension de nombreuses sectes ne prouvassent que d'une façon trop évidente le contraire, on déclara néanmoins que l'hérésie était un malentendu, le résultat d'une querelle, et on fut convaincu que, par des mesures de police, on pouvait supprimer ce triste événement qui détruisait l'harmonie générale. C'était la faute éternelle de la bureaucratie qui se comparait au peuple et qui considérait les événements naturels de la vie populaire comme des manifestations criminelles. Ce n'est pas comme un peuple, dont l'organisation politique lui permet de se développer librement, que la Russie était constamment comparée à l'Occident. L'inébranlable absolutisme fut justifié par le manque de besoins intellectuels, par le manque d'amour-propre national et d'instincts sociaux.

Une circulaire du 27 mai 1877, publiée par le Ministère de l'Instruction publique, adressée au gouvernement de deux arrondissements, déclarait « que le peuple russe doit être dévoué à la religion orthodoxe et à l'absolutisme... car tout ce qui dépasse ces limites n'est que l'influence des idées étrangères, produits perfides de l'imagination, un grand péril dans lequel les ennemis de la patrie veulent entraîner les esprits idéalistes et rêveurs [1] ». Ainsi le servage, l'ignorance et l'abdication totale de soi-même étaient ses seules vertus.

[1] Kogane, *Revue sur la moderne littérature russe*, p. 10-11.

La Russie resta en arrière dans le mouvement général et fut dépassée par la science occidentale; mais ce fut là, d'après le « nationalisme officiel », son bonheur, son originalité, car la science et la philosophie occidentales ébranlèrent l'autorité des pouvoirs spirituel et temporel. Encore aujourd'hui, le Russe n'est pas affranchi du servage naturel à son esprit, car il n'aspire pas à une liberté personnelle; il ne désire pas sortir de son état patriarcal dans lequel, autrefois, le propriétaire foncier était le protecteur et le bienfaiteur de ses paysans. « Ce peuple ne doit pas voter pour son sort, car il n'aime pas dominer; il préfère être gouverné. » En un mot, l'organisation patriarcale, dans la manière de vivre et de penser propre à tous les peuples à un certain moment de leur évolution, fut déclarée comme une tare éternelle et permanente du peuple russe, seulement parce que ce stade de développement avait eu en Russie une durée plus longue que chez les autres peuples. Si la réalité amenait une dissonance dans l'harmonie générale de la « théorie », si les émeutes des paysans, les assassinats des propriétaires fonciers et les mauvaises années empêchaient les partisans de l'organisation patriarcale de voir tout en rose, le régime bureaucratique cherchait la cause du mal non pas dans son imperfection, mais dans quelques efforts personnels. Et quand les faits de la vie quotidienne prouvaient que l'abdication de soi et la soumission sont loin d'être les qualités idéales d'une nation, la « théorie » n'allait pas à la rencontre des nouveaux besoins. Elle voulait étouffer ces besoins. Les défauts

provenaient non pas de l'imperfection des institutions et des lois, mais de leur mauvaise application et... des vices de l'individu. De là une surveillance rigoureuse, une éducation, une censure... en un mot il fallait enrayer le désir d'une vie meilleure, les faibles essais de comprendre et de critiquer. Le pouvoir extérieur de la Russie, le territoire immense qu'elle occupe, l'influence qu'elle exerce sur ses voisins, la tranquillité intérieure qu'on comparait avec la vie mouvementée de l'Occident, tout cela, aux yeux du « nationalisme officiel », était la meilleure preuve de sa supériorité sur les autres puissances. Nous avons vu déjà le malaise dont souffrait cette organisation compliquée, combien furent incertaines la tranquillité et la magnificence apparentes. Bien avant la guerre de Crimée, dont le résultat porta un coup sensible à la sacro-sainte bureaucratie, quelques esprits clairvoyants appelaient leur pays natal : colosse aux jambes d'argile.

Tel était l'ordre social de la Russie et la base théorique sur laquelle cet ordre reposait. Mais, à côté de cette Russie, il en existait une autre, vivante celle-là, la Russie de la critique et de l'opposition, celle de la minorité écrasée désirant une vie toute différente, préparant l'avenir. Elle n'avait presque pas de place dans l'actualité officielle, mais elle se faisait sentir tout de même et manifestait sa force; au milieu des persécutions, elle marchait fière et indépendante vers le triomphe de nouvelles idées, car ce triomphe était inévitable à cause du développement naturel du pays. Tel est toujours le procès des luttes entre la force ma-

térielle et la force spirituelle. Le triomphe de la première et l'écrasement de la seconde ne témoignent pas du véritable état des deux ennemis en conflit. Et très souvent, plus le triomphe de la force physique est grand, plus l'élan de nouvelles idées est contagieux. *Bien que n'étant jamais arrêtée par un sentiment de scrupule et de gêne dans ses actions, la force matérielle est incapable et impuissante là où il faut suivre le mouvement des idées.*

En Russie, l'opinion sociale se développait malgré le despotisme de Nicolas Ier.

Avant tout il est indispensable de révéler la physionomie du milieu dans lequel les Russes éclairés devaient agir, autrement dit de caractériser la *science* et la *littérature,* les seuls facteurs qui fussent actifs au milieu du sommeil général. La surveillance de ces deux moyens de lutte était entre les mains du Ministre de l'Instruction publique, maître suprême de l'enseignement, chef de la censure, c'est-à-dire maître absolu de la littérature et de la presse. L'un de ces ministres, connu par son libéralisme, écrivit un jour : « L'abolition du servage portera un coup sensible à l'édifice social, c'est la seule institution qui nous reste de l'époque antérieure à celle de Pierre Ier; en outre, elle est étroitement liée à l'absolutisme [1]. » Ce bureaucrate, partisan du servage, devait céder sa place à d'autres moins libéraux que lui : à la fin des « années quarante », quand commença l'époque de la terreur littéraire, Ouvaroff (le

[1] P. Kogane, *Bielinski et son temps.* Moscou, 1911, p. 19, 20.

ministre en question) fut considéré comme un élément dangereux et fut obligé de démissionner. Au commencement de 1849, le bruit courait que les Universités seraient fermées. Un article anonyme parut dans le *Contemporain :* « Le rôle des Universités russes et l'Instruction publique. » L'idée générale était ultra-pacifique. L'existence des Universités fut justifiée : « De là sortent des jeunes gens instruits et nobles prêts à servir fidèlement le monarque adoré; leur rôle est de répandre la lumière bienfaisante de la science qui ne s'éteint jamais, de conserver la pureté de la langue maternelle, l'organe de l'orthodoxie et de l'absolutisme, de contribuer au développement de la littérature populaire, d'enseigner aux jeunes générations la sagesse et la science par la fidélité à la foi et à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies. » Cet article fut considéré comme suspect et valut à l'auteur les foudres impériales. Je puise chez M. Kogane [1] quelques exemples curieux d'enseignement dans les Universités russes : le droit politique doit démontrer le caractère divin du pouvoir absolu. Le professeur de physique expérimentale est obligé, par ses expériences, de démontrer la sagesse divine et l'imperfection de nos organes, de nos sens, leur impuissance de connaître les merveilles qui nous entourent. Quant au professeur d'histoire, la tâche qu'il avait à remplir était encore plus difficile que celle des autres; il devait prouver que, par son développement, la Russie avait dépassé tous les pays de l'Europe. Et

[1] Ouvrage cité.

comme la plupart des professeurs ne pouvaient pas répondre à ces exigences, ils étaient obligés de démissionner, ceux qui restaient découvraient des axiomes étranges comme celui-ci par exemple : « L'hypoténuse dans le rectangle, c'est le symbole de l'union de la vérité et de la paix, de la justice et de l'amour, grâce à l'Etre suprême qui unit l'élément céleste à l'élément terrestre. » La censure voulait l'impossible : arrêter la pensée, c'est comme si on voulait faire retourner le fleuve à sa source.

Ainsi on avait confisqué un manuel d'arithmétique parce qu'entre les chiffres d'un problème, l'auteur avait commis l'imprudence de mettre plusieurs points de suspension... et une étude géographique dans laquelle on constatait qu'en Sibérie les chevaux sont remplacés par des chiens. La surveillance des étudiants portait le caractère d'une intervention mesquine dans leur vie intime. C'étaient non pas des êtres indépendants, mais des enfants qui avaient besoin de se mettre à l'abri d'une tutelle. Leur conduite, leurs manières extérieures étaient soumises à la plus rigoureuse surveillance. Mais, malgré tous les obstacles, les Universités commençaient à remplir leur mission révolutionnaire. Le gouvernement de Nicolas I[er] se méfia avec raison de la science. C'est dans les Universités que se concentraient tout ce qu'il y avait de meilleur, de pur, d'idéal dans la Russie de cette époque sombre. Aucune censure, aucune surveillance, aussi rigoureuse qu'elle fût, n'était en état de suivre le développement des idées dangereuses et, comme l'a remarqué avec justesse Borodine, par l'élément essen-

tiel de son développement, la lutte qui allait s'engager plus tard doit son origine aux Universités. Et parmi ces dernières, le rôle de premier ordre appartient à celle de Moscou, qui fut relativement à l'abri des persécutions. Là où les idées progressives prenaient des formes plus compliquées, la lutte nécessitait un esprit fin et habile qui manquait à la bureaucratie, les coups qu'elle portait à l'ennemi n'atteignaient pas leur but. Grâce à cette faiblesse intellectuelle, malgré les obstacles et tant d'autres persécutions, des professeurs comme Granovski ont réussi à jouer le rôle d'apôtres des idées révolutionnaires. L'étude scientifique, dépourvue de tout caractère révolutionnaire, cachait des idées qui minaient l'édifice bureaucratique et préparaient la chute de l'obscurantisme. A l'époque de Nicolas Ier, les Universités adoptèrent un caractère qu'elles conservèrent toujours. Le dévouement des étudiants, souvent les uniques victimes de la lutte, le lien étroit qui unissait la science universitaire et la presse, tout cela pris ensemble transformait les Universités en oasis intellectuelles dans lesquelles la pensée et l'instinct social ne s'éteignaient et ne se flétrissaient jamais. Telle fut la réalité à l'époque de Nicolas Ier. Il ne faut pas s'étonner que la littérature, ne pouvant pas aborder cette réalité qui craignait l'invasion de la critique et de la libre pensée, se retirât dans le monde des utopies et des doctrines abstraites et créât des conceptions vagues et lointaines. Ne pouvant pas leur donner une expression concrète, la faire descendre des sphères nuageuses où elle restait inactive, elle conserva dans les esprits éclairés

un idéalisme naïf et passionné qui se traduisait tantôt par un transport héroïque, tantôt par une admiration exagérée pour l'exotisme. Et les idées qui venaient de l'Occident lui fournissaient une nourriture abondante pour la future évolution sociale et pour l'avenir au nom duquel elle luttait.

Loin de moi l'idée de passer en revue toutes les doctrines de la pensée allemande. Je me contenterai de citer un nom seulement et je passerai à l'influence française, moins brumeuse. On a dit souvent que le sol russe est propice pour nourrir des aspirations confuses, des rêves vagues, et que la faute en incombe à « ce lointain sans bornes qui appelle à lui » (Tolstoï). Je ne veux point m'inscrire en faux contre cette opinion; ceux qui l'ont émise pour la première fois n'ont pas songé sans doute à ce moi national qui place le peuple russe à part. J'ai seulement à dire que, malgré le caractère vague qu'on lui attribue et qu'il tient de ses origines, malgré la particularité et la personnalité ethnique de ce vaste pays, l'esprit russe ayant commencé par le vague des passions, par le lyrisme factice et emprunté, avait abouti à l'idéal concret, aux « robustes productions » de l'esprit qui correspondent aux besoins moraux et sociaux. A un moment décisif où l'heure de la pensée sonna, lasse de planer trop haut, sa science abandonna la métaphysique, sa littérature, les aspirations purement esthétiques pour répondre aux cris de détresse qui venaient d'en bas, pour lancer le premier reproche aux propriétaires d'esclaves. Une fois pour toutes, elle renonça au principe de l'art pour l'art, la pitié sans bornes pour

les « humiliés et offensés », pour tout ce qui souffre, devint sa tendance qui ne diminua point sa valeur artistique. Désormais son « leitmotiv » fut la douleur, sa devise « la religion de la souffrance humaine ».

Certes un but autrement plus noble que celui de résoudre les problèmes purement esthétiques, mais les prophètes de ce peuple étaient venus pour soulager son sort.

Il n'est pas difficile de reconnaître dans les idées occidentales deux courants principaux. Et si l'un parlait de souffrances et de malheurs non imaginaires, l'autre transportait au delà du monde réel, dans les sphères de l'abstraction. L'un venait de France et l'autre d'Allemagne. Pour plusieurs raisons, la pensée allemande évitait le contact avec la vie réelle. Dans la première moitié du XVII[e] siècle, l'Allemagne représentait une arène de combats, résultat du fanatisme religieux. La guerre de Trente ans avait réduit la population à la misère, transformé les villes florissantes en amas de ruines, les cultures en désert, en un mot avait arrêté le développement du pays. Puis, la guerre terminée par le traité de Westphalie, le pays fut fractionné, disséqué en une multitude de puissances indépendantes ou grands fiefs. La divergence des opinions politiques qui provenait de ce fractionnement écrasait la pensée, le besoin d'unité d'intérêts intellectuels manquait à la vie sociale. On sait combien avait duré ce calme créé par le traité de Westphalie, combien le pays avait souffert avant de se remettre des blessures de la guerre. Dans la première moitié du XVIII[e] siècle, quand en France se fait sentir le chan-

gement prochain dans l'ordre politique, en Allemagne les esprits semblent être préoccupés par la résolution de certains problèmes métaphysiques. Enfin, dans la deuxième moitié du même siècle, quand en France éclata l'orage de la Révolution, en Allemagne la vie intellectuelle se manifestait par une renaissance artistique. Même l'auteur de « Die Raüber », ce roi de « Sturm und Drang Period », ne participait pas au mouvement révolutionnaire et finit sa carrière littéraire après avoir complètement rompu avec la vie réelle [1]. Le plus grand homme de cette époque ne cachait pas le sentiment de dégoût que lui inspirait la Révolution. Avec le calme d'un olympien, il contemplait l'humanité agitée et, tandis qu'en France on versait du sang, il continuait à travailler tranquillement son « Faust », « martyr de la pensée théorique ». En 1830 eut lieu, à l'Académie Française, la fameuse discussion entre Cuvier et Saint-Hilaire; le 2 août 1830, à Weimar, on parlait de la révolution de juillet.

« Que direz-vous de cet événement, demanda Gœthe à un de ses amis, la croûte volcanique est brisée, le feu envahit partout, ce n'est plus une discussion aux portes fermées. — Quelle affreuse histoire, répondait l'ami..., mais dans ces circonstances... ce ministère... on ne pouvait pas s'attendre à un autre résultat, la famille royale devait être exilée. — Nous ne nous comprenons pas, répondit Gœthe, je ne parle pas de ce peuple, autre chose m'intéresse, c'est

[1] Schahoff, *Gœthe et son temps*. Consulter Kogane, *Revue sur l'histoire de la littérature moderne*, p. 20, 21, 22, 23...

la discussion publique de Saint-Hilaire et Cuvier qui est d'une importance capitale pour la science. » Cette conversation est caractéristique non seulement pour Gœthe, mais pour toute l'Allemagne de cette époque. « Ce peuple » fut pour elle les milliers d'êtres humains révoltés, aspirant à une vie meilleure, tandis que la discussion à l'Académie était « une éruption volcanique ».

Dans la première moitié du XIXe siècle, les pensées allemande et française restent fidèles à elles-mêmes. La première est représentée par Hégel, la deuxième par Saint-Simon. Le grand esprit métaphysique désirant pénétrer le secret de l'autre monde, l'utopiste, avec son amour passionné pour la terre et l'humanité souffrante, telles étaient les images que reflétait la pensée russe; les doctrines auxquelles la jeunesse consacrait ses meilleures forces.

Après la mort de Hégel, ses disciples formèrent en Russie deux groupes ennemis : la droite et la gauche hégeliennes. En réalité, malgré leur antagonisme apparent, toutes les deux proclamaient le même principe. Puisque le procès universel est un procès logique, car penser et être c'est la même chose, chaque instant de la réalité est indispensable et inévitable, car il correspond aux raisons logiques. *Tout ce qui est réel est rationnel, tout ce qui est rationnel est réel.* Ce principe encourageait le conservatisme en Russie et la lutte contre la réalité devenait absurde, parce que c'était la lutte contre l'Absolu. Ainsi le fameux principe de Hégel protégeait les abus du régime bureaucratique. Mais il est vrai aussi que nombreuses étaient

les façons dont on pouvait l'interpréter. Tout ce qui existe n'était pas considéré par Hégel comme réel. La réalité est indispensable, mais les choses qui existent au nom de la force absolue qui est cachée en elles prennent des formes nouvelles ; c'est un mouvement continu en avant, c'est une destruction de vieilles formes. Un des grands révolutionnaires russes, homme du passé, mais animé de sentiments nouveaux, Herzen, appela cette doctrine « l'algèbre de la révolution », et c'est, je crois, le jugement qui le rapproche le plus de la vérité. Quant à Hégel, il interprétait sa doctrine au profit du conservatisme et il était prêt à déclarer que l'Absolu existait déjà dans la réalité dont il était témoin, il proclama le royaume de Prusse le royaume de la raison, « Vernunf Staat ». La pensée allemande qui cherchait l'harmonie universelle devait trouver des admirateurs fervents chez tous ceux qui, écrasés par le joug de Nicolas, aspiraient à la vérité éternelle.

Tandis qu'en France la Révolution effaçait le souvenir des traditions féodales, supprimait les privilèges de la noblesse et méditait sur un autre problème, celui de la disparition de l'antagonisme croissant entre la bourgeoisie et le futur prolétariat, des conditions particulières avaient favorisé en Allemagne le développement des goûts abstraits, l'esprit allemand tâchait de pénétrer le secret de l'Inconnaissable.

Chaque époque possède son génie, celui qui exprime le mieux ses espoirs et ses désillusions. La France possédait le sien dans la première moitié du XIXe siècle, ce fut Saint-Simon, le fondateur du so-

cialisme utopique. Toute sa vie pourrait être résumée dans ces mots : travailler pour soulager les hommes et les aider à se perfectionner. Saint-Simon et ses disciples furent beaucoup plus près de la réalité que les philosophes allemands; tandis que les disciples de Hégel s'égaraient dans des raisonnements métaphysiques, les Saint-Simoniens essayaient d'améliorer le sort de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse; trouver le moyen de remédier au malaise social pour élever le niveau matériel et moral de la masse populaire, voilà le problème du XIX[e] siècle. La religion et la science se disputaient ce mouvement. Assez d'Alexandres, vivent les Archimèdes, s'écrie Saint-Simon, car seules l'expérience et l'observation peuvent diriger la construction d'un régime social. Les sciences naturelles sont la base de toute vie, les combinaisons, les réactions chimiques déterminent les mouvements de l'âme.

Saint-Simon est positiviste et matérialiste à la fois. Il est temps d'abandonner la méthode à postériori et il faut s'engager dans le chemin hardi de la méthode à priori. Saint-Simon n'a laissé au monde que les fragments d'un système philosophique. Souvent il abandonnait le sol réel pour les rêves et les utopies. Mais si peu en harmonie que soient les différentes parties de sa doctrine, on voit s'y dessiner nettement l'idée fondamentale : c'est l'avenir du prolétariat.

Le procès du développement social se produit au nom des lois implacables, au nom des facteurs naturels. L'expérience et l'histoire nous permettent d'étudier ces lois, il faut abandonner les anciennes mé-

thodes pour étudier l'évolution du procès historique.

Son disciple Fourier annonça un nouveau bonheur fondé sur la richesse.

Tels sont les rêves des utopistes, l'imagination y tient encore une place importante. Mais l'influence de leurs œuvres ne diminue pas pour cela, ils ont été les premiers à essayer de lutter contre la misère, leurs idées ont trouvé un écho dans la Révolution de 1848 quand le Gouvernement fut obligé de construire des ateliers nationaux pour occuper la classe ouvrière de Paris.

Parmi les utopistes du XIXe siècle, un nom mérite d'être citée, celui de George Sand », qui, dans une suite d'images tristes et gracieuses, défendit les droits de la femme, son orgueil froissé. Son enfance s'écoula au milieu des habitudes et des traditions de cette noblesse mourante à laquelle elle appartenait par sa naissance et dont un souvenir durable la poursuivit à travers ses passions politiques. Au commencement des « années quarante », elle est célèbre, emportée par le courant puissant de l'école libérale. Des accents différents se font entendre dans sa poésie, tantôt c'est la protestation d'une femme qui ne peut pas suivre les mouvements de son âme, tantôt c'est un appel à la justice, un cri d'admiration devant la magnificence des châteaux féodaux ou bien l'image touchante des mœurs patriarcales pleines de beauté mélancolique. Mais c'est George Sand économiste, méditant sur des problèmes sociaux, marchant à la tête de ce mouvement nouveau dont Saint-Simon fut le fondateur et qui, plus tard, devait porter le nom de socialisme, qui

nous intéresse uniquement. Dans le *Péché de Monsieur Antoine,* le père est un bourgeois, un successeur du noble privilégié qui proclame la libre concurrence. Son fils présente l'avenir, élève de l'école phalanstérienne, il sent l'injustice, il l'abhorre, mais son idéal se dessine encore vaguement devant lui. A la fin de sa vie, George Sand, lasse de lutter, revient aux images idylliques de la campagne. Quand le mal provient de la mauvaise entente et de la haine entre les hommes, la vocation de l'artiste est de prêcher l'amour, de rappeler aux désespérés que la pureté des mœurs et la justice peuvent exister encore. Le salut est non pas dans les reproches adressés à la société dans l'appel aux passions trop agitées, mais dans la douce chanson du chalumeau, dans la légende qui berce les enfants. Plus tard, Tourgueneff se rappellera ces paroles. Par la représentation objective de la réalité, en dévoilant tout sans commentaire, sans frapper l'imagination, en laissant parler les faits par eux-mêmes, il jettera sa première accusation aux coupables et sa parole simple arrivera à éveiller la conscience endormie.

Ils étaient trois, les ennemis mortels du servage à l'époque à laquelle l'abîme qui séparait la théorie de la réalité paraissait plus infranchissable que jamais. Différentes étaient les armes dont ils s'étaient servis, mais les coups qu'ils avaient portés à la Russie officielle avaient été décisifs. Soit comme maîtres de la jeunesse russe, soit par les reproches adressés à la noblesse, ils ont été les premiers destructeurs de l'ancien régime. La triste réalité, la bureaucratie, le ser-

vage anéantissaient complètement cette harmonie tant cherchée par l'esprit allemand et les utopistes français. Au commencement des « années quarante », un écrivain imbu d'idées nouvelles va se mettre à la tête de l'école libérale et fonder la critique russe, c'est Bielinski. Pendant la première période de sa carrière littéraire, calme et impassible, comme Gœthe, il contemplera la mer des passions, des désirs déchaînés, des souffrances humaines qui s'agitera au-dessus de lui, c'est à peine s'il prêtera l'oreille à ces bruits lointains. Puis un jour il abandonnera les hauteurs de la pensée abstraite, de l'absolu, « pour prendre part aux émotions et aux misères humaines », il descendra jusqu'à elles. Cette grande âme, nourrie de passions vagues et de rêves sociaux, frissonnera devant le trop de souffrance du peuple russe.

Le régime de Nicolas se manifestait dans la monotonie de la vie journalière, dans l'instruction, dans le pouvoir absolu de la bureaucratie, dans l'impuissance de la pensée libre et de toute influence venue de l'Occident. Peut-être les tristes conditions de la vie russe ont-elles contribué favorablement à l'évolution de son esprit et inspiré cet amour passionné pour la liberté, ce sentiment d'indépendance. Et Bielinski sut supporter toutes les surprises que ce régime lui réservait. L'époque de Nicolas fut pour lui la source à laquelle il puisait des forces pour défendre l'honneur et l'orgueil froissé de l'individu. Qu'on se représente la province au milieu de laquelle s'écoulèrent les premières années de l'enfant. Doué d'une sensibilité maladive, il fut le spectateur muet des abus des scènes de vio-

lence dans toute leur crudité, des concussions des bureaucrates dont on ne cachait pas le cynisme; en un mot, la réalité non flattée d'une province russe. Qu'on ajoute à cela les conditions misérables de sa vie, ses ennuis de famille, et on comprendra facilement ce flot d'amertume qui envahit son œuvre, cette angoisse humaine dont est imprégnée chaque ligne de ses articles. Comme son contemporain et grand ami Herzen, il assistera de bonne heure aux scènes d'égoïsme et d'ignorance, résultat de l'esclavage. Mais tandis que Herzen conservera toujours un peu de tendresse pour la vie calme et patriarcale pour tout ce qui restera des anciens nids de seigneurs qu'il idéalisera plus tard dans son œuvre, Bielinski, lui, trouvera une source capable d'alimenter sa vengeance. Voici tout ce que sa triste enfance lui donna : le servage, le manque de tendresse d'une femme et de ce monde idéal dont lui parlaient les poètes.

Les étudiants russes, à cette époque, formaient des cercles et passaient leur temps dans d'infructueuses discussions sur le romantisme de Pouchkine ou l'empirisme de Kant. Faut-il ajouter que Bielinski, étudiant, fut l'âme de ces joutes littéraires et continua de l'être, même après avoir été obligé de quitter son « Alma Mater » et la vie intellectuelle qu'il y menait pour avoir publié un drame dans le genre de « *Die Rauber* », de Schiller. Dès lors, le jeune auteur fut traité comme un sujet suspect; je cite quelques paroles que l'auteur prête à son héros : « Est-ce que vraiment les hommes sont nés pour servir d'amusement à leurs semblables? Qui leur a donné ce droit

à quelques-uns d'assujettir par leur pouvoir la volonté des autres, de les priver de ce qui ne devait au moins jamais leur manquer, la liberté? Qui leur a permis de fouler aux pieds les lois de la nature et de l'humanité? Le seigneur russe a le droit de vendre son esclave, de l'échanger contre un chien de chasse, de le séparer pour toujours de ce qui lui est cher. Dieu Tout-Puissant, réponds-moi, n'entends-tu pas ces larmes? »

A ce moment, sous l'influence des deux courants qui venaient de l'Occident, deux cercles, auxquels appartenaient les meilleures forces de la jeune Russie, venaient de se former, deux cercles ennemis, diamétralement opposés, l'un personnifiait la théorie, l'autre la réalité. Tandis que les esprits du premier étaient préoccupés du panthéisme de Schelling, les Saint-Simoniens et les Fourieristes essayaient de lutter contre la bureaucratie. Entourés de nombreux auditeurs et disciples, Bielinski et ses amis remuaient les passions des autres sans se troubler eux-mêmes, debout sur une hauteur, en pleine lumière, ils restaient calmes et impassibles pendant qu'au-dessous d'eux se déroulait la bataille des désirs déchaînés.

Les débats politiques leur paraissaient insignifiants à côté de leurs discussions abstraites et de la recherche de l'Absolu. Et les deux cercles restèrent pendant longtemps étrangers, ennemis même, jusqu'au jour mémorable où les olympiens abandonnèrent à jamais les aspirations vagues, pour se joindre à leurs camarades les réalistes, pour répondre aux besoins du temps. Quelles furent les raisons pour lesquelles

Bielinski s'associa à son ancien ennemi et rival Herzen, quelle fut la crise morale qui se manifesta en lui, je passerai cela sous silence. Je dirai seulement que le procès lent qui le ramenait à la réalité ne fut que très naturel. Le jour où le panthéisme et la métaphysique ne surent plus le satisfaire, il chercha un but réel, il essaya de donner une tendance à son inspiration et cette tendance fut le « moujik ». Il s'est mis à étudier alors la réalité avec un enthousiasme que peuvent posséder seulement ceux qui ont plané dans les hauteurs infinies de la science abstraite, après avoir fait un effort titanique mais inutile pour connaître « l'Harmonie », il s'est mis à détester la réalité qui la rendait impossible.

Le commencement des « années quarante », c'est le deuxième stade dans l'évolution de son esprit; une note triste perce à travers son amour pour tout ce qui est russe, à l'enthousiasme général succède un sentiment douloureux. C'est le passage de la philosophie allemande à la sociologie française. « Je me suis réconcilé avec les Français, je les estime, le rôle qu'ils ont joué dans l'histoire est énorme. Ils ne comprennent pas l'Absolu, mais ils agissent dans une sphère réelle. » En parlant de Bielinski, on distingue deux périodes dans sa vie de critique : celle de Moscou et celle de Saint-Pétersbourg. La première personnifie la théorie, la recherche de l'harmonie, la deuxième l'intérêt pour la réalité, l'action.

Les Rêves littéraires (1837). « Ne cherchez pas dans mon « élégie » un ordre logique. Les élégistes ne se sont jamais distingués par aucune régularité de

pensée. J'avais l'intention d'annoncer quelques idées dont les unes sont connues déjà, mais le temps me faisait défaut : je n'ai peut-être pas assez médité mon article. J'aime la vérité et j'aspire au bonheur, mais je manque sans doute de connaissances sérieuses... » Telle est la finale des *Rêves littéraires*.

On a l'habitude de marquer le commencement d'une ère nouvelle par un fait concret, par une œuvre décisive et fatale qui exprime mieux que les autres les désirs et les désillusions d'une société, qui longtemps d'avance tracent la trame de son avenir.

On pourrait, à ce point de vue, placer « l'élégie en prose » à la tête de la moderne littérature russe, car elle laissait loin derrière elle, dans le passé sombre, la période classique et l'idéal du romantisme : « La tristesse, le désenchantement, les vierges célestes, la lune, la haine du genre humain, la trahison, les poignards et les poisons, il y a beau temps que cela a été dit et redit mille fois et dans les belles créations de Pouchkine et par la foule de ses imitateurs. Maintenant on ne vous lira même plus si vous voulez étonner par la hardiesse de la phrase, par les sonorités éclatantes du vers, par les dithyrambes enflammés en l'honneur des jeunes filles aux yeux noirs et des orgies de jeunesse. Il est passé le temps des enthousiasmes juvéniles, celui de la pensée est venu. Le public est plus exigeant. A la vérité, il ne se rend pas un compte exact de ce qu'il demande, mais il ne se contente pas de ce qu'on lui offre. Il n'est pas encore arrivé à la pleine conscience de lui-même, mais il est bien près d'y atteindre. Les prosopopées magni-

fiques et les phrases à effet ne fascinent plus personne, on n'en veut pas entendre parler. »

Sans faire une analyse approfondie de « l'élégie en prose », j'ai cru devoir m'y arrêter quelques instants, car elle résume tous les problèmes qui agitèrent les esprits russes pendant les « années quarante ». Il est vrai que la réponse définitive suivra plus tard, que pour le moment Bielinski se contente de répandre une lumière douce et réconciliante sur l'actualité russe, résultat de la croyance dans « l'harmonie » et l'idée divine qui gouvernent l'univers. Quelques mots encore sur les opinions littéraires de Bielinski, avant de finir avec son « élégie en prose ». La littérature, c'est l'expression, le symbole de la vie intérieure du peuple, naturellement telle que l'entend Bielinski, c'est-à-dire avec son développement historique contenant toujours une parcelle de l'idée divine. Les œuvres poétiques dans lesquelles se fait entendre un accent hostile à la réalité, un accent de révolte et de protestation vagues perdent pour lui leur valeur artistique. Que doit être alors le rôle du poète? Entre les deux principes, l'art pour l'art et l'utilitarisme, Bielinski proclame sans hésiter le premier. La vocation du poète lui permet-elle de servir à un but tracé d'avance, serait-il le plus beau, le plus humain? L'artiste peut-il s'humilier, descendre de ses hauteurs olympiennes jusqu'au public qui n'est pas digne de le comprendre? Admettons que dans certaines circonstances on puisse dire : oui. Une autre question se pose alors : dans ce cas reste-t-il artiste dans ses créations? Non, répond Bielinski. Telles sont, en larges traits, les idées prin-

cipales de « l'élégie en prose » et par conséquent de la première période de sa vie littéraire, celle que j'appelle métaphysique. A plusieurs reprises, la critique russe essaya de prouver que d'autres avant Bielinski avaient proclamé les mêmes idées [1]. Toutefois, « l'élégie en prose » fut une date dans l'évolution intellectuelle de la Russie, elle marqua le commencement de l'influence occidentale dans la politique et dans la littérature. Et, chose étrange, la conviction qu'il existe une idée divine fit naître chez Bielinski un intérêt sans bornes pour les passions et les désirs humains. Mais la qualité principale de cette étude, c'est le ton général, le ton de critique sévère et impeccable. Certes, il l'avait idéalisée la réalité russe, parce qu'il cherchait à réconcilier le monde visible avec le monde des idées, parce qu'il aspirait à une harmonie générale, parce qu'il croyait fermement que les événements de la vie dans lesquels est incarnée « l'idée divine » ne peuvent pas être mauvais, il avait proclamé le régime de la bureaucratie et le servage indispensables, et pourtant le « leitmotiv » de son élégie est : « Sois fier, homme, de ta vocation, n'oublie pas que la vie est une action et que l'action c'est la lutte, n'oublie pas que le salut est dans la suppression de ton « moi », dans la sympathie pour la souffrance, dans l'indulgence à l'égard des humbles. Donc, tu n'as qu'à choisir, renonce à toi, écrase ton égoïsme et ton moi, respire pour le bonheur des autres, aime la vérité... Comment, tu n'oses pas? C'est plus fort que toi,

[1] Préface de Vengueroff, *Œuvres complètes de Bielinski.*

tu recules? Alors voici un autre chemin, il est plus commode, plus large; n'aime que toi, sois bon seulement quand ton intérêt l'exige. Souviens-toi de cette règle et tu réussiras toujours. Si tu es fort, incline-toi devant ceux qui sont plus forts que toi, tue, verse du sang, décore ton front de lauriers que tu ne mérites pas. Ta vie sera gaie, tu ne connaîtras pas l'humiliation, l'offense, tout tremblera devant toi, partout tu trouveras l'obéissance et l'empressement, la flatterie et les louanges, le poète écrira une ode dans laquelle il te comparera aux dieux, le journaliste te proclamera défenseur des faibles. Et qu'importent alors les souffrances et les drames dont ton âme sera l'unique spectatrice, qu'importe que les cris de ceux que tu écrases te poursuivent au milieu du bal, au milieu du festin? »

L'idée de la perfection personnelle, le culte du « moi » avaient envahi pendant cette période l'âme de Bielinski. Mais ce culte ne pouvait pas étouffer complètement le désir de connaître le réel, l'humain et le relatif. Dans les passions les plus abstraites de Bielinski, on sent une tristesse sans bornes inspirée par la pensée de la courte durée de l'existence terrestre : « On naît, on meurt, on se réjouit, on souffre et on aime; on pleure quand on a perdu ce qu'on a aimé, on ne peut pas survivre à ses habitudes; étant sur le seuil de l'éternité, on se les rappelle encore. Et l'homme regrette je ne sais quelle chose qu'il n'a jamais connue, il aspire à un bonheur qu'il cherche toute sa vie dans la gaieté bruyante de la jeunesse, dans l'ivresse des festins, dans les horreurs sanglantes

de la guerre, dans la peur du danger, dans la gloire, dans le pouvoir, dans l'oisiveté, dans là fatigue du travail, dans les jouissances esthétiques, dans l'amour pour un être..... très souvent aussi dans le calme d'une cellule de couvent. L'éternité n'est pas un rêve, pas plus que n'est un rêve la vie qui mène vers elle. » N'était pas un rêve non plus la réalité russe.

Si la doctrine de Fichte inspirait une certaine indifférence à Bielinski, le système philosophique de Hégel était loin de lui inspirer un état d'âme belliqueux; il lui enleva toute envie de lutter, de protester contre les contradictions de la vie réelle. *Tout ce qui est réel est rationnel, tout ce qui est rationnel est réel.* Si l'influence de Fichte marquait une indifférence complète pour tout ce qui est humain et, par conséquent, avilissant (le seul devoir que Fichte imposait à l'individu fut le perfectionnement personnel), la doctrine de Hégel le rendait réfractaire, irréductible à toute idée de lutte. La révolte contre quelque événement de la vie sociale était celle contre l'Absolu. On oubliait que la protestation et la révolte pouvaient être aussi un stade indispensable au procès historique. Le principe de l'évolution éternelle que cette doctrine proclamait la rendait étrangère à tout conservatisme et transformait la vie de l'humanité en une lutte infinie et non pas en un procès mécanique. En réalité, la doctrine n'était pas hostile au progrès. Mais elle était une forme excessivement commode sous laquelle on pouvait dissimuler son indifférence politique.

Bielinski était une de ces natures qui ne s'arrêtent

pas à moitié chemin, qui vont jusqu'au bout de la sensation, qui n'ont pas peur de pousser une pensée jusqu'au dernier terme de son développement logique. Alors il s'est produit quelque chose d'invraisemblable. Un des esprits les plus nobles que la terre russe ait jamais possédés devint partisan du régime despotique de la servitude. L'individu s'effaça complètement devant la société. L'homme devait oublier ce qu'il y avait de subjectif en lui; Pierre Ier avait fait preuve d'un grand héroïsme digne d'un esprit supérieur, parce qu'il avait martyrisé son fils, être chétif et incapable de gouverner, parce qu'en lui le monde objectif avait vaincu le monde subjectif, le bonheur populaire, la loi morale avaient triomphé sur l'amour naturel du père pour le fils. Pierre Ier est presque un surhomme. Ainsi les persécutions, la violence et les souffrances d'un peuple malade sont des manifestations naturelles et nécessaires de « l'Absolu ».

Bielinski est ennemi de la poésie dans laquelle se font entendre des accents douloureux, les larmes de l'humanité. Malheureux sont ceux qui sont incapables de saisir dans tous les événements, dans toutes les manifestations de la vie, des traces d'une harmonie générale.

Ce sont des martyrs pour lesquels il n'y a pas de joie, pas de bonheur, pas de calme : tantôt ils se plaignent du manque d'instruction et prétendent que la moralité et la vertu disparaissent, tantôt ils s'alarment sur un peuple qui périt; alors, avec un cri d'indignation, ils montrent les coupables du malaise général, comme si l'individu était capable d'arrêter la

marche et le développement naturels du monde, d'améliorer les conditions de la vie, comme si la Providence n'existait pas et le sort de l'humanité dépendait du hasard ou de la volonté d'un seul homme. « Etudiez plus attentivement le livre sacré, « le livre « éternel des royaumes », c'est-à-dire l'histoire..... Alors, devant vos yeux attentifs, se dévoilera la vérité que tout est prudent, que tout ce qui existe est utile. La Grèce a disparu et les barbares ont détruit ses statues, mais les débris restent, le temps a fait s'écrouler les temples, mais l'Iliade est conservée. Omar brûla la bibliothèque d'Alexandrie, mais attendez avant de le maudire. La civilisation est éternelle. Il brûla la bibliothèque, mais il ne brûla pas les œuvres de Platon, d'Eschyle et de Démosthène que nous connaissons..... Dans le monde, on ne connaît pas de choses inutiles ou nuisibles, tout est dirigé non pas par l'homme, mais par la Raison. C'est à ce point de vue qu'il faut se placer pour comprendre le poète qui, étant en rapport direct avec l'Absolu, ne peut pas se tromper ou mentir [1]. »

Cette période de Moscou marque l'influence de trois grands métaphysiciens, Schelling, Fichte et Hégel; chacun d'eux façonna à sa manière l'esprit russe, et tous les trois l'emportèrent, il est vrai, non pas pour longtemps, dans le monde de l'abstraction, pour le ramener ensuite à la réalité, la triste et sombre réalité russe. Et si on me demandait ce que je pense de « ce vague de passions abstraites », si l'influence qu'elles exercèrent fut salutaire ou non, je dirais que pour moi

[1] Kogane, *Bielinski et son temps*, Moscou, 1911, p. 116, 117.

la question est résolue par l'affirmative. C'est seulement après avoir fait un grand, mais inutile effort, pour connaître l'Absolu qu'on revient à la réalité, c'est après avoir vainement cherché l'harmonie qu'on est frappé par les dissonances d'ici-bas, c'est après avoir plané très haut dans les régions vaporeuses qu'on apporte l'enthousiasme nécessaire pour la lutte réelle.

Alors commença la période de négation. Il est vrai que longtemps encore Bielinski chercha à se réconcilier avec la souffrance, comme manifestation nécessaire et inévitable de la vie. Avait-il subi aussi l'influence d'un courant moins puissant mais plus salutaire venu du pays où l'on sait appliquer les idées dans la vie, du pays de l'action où on n'a pas peur de nier et de protester contre les manifestations de l'idée divine et où l'homme réclame ses droits? Toujours est-il qu'il renonça à la métaphysique.

Dans une nature comme celle de Bielinski, la crise morale, « le perelome », comme on dit là-bas, fut aussi intense, aussi vive que sa passion pour l'abstraction.

Et voici quelques lignes qui marquent la disposition de Bielinski dans cette deuxième période. « Qu'est-ce que cela me fait qu'il existe un bonheur général quand l'individu souffre?..... Que le génie existe pendant que la foule se débat dans sa détresse morale et physique, que pour moi est accessible le monde de l'idée, dans l'art et dans la science, quand je ne peux pas partager cela avec mes frères qui sont en même temps mes ennemis à cause de leur igno-

rance, que quelques élus connaissent la joie quand la plupart se baignent dans la tristesse et ne soupçonnent pas seulement l'existence d'une vie meilleure. Je ne veux pas connaître le bonheur si je ne peux pas le partager avec mes frères. Mon cœur se serre d'angoisse quand je regarde la foule et ses représentants. J'éprouve un singulier sentiment en voyant les enfants jouer tranquillement dans les rues, en regardant les mendiants couverts de haillons, le cocher ivre, le soldat en permission, le *tchinovnik* avec sa serviette sous le bras, l'officier qui est content de lui et l'aristocrate fier..... Et je suis révolté contre tous les principes qui paralysent la volonté de l'homme. La négation est ma religion. Dans l'histoire, je préfère les destructeurs de l'ancien régime (les ennemis du traditionnel, les révolutionnaires : Luther, Voltaire, Byron, les terroristes, etc.). »

La réalité possède cette qualité précieuse de détruire les illusions et de démontrer tout de suite à l'individu la place qu'il doit occuper dans la vie, s'il a été vraiment destiné pour la lutte. Car il est mille fois plus facile d'être un doctrinaire enivré d'utopies à la Bielinski, que d'être un positiviste, il est plus aisé de commenter les manifestations de l'idée divine, de l'Absolu que de servir le peuple, de souffrir avec lui d'un vrai malaise non imaginaire.

Les articles qu'il écrivit pendant les années qui suivent les « années quarante » concernaient l'histoire, la morale, les mouvements sociaux et la science. Il va sans dire que l'œuvre qu'il a laissée est énorme ; la besogne qui se partage vers le même temps en France

entre un Villemain et un Sainte-Beuve, il l'a faite à lui tout seul en Russie [1].

Ainsi la pensée russe, après avoir erré longtemps dans les divers chemins que lui montrait l'Occident, finit par choisir celui du réalisme, celui d'une science fondée sur l'observation.

Et maintenant il est temps d'aborder la théorie esthétique de Bielinski dans cette deuxième période. Bien avant Zola, créateur du roman naturaliste, il avait ses opinions, sa théorie sur « l'école naturelle [2] », et cela est d'une importance capitale, pour la première fois peut-être la Russie avait devancé l'Occident dans le mouvement littéraire.

Qu'est donc le naturalisme dans la littérature, d'après Bielinski? Il exige avant tout que la science s'associe avec la littérature. Pour lui, le poète n'est qu'un savant qui représente et explore le monde intérieur de l'homme, de même que l'anatomiste qui étudie l'organisme animal et le botaniste celui des plantes. Le roman, comme toute œuvre artistique, doit refléter des événements et des faits non embellis de la vie réelle. La vérité doit être aussi le but de l'art comme de la philosophie, la différence en est seulement dans les moyens dont on se sert pour arriver à ce but. La voûte céleste, dans l'aspect majestueux de laquelle il lui semblait apercevoir une seule idée, celle de l'existence de l'Etre suprême, ne lui apparaît que sous la forme de règles et de lois astronomiques. Que

[1] De Vogüé, *Le Roman Russe*, p. 64.

[2] Kogane, *Histoire de la littérature occidentale,* t. I.

peut-il entrevoir dans ce ciel le poète qui n'est pas initié aux principes de l'astronomie et de la mathématique, qui ne se doute pas que cette coupole bleue et infinie qui charme les yeux n'existe pas en réalité et qu'en haut, où il voudrait tant s'élever, c'est le vide absolu. que la distance d'une étoile est tellement immense que mille ans ne suffiraient pas pour la traverser? Tandis que la terre!..... ici tout nous appartient, c'est là notre vie, notre poésie. Celui qui se détourne d'elle et ne la comprend pas n'est pas un poète; vainement il cherchera de l'inspiration dans des hauteurs infinies et froides. Tel est le problème que l'école « naturelle » se posait : la reproduction exacte du monde visible, de la nature et de la vie; étranger à toute fantaisie, à toute production de l'imagination, le poète ne doit plus peupler le monde de forces surnaturelles, il y découvrira des phénomènes que nos sentiments et nos organes nous aideront à connaître, il y chassera les fées et les fantômes.

On sonna le glas du romantisme et on annonça un principe nouveau qui devint la devise des Dostoevski, des Tourgueneff, des Gogol, toute une pléiade de grands romanciers que la Russie moderne allait opposer à l'Occident.

Ce fut une idée étrangère à la critique russe que l'art réel doit être inévitablement social. Si nous pouvions suivre le développement de la doctrine esthétique de Bielinski, nous aurions constaté sans doute qu'en beaucoup de choses il avait devancé Zola. C'est que Bielinski a exigé du poète la reproduction dé-

taillée de la réalité et l'impartialité absolue. C'est en abandonnant « l'héroïque » et « l'extraordinaire » que la poésie deviendra un immense miroir qui reflètera la vie et ses défauts. Ainsi il l'a fait descendre du haut de son rêve hégélien, cette poésie, qui avait nourri si longtemps ses goûts esthétiques, pour la mettre en face de la vie et de la souffrance, autrement dit pour lui donner une tendance.

Dès lors l'art devint utilitaire, pour servir à ceux dont il n'avait pas entendu la plainte. Dès lors la poésie fut au peuple et presque exclusivement à lui, « *aux humiliés et offensés* », aux créatures qui ne sont chères à personne et qui disparaissent sans que quelqu'un ait jamais soupçonné leur existence. En somme, ces exigences nouvelles ne sont que le produit de ce pessimisme exaspéré qu'on constate chez Bielinski durant l'influence de diverses doctrines de la philosophie allemande et de cette sympathie pour la souffrance qui est le fond de toute âme slave. La poésie russe avait servi trop longtemps aux favorisés de la nature. Mais le jour venu, l'intérêt qu'elle porta au « moujik » ne fut que la reconstitution de ses véritables rapports avec la réalité.

Nous voilà maintenant arrivés au problème le plus important que le Russe se posait inévitablement à la suite de tant d'autres que la théorie esthétique avait à résoudre. L'art doit-il servir à lui-même ou bien doit-il poursuivre un but, propager certaines idées qu'il croit utiles, répondre à certains besoins du temps? Cette fois encore « l'école naturelle » resta fidèle à l'empirisme. Une œuvre artistique reflétant la

réalité ne peut pas ne pas représenter les défauts, ne pas parler à notre conscience du changement indispensable que la justice réclame. Non seulement une telle œuvre enlèvera à jamais le repos à ceux qui sont coupables des imperfections de la vie, de ceux qui fondent leur bonheur sur les souffrances des autres, mais elle nous excitera pour la lutte avec les manifestations négatives de la vie. Car souvent la vie même oblige à lutter avec ce qu'il y a d'obscur en elle.

Qu'est-ce que l'art pur?..... C'est, répond Bielinski, l'exagération d'une autre exagération de l'art didactique froid, dont les œuvres ne sont que des exercices de rhétorique sur des sujets donnés. Sans aucun doute, l'art doit être avant tout lui-même, avant de refléter les espoirs et les désillusions de son époque : « Quand, dans un roman ou dans un conte, les images et les caractères manquent, quand il n'y a rien de typique, malgré l'exactitude avec laquelle le tableau est copié de la nature, le lecteur trouve tout extrêmement artificiel. Ainsi la reproduction exacte de la réalité, toute seule, ne suffit pas à une œuvre artistique, il faut saisir le lien secret des événements, ce qu'il y a de caractéristique en eux. Pour savoir copier la nature, il faut faire traverser les événements de la réalité par notre imagination, il faut leur donner une forme nouvelle pour ainsi dire. Il ne faut pas cependant croire que Bielinski fait allusion à l'imagination romantique, cette nouvelle imagination joue chez lui un rôle plus modeste. Un acte d'accusation très bien exposé n'est pas une œuvre d'art. Le poète doit pé-

nétrer le sens intérieur, deviner les mouvements secrets de l'âme au nom desquels l'individu agit, saisir l'événement qui forme le centre des autres et leur donner l'aspect de famille, de je ne sais quoi de complet, d'uni, de fermé en soi-même. Il n'y a que le poète qui puisse arriver à cela. » De cette façon seulement on peut réconcilier l'art pur et l'art utilitaire. Le véritable art sera toujours l'un et l'autre à la fois, et le vrai poète découvrira le lien intérieur des événements et par là déterminera le chemin qu'il faut choisir pour arriver à le comprendre. En admettant le principe de l'art pour l'art, Bielinski nous laisse entendre que l'art tout à fait pur, qui n'a rien de commun avec toutes les péripéties de la vie, un tel art est idéal et n'existe nulle part. Et du moment qu'il est la reproduction de l'univers et de la vie, l'homme comme individualité ne peut pas ne pas se refléter en lui.

Ainsi toute œuvre doit refléter le caractère de l'époque ou de la nation auxquelles appartient l'artiste.

Guerre et Paix, c'est la fameuse campagne de 1812, ce sont les horreurs de la guerre en général, à côté de l'idéal russe qui consiste dans l'amour du beau, du vrai et du simple. A l'heure actuelle, déclare Bielinski, l'art et la littérature sont plus que jamais l'expression de questions sociales qui deviennent de plus en plus à la portée de tout le monde. La littérature n'aura plus peur de descendre dans les bas-fonds de la société, de rencontrer la misère et la souffrance, d'adresser un reproche à ceux dont la tranquillité morale sera à jamais perdue; ainsi elle éclairera de sa lumière une âme aussi belle qu'inconnue, celle du

moujik, et désormais ne s'occupera uniquement que de lui.

Il n'en est pas moins vrai qu'elle trouvera des ennemis : les partisans de l'esthétique pure qui ouvrent un livre pour y chercher la beauté et de je ne sais quel optimisme encourageant qui dissimule les laideurs et qui donne un aspect souriant à toutes les images disgracieuses de la vie.

Mais les livres ont cessé de mentir. Le sybarite, installé confortablement dans un fauteuil de Voltaire devant une tasse de café, tourne distraitement les pages d'un livre, puis fronce les sourcils, le sourire qui erre languissamment sur ses lèvres rouges disparaît, il est agité. Il y a de quoi. Le livre raconte simplement que tout le monde n'est pas aussi heureux que lui, qu'il existe des coins obscurs où végètent des êtres humains après avoir connu l'aisance, que d'autres par leur naissance sont condamnés à la misère. Notre héros se sent gêné et a presque honte de son trop de confort. Tout à l'heure il avait pris le livre pour se distraire et il y a trouvé une image sombre qui le poursuit partout et qu'il voudrait vainement oublier.

« Oui, mon cher sybarite, pour ta tranquillité les livres sont obligés de mentir, le pauvre d'oublier son malheur et sa faim, le soupir de la souffrance de se transformer en cris de joie pour ne pas déranger ta paisible existence. »

Armé de ces principes nouveaux, Bielinski jugea les trois écoles ou plutôt les trois camps politiques entre lesquels se partageait la Russie de la veille de

l'émancipation. Le « nationalisme officiel » devint tout de suite l'objet de ses attaques et de son sarcasme; avec les slavophiles, pour lesquels il n'avait pas de sympathie, mais qu'il estimait, il engagea une lutte acharnée; seuls les Occidentaux, avec leur passion exagérée pour l'exotisme, trouvèrent en lui un soutien puissant. « Quelles que soient leurs occupations ou plutôt leurs fautes, leurs erreurs, nous ne pouvons pas ne pas les aimer. Car nous pouvons estimer tout principe sincère indépendant et noble, non seulement si nous ne le suivons pas, mais s'il est diamétralement opposé à notre opinion [1]. » Il leur reprochait le manque de précision de leur doctrine et le caractère utopique et indécis de cet avenir russe, de cette conquête de l'élément slave sur le monde occidental « pourri » dont ils flattaient tant leur fierté nationale. Le côté positif de leur doctrine était représenté selon lui par des pressentiments vagues sur une faillite prochaine de l'Occident, pressentiments dont l'invraisemblabilité n'était prouvée que d'une façon trop évidente par l'actualité russe.

Il devint donc occidental comme son ennemi Herzen et comme toute la pléiade des « années cinquante » et « soixante ».

Il s'en alla avant l'heure où des principes économiques et sociaux remplacèrent les anciennes traditions, où l'idéalisme succéda au matérialisme. Quoi qu'il en soit, il restera un des plus grands prophètes de la nation russe pour avoir annoncé l'idéal de vé-

[1] Un regard jeté sur la littérature en 1847.

rité, de bonté et de beauté; pour avoir poussé la pensée russe dans une direction nouvelle, pour l'avoir rapprochée de la réalité dans laquelle elle devait chercher une réponse à la question : à qui la faute?

Plus d'un demi-siècle nous sépare de la mort de Bielinski, le père légitime de tous les critiques de la Russie, de toutes ses écoles littéraires. Après avoir aspiré à une existence où Dieu, l'univers, l'histoire, la société, la science, la vérité, la souffrance n'auraient formé qu'un monde harmonieux, il fut obligé d'abandonner le vague des passions pour la précision, l'inconnaissable pour les problèmes concrets. Son enthousiasme, sa haine, sa souffrance et toute sa carrière bouleversée, riche en désespoir devant l'impossibilité d'agir, sont des formes typiques dont étaient revêtues les étapes progressives de la pensée russe. Ce qui nous reste seulement, c'est à faire des suppositions sur les doctrines et les écoles que ce « grand cœur » de la terre russe aurait introduites en Russie si la mort précoce ne l'avait pas enlevé jeune en plein épanouissement de son talent.

Il se trompa souvent de chemin, mais ce dont la société russe hérita de lui, c'est que cet idéal lointain fut adopté par tous ceux dont la devise était : « Lutter pour les droits des offensés et humiliés ».

Herzen.

Celui dont je viens de parler dans l'esquisse que j'ai tracée jusque-là était le chef du parti germano-philosophique en Russie. Son illustre ennemi choisit un

chemin plus difficile. Pendant que Bielinski cherchait la vérité dans la contemplation, dans l'enthousiasme, Herzen apprenait à connaître la vie dans les prisons ou en exil; Bielinski sortait d'un milieu de bureaucratie provinciale, Herzen descendait d'une souche ancienne et noble. L'un n'apportait que l'amertume et le scepticisme d'un révolté, d'un négateur, l'autre la consolation, la poésie mélancolique d'une vie patriarcale. Ce « *barine* » ne possédait aucun de ces traits typiques des gentilshommes russes : l'égoïsme, l'ignorance, la paresse morale, la volonté incomplète. Et pourtant il devait beaucoup à sa noble origine : la connaissance intime du moujik, de son âme et de ses chansons « dans lesquelles le peuple verse toute sa gaîté et d'où se dégage toujours une note triste ». Son enfance s'écoula dans un de ces « nids de seigneurs » et la campagne donna un coloris particulier à ses souvenirs de la maison paternelle. Elle était pour Herzen, déjà dans son extrême jeunesse, l'endroit unique qui satisfaisait à tous les désirs de son âme. « Le village, « la derevnia », fut pour moi la résurrection morale, je l'adorais. La forêt vierge et surtout la plaine, vaste à perte de vue comme peut être seulement la plaine russe, tout cela fut tellement nouveau pour moi, élevé comme une plante exotique dans une serre, n'osant pas sortir sans permission, escorté toujours par un laquais. » Il l'aimait donc ce nid de seigneurs à moitié écroulé, l'allée de tilleuls qui conduisait vers la maison, le vieux parc endormi, le sable et les roseaux au bord de l'étang immobile et calme, symbole de l'existence qui végé-

tait là, et enfin le gardien aussi vieux que la maison, assis inévitablement à la même place. Et longtemps après il garda la mélancolie de ces souvenirs, loin de son pays, cette image de la demeure seigneuriale flotta dans l'âme du révolutionnaire et de l'émigré; au milieu d'autres images étrangères, elle le poursuivit presque partout comme si elle était l'expression de l'éternelle vérité et de l'éternel bonheur qu'il a tant cherchés dans les orages de l'Occident, dans ses doctrines, dans ses génies. Il y a pourtant en lui une survivance des goûts aristocratiques, un je ne sais quoi d'insatisfait, le sentiment d'un bonheur perdu à jamais qui fait que le Russe éclairé, l'humaniste dont l'âme se révolte contre l'esclavage est incapable d'oublier le passé, « *le biloé* », comme on dit là-bas, qu'un regret éternel se dégage de toutes ses œuvres. Est-ce pour l'ancien nid ou pour la vie qu'on y menait? Pour les deux, peut-être. On peut aimer le passé, s'attendrir même en évoquant les images d'autrefois sans le regretter pourtant en disant comme Tourgueneff: « *Dans l'ancien temps qui fut bon, mais qui, Dieu merci, est passé* »; ce n'est pas le cas de Herzen. Il est vrai aussi qu'à côté de ce sentiment on en constate facilement un autre plus puissant encore et qu'on pourrait opposer au premier; dans ce nid tant adoré, l'enfant connut de bonne heure les formes les plus envenimées du malheur et de la souffrance. Tout petit il faisait, lui aussi, son serment d'Annibal; le caractère bizarre du père, un pseudo-Européen méprisant sincèrement les hommes et dont les manières d'un vrai gentleman contrastaient étrangement avec les

habitudes et les traditions de la vie russe, était sans doute pour quelque chose dans cette tristesse d'enfant. Ces types de gentilshommes naissaient de la rencontre de deux choses diamétralement opposées: le XVIIIe siècle et la vie russe.

« Mélancoliques et monotones étaient les jours que je passais dans l'étrange maison paternelle. Il n'y avait pour moi ni encouragement ni distractions, mon père était toujours mécontent de moi, m'ayant gâté seulement jusqu'à l'âge de dix ans. Les professeurs venaient et s'en allaient, et, en sortant les accompagner dans la cour, je me sauvais avec les petits paysans, ce qui était rigoureusement défendu; le reste du temps, j'errais dans les chambres grandes et sombres, aux fenêtres fermées pendant la journée et à peine éclairées le soir, sans rien faire, en lisant tout ce qui me tombait sous la main. La « perednia [1] » et la « devitchia [2] » étaient le seul plaisir qui me restait. Là je me trouvais à l'aise, je prenais le parti des uns, je me déclarais contre les autres, je les jugeais, je connaissais tous leurs malheurs et pour rien au monde je n'aurais trahi, dans le salon de ma mère, les secrets de mes amis [3]. »

Il songeait sans doute à son père en écrivant un jour : « *Etrangers chez eux, étrangers dans les autres pays, spectateurs oisifs rendus inutiles pour la Rus-*

[1] Une sorte d'antichambre.

[2] On appelle ainsi en russe une partie de la maison destinée aux serfs, principalement aux jeunes filles.

[3] Biloé Doumy traduit en français : « Le monde Russe et la Révolution », par Délaveau.

sie par les influences occidentales, ils représentent des « superfluités intelligentes » et s'usent dans une vie artificielle de plaisirs voluptueux et d'égoïsme insupportable. » Ceux dont il parlait appartenaient à la meilleure classe de la société russe et, quand l'âge devenait un obstacle pour la vie de plaisirs, ils se sentaient tout à coup abandonnés et solitaires; alors ils passaient leur temps dans des raffinements de cruauté et abusaient de leur pouvoir absolu. La volonté se transformait en bizarreries, les forces morales abandonnées à elles-mêmes, inutilisées, contribuaient à l'effacement total de l'individu. En voici quelques exemples que nous fournit toujours le « Biloé et Doumy ».

Un jour le père de Herzen voulant punir un paysan, ordonna de lui couper la barbe [1]; en vain le vieillard suppliait son « barine » à genoux dans la poussière en proposant de payer cent roubles en plus de son « obroke » habituel. Un serf très doué, après avoir fait des études universitaires, avait épousé la fille d'un officier; elle l'abandonna le jour où elle découvrit la position sociale de son mari. Exaspéré, il s'empoisonna. « J'ai entendu sa voix déchirante quand le poison commença à réagir : ça brûle. » Puis l'enfant aperçut le corps rigide sur la table, « le premier cadavre que je voyais dans ma vie », l'homme tel que la mort l'avait surpris en habit, sans cravate, la poitrine découverte, les traits du visage noircis et

[1] En Russie la grande barbe était autrefois signe d'honnêteté et de bonne conduite.

contractés. Telles furent les impressions de sa première connaissance avec « les gens de la cour »; tristes et sombres, elles lui apprirent à aimer et détester à la fois.

Une autre image aussi douloureuse que les spectacles de la cour paysanne, et qu'aucune poésie n'adoucissait, s'introduit dans ses souvenirs d'enfance. Depuis son extrême jeunesse, cette image était pour lui la personnification de tout ce que sa nature d'élite, avec son extrême finesse de perception, son esprit noble, pénétrant facilement dans tous les coins obscurs de l'âme humaine, détestait. Ce fut l'empereur Nicolas. Tout ce qui blessait la sensibilité maladive de l'enfant, les larmes et la douleur dont fut pénétré le milieu qui l'entourait, tout avait trouvé son expression dans un seul nom, Nicolas. Nicolas et Herzen, ce sont deux pôles, c'est le froid des glaciers et l'enthousiasme infini, c'est la grandeur arrogante et la passion pour le peuple, c'est l'égoïsme et l'âme sensible au mal d'autrui sachant répondre toujours à un cri de détresse. Après les exécutions de décembre, en 1855, Herzen assista à l'entrée triomphale de l'empereur [1]. « Je l'ai vu pour la première fois, il était à cheval à côté de la voiture dans laquelle étaient les deux impératrices. Il était beau, mais d'une beauté froide; je ne connais pas de figure plus expressive reflétant mieux le caractère de l'homme : un front énorme, la mâchoire inférieure trop forte, tout cela était le signe d'une volonté inflexible, d'une intelli-

[1] Étoile Polaire, 1855.

gence faible. faite plutôt de cruauté que de bonté. Et puis ces yeux froids. sans pitié. des « *yeux d'hiver* ».

Qu'on me pardonne de m'être attardée sur l'enfance de Herzen, la biographie des écrivains est d'une importance capitale toutes les fois qu'elle reflète la vie de l'époque. Son enfance et son éducation furent à peu près celles de tous les Russes de sa classe et de son temps. Plus tard, nous verrons les mêmes images se refléter dans les œuvres d'un autre aristocrate intelligent. les mêmes scènes hideuses du servage. les mêmes impressions de la vie aisée, le même charme du « moujik ». enfin les mêmes serments d'Annibal. Peu de temps après ses études universitaires. à l'époque où on recevait avec tant de véhémence la foi démocratique et socialiste de l'Occident, son nom était devenu suspect aux gendarmes de Nicolas. En 1834, il est saisi et exilé. Alors commença cette longue période de souffrance réelle, de pérégrinations interminables à travers la Russie. Las et désillusionné. après s'être brouillé avec les représentants de l'aile gauche. il quitta en 1848 pour toujours le pays natal : mais l'Europe, d'où venait l'idéal de liberté et d'égalité. devait briser ses illusions. Paris. dont le nom ne lui était pas moins cher que celui de Moscou. produisit sur lui une triste impression. Il assista à la tentative de juin. « Pendant trois jours le sang coula dans les rues de Paris. des milliers de barricadeurs périrent sur l'échafaud et l'affaire n'était pas gagnée.

« Le soir. le 26 juillet. après la victoire. nous entendîmes les coups réguliers du canon. séparés par de petits intervalles. Mais on les fusille. nous écriâmes-

nous tous à la fois en nous détournant les uns des autres pour ne pas nous regarder. La figure collée contre la vitre, je me taisais; pour des moments pareils on a le droit de détester dix ans, de se venger pendant toute la vie. Malheur aux gens qui oublient de pareils moments.

« Et à l'intérieur tout était meurtri, tout était renversé, tout était contradiction évidente, chaos.... La vie nous avait trompés, l'histoire aussi. Paris! combien de siècles ce nom fut l'étoile « qui guide » les peuples; qui ne l'aimait, qui ne s'inclinait devant lui?... Mais son temps est passé, il doit quitter la scène historique. Que fera-t-on de ce sang versé?..... Qui sait, mais quoi qu'il advienne, il suffit que dans ce tourbillon de rage, de vengeance, de désaccord, le monde qui écrase l'homme nouveau, qui l'empêche de vivre, qui dérange l'organisation de l'avenir périsse, cela est parfait; aussi, vivent le chaos et la destruction! »

En 1852, il partit pour Londres au hasard, parce qu'il « ne savait ni où aller ni que faire ». Et là, après une longue solitude et de longues réflexions, il apprend à aimer Londres, « cette fourmilière où cent mille êtres humains, chaque nuit, ne savent où se mettre à l'abri, où il arrive très souvent que la police trouve des enfants et des femmes mourant de faim à côté des hôtels dans lesquels on ne peut pas dîner sans dépenser deux livres ». Le pessimisme exaspéré de la période de Paris évolue pendant son séjour à Londres en un état d'âme, d'enthousiasme patriotique: « *Ce que ne pouvait pas la société dégénérée du vieil*

Occident, la Russie le pouvait. » Du reste, les événements en Russie encourageaient cet optimisme du slavophilisme naissant. L'empereur Nicolas venait de mourir, la Russie des années soixante respirait librement. En 1857, Herzen publia pour la première fois « La Cloche » (Kolokole); ce facteur, puissant dans la lutte avec le monde servile, déblaya les derniers débris de la Russie officielle et ne tarda pas à devenir un journal de premier rang et de première importance qui toucha à tout ce qui en ce moment-là agitait les esprits révolutionnaires. Envoyer un article à « La Cloche » c'était effrayer les bureaucrates les plus puissants. Pareille aux véritables cloches qu'on aime à entendre la veille des grandes fêtes et dont le son fait vibrer les cordes les plus douloureuses d'une âme, la cloche de Herzen annonçait un idéal nouveau, propageait dans l'air l'espoir d'une vie toute différente, très belle et très prochaine. Elle réclamait la liberté de la presse, la suppression des punitions corporelles[1].

« La Cloche » déclarait : « Possédant le pouvoir, s'appuyant d'une part sur le peuple, d'autre part sur la Russie intellectuelle, le gouvernement d'aujourd'hui aurait pu faire des miracles sans aucun danger pour lui. »

A ce moment, les grands événements qui transformaient la vie russe et qui allaient porter le dernier coup à l'édifice bureaucratique se succèdent. Au lieu

[1] Le premier numéro du journal contient les trois questions principales de son programme : 1° la liberté de la presse; 2° l'affranchissement des paysans; 3° la suppression des punitions corporelles.

de s'écrouler avec fracas, l'ancien régime allait fondre comme une maison de glace.

Cinq mois après son apparition (1857), « La Cloche » publiait un article intitulé « l'Affranchissement des paysans », également un article dont l'auteur (Ogareff) exprimait à l'empereur Alexandre II le sentiment de profonde reconnaissance pour avoir commencé l'abolition du servage.

L'œuvre de Herzen. — « Les ennemis » ? Je ne leur demande point de grâce. Ils ne pourraient pas inventer une torture plus affreuse que celle que je porte dans mon âme » (Nécrassoff). Voilà des paroles qui suffiraient à caractériser les martyres de la pensée russe pendant les « années quarante ». La vie de ces hommes était un drame, leur œuvre une tragédie.

Les coups que leur portaient la force extérieure, la force physique, étaient peut-être moins douloureux que la souffrance issue de leurs propres contradictions, de leur déséquilibre intérieur. Sans doute, difficiles, nombreux et pénibles furent les obstacles que des hommes comme Tchaadeff, Granovski et Herzen avaient à franchir, mais encore plus péniblement se reflétait dans leurs âmes le procès douloureux par lequel la pensée russe évoluait et avançait lentement vers la réalisation de l'idéal.

L'histoire de Herzen est celle du passage de l'idéal individuel à l'idéal social. Soit sous l'influence germano-philosophique, soit pour d'autres raisons que j'ignore, les intellectuels russes étaient agités tout d'abord par des problèmes qui touchaient toute l'hu-

manité souffrante, qui manquaient de couleur nationale, et je dirai même des problèmes presque abstraits, qui n'avaient pas de rapport direct avec la réalité russe.

Et c'étaient pourtant des questions qui devaient troubler la paix des « propriétaires d'âmes » quand les conditions économiques annonçant la banqueroute prochaine de la noblesse et la « conscience éveillée » réclamèrent la justice. Il se passa alors quelque chose d'invraisemblable. L'homme prêta l'oreille aux souffrances de celui qu'il exploitait. Et les quelques nobles âmes dans lesquelles ce changement fut produit souffrirent beaucoup à leur tour, ne trouvant pas le moyen d'expier la faute de plusieurs générations. Les veilles des grandes actions et des grandes réformes sont toujours abondantes en paroles, en discussions, en projets. C'est la renaissance littéraire, le travail préparatif de la théorie. Au contraire, quand l'heure de l'action sonne, la parole se tait. De nombreux exemples d'histoire nous prouvent cette règle générale dont ne sont pas exempts même les peuples qui possèdent une vie historique peu riche en événements comme celui des Bulgares. Quand tout semblait perdu, ce peuple slave, écrasé par deux puissantes influences, celle des Turcs et celle des Grecs, avait oublié le souvenir de son moi national, la gloire de ses ancêtres belliqueux et n'avait à lui que la religion ; à ce moment un moine humble et inconnu devait le faire sortir de la torpeur morale, de l'oubli ; il devait éveiller la fierté endormie en évoquant dans sa mémoire les images du passé. Une fois la liberté ac-

quise, le peuple s'est tu parce que son génie national était peu productif et parce qu'il n'avait plus rien à désirer.

Le même phénomène se produisit en Russie pendant les « années quarante ». La littérature, semblable à un des fleuves majestueux de ce pays, qui sont immobiles et inactifs pendant la plus grande partie de l'année, déborda tout à coup en tendresse, en sanglots, en accents douloureux.

« Nous avons appris que toute la responsabilité tombait sur nos épaules. La Russie était triste. Dans les événements de la vie, dans la science et dans l'art, des problèmes impossibles à résoudre nous poursuivaient et, au lieu de nous réjouir, nous souffrions. » Ayant trouvé cela, la société des « années quarante » devint pensive, remplaça la tradition par la critique.

Et maintenant quelques mots sur ce magnifique roman de Herzen qui porte comme titre cette phrase significative: « *A qui la faute?* » Il va sans dire que ce roman, dont le titre à lui seul reflète l'état d'âme des « années quarante », est un des meilleurs romans que Herzen ait jamais écrits. Etudions de près le héros de ce roman. C'est à la fois un Roudine, un Hamlet, une de ces « superfluités intelligentes », de ces natures généreuses qui souffrent du contraste entre le développement qu'elles se sont donné durant leur pèlerinage à travers l'Occident, les longues années d'étude passées dans les Universités allemandes et l'obscurité, la torpeur morale qu'elles retrouvent à leur retour dans le pays natal. Il semble aussi qu'il y ait une autre raison au malaise dont elles souffrent : c'est

leur impuissance et il va sans dire que le servage était le sol propice sur lequel poussaient ces natures rêveuses, ces philanthropes pleins de bonnes intentions, que la richesse de leurs ancêtres rendait impuissants, surtout pour la vie russe. Ces caractères inachevés avaient peur de vivre. Les Lavretzki et les Roudine, enivrés des idées de Hégel et de Rousseau, rêvent à un avenir hardi et héroïque sans se douter que l'un d'eux finira dans un des coins les plus obscurs de la terre natale et l'autre, ah!..... sa chute sera plus douloureuse encore. Elevés tous deux dans les mêmes conditions (leur vie est d'une ressemblance frappante), ces jeunes oiseaux abandonnaient les anciens nids pour aller puiser l'empirisme de Kant à sa source même, de l'Allemagne brumeuse, ils revenaient bourrés de principes et de formules qu'ils essayaient vainement d'appliquer à la société russe, mais qui ne guérissaient pas le malaise de leur patrie. D'ailleurs, en ce qui concerne les misères matérielles de la vie, ils paraissent les ignorer tout à fait. Incapables de gagner le minimum nécessaire pour une humble existence, ils deviennent une vraie charge pour la société. Mais en revanche, ils sont intelligents. Ils brillent non seulement dans les petits coins de province, mais aussi dans les salons de Pétersbourg; leur éloquence est recherchée, ils attirent l'attention par la sincérité de leurs convictions. Et, au fond, il y a en eux une bonne dose de cet égoïsme inconscient « qui est de tous les temps et de tous les pays, mais qui semble avoir trouvé en Russie son climat de prédilection », l'égoïsme du « barine » russe qui n'a jamais réfléchi

au sort de ceux qui lui procurent une vie de sybarite. Ces créatures sans certitude précise, qui se grisaient et grisaient les autres de leurs belles théories, ces enfants du servage rachetaient par leurs souffrances celles du peuple.

L'auteur sentait-il que le courant de l'époque, les conditions économiques rendaient impossible l'existence qui cultivait ces « hommes de trop » ?...

Le héros de Herzen est donc, malgré son bagage intellectuel, la finesse de son esprit, un de ces hommes de « trop » que Tourgueneff, quelques années plus tard, se plaira à peindre dans une admirable nouvelle [1]. Il va sans dire que l'auteur ne sentait que trop bien la vraie cause de la tristesse et du désenchantement de son héros. Voici les paroles amères qu'il prête à un autre personnage du même roman : « Vous n'êtes pas habitués au travail. Et si la destinée vous envoyait une occupation et si elle vous privait de votre « Champ Blanc » (nom du patrimoine du héros principal du roman), vous auriez travaillé pour gagner votre pain et vous auriez été utiles aux autres, c'est comme cela que tout se passe dans le monde. »

Bielinski, Herzen, Tchaadaeff et toute la pléiade des premières années du XIX[e] siècle, partant de principes différents, niaient la Russie officielle. L'abolition du servage préoccupait tellement les consciences que, devant ce malaise général, disparaissaient toutes les contradictions, tous les malentendus entre Slavophiles et Occidentaux. Mais le courant de l'époque allait

[1] *Le journal d'un homme de trop*, Tourgueneff.

à la liberté et la réforme d'Alexandre II n'était pas loin.

Il importe de préciser en quelques larges traits les trois moments principaux de cette vie, moins douloureuse peut-être que celle de Bielinski, mais aussi bouleversée. Parmi les nombreuses hésitations, parmi les désespoirs et le pessimisme sans bornes, il est facile de distinguer trois moments qui marquent trois étapes différentes dans son œuvre. Tout d'abord, c'est la désillusion devant le régime bourgeois de l'Europe : voyant que les formules empruntées à l'Occident ne guérissaient pas le malaise russe, il y renonça pour embrasser une conception voisine du slavophilisme, qui s'inclinait devant la particularité du développement historique russe, devant la commune; cette conception était la synthèse des idées slavophiles et occidentales, c'était la foi ardente dans l'avenir de la Russie, destinée à réaliser l'idéal socialiste qu'on proclamait en Europe, mais que le vieil Occident ne pouvait pas réaliser : le peuple russe et la communauté des terres étaient un sol fertile pour la prospérité de toute idée qui venait de l'esprit inventif et créateur des vieilles nations.

Et maintenant, avant d'abandonner Herzen pour passer au plus grand homme des « années quarante », accordons quelques instants à une lettre, la plus caractéristique, celle qui exprime le mieux ses conceptions sur l'avenir du peuple russe. C'est celle qui a pour titre: « *Le peuple russe et le Socialisme* » et qui fut la réponse à un article de Michelet publié dans « l'Evénement ». Tout en défendant son peuple contre

les accusations du grand historien, il y expose les idées suivantes : « Le monde slave, malgré les rapports hostiles entre Russes et Polonais et l'antagonisme apparent entre les peuples qui le composent, en réalité n'est pas si hétérogène qu'il le paraît. Sous la domination des Turcs, et sous le joug bureaucratique de l'Autriche, se développe le même peuple, possédant les mêmes caractères physiologiques, la même personnalité ethnique. Tous les caractères particuliers de son moi national sont comme cristallisés dans le peuple russe, il est le centre autour duquel se grouperont tous les petits mondes slaves. Mais c'est surtout la communauté des biens, le grand problème du XIXe siècle qui paraît être la vraie cause de la supériorité slave. Est-ce que, au XIXe siècle, il existe une autre question importante en dehors du communisme? en dehors du partage de la terre?... Le peuple russe, par sa nature même, est communiste et la commune, c'est cette qualité suprême qui lui aidera à remplir un grand rôle dans l'avenir. Il ne connaît pas d'autres droits ni d'autres obligations que ceux et celles qui proviennent de son communisme. Car, en dehors de là, tout paraît être fondé sur la violence et l'injustice. La commune sauva le peuple de la barbarie mongole, de l'influence byzantine, de la bureaucratie allemande. En outre, le communisme a pu résister à toutes les interventions de l'Etat et a pu se conserver jusqu'à l'apparition du socialisme en Europe. C'est pourquoi le gouvernement russe se montre si hostile à toute idée relative à l'abolition du servage, c'est pourquoi, après avoir réprimé toute tentative de

révolte, de protestation, il est en proie à une grande inquiétude : à la place du libéralisme que Nicolas Ier poursuivait avec tant d'obstination, d'ailleurs inutilement, car cette plante exotique ne pouvait pas prospérer sur le sol russe, se dresse un autre problème. Du reste, l'Etat a senti que l'abolition du servage le priverait de la terre ; et, abandonner la terre aux paysans, c'est proclamer le communisme. »

Quand ils firent leurs débuts, — Bielinski et Herzen, — la pensée russe avait seulement commencé à déployer ses ailes, envahie par ce flot puissant d'idées dû au développement naturel du peuple et à l'influence occidentale. Et, croyant tout d'abord que l'union de l'élément slave et de la vieille civilisation serait féconde en résultats bienfaisants, ils essayèrent d'appliquer les formules exotiques pour guérir le mal russe ; l'absolutisme et d'autres causes plus profondes rendirent leurs essais stériles. C'est là la source principale de leurs souffrances. Sans doute, l'avenir aura à corriger plus d'une faute de Herzen et, malgré cela, la société russe se nourrira longtemps de ses idées. Il est vrai que la vie brisa la plupart de ses théories ; la commune, au lieu de se développer, s'écroulait peu à peu, le socialisme ne suivit pas tout à fait le même chemin que Herzen lui avait tracé, mais son œuvre ne fut pas moins grande pour cela. Cet esprit original et impatient avait embrassé divers problèmes à la fois ; il avait une réponse à toutes les questions de l'actualité. Après avoir consacré toute la force de son talent à l'abolition du servage, après s'être écrié : « les propriétaires d'esclaves deviennent

esclaves eux-mêmes », il avait rêvé d'un socialisme occidental transplanté en Russie.

Il est temps maintenant de s'occuper de ces deux écoles à la fois politiques et littéraires, entre lesquelles fut partagée la société russe, cette misérable société des « années quarante ». La première niait toute influence qui venait du dehors et voyait l'unique salut de la Russie dans l'originalité de son développement historique, dans les lois particulières qui dirigeaient l'évolution des peuples slaves. Les chefs principaux du slavophilisme étaient Homiakoff (1804-1860), les frères Kireevski (1806-1856, 1808-1856) et les frères Aksakoff. En 1844 se produisit le conflit définitif; les représentants de deux groupes ne pouvaient plus se voir. Et, malgré la divergence de conception (qui du reste n'était pas si grande qu'on était porté à le croire, car les Occidentaux comme Slavophiles avaient fini par s'écrier que l'avenir russe appartenait au moujik), l'antagonisme n'a jamais existé entre ces deux écoles politico-littéraires.

Les Occidentaux reprochaient à « leurs amis les ennemis » le caractère utopique de leur doctrine, les Slavophiles se révoltaient contre cet attrait puissant qu'éprouvaient les Occidentaux pour l'exotisme. Un épisode qui se rapporte à 1844 et que Herzen nous raconte est un témoignage très curieux sur les véritables rapports entre Slavophiles et Occidentaux [1] :
« Un jour je marchais dans la rue, Aksakoff passait

[1] Herzen, *Œuvres complètes*. Le monde Russe et la Révolution.

en traîneau. Je le saluais amicalement, il allait continuer son chemin quand tout à coup il arrêta le cocher, sortit du traîneau et s'avança vers moi.

« Cela m'aurait été très pénible, me dit-il, de passer « devant vous sans vous faire mes adieux. Vous com- « prenez après tout ce qui vient de se passer entre « vos amis et les miens, il m'est impossible de vous « fréquenter, c'est dommage, c'est très dommage, « mais rien à faire. Je voulais seulement vous serrer « la main et vous dire adieu. » Et il s'en alla vite vers le traîneau. Combien je l'aimais dans ce moment de désaccord. »

Que pouvait opposer le slavophilisme à l'Occident? Comment expliquer cette haine qu'il éprouvait pour tout ce qui venait du dehors et par contre cet attrait singulier pour tout ce qui était russe, national, en allant jusqu'à l'excentricité dans sa sympathie, en faisant d'elle un culte pour le moujik, pour ses chansons et pour ses mœurs? Etait-ce un retour au temps des réformes de Pierre Ier?... Avant tout, il ne faut pas oublier que les slavophiles n'échappèrent pas aux influences occidentales, surtout à la germano-philosophique, et furent pénétrés comme les autres par le mysticisme, cet élément russe par excellence. Pour eux, le monde n'était pas une suite d'événements qu'il est indispensable d'étudier et d'observer, mais une création artistique, dans les manifestations de laquelle il faut entrevoir l'expression d'une seule idée, d'une seule volonté divine. Ayant emprunté ce panthéisme à Schelling, ils essayèrent de l'utiliser pour leur doctrine sur les peuples. La conception mystique du peu-

ple fut l'élément essentiel du slavophilisme. Tout peuple doit non seulement apporter quelque chose pour le trésor commun de l'humanité, mais il est destiné à remplir une mission pour laquelle il est envoyé par la Providence. Dans quelques articles de critiques recueillis dans le *Moskovski Sbornik* [1], un des slavophiles les plus ardents écrivait ainsi sur le « sens profond du peuple russe [2] ».

« Les peuples en général ont une origine divine. L'individu, impuissant, est incapable de changer la direction de la marche historique du peuple, de l'engager dans une voie qui n'a pas été prévue par la Providence. Et pourtant, au cours de l'histoire, l'homme s'est souvent révolté contre l'ordre existant des choses, même plus, l'histoire de l'humanité n'est qu'une suite de tentatives d'amélioration, une suite de manifestations de l'esprit révolté, avide de changement. Mais ceux qui, par des efforts stériles, essayaient de renverser l'ordre naturel des choses, ne faisaient que troubler le procès du développement national. »

Connaissant cette conception métaphysique, se servant d'elle comme point de départ, il nous sera facile de commenter l'essentiel de cette doctrine. La première question à laquelle les slavophiles devaient répondre, c'était de déterminer le rôle du peuple russe, la haute mission qu'il avait à accomplir. Il fallait pour cela recourir à l'histoire, chercher l'explication dans le passé, entreprendre une étude comparée de l'évolution bouleversée de l'Occident et l'évolution

[1] *Recueil de Moscou*, 1847.
[2] Aksakoff.

calme et régulière de la Russie. La comparaison établie, les slavophiles conclurent que le monde romano-germanique et le monde oriental sont complètement distincts. Dans « *Quelques notes sur l'état intérieur de la Russie* », présentées en 1855 à l'empereur Alexandre II, Aksakoff expose ces principes qui se manifestent au cours de l'histoire russe. Selon lui, la particularité qui frappe l'historien le moins expérimenté c'est l'origine et la formation du peuple russe. « *Songez à la fondation du royaume; les anciens Slaves, en demandant aux Varègues de venir les gouverner, disaient:* « Notre terre est grande, riche, mais désordonnée. » Cette soumission volontaire à la domination des étrangers prouve que le peuple russe n'a jamais aspiré à des droits politiques. En voici un autre exemple : qui ne se souvient de l'interrègne de 1612, quand le pouvoir central était réduit à rien, quand le lendemain de la victoire le peuple, touché par la délivrance, ce peuple vaincu quand il avait à lui le tsar et les boyards, et victorieux quand il était tout seul à se gouverner, ayant pour unique chef le prince Pojarski et le boucher Minine, qu'il avait choisis lui-même, qu'a-t-il fait? Comme jadis en 862, il confia sa destinée au monarque absolu, abandonna les armes et s'en alla tranquillement chez lui. L'histoire le prouve donc assez, cette nécessité d'être gouverné, d'être conduit. Le pouvoir absolu n'a besoin ni de se défendre ni de se méfier; il est inébranlable, car il repose sur le caractère national russe [1].

[1] On retrouve la même pensée ailleurs. Voir Kireevski, *Le caractère de la civilisation occidentale et l'influence qu'elle exerce sur le peuple russe.*

La terre russe n'a pas été défigurée par les invasions; le peuple, dans son développement, n'a pas été dérangé par ces formes artificielles qui naissent inévitablement de la lutte de deux races qui n'ont rien de commun et qui se détestent mutuellement. Cette histoire ne connaît pas de conquérants ni de vaincus.

« Elle ignore l'esprit de caste, les privilèges et la rivalité politique et morale, le procès maladif d'un développement social qui s'accomplit au milieu de brusques interventions de la loi et du pouvoir central. En Russie, les princes, les boyards, le clergé et les « droujinniki » des boyards et les « droujinniki » des villes et des districts, toutes les classes sont pénétrées du même esprit, du même respect, guidées par les mêmes convictions, les mêmes besoins de bonheur commun. » Le peuple russe est donc réfractaire au formalisme, il est guidé par des besoins moraux et non par des obligations extérieures. Ainsi fut créée la doctrine des slavophiles; au début du XIXe siècle elle prit une extension énorme, pénétra tous les peuples dans lesquels se faisait sentir un mouvement nouveau et dont la Russie devait être le guide moral et politique. Ces conceptions générales déterminaient une façon différente et toute particulière d'envisager le passé de la Russie qui est, comme nous l'avons vu, le point de départ de la doctrine slavophile. Or, ce passé pour eux était un gouvernement idéal, seules les réformes de Pierre le Grand, qui avait importé de force dans son pays l'administration occidentale, étaient un vrai malheur pour le peuple. Car cette association avec le monde romano-germanique ne pouvait pas être féconde en résultats bienfaisants.

Il y a à distinguer, d'après Aksakoff, dans l'ancienne Russie, deux éléments : la *terre* et le *pouvoir*. La *terre* appela le *pouvoir*. Ces deux éléments, en réalité, n'en formaient qu'un, « parce qu'en Russie, l'égoïsme personnel et l'amour de la liberté étaient remplacés par le désir sincère de l'utilité commune ». Tel tchinovnik, y compris le boyard, était fidèle aux traditions populaires, était un ami du peuple. L'institution du « Vetche » était sans doute la plus parfaite qu'un peuple puisse jamais désirer. Il n'y avait pas de division en majorité et minorité et, dans les chroniques russes, on rencontre fréquemment la formule suivante : « Unis tous par l'amour » (snidochasia vsi v lioubow). Les Slavophiles ne se contentaient pas de démontrer les singularités de cette histoire, d'y découvrir en elles les germes d'un avenir brillant, ils allaient plus loin; ainsi plus d'un phénomène que les Occidentaux considéraient comme des produits de la civilisation occidentale, les Slavophiles les attribuaient à l'histoire russe. Ainsi, les députés moscovites déclarant aux Suédois : « Dieu a créé l'homme maître absolu en lui donnant la liberté de voyager par voie terrestre et par voie maritime » faisaient allusion aux rapports internationaux, aux relations commerciales.

L'association de la Russie avec le monde occidental était la raison du désaccord entre les Slavophiles et les Occidentaux. Tandis que les uns, les « Sapadniki », prétendaient que les réformes avaient détruit l'harmonie du régime de l'ancienne Russie, les Occidentaux y voyaient l'unique salut pour le pays asiatique autrefois.

La réforme de l'empereur Pierre, malgré l'éclat extérieur, remarque Aksakoff, démontre assez le mauvais service qu'un génie tout-puissant peut rendre à son peuple. Le malaise actuel date de son époque et, comme toutes les maladies incurables, au lieu de disparaître, il ne fait que s'aggraver. Il faut que je vous détermine ce malaise. L'Etat doit respecter l'indépendance du peuple comme ce dernier respecte la sienne. L'histoire de l'Occident n'est que la lutte continue de ces deux éléments; en Russie, jusqu'à l'avènement de l'empereur Pierre, le pouvoir central et le peuple « n'ont été jamais en contradiction ». L'Etat, dans la personne de l'empereur Pierre, avait violé le droit du peuple, s'était introduit par force dans sa vie intime, ses traditions, ses mœurs et ses usages. Depuis ce moment date le vide qui existe entre les classes « moyennes et supérieures »; les officiers (non seulement les militaires mais tous les fonctionnaires d'Etat) s'éloignèrent de la vie nationale et adoptèrent les usages, les habitudes et les langues de l'étranger. Mais ce que les Slavophiles semblent surtout reprocher à l'empereur Pierre, c'est d'avoir abandonné Moscou et transporté la capitale dans un centre inconnu, étranger à l'âme russe et à ses chères traditions.

L'alliance entre le tsar et le peuple, l'Etat et la terre était dissoute, l'Etat était le conquérant et la terre était comme vaincue. Le monarque russe devint despote et le peuple, libre jusqu'à ce moment, devint esclave sur la terre qui lui appartenait. Et enfin l'empereur Pierre facilita le développement de la bureau-

cratie, cette classe intermédiaire entre le peuple et le roi, au centre de laquelle se produit toujours une lutte politique que le peuple russe ignore. Ainsi, d'un seul coup, « l'harmonie séculaire » fut détruite, mais aujourd'hui il est indispensable de faire disparaître les traces de cette réforme, tant que le peuple garde encore le souvenir des traditions anciennes, se révolte contre l'influence exotique des classes supérieures.

Telles furent, en larges traits, les conceptions des slavophiles. Pour en finir, quelques mots encore sur l'importance qu'ils attachèrent à l'orthodoxie et le rôle qu'elle joua dans l'évolution historique du peuple russe. Dans un article intitulé (Ovosmojnosti rousskoi houdojestvenoi chkoli) *Sur la possibilité de l'existence d'une Académie des Beaux-Arts* [1], Homiakoff soutient l'opinion suivante : le christianisme est l'union de la liberté et de l'unité dans la même loi suprême de l'amour. Dans le monde romano-germanique il existe un abîme sans bornes entre ces deux principes. Car l'Eglise catholique soumet l'idée de liberté à l'idée d'unité. Cette façon étroite de comprendre le christianisme devait provoquer inévitablement une réaction.

Le protestantisme, de son côté, mène vers le vague du raisonnement philosophique, du raisonnement *in abstracto* et, au point de vue social, il provoque une fermentation infinie qui décompose l'organisme du monde occidental. Tel système social, comme celui de Saint-Simon, et telle doctrine philosophique, comme

[1] Recueil de Moscou, 1847.

celle de Hégel, tout en suivant un chemin différent, poursuivent le même but, c'est celui de combler le vide causé par le dédoublement de la religion. Elles ont démontré l'abîme dans lequel s'affaisse peu à peu le monde occidental, mais elles ne peuvent pas le relever. La religion, telle qu'on l'entend en Occident, ne pouvait amener que la dégradation de la civilisation européenne. La faute peut être corrigée à condition de reconstituer l'harmonie détruite, à condition de comprendre la vérité éternelle du christianisme dans sa complexité, c'est-à-dire, comme je l'ai déjà fait ressortir, le principe d'unité et de liberté exprimés dans la même loi d'amour. Aujourd'hui, l'Orient seul est capable d'avoir une telle conception religieuse et principalement les pays slaves avec la Russie à la tête, la Russie qui avait adopté le pur christianisme et l'avait conservé sans doute grâce au communisme avec lequel elle a vécu jusqu'à présent et sans lequel elle ne pourrait plus exister. « *Notre patrie fut très bouleversée dans sa destinée et elle avait toujours défendu son organisation primitive par des luttes sanglantes et acharnées, surtout par la lutte qui donna pour résultat l'avènement de Michaile* (*dynastie des Romanoff*). *Il nous est permis de regarder courageusement et sans peur dans l'avenir.* »

Cette tirade, devenue célèbre, démontre le lien que le slavophilisme voyait entre l'orthodoxie et l'histoire russe. « *L'orthodoxie c'est l'élément idéal qui se manifeste dans l'histoire du peuple russe, c'est aussi le principe dont la réalisation n'est autre chose que la mission sacrée dont ce peuple est chargé par la Pro-*

vidence. Selon les mérites, Dieu avait montré deux voies qui mènent vers la religion, une juste et une fausse; la première était pour la Russie, la seconde pour l'Occident. »

Est-il nécessaire d'ajouter que le slavophilisme, en dehors de son caractère abstrait et utopique, exerça une influence négative sur l'évolution des habitudes intellectuelles? Par leur attitude hostile envers l'exotisme, par le renoncement à un rôle politique, par la soumission et l'obéissance, par la foi mystique dans une certaine alliance entre le pouvoir absolu et le peuple, les slavophiles devinrent, sans se douter, réactionnaires, ennemis de cette force bienfaisante que leur communiquait l'Occident.

Mais les divisions de cette histoire calme et peu glorieuse s'imposaient par elles-mêmes : au XIX[e] siècle, non seulement la Russie s'associait définitivement avec l'Occident, mais désormais elle y allait prendre place parmi les vieilles nations dont elle était le disciple, non plus pour imiter mais pour créer, pour apporter quelque chose de personnel de son génie, de son âme qui, malgré le contact étranger, restait divinement vierge et primitive. Désormais les images qu'elle allait envoyer, quoique vagues et indécises, devaient être personnelles, toutes pénétrées de la grande tristesse slave.

Il ne faut pas pourtant croire que les slavophiles confondaient le monarchisme avec le despotisme, ils laissaient au monarque son pouvoir et au peuple, à « la terre », son indépendance morale. Et toutes les fois que le pouvoir absolu s'introduisait par force

dans la vie indépendante de « la terre », les slavophiles ne dissimulaient pas leur sentiment de profonde indignation. Leur conception mystique, du reste, n'admettait pas de malentendu et de conflit entre ces deux éléments. Loin de considérer le peuple comme irresponsable de ses actions, les slavophiles pensaient au contraire que l'opinion de la « terre », de la « zemlia » (c'est-à-dire du peuple) était indispensable, ils rêvaient à un régime non pas constitutionnel, mais ressemblant aux anciennes assemblées populaires.

« C'est un des devoirs les plus importants que celui de conserver la liberté de l'opinion sociale. Nos sages rois comprenaient cela et nous leur en serons éternellement reconnaissants. Ils savaient que, quand on souhaite sincèrement le bonheur d'un peuple, il faut, dans certaines occasions, lui demander son opinion. Voilà pourquoi nos rois convoquaient les assemblées « *zemskia sobori* » composées de quelques représentants de toutes les classes, dans lesquelles assemblées on délibérait telle ou telle question concernant « le pouvoir » et « la terre ».

Quant à la « *Russie officielle* » et la Russie des « *années quarante* », elle ne satisfaisait pas non plus les exigences des slavophiles. D'après Aksakoff, le régime bureaucratique qui date du temps de l'empereur Pierre le Grand avait favorisé le développement des sentiments serviles et révolutionnaires à la fois. Depuis, le peuple n'avait plus confiance en l'Etat, ni l'Etat en lui, du reste le peuple était prêt à considérer toute action du gouvernement comme un nouvel as-

sujettissement, tandis que l'Etat avait peur toujours des révolutions et, dans chaque opinion librement exprimée, dans chaque pétition signée par plusieurs personnes (ce qui était permis dans l'ancienne Russie), il voyait les indices d'une révolte.

Pour conclure, disons que le seul mérite des slavophiles c'est d'avoir soupçonné que dans les forces endormies du peuple russe, dans son conflit avec l'Etat, il y avait plus qu'une « tabula Rasa », le germe d'un développement personnel.

Oserais-je dire tout de suite que les hommes des « *années quarante* », et j'entends par là les écrivains, les romanciers, sinon par leur doctrine, du moins par leurs œuvres, par la reproduction de la vie réelle, avaient mieux pénétré la psychologie populaire? Que le coup qu'ils portèrent à l'ancien régime était beaucoup plus sensible que les attaques des slavophiles par leurs utopies et leurs idées grandioses?... et j'ajoute conservatrices, car le mouvement en avant était rendu impossible par l'obéissance absolue et l'indépendance intellectuelle (j'entends par là l'affranchissement de toute influence étrangère qu'ils prêchaient). Que la Russie fût à la veille de devenir un royaume puissant, c'est la seule conception de la doctrine slavophile que nous pourrions considérer comme absolument juste et accepter comme utopie celle de l'union slave, car jamais les peuples de cette race ne seront unis autrement que par la religion, la langue et les chansons.

Je commence par cette lettre philosophique de Tchaadaeff qui exprime le mieux l'état d'esprit des Occidentaux, c'est le pessimisme exaspéré devant le

passé, le présent, l'avenir de la Russie, et par contre l'admiration sans bornes devant l'histoire de l'Occident : « *Solitaires dans le monde, nous n'appartenons à aucune de ces deux grandes parties en lesquelles se divisent les autres peuples : l'Orient et l'Occident. Nous vivons en dehors du temps pour ainsi dire, l'éducation universelle ne nous a pas touchés et l'histoire de l'humanité n'a exercé aucune influence sur nous. Ce qui, dans les autres sociétés, est devenu la base de la vie sociale est pour nous encore une pure théorie. Notre passé est triste, tous les peuples sans exception possèdent dans leur histoire des époques orageuses, des moments d'agitation, des époques indispensables auxquelles ils doivent leur meilleur souvenir, leur poésie et l'élément héroïque de leur histoire. Nous ne connaissons pas une telle période, l'histoire de notre jeunesse est résumée en ces mots : la barbarie, l'ignorance remplacée par la domination tatare, dont nous avons conservé les traces jusqu'à l'heure actuelle. Pas un noble souvenir, pas une image gracieuse, pas un exemple d'héroïsme raconté par quelque légende. Jetez un regard sur les siècles que nous avons vécus et l'espace immense que nous occupons, aucun monument qui attire votre attention, qui parle du passé. Ainsi nous vivons au jour le jour, sans passé ni avenir, au milieu d'un morne silence. Les peuples d'Occident, malgré leur moi national, possèdent un air de famille, car ils ont un héritage d'idées : celui du devoir et celui de la justice.* »

La première lettre philosophique produisit l'impression d'un coup de canon au milieu du silence de

la nuit. Elle fit son apparition dans le monde six ou huit ans après qu'elle fut écrite. L'attrait pour l'exotisme était-il resté aussi puissant qu'au temps où Tchaadaeff écrivit cette lettre? Je ne sais, toutefois le pessimisme fit place à un patriotisme sans bornes provenant des lois particulières qu'il semblait entrevoir dans l'évolution du peuple russe : « *Il existe de grands peuples comme il existe de grands personnages historiques dont la vie ne peut pas être expliquée par les lois normales, par notre raison, mais que détermine mystérieusement la voie de la Providence, c'est le cas de notre peuple.* » La première lettre de Tchaadaeff était lancée contre cette Russie que glorifiait un de ses ministres en disant : « *Le passé de la Russie a été admirable, son présent est plus que magnifique; quant à son avenir, il est au delà de tout ce que l'imagination la plus hardie peut se figurer.* »

TOURGUENIEFF

Wer fur die Werken seiner Zeit gelebt.
Der hat gelebt fur alle Zeiten.

Goethe.

A partir de 1840, en Russie, tout écrivain de talent devient en même temps chef intellectuel de la société; je veux dire par là qu'en dehors de ses préoccupations purement esthétiques, c'est aussi l'homme politique faisant partie d'une de deux écoles qui se disputent la pensée russe. Cela est facile à comprendre. La littérature avait à poursuivre un but plus noble que celui de satisfaire des goûts exclusivement esthétiques. Tourguenieff, Pissaref, Herzen étaient des noms qui représentaient à la fois des groupes politiques et des écoles littéraires; depuis Bielinski, cette littérature était imprégnée de l'idéal politico-social auquel elle consacrait toutes ses forces créatrices.

Pour lutter avec son ennemi, Tourguenieff avait choisi, sans s'en douter, un moyen très sûr : « *Les récits d'un chasseur* », quoiqu'ils fussent une révolte timide, impressionnèrent cependant les esprits plus que n'importe quel pamphlet que l'auteur aurait consacré au mouvement progressif. Par la démonstration mélancolique, sans exagérer les couleurs, sans

grossir les faits pour frapper l'imagination, l'auteur gagna sa cause. On y trouve, dans ces récits, non pas un critique, mais un simple spectateur (du reste le public, en Russie, comprend à demi-mot), la langue souple et harmonieuse, le charme personnel de l'artiste et surtout la révélation de l'âme populaire un peu voilée et embellie, transformée par l'imagination comme le rayon de soleil qui vient de traverser un prisme.

Il y a eu, à l'apparition de ce petit livre, comme un frisson nouveau dans la littérature; on parla du moujik, on s'alarma sur son sort, on pleura. Mais Tourguenieff était un « barine » ; et, comme tel, il aimait le peuple. Or, il existe deux façons d'aimer quand on est un gentilhomme russe : la façon idéale et la façon réelle. Par ses qualités personnelles, Tourguenieff n'était capable que d'aimer de la deuxième façon. Il est bien probable aussi que s'il était né dans un autre milieu, il serait resté insensible aux tristes conséquences de la vie servile. Mais le hasard a voulu qu'il naquît dans un milieu archi-servile, qu'il ait connu dans son extrême jeunesse cette Russie d'épouvante, qu'il ait eu pour mère une femme renommée dans le district pour sa cruauté et sa tyrannie. *Varvara Petrovna* avait hérité de la dureté des *Loutovinoff* et les circonstances l'avaient encore aggravée en elle. Orpheline, elle avait grandi sous la tutelle d'un beau-père, au milieu des persécutions[1]. Plus tard réfugiée à

[1] Vengueroff, *Les facteurs principaux de l'évolution du servage*, p. 72-73.

Spask chez un oncle, célibataire endurci, elle y était restée douze ans malgré de fréquentes querelles : Spask valait bien un peu de patience. Un jour pourtant, après une scène plus violente que les autres, l'oncle chassa la nièce, mais il mourut quelques jours après subitement sans avoir refait son testament. Varvara Petrovna devint donc propriétaire de domaines considérables et de 5.000 paysans [1]. C'est dans ce domaine, à Orel, que naquit Tourguenieff, le 28 octobre 1818. Il est difficile de se représenter un contraste plus grand que celui qui existait entre cette âme divinement altruiste et le milieu de cruauté et d'ignorance qui berça son enfance. On se demande seulement par quel heureux hasard le talent et les rares qualités morales d'une âme restent intactes et pures malgré le souffle démoralisant de l'atmosphère ambiante. Plus que ses illustres contemporains, Herzen et Bielinski, il souffrit de la cruauté presque légendaire de sa mère qui réunissait en elle tous les traits négatifs provenant des abus d'un pouvoir absolu. On aurait dit que toute l'horreur du servage s'était concentrée en elle; pour la moindre petite faute on battait sans pitié, pour un salut qui n'était pas fait dans les règles on séparait les membres d'une même famille, on envoyait en Sibérie; de même étaient mal considérés ceux parmi les serfs qui avaient gagné la sympathie et la bienveillance de leurs malheureux frères. Cette atmosphère de « *martyre et de violence* », comme la qualifiait plus tard Tourguenieff lui-même,

[1] Souvenir de sa fille adoptive Mme Jitova, *Messager d'Europe*, 1884.

ce spectacle quotidien de drames serviles était pour lui une école efficace quoique pénible, au sortir de laquelle il se trouva suffisamment armé pour lutter contre son « *ennemi mortel* ». Quoique enfant gâté, il semble ne pas avoir échappé aux punitions dont sa mère fut si prodigue. On battait, raconte-t-il plus tard, sans aucune raison et presque tous les jours; l'enfant, désespéré, faisait des projets relatifs à une fuite de la maison paternelle. Son enfance et son éducation furent à peu près celles de tous les Russes de son temps et de sa classe, et son développement moral se produisit sous la surveillance distraite des précepteurs étrangers dont on voit défiler toute une série à Spask. La langue maternelle n'était pas en honneur, on détestait sincèrement tout ce qui était russe et national et on se servait du français même pour prier. Plusieurs des domestiques savaient s'exprimer en français et en allemand. C'est par l'intermédiaire d'un valet de chambre, dont Tourguenieff nous peint plus tard le portrait dans un conte [1], qu'il connut quelques œuvres de la littérature russe. Par malheur, ce professeur improvisé, qui l'initia pour la première fois aux beautés de la langue maternelle, n'aimait que les écrivains anciens comme Lomonosoff, Soumarokoff, Kantemire; il éprouvait une vive passion pour la « Rossiade » de Heraskoff. Le pathétique un peu exagéré avec lequel il récitait tout cela impressionnait surtout l'imagination du futur écrivain. Comme tous les jeunes gens riches, il fit des études préparatoires

[1] Pounine et Babourine.

pour entrer à l'Université de Moscou dont il suivit les cours pendant cinq ans. En ce temps, l'Université de Moscou était encore, en dépit des réformes d'Ouvaroff, telle à peu près que Herzen l'avait connue dans les « années vingt ». Les professeurs s'y partageaient toujours en deux camps, celui des Allemands, reconnaissables à leurs décorations qu'ils ne quittaient jamais et à leurs gros cigares; celui des Russes, pour la plupart fils de popes dépenaillés, amateurs moins de cigares que d'eau-de-vie. Le professeur de mathématiques en était encore au cours de Francœur et sans doute « *à la page qu'il n'aimait pas à dépasser,* dit Herzen, *par modération de caractère* ». On avait perdu Lovebzki, « le naturaliste qui savait prêter des paroles si attendrissantes à des moucherons emprisonnés dans une goutte de résine »; mais on possédait toujours Reuss, l'Allemand que, sur la réputation de son oncle, on avait fait venir de Göetting pour enseigner la chimie; il continuait à professer en français faute de savoir le russe et à prononcer « *poisson* » pour « *boisson* ». Quant aux étudiants, ils travaillaient à leurs heures sur des manuels et des cahiers qu'ils apprenaient par cœur : c'était la méthode traditionnelle et l'administration y tenait presque autant qu'à la régularité des cours, son grand souci [1]. En 1827, un recteur fut étonné que les professeurs, en cas d'absence, n'étaient pas remplacés par ordre de nomination. On aurait pu voir ainsi le théologue parler des maladies des enfants, le gynéco-

[1] E. Haumant, *Ivan Tourguenieff, la vie et l'œuvre,* p 12.

logue de « *l'Immaculée conception* [1] ». Cinq années d'étude dans cette *Alma Mater* passent d'une façon inaperçue; et, en 1838, nous trouvons Tourguenieff à Berlin, suivant avec passion les cours du jeune Werden qui jetait les premières assises de sa célébrité future. Un cercle de jeunes gens lettrés, venus comme lui soit pour oublier leur peine dans les discussions philosophiques, soit pour pouvoir mieux porter de loin le coup sensible à leur ennemi commun, un cercle ne tarda pas à se former. Y a-t-il besoin d'ajouter que tous éprouvèrent un singulier attrait pour Hégel, dont l'influence sur les esprits des « années quarante » égale celle de Jean-Jacques Rousseau au XVIIIe siècle? Sa doctrine était pour les jeunes enthousiastes non seulement un système philosophique, mais une religion; l'Evangile de leur vie. Voici ce que nous lisons dans une note autobiographique datant de cette époque : « *Nous cherchions dans cette philosophie, non pas le sens de la doctrine même, mais l'habitude du raisonnement* in abstracto *et surtout une vaste conception de l'univers.* »

Et, à côté des occupations scientifiques, le jeune Scythe est frappé par le régime de cette vie occidentale. Certes, elle était bien peu démocratique cette Allemagne de Maeternich, bien loin de l'Etat idéal; elle était tout de même incontestablement supérieure à ce royaume asiatique que Tourguenieff venait de quitter. L'ignorance de la vie qu'il avait laissée là-bas lui devint insupportabe, il fallait à tout prix semer

[1] Kogane, *Bielinski et son temps,* Moscou, 1911.

les principes élémentaires de la culture universelle, principes qui seuls pouvaient faire sortir la Russie de cet état de barbarie. Et c'était toujours le serment d'Annibal, qu'il faisait déjà en Russie avant de connaître l'Occident; ce serment le voici : « *Je ne pouvais pas respirer le même air, je ne pouvais pas vivre en face de ce que j'abhorrais parce que je n'avais pas, sans doute, assez de caractère et de force, assez d'empire sur moi-même. Il fallait m'éloigner de mon ennemi pour pouvoir lui porter des coups plus sûrs. A mes yeux, cet ennemi avait une figure déterminée, un nom connu : c'était le servage. Sous ce nom, j'ai réuni, j'ai concentré tout ce contre quoi j'avais décidé de lutter jusqu'à la fin, avec quoi j'ai juré de ne jamais me réconcilier.* » Mais son idéal se dessinait vaguement devant lui; cet idéal de vengeance était, comme l'écrivain lui-même, *incertain, hésitant pendant cinq ou six ans de s'engager dans le chemin qui devait le mener vers la gloire universelle. Son départ à l'Occident avait une importance idéale plutôt que matérielle.* Comme tous les Russes de son temps, il se sentait attiré vers l'Occident où on respirait librement et où on comparait son pays à la France et à l'Allemagne, où, malgré les partis réactionnaires, s'accomplissait, quoique lentement, le mouvement progressif. L'occidentalisme ne voulait pas dire la préférence de tout ce qui est européen. Il exprimait seulement le besoin d'introduire dans la vie russe des principes qui ne pouvaient pas naître sur le sol natal et que seul le grand et libre Occident pouvait proclamer. L'amour pour l'Occident était

l'amour pour son idéal intime : « *Je me jetai la tête première dans la mer allemande qui devait me purifier et, quand enfin je sortais de ces eaux, je me trouvais l'occidental que je suis resté pour toujours.*

Ses premiers essais littéraires ne correspondirent pas à son caractère doux, fait de dévouement et de générosité, caractère presque féminin, qualité qu'on voit rarement associée à la science et aux dons merveilleux d'un artiste; tout à fait au début, il semble être emporté par le courant romantique, ce « byronisme transplanté sur le sol russe » paraissait infiniment artificiel; aussi les meilleures qualités de son talent, cette finesse d'observer les mouvements sociaux, de saisir les moments psychologiques, ne les retrouve-t-on pas dans ses premières œuvres. Et pourtant, Tourguenieff ne restait pas insensible à ces moments pour la bonne raison qu'il menait une vie excessivement intense. Tout à fait au début de 1840, nous le retrouvons de nouveau en Russie, où on le voit devenir très intime avec Bielinski qui, à ce moment, paraît très infidèle à ses anciennes sympathies germaniques. Un de ses élèves, Saltikoff, écrivait alors : « Les idées utopiques ou, comme on disait alors, les idées philanthropiques, venues de France, *mais non pas de celle de Guizot et de Louis Philippe, mais celle de Fourier, de Louis Blanc, de Saint-Simon et surtout de George Sand nous inspiraient une foi ardente dans l'avenir et dans l'humanité, la conviction que l'âge d'or est devant et non derrière nous* [1]. » Alors, sous cette influence salubre, chacun

[1] Andreevitch, *Philosophie de la littérature russe*, p. 25.

de ces jeunes philanthropes essaya de plaider la grande cause de l'époque : Dostoevcki par les « Pauvres gens », Grigorovitch par « Antoine le pauvre diable », et toute une pléiade de jeunes écrivains moins favorisés de nom et de fortune comme Necrassoff, Plecheeff [1], faisant tous partie de « l'école naturelle ».

Malgré l'antagonisme que Tourguenieff éprouvait pour le servage, ce ne fut pas dans l'intention expresse de faciliter l'affranchissement des paysans qu'il écrivit les « Récits d'un chasseur ». Le fait est qu'il passait en ce moment par une crise pénible; le succès littéraire de ses débuts, incontestable sans être très brillant, paraissait ne pas le satisfaire, « car il portait dans son âme les germes d'une œuvre grandiose », ce qui arrivait à se manifester à l'extérieur ne correspondait pas à ses vastes projets; en plus, les ennuis de sa vie intime lui firent prendre la résolution de ne plus jamais s'occuper de littérature. Quoi qu'il en fût, quand, à la fin de 1846, on publia la revue « le Contemporain [2] », Tourguenieff y envoya une bagatelle dont lui-même et le rédacteur Panaieff semblèrent avoir une opinion assez inférieure, car elle fut placée à la fin du livre, comme il convient du reste à une bagatelle. Pour solliciter l'indulgence du public, on ajouta au titre « *Kor et Kalinytch* » encore le suivant : « *Extrait des récits d'un chasseur* ». Pouvait-on compter sur le succès de quelques vagues im-

[1] Saltikoff avec la satire intitulée « *Za Roubejom* », aussi « *Le village* » de Grigorovitch.

[2] Le Govremennik.

pressions d'un chasseur? Mais le public était plus sensible et plus attentif que ne le croyait l'auteur qui, comme cela arrive souvent pour les œuvres destinées à jouer un rôle capital sans s'en douter et sans le vouloir, avait reflété non seulement son état d'âme personnel, mais aussi le rêve de toute une génération. Le récit eut un succès énorme et, encouragé, le jeune auteur en écrivit d'autres qu'on recueillit en volume en 1852 sous le titre : « *Récits d'un chasseur* ». Sans être une satire ou un pamphlet, le livre devait éveiller des sentiments inconnus jusque-là. Celui dont dépendait le sort des paysans en fut touché le premier [1], l'impression produite sur les classes éclairées qui désiraient aussi la réforme ne fut pas moins sensible. Le rôle et la popularité de ce livre modeste me font songer involontairement à un autre plus connu mais d'une valeur artistique inférieure : « *La case de l'oncle Tom* », par Beecher Stow.

Sans doute, les critiques s'accordent à attribuer aux « *Récits* » un rôle assez médiocre et effacé comme il convient à un livre qui, sans démontrer l'intention certaine qu'a eue l'auteur de combattre le servage, s'est contenté de décrire des types et des paysages russes. Pourtant, tout dans cet ensemble confus et vague est destiné à susciter la sympathie, l'indulgence et l'intérêt pour le moujik; là où il n'est pas question directement d'abus, ce sont les descriptions délicieuses du pays d'Orel, les anecdotes amusantes, les aventu-

[1] Le règue de l'empereur Nicolas, article de Semevski dans *La Pensée russe*, 1885, livre IX, p. 41.

res, les pérégrinations d'un chasseur à travers les campagnes boisées d'Orel. Les héros sont toujours les mêmes : notre chasseur et quelques moujiks qu'il interroge au cours de sa promenade, assis pour se reposer au moment de la chaleur torride au bord de quelque étang immobile. Ces dialogues, généralement assez longs, semblent être les armes de prédilection de Tourguenieff; ainsi, en nous faisant entendre les réponses de son interlocuteur, il évite les descriptions et nous laisse former nous-mêmes notre jugement. Souvent la scène est complétée par quelque remarque personnelle qui achève l'impression, échappée comme involontairement à l'auteur qui, fidèle à ses principes, tient à rester objectif.

« *Un silence absolu régnait dans l'air. De temps en temps seulement le vent se soulevait et se calmait ensuite, en nous apportant un bruit cadencé qui venait de l'écurie. Mardari Apollonovitch venait de prendre sa tasse de thé et avait déjà élargi ses narines, sans quoi un vrai Russe ne peut pas savourer le thé, puis il s'arrêta, écouta attentivement et prononça avec le meilleur des sourires en imitant le bruit: tchik-tchuki-tchik-tchuki-tchik-tchuki-tchik.....*

« — *Mais qu'est-ce que c'est, demandais-je avec étonnement?*

« — *C'est qu'on fouette là-bas un petit désobéissant, Vassia le buffetier. Vous le connaissez?...*

« — *Quel Vassia?*

« — *Celui qui faisait le service pendant le dîner et qui porte de grands favoris.*

« *La plus sincère indignation n'aurait pas résisté*

devant le regard doux et bienveillant de Mardari Apollonovitch.

« — *Alors, jeune homme, voyons, suis-je un monstre que vous me faites ces yeux-là? Quand on aime on punit, vous savez bien.*

« *Un quart d'heure après j'ai quitté M. Apollonovitch et, en traversant le village, j'ai rencontré le buffetier Vassia qui marchait en grignotant des noix. J'ordonnai au cocher de s'arrêter et je l'appelai :*

« — *Et pourquoi, frère, le barine t'a-t-il fait fouetter aujourd'hui?*

« — *Et parce que je l'ai bien mérité. On ne punit pas sans raison chez nous. Notre maître... il n'est pas... enfin il n'y a pas son pareil dans le district..... Allez, dis-je au cocher... Et je m'en allais chez moi en songeant : la voilà notre véritable Russie, la Russie d'autrefois* [1]. »

Il va sans dire que la censure de la première moitié du XIX[e] siècle n'aurait pas admis quelque geste révolté, quelque image trop audacieuse peignant le trop de souffrances populaires. En effet, dans les « Récits d'un chasseur », le servage n'est attaqué que d'une façon indirecte et délicate; l'auteur se sert de l'allusion pour parler des choses qu'il ne peut pas dire ouvertement. Voilà pourquoi ne se sont pas trompés ceux parmi les lecteurs des « années quarante » qui ont voulu y voir « une protestation » d'un genre tout à fait particulier; par la galerie de tableaux réels, par

[1] Deux seigneurs. Récits d'un chasseur. *Œuvres complètes de Tourguenieff,* t. II, 1838, p. 214.

les descriptions que plus d'un auteur de chefs-d'œuvre russe pourraient lui ravir, par la représentation de caractères naïfs et charmants, par la révélation de l'âme russe, l'auteur avait défendu la grande cause nationale. Il ne faut pas oublier non plus que dans la Russie de cette époque, on lisait entre les lignes ce qu'on ne disait pas en toutes lettres.

On avait prétendu aussi que l'auteur avait gagné sa cause non pas par la haine et la révolte, mais par l'amour dont sont pénétrés la plupart de ses récits, par je ne sais quelle sympathie souvent insaisissable pour le lecteur ordinaire que le critique trop scrupuleux appellerait idéalisation ; on s'était écrié que ce n'étaient pas les tableaux de la vie populaire, mais l'état d'âme de la Russie servile qu'il peignait, et que la vie dont il faisait la description n'était pas précisément nationale, mais vue à travers le prisme d'idées d'un Bielinski et d'un Stankevitch. Or, voici ce qu'on peut saisir dans l'image compliquée de la psychologie d'un intellectuel des « années quarante » : l'extrême finesse de sentiments, le culte de la beauté et le désir d'appartenir à un autre monde, de s'élever au-dessus du terre à terre ordinaire. En effet, la plupart des types des « Récits d'un chasseur », quoique pris dans le peuple même, ont reflété d'une façon plus ou moins sensible ces qualités.

Et maintenant, je vous invite à vous transporter pour un moment par la pensée au temps où Tourguenieff écrivait, à vous représenter un seigneur russe de la veille de l'abolition du servage et surtout à étudier avec moi un de ses récits pour pouvoir

juger ensuite s'il faut contester à Tourguenieff la gloire d'avoir aidé à la libération des serfs. Il ne connaît ni le grandiose Caucase de Lermoutoff, ni la steppe monotone de Gogol, son pays c'est celui des grandes plaines couvertes de forêts de sapins, de marécages, çà et là on rencontre de petites forêts de bouleaux et de frênes, ces arbres sans lesquels il est difficile de se représenter le vrai paysage russe.

Connaissez-vous le plaisir qu'on éprouve à partir par une matinée de printemps avant l'aube. Le voyageur sort sur la terrasse ; dans le ciel bleu sombre, les étoiles étincellent, un vent humide et léger agite doucement les arbres plongés dans l'ombre, on entend le murmure de la nuit. Mais voilà qu'on prépare la « téléga », on y met le tapis avec le « samovar » et les provisions sous le siège, tandis que les chevaux s'ébrouent et s'impatientent, deux oies blanches qu'on vient de réveiller traversent le chemin en silence. *On part enfin et la « téléga » passe devant l'église, la digue et l'étang qui commencent à se couvrir de vapeur.* Le voyageur ferme les yeux et quand il les ouvre une heure après, le ciel est tout rose, les bouleaux s'éveillent, les moineaux sautillent gauchement autour des meules de foin. Des nuages d'or sillonnent le ciel, le vent, qui annonce l'aurore, s'élève et enfin le soleil, gros et rouge, émerge lentement de l'horizon.

Par une telle journée le chasseur s'égare dans la brume du soir. La nuit le surprend dans un endroit inconnu et solitaire quand tout à coup il aperçoit dans la prairie une lumière lointaine, c'est le feu de quelques petits pâtres du village venus là pour garder

les chevaux pendant la nuit. Il s'approche du feu, s'installe et écoute la conversation des petits paysans. Le tableau suivant se présente à ses yeux : autour du feu tremblote une lumière rougeâtre qui se confond avec l'ombre de la nuit, parfois elle s'anime subitement en jetant des reflets plus vifs, tandis que les langues étroites de la flamme caressent doucement les branches d'osier et puis disparaissent tout à coup ; alors de longues ombres se précipitent vers le brasier : les ténèbres luttent avec la lumière [1]. Cinq enfants sont accroupis autour, dans des poses différentes, et racontent de ces histoires que vous inspire seulement l'heure à laquelle les couleurs sont vagues et effacées et où les choses se recueillent avant de s'endormir : ce sont les « roussalki », êtres aux yeux tristes et aux longs cheveux verts, séduisant les jeunes gens qui se hasardent à visiter la forêt au clair de lune ; ce sont les « domovoi », spectres qui préfèrent les maisons et moulins abandonnés, c'est enfin leur ami Vania, noyé dans la rivière voisine, qui les appelle toutes les fois qu'ils vont chercher de l'eau, toute la mythologie de l'ancienne Slavie se révèle dans ce conte. Les enfants subissent l'influence de la nuit : « *On se taisait quand tout à coup, quelque part très loin, un bruit sonore, prolongé, un de ces bruits incompréhensibles de la nuit qui surgissent au milieu du silence des choses s'éleva et se propagea lentement dans l'air en arrivant à nos oreilles. On aurait dit que quelqu'un avait crié longuement et que quel-*

[1] La prairie de Biejin.

qu'un autre avait répondu par un rire aigu et strident; un souffle s'étendit sur le fleuve. »

Préférez-vous un autre moins idyllique?

Nous suivrons l'auteur, si vous le voulez bien, pendant ces pérégrinations à travers les campagnes marécageuses et boisées d'Orel et nous nous laisserons pénétrer, comme les vrais Russes, par cette vague tristesse qui les envahit quand ils parlent de leurs steppes et de leurs forêts, au milieu desquelles nous rencontrerons plus d'un « type slave ». En voici un, le romantique « Kalinitch », qui s'anime seulement quand on lui parle de « la forêt et de son silence ». Quelle noble figure que ce Kassiane, être chétif dans lequel, comme dans l' « Idéal » de Dostoevsky, la nature s'est appliquée à abolir les défauts : la jalousie et l'arrogance; par contre, les qualités nobles se sont développées. Ah! la triste et sympathique créature avec son panthéisme, sa religion qui n'a rien de commun avec la religion officielle et qui défend de verser le sang de tout ce qui vit et respire. Il y a un poète en lui, il faut l'entendre parler de son pays natal... et maintenant qu'il faut traduire cette langue, celle d'un homme du peuple qui vous fait part de ses impressions, surtout d'un artiste aussi raffiné que notre héros, l'envie me prend de jeter la plume, car ce serait donner une fausse opinion de Kassiane aussi bien que de tous ses frères si nombreux en Russie. Cette masse du peuple russe qu'on croit immobile et inerte ne l'est qu'à la surface; en réalité, un travail intense se produit dans ses profondeurs. Il parle tour à tour du fleuve, des prairies qui s'étendent à mille

lieues, infinies lieues russes et surtout du lointain, car, dans ce paysage monotone, on voit loin, très loin, rien n'arrête votre regard, il parle des sources dont il goûte l'eau cristalline, des herbes qu'il ramasse pour préparer des remèdes pour les gens du village, des oiseaux qui chantent en s'élançant vers le bleu infini du ciel..... enfin des steppes immenses où on est à son aise et qui s'étendent, comme le racontent de braves gens, jusqu'aux mers chaudes où vit un oiseau dit Hamaun et où les arbres ne perdent pas leurs feuilles, les pommes d'or poussent sur des branches d'argent et où tout le monde est heureux parce que tout le monde est bon et juste. C'est là qu'il voudrait bien aller, comme tous ceux qui passent leur vie, et ils sont nombreux en Russie, à errer dans le monde pour chercher l'éternelle justice et l'éternelle vérité. Car, au fond, c'est la justice qui manque. Cela a été, d'après la conviction du moujik russe, la vraie et l'unique cause de la souffrance humaine.

L'impression qu'on garde de ce récit est peut-être non moins durable que celle d'un autre intitulé « Les Reliques vivantes ». Une tristesse venue de l'au-delà vous envahit, vous étreint et ne peut vous lâcher. Mais nombreux sont sans doute ceux qui préféreront « Les deux Chanteurs », le meilleur conte, à mon avis, de Tourguenieff, l'unique qu'on puisse considérer comme un poème lyrique. Le héros Iacha, c'est Tourguenieff lui-même. Mais si le succès de ce récit fut grand auprès des intellectuels, le peuple, et je prends le mot dans le sens le plus large, resta insensible, car c'est encore de l'homme des « années quarante » qu'il

s'agit, de sa foi ardente dans la puissance presque surnaturelle de l'art.

Epuisé par la chasse dans une région stérile et déboisée, le chasseur s'arrête pour s'abriter et reconstituer ses forces. Il entre dans un cabaret où un concours doit avoir lieu entre deux chanteurs renommés dans la région. Intrigué et curieux d'assister à un concert aussi improvisé qu'étrange, il se hâte d'entrer dans ce cabaret semblable à tous les cabarets russes, comprenant une antichambre, une salle séparée par une cloison en deux parties, dont la première est destinée aux clients et la seconde, la moins grande, aux propriétaires. Je passe sous silence la description de la nombreuse assistance qui s'y trouvait, je me contente de dire quelques mots sur les deux concurrents. Très connus dans la région pour leur talent musical, ils parient quelques litres de vin à celui qui serait le vainqueur.

L'un d'eux s'appelle Jacob le Turc parce qu'il provient d'une Turque prisonnière, c'est un artiste dans toute la force du terme, avoue l'auteur. Jacob ou Iacha, comme on l'appelle tout court, est un homme mince, bien fait, âgé environ de 23 ans, vêtu d'un long kafetan bleu. C'est un gars hardi et courageux qui ne peut pas pourtant se vanter d'une parfaite santé. Les joues creuses, de grands yeux gris, le nez droit, aux narines fines et mobiles, le front large et les cheveux blonds et frisés qu'il rejette constamment en arrière, les lèvres fortes, mais jolies et expressives trahissaient un homme impressionnable et passionné. On tire au sort et le concours commence. C'est au

rival de Iacha, l'auteur ignore son nom, de chanter le premier : « Sa voix était assez agréable, quoiqu'un peu enrouée, mais il en était le maître; l'habileté avec laquelle il montait aux notes les plus élevées et redescendait tout d'un coup aux plus basses, la perfection avec laquelle il exécutait ses trilles et ses roulades auraient amusé un spécialiste et indigné un Allemand. C'était un ténor di Grazia transporté en Russie. » On écoute attentivement la chanson gaie et entraînante, mais sans grand enthousiasme pourtant; quand l'artiste, pâle et exténué, va s'asseoir sur un banc, on l'entoure et on le comble de compliments. Il est évident que l'impression produite est favorable et même l'impassible cafetier lui dit gracieusement : « C'est bien, c'est très bien, et maintenant c'est ton tour, Iacha, seulement n'aie pas peur, dit-il en s'adressant à l'autre chanteur. » « Maintenant c'était le tour de Jacob de chanter. Il se tut et regarda autour de lui, puis tout à coup se cacha la figure entre les mains. Tout le monde le fixait des yeux et surtout son rival dont la figure, à travers l'orgueil habituel et le triomphe du succès, exprimait une légère inquiétude. » Quand enfin Jacob montre sa figure, elle est d'une couleur cadavérique, les yeux seuls étincellent à travers les paupières mi-closes.

« Etrange fut l'impression produite par ce son faible, tremblant et inégal qui semblait sortir non pas de sa poitrine, mais venir de quelque part de très loin. Nous regardâmes en silence, la femme du cafetier se dressa tout à coup sur son siège. Ce premier son était suivi d'un autre, plus certain et plus langoureux,

tremblant comme la dernière vibration d'une corde. Puis encore un autre, un troisième et la chanson monotone commença. Sur quoi pouvait-il chanter sinon sur la steppe que le paysan russe aime tant et devant laquelle il ne peut pas rester longtemps joyeux? » Cette fois c'est une de ces chansons populaires si nombreuses en Russie que possèdent tous les peuples et qui à elles seules suffisent pour caractériser l'âme russe : son mysticisme, ce je ne sais quoi « *de mobile et d'incertain qui la fait souffrir jusqu'à l'agonie* ». « *J'avoue que j'ai rarement entendu une telle voix: elle était légèrement brisée, maladive, mais il y avait en même temps en elle une profonde et sincère passion de jeunesse, de force, de douceur et de je ne sais quelle entraînante et insoucieuse mélancolie. L'âme russe, la chaude âme russe, était dans cette voix qui faisait vibrer les cordes les plus sensibles de l'être humain.* » La très belle musique, et j'entends par là la musique classique, vous rend triste ou gai selon les souvenirs qu'elle évoque en vous. Très souvent elle est pénible pour les personnes qui possèdent un triste et peu noble passé. Il n'en est pas de même de la musique populaire russe. J'avoue mon embarras en ce qui concerne la définition de son charme. mais je n'en suis pas fâchée, car la description la plus réussie n'est pas capable de traduire son étrange beauté, il faut être Slave pour la sentir. Tandis que la chanson grandit et s'élève suivant une courbe charmante, l'artiste paraît subir le charme de sa propre voix : « *Il n'avait plus peur et se donnait tout entier à son bonheur, sa voix ne tremblait plus, et il avait ce frisson presque*

imperceptible qui passe en celui qui écoute et qui comprend. Je me rappelle avoir vu un soir au moment du reflux, sur la rive sablonneuse de la mer qui s'agitait sombre et menaçante, une mouette; elle se tenait immobile en tendant sa poitrine d'un blanc immaculé à la lueur rose de l'aurore et en déployant lentement ses longues ailes, prête à s'envoler vers cette mer si chère et si connue. »

L'auteur songe involontairement à elle en entendant chanter Iacha. Il chante et chaque son de sa voix est infiniment cher à Tourguenieff, car il voit la steppe, l'infinie et éternelle steppe russe s'étendre devant lui. Non seulement l'auteur sent les larmes lui monter aux yeux, mais la cafetière aussi pleure dans un coin tandis que les autres baissent la tête pour cacher sans doute des larmes, eux aussi.

Le culte pour la beauté et l'art en général ne sont pas les traits exclusifs d'un homme des « années quarante », le byronisme avait jeté aussi des racines profondes.

Toute la figure sombre et grandiose de *Biruke* [1], son honnêteté impeccable, sa volonté inflexible, l'aspect même de son « isba », la scène infiniment dramatique de la rencontre avec le moujik, tout cela ne respire pas la mélancolique résignation, ce trait essentiel du caractère russe, mais quelque chose de démoniaque; c'est seulement à la fin du récit qu'à travers l'extérieur byronique se manifeste la pitié. Le paysan de Tourguenieff n'est pas seulement religieux,

[1] Voir *Récits d'un chasseur.*

il est mystique aussi ; il a quelque part au fond de son âme l'intérêt et la curiosité poussés jusqu'au mécontentement de soi. Khor et Kalintch, paysans du même village, sont élevés dans des conditions différentes : l'un est riche, l'autre est pauvre à cause de cela peut-être, l'un devient pratique, intéressé, parlant toujours d'affaires, l'autre rêveur, distrait et poète. Ils apprennent que le chasseur a vécu longtemps en Europe et l'interrogent : l'un sur le gouvernement et le caractère français et allemand, l'autre sur la nature. Cette conversation du chasseur avec les deux amis est un plaidoyer en faveur des réformes de Pierre Ier. « *L'homme russe s'occupe très peu de son passé et regarde courageusement devant lui, il accepte tout ce qui est bon, ce qui lui plaît, sans se demander d'où cela vient. C'est que l'esprit de Pierre le Grand vit toujours dans son peuple, cet esprit d'initiative qui ne recule devant aucun sacrifice, aucune violence, pour conquérir la nouveauté supposée utile à la Russie.* »

Mais Khor c'est le paysan émancipé qui a su soustraire sa vie à l'influence du servage. Il a obtenu de son maître la permission de s'installer hors du village dans un endroit marécageux où il a construit son « isba » et où il a le droit de vivre libre moyennant une redevance fixe. De cette façon, le serf devient indépendant et maître de lui-même tout en étant attaché, non plus par la corvée, mais par l'obrok, à son seigneur qui doit le protéger et le guider dans ses affaires. La preuve des avantages que présente la substitution de la corvée par l'obrok c'est la compa-

raison que Tourguenieff établit entre les paysans d'Orel et de Kalouga. Ceux d'Orel sont petits et chétifs, de caractère sombre et sournois, habitant des isbas de tremble; ils font la corvée, ne s'occupent jamais de commerce, se nourrissent mal et portent des *lapti,* chaussure faite avec de l'écorce d'arbre. Les paysans de Kalouga habitent de vastes *isbas* de sapins et ils sont grands, forts, aux visages gais et accueillants et portent même des souliers pour les jours de fêtes. Mais la différence provient de conditions ethnographiques : les villages d'Orel sont situés ordinairement au milieu de champs labourés et nus, c'est à peine si on y trouve quelques maigres bouleaux, tandis que la plupart des villages de Kalouga sont entourés de vastes forêts.

Parmi toutes les figures féminines de Tourguenieff, une surtout attire l'attention, c'est celle de la créature défigurée, mutilée par une maladie inconnue [1]; ce récit, qui porte le nom de « Reliques vivantes » et qu'on préféra à tant d'autres aussi humains et aussi dramatiques, fit son apparition trop tard et manqua le rôle qu'on lui destinait pour avoir été oublié dans le portefeuille de l'auteur, il fut publié vingt-cinq ans après l'abolition du servage [2]; profondément morales, toutes ces figures, par leurs qualités, dépassent les délicieuses images de romans et nouvelles de Tourguenieff qui lui firent mériter par la suite la réputation d'un idéalisateur de la femme russe. Quand on

[1] Les Reliques vivantes.
[2] Vengueroff, *ouvrage cité.*

songe aux femmes et aux enfants de Tourguenieff, on a devant soi une galerie de tableaux qui, quoique peints tous de la même couleur, nous donnent une idée juste et authentique de la vie populaire en Russie. Croire que les serfs des « années quarante » étaient exempts de défauts, qui ne sont après tout qu'humains et naturels, qu'ils ne s'enivraient pas, ne profitaient pas de l'occasion pour s'approprier ce qui ne leur appartenait pas, qu'ils ne traitaient pas avec violence leur femme et leurs enfants, serait puéril et faux. Mais, dans le champ de la vie populaire, l'auteur a su cueillir parmi les « *orties et les chardons* » les plus belles fleurs parfumées pour composer son bouquet. Le parfum qui s'exhalait était d'autant plus pénétrant que les représentants de la classe dominante, malgré les précautions que l'auteur s'avise de prendre, sont ignobles et repoussants. Vous rappelez-vous un officier en retraite de la cavalerie impériale nommé Arkadi Pavlovitch Penotchkine? Tout dans sa maison, construite par un architecte français, révèle son goût passionné pour les modes anglaises. Pendant le déjeuner, qui est servi avec le luxe européen, ses gens en tenue anglaise préviennent le moindre geste du visiteur, tandis que Arkadi Pavlovitch lui-même, installé confortablement sur un canapé, porte un négligé à la turque : de larges pantalons en soie, une veste de velours noir, un joli fez à glands bleus et des pantoufles chinoises; il boit son thé, admire ses ongles, parle beaucoup et sa conversation est parsemée d'expressions françaises. Un léger incident survient et assombrit sa parfaite disposition

d'esprit : le vin qu'il demande à boire après son déjeuner n'est pas chaud; le *barine* européanisé fronce ses sourcils et s'adresse bien poliment à cet aimable Théodore, qui reste immobile et pâle, appréhendant le funeste dénouement de l'incident, puis sonne. « Un homme entre, gros, brun, au front bas, aux petits yeux qui disparaissent complètement enfoncés dans ses grosses joues. « A propos de Théodore, donnez vos ordres, prononce le maître à mi-voix, avec le calme incomparable d'un gentleman. » — « J'obéis, répond l'homme, et il sort. » « *Voilà, mon cher, les désagréments de la campagne* », remarque gaiement Arkadi Petrovitch, tandis que le misérable s'achemine vers l'écurie d'où il sortira à demi vivant quelque temps après. Lorsque, après déjeuner, Arkadi Pavlovitch emmène son hôte dans son village qui est supérieurement tenu grâce à son bailli ou le bourgmestre qui est un homme d'or à cause de son exactitude dans le paiement des redevances, la scène suivante se passe; pendant que Arkadi Pavlovitch admire les innovations de son bailli, deux solliciteurs s'avancent craintivement :

« — *Que vous faut-il, que demandez-vous?* » interroge le maître d'une voix sévère en parlant un peu du nez. Les moujiks se regardent en clignotant des yeux comme pour se garantir du soleil, leur respiration devient courte.

« — *Eh bien, dis, qu'est-ce qu'il te faut, imbécile?* » répète le seigneur en désignant par un geste négligé le plus âgé des solliciteurs, un moujik à la figure marron et ridée. Celui-ci ouvre les lèvres devenues tout à

coup bleues et prononce d'une voix enrouée : « *Protège-nous, seigneur!* » et de nouveau il fait un salut profond en tapant son front contre la terre. Le jeune paysan s'incline aussi pendant que Arkadi Pavlovitch considère dédaigneusement leurs nuques.

« — *Comment, tu oses te plaindre?* »

« — *Grâce, seigneur, il n'y a plus moyen de respirer,* articule le vieillard avec peine. *Petit père le bailli nous a complètement ruinés. Il a fait recruter deux de mes fils, quoique ce ne fût pas leur tour, et maintenant on m'enlève le troisième*[1]. *Hier il m'emmena la dernière vache.....* »

Tandis que le seigneur s'en va d'un pas nerveux, déconcerté de l'accident imprévu qui détruit l'image du bonheur apparent de ses paysans, la plainte du moujik continue, entrecoupée par des larmes qui coulent sur la figure ridée.

Un autre conte intitulé « Lgov » nous livre la triste légende d'une vie brisée d'un « dvorovoi » russe. Tout à fait au début de sa vie servile, ce paysan remplit la fonction de « kasatchok » (service qui correspond à celui du page), ensuite il devient jardinier, puis chasseur. Au cours d'une chasse, il tombe de cheval, lui et l'animal sont blessés. Son maître ne se contente pas de simples punitions qui consistent à battre l'homme jusqu'à l'exténuation, mais l'envoie à Moscou où, malgré ses vingt ans, il doit apprendre le métier de cordonnier. Après la mort de son premier maître, il est rappelé de nouveau au village pour ser-

[1] En Russie à cette époque on était soldat pour toute sa vie.

vir ses héritiers. Il commence ce deuxième stade de sa vie par le métier de cuisinier sans avoir jamais appris l'art culinaire et il est baptisé Antoine, car son premier nom déplaît à sa nouvelle maîtresse. Puis il devient... acteur, mais son frère s'enfuit et il est obligé d'abandonner la scène et l'art dramatique pour adopter de nouveau l'art culinaire. Sa maîtresse est en principe contre le mariage : « Puisque je suis restée fille, vous pouvez bien suivre mon exemple, qu'est-ce que c'est que ces caprices..... qu'est-ce qu'il vous faut? » Rien à faire devant un argument pareil, il faut se soumettre sans broncher. Un jour elle vend son domaine, notre héros est obligé de remplir le métier de cocher auprès de ses nouveaux maîtres. Mais le domaine est revendu et le nouvel acquéreur, trouvant que son physique ne correspond pas au rôle imposant d'un cocher, lui ordonne d'être pêcheur. Il remplit cette fonction, qui n'était pas sans doute la dernière, quand Tourguenieff l'aperçoit pendant une partie de chasse. « On ne le payait pas, il recevait seulement les denrées, faveur à cause de laquelle il glorifiait la bonté de ses maîtres en comparant son sort à celui d'un autre vieillard qui fut obligé de travailler dans une papeterie, « car c'est un péché de manger sans travailler », comme dit la « barina ».

« Ne me parlez pas, disait Tourguenieff vers 1844 à Bielinski, de vos Russes qui portent de travers non seulement leur casquette, mais encore leur cervelle[1]. Les bizarreries de son Russe tour à tour mystique,

[1] Annenkoff, *La jeunesse de Tourguenieff*.

panthéiste, inerte, indifférent et débonnaire semblent ne pas avoir leurs racines dans le caractère national seulement, mais avoir pour cause un autre malaise, aussi celui de plusieurs générations amollies par l'existence qui ignore le souci du lendemain.

« Parmi tant d'autres inventions, il s'était fabriqué une voiture tellement énorme que, malgré les efforts de tous les chevaux du village et leurs maîtres, elle se renversa à la première descente et fut brisée. Eremei Lukitch ordonna d'élever un monument à cet endroit, l'insuccès de sa première tentative, au lieu de le décourager, fit germer dans son esprit des projets grandioses. Ainsi il s'était mis dans l'idée de construire une église, naturellement tout seul, sans l'aide de l'architecte. Il brûla toute une forêt pour avoir des briques, construisit des fondations énormes, de quoi supporter une cathédrale, éleva les murs et commença la coupole quand tout à coup l'église s'écroula. Il essaya une deuxième, une troisième fois, la coupole persistait à s'écrouler. Alors il se mit à réfléchir, et, après avoir conclu que la chose n'était pas si simple qu'il le croyait, « que ce n'était pas du propre et qu'il y avait sûrement de la sorcellerie dans cette affaire-là », il prit la résolution de faire fouetter toutes les vieilles femmes du village. Chose étrange, l'exécution accomplie, la coupole qu'on essaya d'élever pour la quatrième fois s'écroula tout de même. Tous les jours il inventait quelque chose, c'était la soupe faite avec des herbes immangeables, c'étaient les casquettes en crins pour les domestiques qu'il faisait lui-même en coupant les queues des chevaux, c'était le lin remplacé par l'ortie. »

Ayant lu dans le « Messager d'Europe » un article sur la moralité des mœurs populaires, il ordonna à ses paysans de l'apprendre par cœur sans tarder. Quand il leur demandait s'ils l'avaient compris, le bailli s'empressait de répondre : « Comment donc, nous l'avons tous très bien compris » Peu de temps après cette singulière méthode d'enseignement, il avait fait numéroter tous ses sujets ; en apercevant le maître chacun criait de loin : « C'est tel numéro qui s'approche », à quoi le seigneur répondait gracieusement : « Va avec Dieu. »

Le séjour prolongé de Tourguenieff à Paris vers 1848, ses relations avec des personnes suspectes pour le gouvernement, le chaleureux accueil que le public fit aux « Récits d'un chasseur », surtout l'article qu'il consacra au défunt Gogol dans les « Vedomosti de Moscou[1] », lui attirèrent la disgrâce administrative, il fut exilé pour un mois dans une petite ville provinciale où il écrivit le conte intitulé « Moumou », dont on peut dire sans exagérer qu'il porta le dernier coup mortel au servage. Par la suite, l'auteur fut envoyé par l'ordre administratif dans le pays de ses domaines. Ce deuxième exil dura jusqu'en 1854 (l'année de la publication de Moumou). Ce conte à lui seul nous révèle la triste légende du servage ; le désenchantement poétique que nous laissent ses premières œuvres passe au désespoir devant ce raffinement de cruauté des « propriétaires d'âmes ». Rien de plus hideux et re-

[1] *La pensée russe*, livre IX, l'article de Semevski : *la question servile*, p. 41.

poussant que cette aristocrate capricieuse qui prive son meilleur domestique, un sourd-muet, de son chien, l'unique joie de sa triste existence, après avoir exilé dans un village éloigné la jeune fille pour laquelle il était bien disposé; rien de plus douloureux que l'amitié entre la créature malheureuse et l'animal dévoué! Par la suite, on a pu constater, d'après quelques notes autobiographiques, que le drame peint dans « Moumou » s'est passé dans la famille même de l'auteur des « Récits d'un chasseur »; que la dame qui ordonna de noyer le petit chien, c'est la mère de Tourguenieff, et que le sourd-muet Guerasime avait existé en réalité.

On y trouve pourtant, dans les « Récits », des natures nobles et généreuses que le goût vif pour la boisson fait dissiper les derniers restes de leur petite fortune dans les cabarets des grandes villes; ce sont les Karataeff, les Tchertopahanoff et les Hamlet de Tchigroff. Ce Hamlet russe est bien une « superfluité intelligente », « un type raté », aurait dit M. Paul Bourget [1]. Il est incontestablement intelligent, mais pas assez original d'après ses propres paroles, c'est-à-dire « bâti comme tout le monde ». Il commence ses études à l'Université de Moscou où il fait partie d'un cercle d'étudiants, d'un « Kroujok », comme on dit là-bas. Ce cercle, semblable à tous les cercles d'étudiants que la jeunesse se plaît à former, paraît avoir joué un singulier rôle dans son existence. La journée terminée, il s'en allait dans quelque mai-

[1] *Essais de psychologie contemporaine.* Article sur Tourguenieff.

son amie où l'on fumait, où l'on buvait d'énormes quantités de thé et où l'on discutait sur le *panthéisme de Schelling et le subjectivisme ou objectivisme de Goethe.*

« A l'Université, j'ai pris le même chemin que les autres, je suis entré au cercle; peut-être ne savez-vous pas ce que c'est qu'un cercle? Je me rappelle que Schiller a dit quelque part : « *Doch das schrecklichste der Schrecken, das ist der Mench in seinem Wahn.* »

Mais je vous assure que ce n'est pas cela qu'il voulait dire, non il pensait plutôt : « *Das ist ein cercle in der Stadt Moskau.* » C'est dans les cercles que notre héros cherche la cause de sa peur de vivre. Le cercle est un passe-temps paresseux qui vous inocule la fièvre littéraire, la passion pour le raisonnement *in abstracto,* il affaiblit l'âme et vous rend incapable pour l'action. La première chose que notre héros ait à faire après avoir suivi ainsi les cours de l'*Alma Mater* russe, c'est d'achever de se former ou, autrement dit, de se déséquilibrer; pour cela, il fallait suivre l'exemple de tous ceux qui ne pouvaient pas respirer librement en Russie, c'est-à-dire aller à l'étranger. Là, pendant plusieurs années, il s'abreuve de philosophie allemande et apprend à connaître les œuvres déjà connues au lieu même de leur naissance. Mais un homme de trop se sent déraciné toujours et partout. Ni les cours des professeurs allemands, ni la beauté des fresques florentines, auxquelles, avouons-le tout de suite, il ne comprend rien, ne sont en état de le retenir longtemps loin de son pays natal. Est-ce la faute de sa nature? Mais le Russe intelligent semble ne pas

pouvoir respirer librement quand il est chez lui, il lui faut se replonger dans le courant mouvementé de la vie occidentale à laquelle encore aujourd'hui, je ne sais pourquoi, par tradition sans doute, il demande des idées, des sensations, mais une fois installé dans quelque endroit pittoresque et mondain, il se sent attiré par je ne sais quelle force irrésistible vers quelque campagne monotone, vers quelque maisonnette en bois qui s'obstine à s'écrouler malgré les fréquentes réparations, vers le jardin qui l'entoure et qui est vieux comme le monde, vers la rivière songeuse qui serpente paisiblement au bas de la colline. Quand il lui arrive d'errer au bord de la mer, il reste impassible devant le lointain bleu de cette masse mobile; au bruissement des vagues, il songe involontairement à son « lès », à sa forêt mystérieuse et verte, au souffle des vents qui traversent indéfiniment les steppes; la musique classique lui fait regretter quelque chant populaire mélancolique et langoureux qui n'est parfois qu'une plainte. Ceux qui, pendant leurs promenades à travers les campagnes russes, ont eu la chance de voir et de visiter quelques-uns de ces nids de seigneurs connaissent trop bien l'impression qu'ils produisent : impossible de les oublier quand on les a vus une fois. Quelle que soit votre nationalité, en pénétrant dans ces asiles où les choses semblent vivre avec le passé, vous ne pourriez pas résister à l'envie de vous reposer sur quelque banc moisi et quelques heures plus tard, en quittant cet endroit où on se laisse aller à la mélancolie de revivre les heures savoureuses de la jeunesse, vous emportez malgré vous un peu de

cette tristesse bienfaisante que nous inspirent les choses vieillies par le temps, les couleurs effacées, les allées de tilleuls dans les parcs ombragés.

Croyez-vous que « notre homme de trop » y trouvera la paix pour son esprit révolté et sa conscience malade? Se sentant envahir par la paresse de la vie sans intérêt, sans but, par le mécontentement qui provient du contraste entre la vie qu'il vient d'abandonner pour toujours et la société de gentilshommes terriens, bien inférieurs à lui, au milieu desquels il achèvera de s'éteindre en silence, il essaiera de lutter, il occupera la place modeste de tchinovnik dans une grande ville, dont le travail mécanique finira par le dégoûter, alors il dirigera les affaires de son domaine qui, Dieu sait comment, a échappé à l'hypothèque, et même, pour se distraire, fera un peu de littérature. Il écrira un conte ou une nouvelle, que le rédacteur du journal lui renverra quelques mois après accompagnée d'un refus poli et froid en lui disant qu'en matière de lettres l'esprit ne suffit pas et que c'est surtout du talent qu'il faut avoir. Ce sera la dernière tentative douloureuse de la créature intelligente qui essaiera de réagir, après quoi viendra la renonciation totale à la prospérité, à l'orgueil, à son moi. Ainsi s'éteignent en Russie des forces qui, sur un autre sol, auraient pu être productives et qui, dans ce pays de mirages, s'effacent dans le silence sans qu'on ait jamais su la vraie cause. A qui la faute?.....

... Oui, à qui?

Voilà ce qu'on peut entrevoir dans ce livre que quelques-uns jugèrent étroit et tendancieux, mais c'est là un défaut qui seul dans l'histoire des hommes et dans celle des lettres aboutit à de grands résultats. Quoique idéalisée, quoique vue à travers le prisme des idées des « années quarante », cette vie populaire a été et restera une reproduction exacte et authentique. Qu'on se représente l'impression qu'il produisait sur la jeunesse d'alors si, encore aujourd'hui, sa lecture nous rend songeurs et quelque chose nous attire vers cette Russie servile qu'il fait revivre dans notre mémoire. Le jour où on a pu lire ces 350 ou 400 pages où il est question de serfs, on sentit tout à coup qu'on ne pouvait pas, qu'on ne devait pas priver des droits naturels des êtres qui, sous un extérieur inerte et parfois ridicule, cachaient les germes d'une supériorité morale. « Tout ce que je pourrais désirer pour ma tombe, disait l'auteur, c'est qu'on y gravât ce que mon livre a fait pour l'émancipation des serfs », et il eût sans doute goûté l'idée d'Edmond About de lui élever une simple stèle, surmontée d'une chaîne rompue [1].

[1] Haumant, *ouvrage cité*. Tourguenieff, Paris, Armand Colin.

BIBLIOGRAPHIE

Les ouvrages suivants m'ont fourni les renseignements nécessaires pour ce travail :

KLUTCHEVSKI. — Histoire de la Russie, 4e édition, 3 volumes, Moscou, 1911.

PLATONOFF. — Leçons d'histoire russe, Saint Pétersbourg, 1909.

BELIAEFF. — Les paysans en Russie, étude sur l'évolution successive de la classe rurale de la société russe, 4e édition, Moscou, 1903.

KRESTIANSKI STROI. — Recueil d'articles : A. Korniloff, Lappofdamilevski, Semevcki, Saint-Pétersbourg, 1905.

ENGELMANN. — Die Leibeigenschaft in Russland, Leipzig, 1884.

KOSTOMAROFF. — Faut-il considérer Boris Godounoff comme fondateur du servage. Monographies, t. I.

Prince DOLKOUROUKOFF. — La question du servage en Russie, 1861.

SEMEVSKI. — La question des paysans en Russie, Saint-Pétersbourg, t. I et II, 1888.

Baron Auguste DE HAXTHAUSEN. — Études sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales en Russie.

MILUKOFF. — Revue sur l'histoire des paysans en Russie. Dans le Dictionnaire encyclopédique Broghaus Ephrome, t. XVI, p 675-680.

JOURNAL DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, 1893, juin, p. 337. Histoire de l'attachement des paysans.

STROUVÉ. — Les moments principaux dans le développement du servage en Russie au XIXe siècle. Journal « Mir Bogi », 1889, livres 10-12.

DOVNAR ZNAPOLSKI. — Pages de l'histoire du servage en Russie.

POBEDONOSTZEFF. — Critiques et recherches historiques, Saint-Pétersbourg, 1876.

COMMISSION HISTORIQUE SOUS LA RÉDACTION DE MELGOUNOFF. — Le servage en Russie et la réforme du 19 février 1911, Moscou.

IVANUKOFF. — L'abolition du servage en Russie, 2e édition, Saint-Pétersbourg.

IGNATOVITCH. — Les paysans de « Pomestchiki » la veille de l'abolition, 2e édition, Moscou, 1910.

GOLOVINE. — La grande réforme du 19 février 1911.

VORONOFF. — Krestianskaia Reforma; 1861-1911, Moscou, 1911

L'émancipation des paysans dans le journal *Naoutchnoe Slovo*, Moscou, 1911.

VENGUEROFF. — Les principaux facteurs de l'abolition du servage, Dictionnaire Broghaus Ephrome, 1903, Saint-Pétersbourg.

MILUKOFF. — Quelques questions de l'histoire des finances du royaume de Moscou, Saint-Pétersbourg, 1892.

BOLKOFF. — Les mémoires d'un ancien serf, journal historique, 1907, V-VI.

VODONOSOFF. — Les temps passés, 1908, livres II et XII.

SCHIPOF. — Histoire de ma vie et de mes pérégrinations. Récit d'un ancien serf. Antiquité russe, 1881, t. XXXI-XXXII.

— Les souvenirs d'un serf, publié par Scherbanem. Journal de Russie, 1887, livres 7 et 9.

Anatole LEROY-BAULIEU. — L'empire des tsars et les Russes, 3 volumes, Paris, 1886.

— Un homme d'État russe, Nicolas Milutine d'après sa correspondance inédite, Paris, 1884.

Louis LÉGER. — Russes et Slaves.

Achille LESTRELLIN. — Les paysans russes, leurs usages, mœurs, caractères, religion, superstition et les droits des nobles sur leurs serfs, 1861.

Organisation sociale de la Russie, la noblesse, la bourgeoisie et le peuple, par un diplomate.

La nation russe, et ses classes constituantes (Anonyme), 1863.

Charles ROMEY et Alfred JACOBS. — La Russie ancienne et moderne d'après les chroniques nationales et les meilleurs historiens.

Charles DU BOUZET. — La Russie au XVIe siècle.

ZEZA. — Études historiques sur la législation russe ancienne et moderne, 1862.

MACKENZIE VALLACE. — La Russie, le pays, les institutions, les mœurs, traduction de l'anglais, 1877.

Auguste FREINER. — Monuments historiques relatifs au règne d'Alexis Michailovitch et Pierre le Grand. Extrait des archives du Vatican et du Naple.

Augustin GALITZINE. — La Russie au XVIIIe siècle. Mémoires inédits sur le règne de Pierre le Grand, Catherine II et Pierre II, 1862.

VOLTAIRE. — Histoire de l'empire de Russie sous Pierre I.

TIKHOMIROFF. — La Russie politique et sociale.

TOURMAGNE. — Histoire de l'esclavage ancien et moderne. Paris, 1880.

WALON. — Histoire de l'esclavage dans l'antiquité, Paris, 1847, 3 volumes, 2e édition, 1879.

E. BONNEMÈRE. — Histoire des paysans depuis la fin du moyen âge jusqu'à nos jours, t. I, Paris, 1856.

Ch. LÉTOURNEAU. — L'évolution de la propriété, 1889.

DE LAVELEY. — De la propriété et ses formes primitives, 1877, 2e édition, Paris.

E. GARÇONNET. — Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée, 1879.

SCHEBALSKI. — Régénération sociale de la Russie, traduit par le prince Galitzine, 1857.

J.-H. SCHINTZLER. — La Russie ancienne et moderne, histoire, description, mœurs, 1854.

La Russie, son présent, son passé, son avenir, par un ancien diplomate (Anonyme), 1879.

BARINES ET MOUJIKS RUSSES (Anonyme), traduction du russe par Colbert.

Prince LUBOMIRSKY. — Souvenirs d'un page du tsar Nicolas I, 1869.

GOLOVINE. — La Russie sous Nicolas I, 1845.

LEOUZON LECLUE. — La Russie et la civilisation européenne.

HAUMANT. — Influence de la civilisation européenne en Russie.

Henri MARTIN. — La Russie et l'Europe. 1866.

De la Russie et de la France, entretien politique par inconnu, 1872.

Frédéric LACROIX. — Mystères de la Russie, tableau politique et moral.

ERARD DE CHOISEUL GAUFFIES. — La Russie et le panslavisme, 1871.

OSTROVSKI. — Sur le panslavisme moscovite.

SOLOVIEFF. — L'idée russe, 1888.

N. TOURGUENEFF. — La Russie et les Russes, 1847.

Achille TARDIF DE MELLO. — Histoire intellectuelle de la Russie, 1854.

Nicolas GRETSCH. — La Russie en 1839, traduit par Al. Kouznetzoff.

N. M. TOLSTOI. — Les « dvorovié ludi » d'autrefois dans les « Otechestvenia zapiski », 1860, n° 1.

D. Meregkovski. — La Russie malade.

Pypine. — Histoire de la littérature russe, t. IV, Saint-Pétersbourg, 1903.

Ovsianiko Koulikovski. — Œuvres complètes, t. I-II.

Andreevitch. — Essais sur la philosophie de la littérature russe, Saint-Pétersbourg, 1909.

Vengueroff. — Œuvres complètes. Le caractère héroïque de la littérature russe, 1911, Saint-Pétersbourg.

Shompouleff. — Les types provinciaux des « années quarante ». Antiquité russe, août 1898.

Kogane. — Bielinski et son temps, Moscou, 1911.

Von Ritter. — Les ombres du passé, Moscou, 1895.

Haumant. — La vie et l'œuvre, Tourgueneff.

Letkova. — Les serfs intellectuels. Otechest. Zapiski, 1883, livre II.

Dupuy. — Les grands maîtres de la littérature russe.

Tourgueneff. — Les récits d'un chasseur. Œuvres complètes, t. II, 1883, Saint-Pétersbourg.

Pypine. — Caractéristique des opinions littéraires depuis 1820 jusqu'à 1850, 1869.

Madame Gitova. — Souvenir de la famille des Tourgueneff. Journal d'Europe, novembre 1884.

Nikolaeva. — La « derevnia » d'autrefois. Journal du Nord, 1891, n° 6.

Extrait des mémoires d'un ancien serf. Antiquité de Kiew, 1889, livre VIII.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

PRÉFACE.. 1

INTRODUCTION.

Le rôle de la Russie dans l'histoire.......................... 17
La principauté de Moscovie au point de vue politique et social. 17

PREMIÈRE PARTIE.

L'établissement du servage.

Les esclaves et les paysans du XII[e] siècle..................... 57
Les paysans d'après la « Vérité russe » et la « Gramota » de Pskoff.. 64

Les cultivateurs.. 78
Classification des terres habitées par les paysans.......... 78
Apparition de la « barchina » (la corvée).................... 81

Les rapports entre les paysans.............................. 82

L'État et les paysans...................................... 86

Quelques opinions sur l'attachement des paysans à la glèbe. Faut-il accuser Boris Godounoff d'avoir supprimé la liberté de son peuple ?.. 90
Les oukases successifs de 1597, de 1601 et de 1602........ 90
Quelques opinions de professeurs russes et étrangers. Celle de M. Engelmann.. 92

Les conditions économiques qui ont préparé la soumission des paysans.. 100
Le progrès grandissant de l'usage de la « souda » (le prêt). 103

Pages

Le besoin de ressources militaires........................ 105
Apogée de la commune et son organisation intérieure...... 108
Changement qui se produit dans la deuxième moitié du XVIe siècle... 112
Disparition successive du droit de passage libre........... 113

Les évasions et les enlèvements des paysans................ 117

Les paysans des terres privées à la fin du XVIe siècle et au commencement du XVIIe siècle............................ 120
Vers la « kreposte »..................................... 122

La kreposte.. 124

Quelques formes de soumission voisines à l'esclavage. — La « kabala » et ses caractères principaux. — Esclaves volontaires.. 125

Paysans et Esclaves du XVIe et du XVIIe siècles.............. 131

Les différences qui les séparent, l'abaissement progressif des premiers.. 131
Les hommes de la cour — le « dvorovié ».................. 133
Les contrats de la souda................................. 134
L'attachement à la personne du seigneur.................. 136

Les cultivateurs et l'État.................................. 139

La loi de 1649 dite « Oulojenie »........................... 143

Les trois principes nouveaux introduits par la loi. — La pétition adressée à Alexis Michailovitch................. 151
Quelques innovations faites par la loi, les limites du pouvoir seigneurial. — Les oukases de 1658 et de 1667............ 154
Les « prikases » et la vente des paysans.................. 161
Le bien personnel du paysan............................. 162
La personne du seigneur................................. 164
La valeur de la redevance annuelle........................ 165

Le servage de Facto.. 167

Les « poriadnaia »....................................... 168

Le servage à l'époque de Pierre le Grand et ses successeurs. 177

L'impôt sur les âmes..................................... 179

DEUXIÈME PARTIE.

Vers la suppression de l'esclavage, la préparation de l'opinion.

Pages

L'époque de Nicolas et la réaction 205

Les influences étrangères : allemande et française 206

Les grands critiques russes de la première moitié du XIXe siècle 224

Bielinski 224

Herzen 244

Les deux écoles politico-littéraires entre lesquelles s'étaient divisée la pensée russe la veille de l'abolition : Slavophiles, Occidentaux 261

Tourgueneff 275

VU ET LU :

Grenoble, le 16 avril 1912.

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Grenoble,

P. MORILLOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Grenoble, le 17 avril 1912.

Le Recteur,
Le Président du Conseil de l'Université

PETIT-DUTAILLIS.

Grenoble, imprimerie ALLIER FRÈRES.

ÉTUDE

SUR LE

SERVAGE EN RUSSIE

1re Partie — L'ÉTABLISSEMENT DU SERVAGE

2e Partie — VERS LA SUPPRESSION DU SERVAGE
LA PRÉPARATION DE L'OPINION

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée devant la Faculté des Lettres de l'Université de Grenoble

PAR

K. BERBEROFF
Étudiante ès lettres

GRENOBLE
ALLIER FRÈRES, IMPRIMEURS DE L'UNIVERSITÉ
26, Cours de Saint-André, 26

1912



